

DIARIO



OFFICIAL

ESTADOS UNIDOS DO BRASIL

REPUBLICA FEDERAL

ORDEM E PROGRESSO

ANNO LXV — 38ª DA REPUBLICA — N. 68

CAPITAL FEDERAL

SABBADO, 27 DE MARÇO DE 1926

O BRASIL NA LIGA DAS NAÇÕES

A Legação Alemã no Rio de Janeiro, então a cargo de Sua Ex., o Sr. Ministro G. Plehn, entregou ao Hamaraty, em 29 de Setembro de 1924, um longo *Memorandum* acompanhado de um *Aide-Mémoire*. O primeiro desses documentos era uma exposição que o Reich dirigia ao Brasil e a todos os outros membros do Conselho Executivo da Sociedade das Nações, referindo pormenorissimamente como entendia o seu próprio desejo de entrar para a Sociedade das Nações. O *Aide-Mémoire* rogava ao Brasil que desse a conhecer com urgência o seu ponto de vista relativamente aos itens 1 e 2 do *Memorandum*.

O *Memorandum* no texto francez communicado pela Legação Alemã, era o seguinte:

LEGAÇÃO DA ALEMANHA

Traduction

D'après les vues du Gouvernement Allemand la seule voie qui peut mener l'humanité à un essor culturel, se trouve dans la consolidation de la paix et dans la solidarité internationale. Dans les circonstances données l'union des États dans la Ligue des Nations apparait au Gouvernement Allemand comme le moyen le plus sûr pour réaliser cet idéal. Si la demande formulée à Versailles en 1919 par la délégation allemande de la paix qui fut rejetée dans le temps par les Gouvernements Alliés et Associés, n'a pas encore été renouvelée, c'est à cause du fait que l'Allemagne, à cause de la tournure prise par les conditions politiques après l'entrée en vigueur du traité de Versailles, ne pouvait s'attendre à ce que sa collaboration au sein de la Ligue des Nations produise des effets utiles. Le Gouvernement Allemand croit cependant qu'il trouvera à present, surtout après la marche et les résultats de la conférence de Londres, une base qui pourra lui assurer une coopération prospère dans la Ligue des Nations. Il s'est donc décidé d'aspirer sans retard à l'entrée de l'Allemagne dans la Ligue.

En considérant toutefois la discussion internationale à laquelle cette question a donné lieu jusqu'à présent, il ne semble pas opportun au Gouvernement Allemand de faire sans autre une demande d'admission à la Ligue. Dans le but de tout éviter ce qui pourrait causer des contre coups à la détente actuelle de la situation politique mondiale, il désire avant

tout a' délaireir en toute franchise auprès des Gouvernements représentés dans le Conseil de la Ligue des Nations, certaines questions d'importance capitale pour une collaboration de l'Allemagne aux grandes tâches qui entrent dans la compétence de la Ligue des Nations.

1) Le Gouvernement Allemand est loin de réclamer pour l'Allemagne des faveurs spéciales. Il est d'avis que le but, le développement de la Ligue des Nations, ne peut être autre que la réalisation de l'égalité complète entre tous les États qui y sont représentés. Tant que le statut de la Ligue réserve cependant à certains États une position spéciale par le fait de leur accorder le droit d'avoir des représentants permanents dans l'organe destiné en premier lieu au pouvoir exécutif, c'est à dire dans le Conseil de la Ligue des Nations, le Gouvernement Allemand se voit obligé de réclamer aussi pour soi le droit à un tel représentant.

En faisant la demande d'admission il doit donc avoir la certitude que l'Allemagne recevra aussitôt après son entrée dans la Ligue un siège permanent dans le Conseil. Il suppose en outre que l'entrée de l'Allemagne aura, sans doute, comme suite sa participation paritaire aux autres organes de la Ligue, et tout particulièrement au Secrétariat Général. L'admission à un siège permanent dans le Conseil de la Ligue dépend de la décision unanime de toutes les Puissances représentées dans la Ligue. Le Gouvernement Allemand prie donc le Gouvernement Brésilien de lui déclarer si, au temps donné, il est disposé à donner à son représentant dans la Ligue les instructions respectives.

2) L'article 16 du Statut de la Ligue des Nations prévoit une participation des membres de la Ligue à des mesures coercitives contre tels États qui aurent rompu la paix. Tant que subsiste l'inégalité actuelle de l'Allemagne dans l'état de ses armements militaires par rapport aux autres Nations, inégalité causée par le désarmement de l'Allemagne, celle-ci est, contrairement aux autres membres de la Ligue des Nations, mise complètement hors d'état de prendre part à aucune exécution de la Ligue basée sur l'article 16. Un peuple désarmé, qui est environné de voisins fortement armés, disposant de tous les moyens modernes de guerre, et qui, par contre, n'a pas même à sa disposition les moyens suffisants pour défendre ses

frontières, ne peut en cas de conflits internationaux abandonner sa neutralité de primabord. Il s'exposerait en effet au danger d'être considéré comme adversaire belligérant par les états contre lesquels se dirige l'exécution de la Ligue. Pour cette raison le Gouvernement Allemand se verra obligé de faire une réserve correspondant en formulant sa demande d'admission. Il attache du prix à s'assurer déjà à présent de l'opinion du Gouvernement Brésilien sur ce point.

3) D'après le Statut de la Ligue des Nations l'admission de nouveaux membres dépend de ce qu'ils donnent des garanties effectives pour leur sincère intention de maintenir leurs obligations internationales. Selon l'avis du Gouvernement Allemand il est exclu qu'il puisse y avoir des doutes fondés contre l'existence d'une telle garantie par rapport à l'Allemagne. Il est cependant disposé à confirmer à la Ligue des Nations par une déclaration formelle qu'il est disposé à exécuter ses compromis internationaux. Une telle déclaration ne touche cependant par les déclarations faites à des occasions antérieures par le Gouvernement Allemand ayant rapport aux compromis en cause; il ne doit particulièrement pas être interprété comme si le Gouvernement Allemand reconnaissait par ces déclarations tout ce qui a été prétendu pour motiver ses obligations et qui compromet moralement le peuple allemand. De même le Gouvernement Allemand ne peut pas s'abstenir de faire remarquer qu'en réalité l'exécutabilité de ses compromis contractés ne dépend pas uniquement de ses intentions loyales. Il se voit obligé de répéter avec insistance qu'avant tout la réalisation des stipulations de Londres rend absolument indispensable la réintégration des conditions légales au Rhin et à la Rhur.

4) Dans l'article 22 du Statut de la Ligue des Nations il est dit que la tutelle des peuples non indépendants doit être confiée aux Nations avancées qui présentent la meilleure aptitude à cet effet à cause de leurs moyens et de leurs expériences. L'Allemagne qui, après avoir perdu la guerre, a été exclue de tout oeuvre coloniale s'attend à participer au temps donné activement au système des mandats.

Le Gouvernement Allemand est certain que, si l'on tient compte des points de vue susmentionnés, il s'en suivra un état de choses qui ne servira non seulement aux intérêts de l'Allemagne, mais aussi à ceux de la Ligue des Nations. La coopération aux hauts problèmes qui occupent la Ligue, coopération à laquelle l'Allemagne est prête et à laquelle elle a un droit, contribuera à rapprocher ces problèmes à leur réalisation. Il est permis de s'attendre à ce résultat déjà pour la raison que l'entrée de l'Allemagne représente un pas important vers l'universalité de la Ligue des Nations. L'universalité de la Ligue doit être considérée comme une condition indispensable à sa pleine efficacité. Seulement quand elle aura été obtenue, l'esprit de vraie démocratie, l'esprit de réconciliation et de bonne entente qui vient de porter à Londres ses premiers fruits, pourra s'étendre sur la solution de toutes les questions qui, à l'heure présent, s'élèvent encore entre les peuples et les séparent.

Le Gouvernement Allemand considérera en tout temps comme un de ses plus nobles devoirs d'appliquer toutes ses forces pour poursuivre ce but final.

Rio de Janeiro, le 29 Septembre 1924.

LEGAÇÃO DA ALLEMANHA

Aide Mémoire

Relativo ao Memorandum do Governo Alemão, que é entregue nesta ocasião e cuja publicação não se tenciona fazer por enquanto, a Legação da Alemanha, obedecendo a instruções recebidas, toma a liberdade de mencionar o seguinte:

O Memorandum tem o fim de apresentar a interpretação authentica da posição em que se colloca o Governo Alemão relativa á questão da entrada da Alemanha para a Liga das Nações. O Governo Alemão agora tem o sincero e firme proposito de fazer parte da Liga das Nações. Elle cultiva toda a esperança que o Governo Brasileiro reconheça a verdade dos pontos de vista do Memorandum, que necessariamente se deduzem dos factos, de um lado que a Alemanha, apesar de sua derrota, é um paiz de grande cultura, e de outro que elle se acha em situação excepcional devido ao Tratado de Versailles e ao desarmamento unilateral. O Governo Alemão, para esclarecer a questão, tem o dever de dar valor a uma opinião por escripto por parte do Governo Brasileiro, relativa aos pontos 1 e 2 do Memorandum. Com isto se faz, portanto, o pedido relativo.

O Governo Alemão declara expressamente que a exigencia contida no Memorandum relativa á evacuação do Rheno e Rhur de modo algum deve ser julgada como pretexto para, eventualmente, não executar as obrigações assumidas em Londres. O direito dessa exigencia se prova com a acção dos círculos financeiros, que fazem depender a subscripção do empréstimo de 800 milhões, empréstimo que é a chave para a execução do convenio de Londres, da evacuação militar do Rhur e da zona do Kocln para 10 de Janeiro de 1925.

O Governo Alemão ficaria particularmente grato si o Governo Brasileiro desse a conhecer com urgencia o seu ponto de vista relativo aos pontos 1 e 2 do Memorandum.

Rio de Janeiro, 29 de Setembro de 1924.

O Governo do Brasil estudou cuidadosamente a questão e respondeu á Alemanha em data de 1 de Dezembro de 1924, nos seguintes termos:

Ministerio das Relações Exteriores — Rio de Janeiro — G. 102/9.290.

Lemos com a maior attenção o *aide mémoire* de 29 de Setembro da Legação Alemã e os dois documentos, que vieram annexos ao alludido *aide mémoire*.

A importancia que o Governo Brasileiro attribue á Sociedade das Nações ficou bem patente na creação de uma Delegação especial, com caracter permanente, em Genebra, onde tem séde o vasto aparelho internacional creado pelo Tratado de Versailles.

Fieis ao espirito e á letra desse Pacto, do qual somos signatarios, acompanhamos com a maior sympathia o desenvolvimento progressivo dos diversos órgãos que desde então vêm sendo creados para assegurar definitivamente a paz entre todos os povos.

A nossa participação nos trabalhos da Sociedade das Nações significa bem, de nossa parte, o desejo que ardentemente nutrimos de conceprer, de uma maneira elevada, para a realização dos nobres idéaes de humanidade.

Não poderíamos, portanto, olhar com indiferença as aspirações das Nações que desejem entrar para a Sociedade e com ella collaborar nos seus objectivos.

Não honrariamos mesmo a nossa adhesão á Sociedade das Nações si tivéssemos o pensamento egoístico de cuidar tão sómente dos nossos interesses como Nação soberana e como membro da familia americana.

Mentiríamos ainda á consciência nacional Brasileira, hoje completamente identificada com o elevado escopo da Sociedade, si nos recusássemos a cooperar para a impantação definitiva na Europa da paz pela justiça.

É este o espirito que ha de guiar sempre a nossa orientação, quer nas assembleas da Liga, quer no seio das comissões especiaes, ou nos trabalhos do Conselho Executivo, do qual temos tambem a honra de fazer parte.

O Governo do Brasil entende, porém, que as questões controlizadas nos desejos expressos pela Alemanha pertencem á natureza das que não devem se tratadas de Governo a Governo, mas, de preferencia, expostas e discutidas em conjunto pelos membros da Sociedade e no seio desta, afim de serem melhor conhecidos os varios aspectos das ditas questões e os pontos de vista dos outros associados.

O Governo allemão pôde, entretanto, ter a certeza de que examinaremos imparcialmente, e com espirito conciliador, as suas aspirações contidas no *aide memento* de 29 de Setembro de 1924, mantendo o firme proposito de encontrar soluções adequadas para todas as questões e reclamações justas, sem prejuizo dos compromissos assumidos pelo Brasil e da boa doutrina do Direito Internacional, no que fór applicavel a cada caso.

A Sociedade das Nações deve caminhar resolutamente para uma universalisação cada vez maior do seu Estatuto. Quanto mais adherentes confiar a Instituição tanto maiores serão a sua força e o seu prestigio. Qualquer nação, grande ou pequena, ausente dos conselhos de Genebra, faz falta. O ideal é que todos os povos alli se reúnam e se entreguem ao nobre labor de achar o caminho das soluções pacificas.

Um regimen de garantia mutua e de assistencia efectiva appareará, sem duvida, um dia, esses louvabilissimos esforços.

— Isto posto, o Brasil nenhuma objecção tem a oppôr, em these, á entrada da Alemanha como Membro da Sociedade das Nações, antes deseja que essa entrada se verifique.

— Tambem, em principio, o Brasil não se oppõe a que o novo membro obtenha um lugar permanente no Conselho.

Essas questões e as outras a que se refere o Memorandum da Chancellaria Allemã serão encaradas pelo Brasil com sereno espirito e justa ponderação, quando formos chamados a tratar do assumpto no debate do mesmo pela Assembléa da Sociedade.

Rio de Janeiro, 1 de Dezembro de 1924.

O Ministro Plehn accusou a recepção da resposta no seguinte *bilhete verbal*:

Legação da Alemanha — J. N. 4344/24.

La Légation d'Allemagne, ayant l'honneur d'accuser réception du Mémoire du 1^{er} décembre — G. 102/9290 — se permet de communiquer au Ministère des Affaires Étrangères des États Unis du Brésil qu'il lui a été un devoir des plus agré-

bles de faire parvenir à son Gouvernement le point de vue du Gouvernement du Brésil au sujet de la question de l'entrée de l'Allemagne dans la Ligue des Nations.

Rio de Janeiro, le 6 décembre 1924.

Convocada para 8 do findante mez de Março uma Assembléa Extraordinaria da Sociedade das Nações, o Brasil logo que teve conhecimento official da ordem do dia declarou que compareceria, e designou para seus Delegados os Srs. Embaixadores Mello Franco, Souza Dantas e Regis de Oliveira.

Os termos da convocação eram os seguintes, como consta do telegramma do Secretariado recebido pelo Itamaraty:

Genève, 13.

Conseil a décidé aujourd'hui, en application article premier règlement Assemblée, qu'assemblée se réunira session extraordinaire Genève, huit mars 1926, quinze heures, avec ordre du jour suivant

Primo — demande admission Allemagne

Secondo — decision assemblée sur propositions éventuelles Conseil par application article quatre Pacte

Tertio — questions budgétaires

Quarto — construction salle de conférences.

Par consequent, suis chargé président Conseil, conformément article troisième règlement assemblée, convoquer membres Société cette session.

Étant donné impossibilité communiquer documents nécessaires à votre Gouvernement avant huit Mars, serais heureux connaître plus tôt possible noms vos délégués à qui outre distribution normale documents seront transmis immédiatement.

— Drummond, Secrétaire General.

Não vendo nada nessa convocação que pudesse levar o Brasil a alterar a resposta dada á consulta da Alemanha tres mezes depois da Assembléa da Sociedade haver approvado o Protocollo de Genebra, isto é antes da modificação feita na politica europeia com o abandono daquelle Protocollo e a assignatura dos Pactos de Locarno, que, aliás, longe de contrariar, aconselhavam o alargamento do Conselho, o Governo Federal limitou-se a aguardar, como lhe cumpria, a abertura dos trabalhos.

Antes, porém, dessa abertura, os telegrammas da imprensa entraram a noticiar com insistencia que a Alemanha fazia questão capital de entrar sozinha para membro permanente do Conselho, quando o terceiro item da convocação não dizia isso, e rezava apenas, como acima se leu: "*Decision assemblée sur propositions éventuelles Conseil par application article quatre Pacte.*"

O Governo do Brasil teve confirmação da estranha noticia no seguinte telegramma do Embaixador Mello Franco:

Genebra, 17 — Logo que regressei de Roma, fui procurado pelo Consul da Alemanha que fez considerações no sentido da these allemã, de que a sessão extraordinaria deveria ser sómente para a entrada da Alemanha na Liga das Nações e para a satisfação do compromisso assumido com ella de ser-lhe dado um lugar permanente no Conselho, e que a criação de outros postos deveria ser objecto da sessão ordinaria de Setembro. — Mello Franco."

Estando já desde muito lançadas as candidaturas do Brasil e da Hespanha, e tendo sido adiada a solução exactamente para quando a Allemanha pedisse ingresso, como aliás transparecia da propria convocatoria, não era natural que o nosso paiz deixasse de fazer algumas objecções á these nova e imprevista da entrada do Reich sózinho para membro permanente do Conselho.

Foi então que o Ministro das Relações Exteriores pediu a Sua Excellencia o Sr. Knipping, Plenipotenciario da Allemanha, o obsequio de ir vel-o, e procurou saber o fundamento do que se dizia, manifestando-lhe ao mesmo tempo a sua surpresa por esse facto novo, que obrigava o Brasil a reexaminar a questão, quando o seu vivo desejo continuava a ser o de votar para que a Allemanha obtivesse ingresso na Liga e, ao mesmo tempo, um posto permanente no Conselho.

Essa conferencia realizou-se na residencia do Sr. Ministro das Relações Exteriores, e Sua Excellencia o Sr. Ministro Knipping declarou que ia telegraphar ao seu Governo.

No dia 27 de Fevereiro Sua Ex. o Sr. Ministro Knipping entregava pessoalmente ao Sr. Ministro das Relações Exteriores o *Aide-Mémoire* que em seguida reproduzimos no proprio texto portuguez da Legação Allemã:

Legação da Allemanha — *Aide mémoire*.

Conforme o desejo de Sua Ex., o Ministro Allemão não tardou de telegraphar o conteúdo da declaração verbal de Sua Ex. o Sr. Ministro das Relações Exteriores no dia 24 do corrente ao Governo do Reich, dizendo:

— “Em vista da attitudo allemã communicada officialmente pelo Consul allemão em Genebra, Sr. Aschmann, ao Embaixador Brasileiro junto á Liga das Nações e não mencionando o desejo brasileiro para um lugar permanente no Conselho da Liga pleiteado ha mais do que dous annos e conhecido no Ministerio das Relações Exteriores do Reich, o Governo Brasileiro se considera numa situação em frente da Allemanha, não podendo, desta maneira, sustentar inteiramente a sua declaração datada de 1 de Dezembro de 1924, dizendo não oppôr-se a que a Allemanha obtenha um lugar permanente no Conselho e reservando-se sua attitudo na sessão do Conselho fixada para o dia 8 de Março, afim de reservar seus direitos e interesses.”

Veni de ser encarregado de responder ao Governo Brasileiro o seguinte:

“A declaração ainda não está bem entendida pelo Governo do Reich, porquanto o Consul Allemão em Genebra, Sr. Aschmann, nem encarregado officialmente nem pessoalmente jámais fez communicação ao Sr. Embaixador Brasileiro junto á Liga das Nações sobre a attitudo allemã. A unica entrevista que teve lugar sobre este assumpto foi uma communicação particular da parte do Sr. Dr. Afranio de Mello Franco, dizendo: exigindo o Conselho da Liga a recommendação de todos os Estados sul-americanos e sendo esta pouco provavel, a candidatura do Brasil parece pouco promissora. Com excepção disto, o Governo do Reich não recebeu até agora nenhuma communicação concernente aos desejos brasileiros e a sua informação dependeu exclusivamente de noticias contradictórias da imprensa. O Governo do Reich agradecerá por isso

esclarecimentos sobre a declaração de Sua Excellencia o Senhor Ministro das Relações Exteriores, concernente á entrevista do Consul Allemão em Genebra com o Sr. Embaixador Brasileiro, mandando ao mesmo tempo de communicar a Sua Excellencia que se sente muito surprehendido da declaração mencionada. O Governo do Reich não pôde admittir que a situação do Brasil a respeito de um lugar permanente para a Allemanha seja mudada de qualquer maneira e alterá-se á declaração do Governo Brasileiro contida no Memorandum datado de 1 de Dezembro de 1924.

Rio de Janeiro, 27 de Fevereiro de 1926.

A resposta do Governo do Brasil consta do seguinte documento, entregue a Sua Excellencia o Sr. Ministro Knipping na tarde de 5 de Março:

MINISTERIO DAS RELAÇÕES EXTERIORES

Rio de Janeiro

O Governo do Brasil examinou detidamente os termos do *aide mémoire* de 27 de Fevereiro de 1926 que Sua Excellencia o Senhor Ministro Knipping entregou pessoalmente ao Ministro das Relações Exteriores em entrevista realizada na residencia deste.

Teriamos talvez alguma cousa a rectificar na communicação que Sua Ex. mandou ao seu Governo, resumindo essa palestra.

E' preferivel no entanto deixar de lado qualquer possivel equivoço na transmissão da alludida palestra e irmos ao ponto que interessa.

O supracitado *aide-mémoire* a que o Itamaraty tem a honra de responder diz textualmente na traducção portugueza entregue com o original allemão:

“A declaração ainda não está bem entendida pelo Governo do Reich porquanto o Consul Allemão em Genebra, Sr. Aschmann, nem encarregado officialmente nem pessoalmente jámais fez communicação ao Sr. Embaixador Brasileiro junto á Liga sobre a attitudo Allemã. A unica entrevista que teve lugar sobre esse assumpto foi uma communicação particular da parte do Sr. Dr. Afranio de Mello Franco, dizendo: exigindo o conselho da Liga a recommendação de todos os estados sul-americanos e sendo essa pouco provavel, a candidatura brasileira parece pouco promissora”.

Nada do que ahí está referido se tendo passado no Rio, era natural que ouvíssemos o Embaixador Mello Franco, o qual, em telegramma de resposta, expedido de Genebra, assim se expressa, contestando categoricamente as passagens do *aide-mémoire*:

“O Consul da Allemanha, com quem mantenho boas relações e ao qual tenho dado provas da nossa isenção de animo acerca do seu paiz, desde muito tempo e, agora, solicitada pela nova phase criada por Locarno, limitou-se a defender a these official, publicamente sustentada pelo seu Governo, no sentido de restringir a sessão de Março proximo sómente á entrada da Allemanha.

O meu telegramma citado transmittiu unicamente a dita informação.

Accrescento agora que eu respondi não poderemos accellar tal ponto de vista, porque toda a minha correspondencia offi-

bial com os delegados das grandes potencias no Conselho, desde 1923, prova que o argumento com que os ditos delegados se oppunham á nossa entrada para membro permanente era que deviamos esperar a oportunidade da admissão da Alemanha, e que nessa occasião teria, necessariamente, de ser encarado e resolvido o problema geral do augmento do Conselho.

Era, pois, inadmissivel a these allemã e estaria em contradicção com todas as promessas anteriores feitas ao Brasil.

Contesto tambem a outra informação do *aide-mémoire* transmittido a Vossa Excellencia pelo Ministro Knipping.

Não era possivel que houvesse eu dito que o Conselho Executivo da Liga das Nações exigia a recommendação de todos os Estados latinos americanos para que fosse possivel a candidatura do Brasil.

O que se passou foi o seguinte: Tendo a imprensa europeá repetido que a Argentina e o Chile, além de outros paizes americanos, se oppunham á candidatura do Brasil, e tendo o Consul da Alemanha alludido a taes boatos, respondi não acreditar e que a reunião dos latinos americanos, em Setembro, provava em contrario, mas que si porventura nos fosse imposta pelas grandes potencias a condição desse *placet* prévio, para servir de pretexto para o afastamento da America e a admissão sómente de Estados Europeus, nesse caso eu proporia a meu Governo nosso completo desinteresse pelos assumptos da Liga das Nações, porque ficaria demonstrado não ser ella uma associação verdadeiramente tendente á universalização, mas uma simples alliança de Estados da Europa."

O *aide-mémoire* a que este outro responde, termina dizendo que o Governo do Reich se sente muito surprehendido e "não póde admittir que a situação do Brasil a respeito de um lugar permanente no Conselho para a Alemanha seja mudada de qualquer maneira e atirá-se á declaração do Governo Brasileiro no *Memorandum* de 1 de Dezembro de 1924."

Reservada qualquer impropriedade de traducção que não é desta Chancellaria, cabe ao Itamaraty ponderar a Sua Ex. o Sr. Ministro Allemão que não ha razão nenhuma para surpreza, e que o Brasil, nessa questão, está onde sempre esteve e estará, isto é, animado da melhor boa vontade em relação á Alemanha e dentro dos termos exactos de sua resposta de 1 de Dezembro de 1924, cujos topicos essenciaes convem recordar:

"Não honrariamos mesmo a nossa adhesão á Sociedade das Nações si tivessemos o pensamento egoístico de cuidar tão sómente dos nossos interesses como nação americana e como membro da familia americana."

Mentiríamos ainda á consciencia nacional brasileira, hoje completamente identificada com o elevado escopo da Sociedade, si nos recusassemos a cooperar para a implantação definitiva na Europa da paz pela just

E' este o espirito que ha de guiar sempre a nossa orientação, quer nas assembléas da Liga, quer no seio das commissões especiaes, ou nos trabalhos do Conselho Executivo, do qual temos tambem a honra de fazer parte.

O Governo do Brasil, entende, porém, que as questões contempladas nos desejos expressos pela Alemanha pertencem á natureza das que não devem ser tratadas de Governo a Governo, mas, de preferencia, expostas e discutidas em conjuncto pelos membros da Sociedade e no seio desta, afim de serem

melhor conhecidos os varios aspectos das ditas questões e os pontos de vista dos outros associados.

O Governo allemão póde, entretanto, ter a certeza de que examinaremos imparcialmente e com espirito conciliador as suas aspirações contidas no *aide-mémoire* de 29 de Setembro de 1924, mantendo firme o proposito de encontrar soluções adequadas para todas as questões e reclamações justas, sem prejuizo dos compromissos assumidos pelo Brasil e da boa doutrina do Direito Internacional, ao que fór applicavel a cada caso.

— Isto posto, o Brasil nenhuma objecção tem a oppor, em these á entrada da Alemanha como Membro da Sociedade das Nações, antes deseja que essa entrada se verifique.

— Tambem, em principio, o Brasil não se oppõe a que o novo membro obtenha um lugar permanente no Conselho.

Essas questões e as outras a que se refere o *Memorandum* da Chancellaria Allemã serão encaradas pelo Brasil com sereno espirito e justa ponderação, quando formos chamados a tratar do assumpto no debate do mesmo pela Assembléa da Sociedade."

Tendo em vista apoiar a entrada da Alemanha para a Liga das Nações, assim como a sua eleição para membro permanente do Conselho, não pensou o Brasil em abrir mão, como não abriu, de sua candidatura a um lugar permanente no mesmo Conselho, candidatura que vinha pleiteando ostensivamente desde a sessão de 1923, muito antes, portanto, de resolver-se a Alemanha a entrar para a Liga.

E os termos—"em these" e "em principio"—de que usou na sua resposta de 1 de Dezembro de 1924 á consulta da Alemanha não significavam senão que o Brasil se reservava o direito de examinar o desejo da Alemanha "em conjuncto" com os outros membros do actual Conselho Executivo, isto é, quando no seio deste se viesse a estudar a conveniencia de augmentar o numero de logares permanentes, e a resolver a que outras Nações seriam elles destinados.

Era tanto mais natural aquella reserva, quanto já haviam acenado ao Brasil com a promessa de attender ao seu desejo logo que se cogitasse da entrada da Alemanha ou de outra nação para o Conselho Executivo.

Se isto não foi amplamente exposto assim ao Governo Allemão na citada resposta de 1 de Dezembro de 1924, foi por não suspellar o Brasil que a Alemanha pretendesse entrar sozinha para o quadro permanente do Conselho, e esta não lh'o ter deixado sequer transparecer no *aide-mémoire* de 29 de Setembro de 1924.

O pensamento do Governo Brasileiro ficou, porém, claramente patenteado no final de sua citada resposta: "Estas questões e as outras a que se refere o *Memorandum* da Chancellaria Allemã serão encaradas pelo Brasil com sereno espirito e justa ponderação quando formos chamados a tratar do assumpto no debate do mesmo pela assembléa da Sociedade".

Pelo exposto, o Governo do Brasil tem a honra de comunicar officialmente ao Governo da Alemanha a candidatura do Brasil a um lugar permanente no Conselho da Liga das Nações e que apoiará com prazer o pedido da Alemanha, uma vez que ella não seja a unica nação a ingressar, como membro permanente, no Conselho, e não embarace a legitima aspiração do Brasil.

Rio de Janeiro, 5 de Março de 1926.

SUMMARIC

ACTOS DO PODER EXECUTIVO:

Decreto n. 17.248, que concede á Tide Water Oil Export Corporation autorização para funcionar na Republica.

Decreto n. 17.256, que abro o credito especial de 1:752\$848, para saldar contas com o 3º escripturario da Recebedoria do Districto Federal, Francisco Jeronymo de Albuquerque Maranhão.

Ministerio da Guerra — Decretos de 18 de fevereiro e 24 do corrente.

SECRETARIAS DE ESTADO:

Ministerio da Justiça e Negocios Interiores — Portarias — Expediente das Directorias da Justiça e de Contabilidade e do Departamento Nacional de Saude Publica.

Ministerio das Relações Exteriores — Circular — Portaria — Expediente.

Ministerio da Fazenda — Portaria — Expediente da Directoria Geral do Thesouro Nacional, da Contadoria Central da Republica, das Directorias da Receita e da Despesa Publicas, da Recebedoria do Districto Federal, das Inspectorias Geral dos Bancos e de Seguros, da Imprensa Nacional e *Diario Official* e da Caixa de Amortização.

Ministerio da Marinha — Portarias — Expediente.

Ministerio da Guerra — Portarias — Expediente.

Ministerio da Viação e Obras Publicas — Portarias — Expediente das Directorias Geraes de Contabilidade e dos Correios e da Estrada de Ferro Central do Brasil.

Ministerio da Agricultura, Industria e Commercio — Expediente das Directorias Geraes de Agricultura, de Contabilidade e da Propriedade Industrial e das Directorias do Serviço de Inspeção e Fomento Agricolas e de Meteorologia.

Tribunal de Contas — Termos de contracto — Noticiario — Parte Commercial — Rendas publicas — Editaes e avisos — Sociedades anonymas — Annuncios.

ACTOS DO PODER EXECUTIVO

DECRETO N. 17.248 - DE 17 DE MARÇO DE 1926

Concede a Tide Water Oil Export Corporation autorização para funcionar na Republica

O Presidente da Republica dos Estados Unidos do Brasil, attendendo ao que requereu Tide Water Oil Export Corporation, com sede em Bayonne, New Jersey, Estados Unidos da America, e devidamente representada, decreta:

Artigo unico. É concedida á sociedade anonyma Tide Water Oil Export Corporation autorização para funcionar na Republica com os estatutos que apresentou e mediante as clausulas que este acompanham, assignadas pelo ministro de Estado dos Negocios da Agricultura, Industria e Commercio, ficando a mesma sociedade obrigada a cumprir as formalidades exigidas pela legislação em vigor.

Rio de Janeiro, 17 de março de 1926, 105ª da Independência e 38ª da Republica.

ARTHUR DA SILVA BERNARDES.

Miguel Calmon du Pin e Albuquerque.

Clausulas que acompanham o decreto n. 17.248, desta data

I

A sociedade anonyma Tide Water Oil Export Corporation é obrigada a ter um representante geral no Brasil, com plenos e illimitados poderes para tratar e definitivamente resolver as questões que se suscitarem, quer com o Governo, quer com particulares, podendo ser demandado e receber citação judicial pela sociedade.

II

Todos os actos que praticar no Brasil ficarão sujeitos unicamente ás respectivas leis e regulamentos e á jurisdicção de seus tribunales judiciarios ou administrativos, sem que, em tempo algum, possa a referida sociedade reclamar qualquer excepção, fundada em seus estatutos, cujas disposições não poderão servir de base para qualquer reclamação concernente á execução das obras ou serviços a que elles se referem.

III

Fica dependente de autorização do Governo qualquer alteração que a sociedade tenha de fazer nos respectivos estatutos.

Ser-lhe-ha cassada a autorização para funcionar na Republica se infringir esta clausula.

IV

Fica entendido que a autorização é dada sem prejuizo do principio de achar-se a sociedade sujeita ás disposições de direito que regem as sociedades anonymas.

V

A infracção de qualquer das clausulas para a qual não esteja comminada pena especial será punida com a multa de um conto de réis (1:000\$) a cinco contos de réis (5:000\$), e, no caso de reincidencia, com a cassação da autorização concedida pelo decreto em virtude do qual baixam as presentes clausulas.

Rio de Janeiro, 17 de março de 1926. — *Miguel Calmon du Pin e Albuquerque.*

Eu, abaixo assignado, traductor publico e interprete commercial juramentado da praça do Rio de Janeiro, devidamente nomeado pela MM. Junta Commercial da mesma cidade, certifico pelo presente que me foi apresentado um documento escripto no idioma inglez, afim de o traduzir para o vernaculo, o que fiz, em razão do meu officio, na forma seguinte:

TRADUÇÃO

CONSTITUTO DE INCORPORACÃO DA TIDE WATER OIL CORPORATION

Certifica-se pela presente que nós, Byron D. Benson, Frank A. Marsellus e F. Bailey Vanderhoef, pelo presente nos associamos sob a forma de corporação constituída por força e em virtude de um acto do Poder Legislativo do Estado de New Jersey, intitulado "Lei Referente a Corporações (Revisão de 1896)" e dos varios additivos á mesma lei e das suas modificações, nos obrigamos, respectivamente, a tomar o numero de acções do capital-acções, constante em frente dos nossos respectivos nomes.

1. O nome da companhia é Tide Water Oil Export Corporation.

2. A sede do escriptorio principal neste Estado é em East 22nd Street, na cidade de Bayonne, condado de Hudson. O nome do agente na mesma cidade encarregado do mesmo escriptorio principal é autorizado a receber citação judicial que possa ser feita á companhia é Joseph B. Edwards.

3. Os fins para esta companhia é constituída são:

Explorar o negocio de perfuração, extração, produção, concentração, evaporação, refinação, compra, venda e disposição e utilização, por outra qualquer forma e commercio de petroleo em todos os seus estados, oleo, enxofre, gaz, carbão fino, asphalto, betume e substancias betuminosas de toda natureza, carbonos e productos hydrocarbonicos de toda sorte, carvão, saes, gaz natural, aguas thermaes e medicinas, ouro, prata, ferro, cobre e outros quaesquer metaes e mineraes, e, em geral, productos da terra de toda especie e natureza.

Explorar, descobrir, perfurar, extrahir, produzir, minar, trabalhar, separar, converter, refinar, fundir, reduzir, tratar, manufacturar, utilizar, vender e gerar com todas e cada uma das substancias especificadas no presente instrumento nas suas formas naturaes ou modificadas ou manufa-

eturadas, sob a forma de sub-productos ou combinações ou outro modo.

Fabricar, comprar, vender, distribuir, gyrar e commerciar e utilizar de outra qualquer forma, todos os generos e typos de asphalto, petroleo e productos destillados de petroleo, enxofre, tintas, oleos, tinturas, vernizes, carbono e productos de hydro-carbono e todas e quaesquer outras substancias seja qual for sua natureza, já sejam sub-productos dos negocios especificados neste instrumento já não, e quer estejam em estado bruto ou em formas manufacturadas ou refinadas, que a companhia possa vantajosamente fabricar, ou com que possa gyrar ou commerciar em ligação á exploração dos negocios especificados neste instrumento.

Comprar, adquirir, tomar, ter em mãos, desenvolver, explorar, pesquisar, melhorar, operar, arrendar, alugar, gosar, superintender, gerir ou utilizar de outra qualquer forma, hypothecar, conceder, vender, trocar, transpassar ou dispor de outra forma de todos e quaesquer pozos de oleo e gaz, terras, arrendamentos, depositos, minas, pedreiras, locações, posses, direito, privilegios, favores, fóros direitos successorios e bens de toda sorte e natureza e situados em qualquer dos Estados dos Estados Unidos da America ou em quaesquer outros paizes e localidades, dos quaes ou do exercicio dos quaes a companhia possa ora ou futuramente descobrir, produzir e extrahir todas ou quaesquer das substancias anteriores ou ulteriomente mencionadas no presente instrumento.

Edificar, comprar, arrendar, construir, adquirir, montar, gerir, manter, superintender, e explorar linhas de canos (encanamentos), estações de bombas, carros, carros-tanques, tanques e reservatorios e todos e quaesquer outros meios de transporte de oleo ou outro fluido e todos e quaesquer pertences relativos aos mesmos que forem precisos ou convenientes para os negocios acima expressos ou para qualquer delles.

Fabricar combustivel, produzir força, gaz de illuminação e outras quaesquer qualidades de gaz de carvão, petroleo, maltha (pez mineral), asphalto e de quaesquer outras substancias de que possa ser produzido gaz, segundo processos existentes ou que possam ser descobertos futuramente, e fornecer faes substancias para combustivel, força, illuminação e todos ou quaesquer outros fins de qualquer natureza, a consumidores publicos ou particulares.

Construir, edificar, comprar, adquirir, possuir, explorar, hypothecar ou gravar, utilizar, arrendar, vender, transpassar ou dispôr de outra forma de casas, fabricas edificios ou construções de toda natureza, installações, manufacturas, machinas, officinas, tanques, reservatorios, docas, molhes, cães, anteparas, installações de calor, luz e força, estradas, bondes, vias ferreas (fôra de New Jersey), embarcações a vapor, navios, encanamentos, e outros quaesquer meios ou processos de transporte por terra ou sobre agua, poutes, canaes, reservatorios, obras de armazenagem, obras hydraulicas e pertences das mesmas, seja qual for sua especie e qualidade, dentro dos limites autorizados pelos estatutos sob que esta companhia é incorporada e na conformidade das leis e da jurisdição dos lugares onde quaesquer desses serviços estiverem situados.

Fabricar, comprar ou adquirir de outra forma, possuir, hypothecar, caucionar, vender, ceder e transferir ou dispôr de outra qualquer forma, empregar, commerciar, negociar e gyrar com generos, artigos e mercadorias e bens moveis e immoveis de toda sorte e natureza.

Adquirir e pagar em dinheiro, titulos ou acções desta companhia ou de outra forma, a freguesia, direitos activos e bens, e chamar a si ou assumir todo ou qualquer parte do passivo ou das obrigações de qualquer pessoa, firma, sociedade ou companhia.

Adquirir, possuir, usar, vender, ceder, arrendar, conceder licenças relativas a, hypothecar ou dispôr de qualquer forma de cartas-patentes dos Estados Unidos ou de qualquer paiz estrangeiro, privilegios, licenças e patentes, invenções, melhoramentos e processos, direitos autoraes, marcas de fabrica e nomes de commercio relativos ou uteis a qualquer negocio desta companhia.

Garantir, comprar, possuir, vender, ceder, transferir, hypothecar, caucionar ou dispôr de outra qualquer forma de acções de capital, dos titulos, obrigações ou instrumentos de dívida emitidos por qualquer outra companhia ou companhias organizadas de accordo com as leis deste Estado ou de qualquer outro Estado, paiz, nação ou governo, e enquanto estiver na posse desses titulos, exercer todos os direitos, poderes e privilegios decorrentes da propriedade.

Emitir titulos, debentures ou obrigações desta companhia, opportunamente, para qualquer dos fins ou objectos

da companhia e garantil-os por hypotheca, caução, escriptura de trust ou de outra forma.

Comprar, possuir, vender e transferir as acções de seu proprio capital-acções; fica entendido que a companhia não emprega seus capitales ou bens na compra de suas proprias acções de capital quando disso possa resultar qualquer desfalque do seu capital; e fica entendido, mais, que a companhia não poderá votar directa ou indirectamente com acções do seu proprio capital que forem da sua propriedade.

Ter um ou mais escriptorios, explorar todos ou quaesquer dos seus negocios e operações, e, sem restringir ou limitar quantidade, comprar ou adquirir de outra forma, ter em mãos, possuir, hypothecar, vender, transpassar ou dispôr de outra forma de bens moveis e immoveis de toda classe e natureza, em qualquer dos Estados, districtos, territorios ou colonias dos Estados Unidos, e em todos e quaesquer paizes estrangeiros, com observancia das leis desse Estado, districto, territorio, colonia ou paiz.

Em geral, explorar qualquer outro negocio relacionado ao acima expresso, industrial ou de outra natureza, e ter e exercer todos os poderes conferidos pelas leis de New Jersey, a companhias constituídas sob a lei anteriormente mencionada, e fazer todas ou quaesquer das coisas anteriormente expressas neste instrumento com a mesma latitude de poderes que assistiriam a pessoas naturaes.

As clausulas acima serão entendidas como fins e tambem como poderes e fica pelo presente instrumento expressamente disposto que a enumeração supra de poderes especificas não será entendido como limitação ou restrição, do qualquer modo, dos poderes desta companhia.

4. O capital-acções, total autorizado desta companhia, é cento e vinte e cinco mil dollars (\$125.000), dividido em mil duzentas e cincoenta (1.250) acções do valor par de cem dollars (\$100) cada uma.

5. Os nomes e endereços postaes dos incorporadores e o numero de acções subscriptas por cada um delles, pertazendo o total de mil dollars (\$1.000), montante de capital-acções com que esta companhia começará seus negocios — são os seguintes:

Nome — Residência — N. de acções.

Byron B. Benson, 215 Passaic Avenue, Passaic, N. J.	8
Frank A. Marschus, 129 A-cension Street, Passaic, N. J.	1
T. Bailey Vauderholf, Greenwich, Conn.	1

6. O prazo de existencia desta companhia é illimitado.

7. Como ampliação e não como limitação dos poderes conferidos por lei, a directoria fica expressamente autorizada:

a) a realizar suas assembleas, ter um ou mais escriptorios e escripturar e guardar os livros da companhia (nomes os livros de acções e de transferencias) no Estado de New Jersey ou fôra d'elle, nos lugares que forem opportunamente designados por ella;

b) a determinar, opportunamente, si e sendo permittido, quando e em que condições e sob que regulamentos, as contas e livros da companhia (que não os livros das acções e de transferencias) ou qualquer delles, serão franqueados á inspecção dos accionistas, e os direitos dos accionistas a esse respeito são e serão restringidos ou limitados nessa conformidade;

c) a fazer disposições estatucionaes e, opportunamente, alterar, modificar ou rejeitar as mesmas ou qualquer parte dellas; mas qualquer disposição estatucional feita pela directoria poderá ser modificada ou rejeitada pelos accionistas em qualquer assemblea annual ou em qualquer assemblea especial, contanto que essa proposta, alteração ou rejeição seja incluída no aviso da assemblea;

d) a, opportunamente, fixar e determinar e variar o montante do capital de trabalho da companhia; a determinar si, e quando houver, qualquer parte dos lucros accumulados deva ser declarada como dividendo a pagar aos accionistas; a determinar a época ou épocas da declaração e do pagamento de dividendos, e a estabelecer e determinar o uso e disposição de qualquer excesso ou lucro liquido, além do capital-acções realizado; e a seu criterio, utilizar e empregar qualquer desses excessos ou lucros accumulados na compra ou aquisição de seus titulos ou outras obrigações ou acções do capital-acções da companhia, dentro dos limites e do modo e mediante as condições que a directoria julgar conveniente; mas as acções do capital-acções que forem compradas ou adquiridas dessa

forma poderão ser revendidas, a menos que hajam sido retiradas para o effeito de reduzir o capital-ações da companhia dentro do limite autorizado por lei.

Em testemunho do que assignámos e sellámos o presente instrumento, no dia trinta de julho de mil novecentos e vinte e tres, da era christã.

Assignado, sellado e passado na presença de:

Rupert B. Thomas, Jr., Byron D. Benson (sello).
Rupert B. Thomas, Jr., F. Bailey Vanderhoef (sello).
Rupert B. Thomas, Jr., Frank A. Marsellus (sello).
Estado de Nova York — Condado de Nova York — ss.

Faz-se saber que neste dia trinta de julho, mil novecentos e vinte e tres, da era christã, perante mim, tabellião publico, pessoalmente compareceram Byron D. Benson, Frank A. Marsellus e F. Bailey Vanderhoef, que, como sei, são as pessoas mencionadas no certificado supra por ellas outorgado, e depois de os inteirar do conteúdo do mesmo, elles reconheceram, respectivamente, que assignaram, sellaram o passaram o mesmo como acto e feito voluntario dos mesmos, para os usos e effeitos que nelle vão expressos — *M. A. Taylor*, tabellião publico, Condado de Nova York.

N. 135, do escrivão do condado — N. do registro, 5.086 — Sello notarial. Meu mandato finda em 30 de março de 1925.
Estado de Nova York — Condado de Nova York — ss.

N. de ordem, B 51.885.

Eu, James A. Donegan, escrivão do Condado de Nova York, e também escrivão do Supremo Tribunal do mesmo condado, que é tribunal de registro, pelo presente certifico que *M. A. Taylor*, cujo nome firma o depoimento ou certificado da prova ou reconhecimento do instrumento annexo, era, ao tempo de receber esse depoimento ou prova e reconhecimento, tabellião publico do mesmo condado, devidamente commissionado e juramentado, e autorizado, por lei do mesmo Estado, a tomar depoimentos e receber juramentos para servirem em qualquer tribunal do mesmo Estado e para fins zeraes; e também para receber reconhecimentos e provas de escripturas, traspasses de terras, fóros ou direitos successorios no mesmo Estado de Nova York. E certifico mais que conheço bem a letra do mesmo tabellião publico e acredito sinceramente que a firma no mesmo depoimento ou certificado de prova ou reconhecimento é authentica.

Em testemunho do que firmei o presente, que sellei com o sello dos mesmos tribunal e condado no dia 31 de julho de 1923. — *James A. Donegan*, escrivão.

Sello de Nova York.

No verso: Recebido na Hudson Co., N. J. cartorio do escrivão, 30 de julho de 1923 da E. C. e registrado no registro do escrivão n.... na pagina.... — *John J. McGovern*, escrivão.

Arquivado e registrado 3 de agosto de 1923. — *Thomas F. Martin*, secretario de Estado.

Estado de New Jersey — Secretaria de Estado.

Eu, Thomas F. Martin, secretario de Estado do Estado de New Jersey, pelo presente certifico que o que acima se contém é cópia fiel do certificado de incorporação da Tide Water Oil Export Corporation, e que é das annotações constantes da mesma, extrahida e conferida com o original arquivado no meu officio, no dia tres de agosto de 1923, da E. C. o que actualmente se acha arquivado e consta de registro do mesmo.

Em testemunho do que firmei o presente, que sellei com o meu sello official em Trenton, neste dia trinta e um de julho de 1925, da E. C. — *Thomas F. Martin*, secretario de Estado.

Estava o sello supracitado.

N. 5.040 — Estados Unidos da America — Secretaria do Estado.

A todos que a presente virem, saudações:

Certifico que o documento junto está sellado com o sello do secretario de Estado do Estado de New Jersey, e que o mesmo sello é merecedor de inteira fé e credito.

Em testemunho do que, eu, Frank B. Kellogg, secretario de Estado, mandei sellar o presente com o sello da Secretaria de Estado e firmar o meu nome pelo official maior da mesma secretaria, no districto de Columbia, neste dia tres de agosto de mil novecentos e vinte e cinco. — Por Frank B. Kellogg, secretario de Estado, *E. J. Ayers*, official maior.

Estava o sello da Secretaria de Estado dos Estados Unidos da America do Norte.

Consulado Geral da Republica dos Estados Unidos do Brasil nos Estados Unidos da America.

Reconheço verdadeira a assignatura exarada no certificado appenso, de *E. J. Ayers*, chefe serventuario da Secretaria de Estado do Districto de Columbia, Washington; e, para constar onde convier, a pedido do interessado, mandei passar o presente que assigno e vac sellado com o sello deste consulado geral.

Nova York, 6 de agosto de 1925. — *João Carlos Muniz*, consul de 2ª classe adjunto.

Estava o sello do mesmo consulado geral inutilizando uma estampilha de 4\$, da verba consular do Brasil.

Por traducção conforme.

Sobre estampilhas federaes do valor collectivo de oito mil e quatrocentos réis:

Rio de Janeiro, 11 de setembro de 1925. — *Manuel de Mattos Fonseca*.

Estavam colladas e devidamente inutilizadas pela chancella da Recebedoria do Districto Federal, estampilhas federaes do valor collectivo de quatro mil e oitocentos réis.

Reconheço verdadeira a assignatura supra do Sr. João Carlos Muniz, Secção dos Negocios Commercias e Consulares da America.

(Sobre uma estampilha federal de mil réis): — Pelo director, *Juvenal Meirelles Mesquita*, 2º official.

Estava o sello de chancella do Ministerio das Relações Exteriores.

Sobre uma estampilha federal de seiscentos réis:

Rio de Janeiro, 12 de setembro de 1925. — *Manuel de Mattos Fonseca*.

Eu, abaixo-assignado, traductor publico e interprete commercial juramentado da Praça do Rio de Janeiro, devidamente nomeado pela MM. Junta Commercial da mesma cidade, certifico pelo presente que me foi apresentado um documento escripto no idioma inglez, para traduzir para o vernaculo, o que fiz, em razão do meu officio na forma seguinte:

TRADUÇÃO

TIDE WATER OIL EXPORT CORPORATION

ESTATUTOS

Artigo I — Assembléas de accionistas

1. As assembléas de accionistas realizar-se-hão no escriptorio principal da Companhia no Estado do New Jersey.

2. A maioria do capital-ações emitido e em circulação, representada pelos seus possuidores, em pessoa ou por procuração, constituirá *quorum* em todas as assembléas de accionistas.

3. A assembléa annual de accionistas, depois do anno 1923, realizar-se-ha na terceira quarta-feira de abril de cada anno, se não for dia feriado legal, e se o for, no dia útil seguinte, ás dez horas da manhã, quando os accionistas elegirão, por maioria de votos, em escrutinio, a directoria constituida conforme consta destes estatutos, e tratarão dos outros assumptos que lhes forem devidamente submettidos em assembléa, cada accionista tendo direito a um voto, pessoalmente ou por procuração, por acção do capital que figurar no registro em seu nome no vigesimo dia anterior á eleição, sem contar o dia da mesma eleição.

4. O aviso da assembléa annual será remettido a cada accionista, para o seu endereço que constar dos registros da companhia, dez dias, no minimo, antes da assembléa.

5. Nessa assembléa annual, se não estiver representada a maioria do capital-ações, os accionistas presentes terão poderes para adiar a para dia determinado, e o aviso da assembléa no dia adiado será dado pelo correio remettendo-o a cada accionista, cinco dias, no minimo, antes dessa assembléa adiada, sem contar o dia da remessa; mas si a maioria do capital-ações estiver representada pessoalmente ou por procuração, terá a faculdade de adiar, opportunamente, essa assembléa annual para qualquer dia ou dias subsequentes, e não será preciso dar aviso dessa assembléa adiada.

6. Serão convocadas assembléas especiaes dos accionistas, a pedido de qualquer director, pelo secretario, remetendo aviso declarando o objecto dessa assembléa, dous dias, no minimo, antes da data da assembléa, a cada accionista registado, para seu endereço constante dos archivos da companhia.

Artigo II — Directores

1. Os directores, em numero de tres, serão escolhidos annualmente dentre os accionistas, e exercerão seu mandato durante um anno e até serem eleitos outros e qualificados em seu lugar. O numero de directores poderá ser augmentado ou reduzido por modificação desta disposição dos estatutos.

Artigo III — Assembléas de directores — Quorum

1. As assembléas determinadas dos directores poderão realizar-se sem aviso, em qualquer dia útil, á hora e no lugar em que a maioria dos directores se reunir.

2. A maioria dos directores em exercicio constituirá quorum para tratar de negocios.

3. Poderão ser convocadas assembléas especiaes pelo presidente com um dia de aviso prévio, pelo correio ou pessoalmente a cada director.

4. Os directores poderão realizar suas assembléas e ter escriptorio e guardar os livros da companhia (excepto os livros de accões e de transferencias) fóra do Estado de New Jersey, na Cidade de Nova York ou em outro lugar ou lugares que opportunamente determinarem.

Artigo IV — Poderes de directores

1. A directoria terá a gestão dos negocios da companhia e poderá, com observancia do disposto nas leis, no certificado de incorporação e nos presentes estatutos, exercer todos os poderes e fazer todos os actos que puderem ser exercidos ou praticados pela companhia, inclusive a outorga de procurações e de poderes a um ou mais dos funcionarios administrativos (funcionarios com cargos determinados, para fazerem tal outorga).

Artigo V — Cargos da administração

1. Na primeira assembléa depois da eleição annual dos directores, em que houver quorum, a directoria nomeará um presidente dentre os seus membros, o qual exercerá essas funções durante um anno e até ser eleito e qualificado o seu successor.

2. A directoria escolherá, tambem, annualmente, um ou mais vice-presidentes, um secretario e um thesoureiro que não necessitam ser membros da directoria, os quaes exercerão seus cargos durante um anno e até serem eleitos e qualificados os seus successores, salvo destituição pela directoria, em qualquer tempo, com ou sem motivo. A directoria poderá, tambem, nomear e destituir os outros funcionarios administrativos, agentes e mandatarios que achar conveniente.

3. Uma pessoa pode exercer mais de um cargo.

Artigo VI — Presidente

1. O presidente será o principal funcionario executivo e o chefe da companhia, e no seio da directoria, terá a superintendencia e gestão geraes dos negocios e transacções da companhia.

2. O presidente assignará e outorgará todos os titulos autorizados, contractos e outras obrigações no nome da companhia e fará e exercerá as outras funções que, opportunamente, lhe forem determinadas pela directoria.

3. O presidente dirigirá os trabalhos de todas as assembléas dos accionistas e da directoria.

Artigo VII — Vice-presidente

1. Cada vice-presidente terá os poderes e exercerá as funções que lhe forem determinadas pela directoria.

Artigo VIII — Secretario

1. O secretario assistirá a todas as sessões da directoria e ás assembléas dos accionistas e registará as votações e lavrará as actas dos trabalhos em um livro especialmente destinado para isso.

2. O secretario verificará a devida expedição dos avisos de todas as assembléas dos accionistas e da directoria.

3. O secretario prestará juramento de bem e fielmente desempenhar o seu cargo e exercerá as funções que a directoria ou o presidente lhe determinarem.

4. O secretario poderá assignar com o presidente, no nome da companhia, titulos, contractos ou outras obrigações

autorizados pela directoria, e quando receber tais instrucções da directoria, apporá aos mesmos o sello da companhia.

Artigo IX — Thesoureiro

1. O thesoureiro terá sob sua guarda todos os fundos e obrigações da companhia que lhe chegarem ás mãos; quando for necessario ou conveniente, endossará por parte da companhia, para cobrança, cheques, notas e outras obrigações e depositar-as-ha ao credito da companhia no banco ou bancos ou com o depositario que a directoria designar; assignará recibos e notas de pagamentos feitos á companhia; assignará cheques feitos pela companhia e pagará e disporá dos mesmos sob a direcção da directoria; assignará cambiaes e notas promissórias da companhia; escripturará, regularmente, em livros da companhia que reservará consigo para esse effeito, as entradas e sahidas de dinheiro que fizer por conta da companhia e prestará á directoria, sempre que ella exigir, contas de todas as suas transacções e actos como thesoureiro e da situação financeira da companhia.

2. O thesoureiro exercerá as outras funções que a directoria determinar ou que lhe forem determinadas pelo presidente.

3. O thesoureiro prestará fiança para o fiel cumprimento de seus deveres, da quantia e com as garantias ou fiadores que a directoria exigir.

Artigo X — Vagos

1. Si um cargo de director ou o cargo de presidente ou de qualquer vice-presidente, secretario ou thesoureiro, um ou mais, ficarem vagos em virtude de morte, renuncia, desqualificação ou outro motivo, os directores restantes, embora em numero que não constitua quorum, por maioria de votos, poderão eleger um successor ou successores, que exercerão seus cargos pelo restante do tempo do mandato daquelles.

Artigo XI — Da delegação dos poderes de funcionarios executivos

1. Na ausencia de um funcionario executivo da companhia, ou por outro qualquer motivo a criterio da directoria, a directoria poderá delegar os poderes e attribuições daquello, nesse entremantos, a qualquer outro funcionario executivo ou a um director.

Artigo XII — Capital-acções

1. Os certificados de accões do capital-acções da companhia serão da forma, que não estiver em desacordo com o certificado de incorporação, que a directoria preparar ou approvar. Os certificados serão assignados pelo presidente ou por um vice-presidente e tambem pelo thesoureiro ou pelo secretario.

2. Todos os certificados serão consecutivamente numerados e o nome da pessoa que possuir as accões representadas pelos mesmos, com o numero dessas accões e a data da emissão serão escripturados nos livros da companhia.

3. Não será valido o certificado que não estiver assignado pelo presidente ou por um vice-presidente e pelo thesoureiro ou pelo secretario.

4. Salvo o caso de perda ou destituição de certificado, e nesse caso depois do recebimento de fiança satisfactoria, a menos que esta seja dispensada, não será expedido novo certificado enquanto o primitivo certificado do mesmo numero de accões não houver sido entregue e cancelado.

5. As accões do capital-acções da companhia só serão transferidas nos livros da companhia pelo dono das mesmas pessoalmente ou seu procurador, mediante entrega e cancelamento de certificados de igual numero de accões.

6. A directoria poderá expedir as regras e regulamentos que entender relativamente á emissão, transferencia e registro de certificados de accões do capital da companhia.

7. A directoria poderá nomear um agente de transferencias e um registrador de transferencias e poderá exigir que todos os certificados de accões do capital tragam a assignatura de um ou de ambos esses funcionarios.

8. Si a directoria achar conveniente, os livros de accões do capital e os livros de transferencias poderão ser encerrados para as assembléas dos accionistas e para o pagamento de dividendos durante os prazos que, opportunamente, forem fixados pela directoria e durante esses prazos não se transferirão accões nesses livros.

Artigo XIII — Escriptorios

1. A companhia poderá ter um escriptorio e explorar seus negocios na cidade de Nova York, Estado de Nova York,

e nos outros lugares que a directoria opportunamente designar, ou em que os negocios da companhia o exigirem.

Artigo XIV — Anno fiscal

1. O anno fiscal da companhia começará em primeiro de janeiro de cada anno.

Artigo XV — Dispensa de aviso

1. Qualquer accionista ou director poderá dispensar um aviso que deva ser dado em virtude dos presentes estatutos.

Artigo XVI — Sello social

1. O sello social da companhia será em forma circular, com o nome da companhia em redor, na periphéria, e o anno da incorporação ao centro.

Artigo XVII — Modificação dos estatutos

1. Os accionistas, por voto da maioria do capital-acções emitido e em circulação, poderão em qualquer assembléa annual ou especial alterar, modificar, ampliar ou rejeitar os presentes estatutos, si o aviso para isso constar da ordem do dia da assembléa.

2. A directoria, por voto da maioria dos seus membros, poderá alterar, modificar, ampliar ou rejeitar os presentes estatutos, em qualquer tempo, e os estatutos modificados, alterados ou ampliados, nessa conformidade, serão os estatutos da corporação que vigorarão até serem revogados por acto dos accionistas em assembléa ordinaria ou especial.

Eu, George L. Webb, secretario da Tide Water Oil Export Corporation, pelo presente certifico que o que acima se contém é cópia fiel e exacta dos estatutos com as modificações até hoje feitas, da Tide Water Oil Export Corporation.

Datado de 5 de agosto de 1925. — *George L. Webb*.

Estava o sello da Tide Water Oil Export Corporation.

Jurado e assignado perante mim, neste dia cinco de agosto de 1925. — *J. Houston Solley*, tabellião publico.

Estava o sello do mesmo tabellião.

Estado de Nova York — Condado de Nova York—ss: — N. 31.416.

Eu, James A. Donegan, escrivão do Condado de Nova York e também escrivão do Supremo Tribunal do mesmo Condado que é tribunal de registro, pelo presente certifico que *J. Houston Solley*, perante quem o instrumento anexo foi assignado era, na data do mesmo, tabellião publico do Condado de Nova York, devidamente nomeado e juramentado e que inteiramente são devidos a todos os seus actos officiaes como tabellião publico. E certifico mais que conheço bem a letra do mesmo tabellião publico e acredito sinceramente que a assignatura do instrumento anexo é authenticica.

Em testemunho do que firmei o presente que sellei com o sello dos mesmos Tribunal e Condado no dia 6 de agosto de 1925. — *James A. Donegan*, escrivão. (Sello).

Consulado Geral da Republica dos Estados Unidos do Brasil nos Estados Unidos da America.

Reconheço verdadeira a assignatura exarada no certificado appenso de *James A. Donegan*, chefe dos Archivos Notoriaes do Condado de Nova York, Estado de New Jersey, e para constar onde couber, a pedido do interessado, mandei passar o presente que assigno e vae sellado com o sello deste Consulado Geral.

Nova York, 6 de agosto de 1925. — Pelo consul geral, *João Carlos Muniz*, consul de 2ª classe adjunto.

Estava a chancella do mesmo Consulado inutilizando uma estampilha de 48000 da verba consular do Brasil.

Por traducção conforme.

Sobre estampilhas federaes do valor colectivo de sete mil e duzentos réis: Rio de Janeiro, 15 de setembro de 1925. — *Manuel de Mattos Fonseca*.

Estavam colladas e devidamente inutilizadas pela chancella da Recebedoria do Districto Federal estampilhas no valor colectivo de 48260.

Reconheço verdadeira a assignatura supra do Sr. *João Carlos Muniz*, Secção dos Negocios Commercialles e Consulares da America. Sobre uma estampilha de mil réis: Rio de Janeiro, 15 de setembro de 1925. — Pelo director, *S. Romero*.

Estava a chancella do Ministerio das Relações Exteriores. Sobre uma estampilha federal de 600 réis: Rio de Janeiro, 15 de setembro de 1925. — *Manuel de Mattos Fonseca*.

Eu, abaixo assignado, traductor publico e interprete commercial juramentado da praça do Rio de Janeiro, devidamente nomeado pela MM. Junta Commercial da mesma cidade, certifico pelo presente que me foi apresentado um documento escripto no idioma inglez, para traduzir para o vernaculo, o que fiz, em razão do meu officio, na forma abaixo:

TRADUÇÃO

Saibam todos que a presente virem que na cidade, Condado e Estado de Nova York, Estados Unidos da America, aos cinco dias do mez de agosto de mil novecentos e vinte e cinco da Era Christan, perante mim, *T. Houston Solley*, tabellião publico do Condado de Nova York, residindo na mesma cidade do Nova York, e na presença das testemunhas *Francis I. Falton* e *Rupert B. Thomas Jr.*, residentes na mesma cidade, legalmente qualificados para agirem como testemunhas e de mim conhecidos, pessoalmente compareceram, no nome e da parte da Tide Water Oil Export Corporation (ulteriormente chamada neste instrumento a "Companhia"), companhia devidamente organizada e com existencia legal, por força e em virtude das leis do Estado de Nova Jersey, Estados Unidos da America, como consta do seu certificado de incorporação, cuja cópia certificada me foi exhibida, recebido e archivado no Officio do Secretario do Estado do mesmo Estado de Nova Jersey, aos tres dias do agosto de mil novecentos e vinte e tres, da E. C., seu vice-presidente, *F. Bailey Vanderhoef*, residente na cidade de Greenwich, Estado de Connecticut e seu secretario *George L. Webb*, residente na cidade de Nutley, Estado de Nova Jersey, ambos do commercio, casados e maiores de idade, que foram eleitos para os seus respectivos cargos em uma assembléa da directoria da mesma companhia, realizada aos dezesete dias de abril de mil novecentos e vinte e cinco, cuja acta foi por mim examinada, como tabellião publico, abaixo assignado.

Os poderes em virtude de que os mesmos vice-presidente e secretario agem, constam do preambulo e resoluções seguintes, votados pela mesma directoria em uma assembléa realizada aos quatro dias de agosto de mil novecentos e vinte e cinco, cuja acta foi também examinada por mim:

"Considerando que esta companhia deseja explorar seus negocios nos Estados Unidos do Brasil e precisa da autorização do Governo Brasileiro para funcionar naquella Republica;

Fica resolvido que esta companhia requiera na devida forma, ás autoridades competentes do Governo Brasileiro a autorização para funcionar no Brasil, empregando nesse paiz capital na importancia de \$10.000 (dez mil dollars) ou seu equivalente; e ainda

Fica resolvido que o Dr. *José Maria Mac Dowell* da Costa e o Dr. *José Thomaz Nabuco de Araújo*, ambos advogados, residentes na cidade do Rio de Janeiro, Brasil, sejam, como cada um delles fica, pela presente, nomeados representantes, agentes e procuradores de facto desta companhia na mesma Republica dos Estados Unidos do Brasil, para a pratica de todos os actos e cousas que forem exigidos pelas leis do Brasil para obtenção da autorização para esta companhia funcionar na mesma Republica, inclusive poderes para autorizar, quaesquer modificações nos estatutos desta companhia no que disserem respeito ás suas operações no Brasil, que forem suggeridas pelas autoridades competentes da mesma Republica, e para apresentar e outorgar os requerimentos e outros documentos, no nome desta companhia, que forem necessários ou convenientes para os fins supracitados, com plenos poderes de sub-tabeleamento; e demais

Fica resolvido que o presidente ou qualquer vice-presidente e o secretario ou um secretario assistente desta companhia sejam como pela presente ficam autorizados com poderes e instruções para a outorga e expedição no nome desta companhia, das procurações e outros instrumentos que acharem necessários ou convenientes para a devida execução da resolução acima."

Os poderes da directoria da mesma companhia para votar os mesmos preambulos e resoluções, constam da parte I do artigo IV dos estatutos da mesma companhia, cuja cópia devidamente certificada foi por mim examinada. Cópia da parte dessa disposição dos estatutos applicavel ao caso, e que certifico estar certa, resumo seguinte:

"1. A directoria terá a gestão dos negocios da companhia e poderá, com observancia do disposto nas leis, no certificado de incorporação e nos presentes estatutos, exercer todos os poderes e fazer todos os actos

que puderem ser exercidos ou praticados pela companhia, inclusive a outorga de procurações e de poderes a um ou mais dos funcionarios administrativos (funcionarios com cargos determinados) para fazerem tal outorga."

Eu, abaixo assignado, tabellião publico, pelo presente certifico que os comparecentes supracitados são pessoalmente de mim conhecidos, que suas profissões e residencias são como acima expresso, que me asseguram estar no pleno gozo de todos os seus direitos civis nada me constando em contrario, que no meu entender, tem a capacidade legal necessaria para esta outorga, e declararam o seguinte:

Primeiro: Que no nome e da parte da mesma Tide Water Oil Export Corporation, pelo presente instrumentos conferem procuração especial mas ampla e bastante, ao Dr. José Maria Mac Dowell da Costa e ao Dr. José Thomaz Nabuco de Araujo, ambos advogados e residentes na cidade do Rio de Janeiro, Brasil, para junta ou separadamente, conseguirem personalidade jurídica e autorização para a mesma companhia funcionar na citada Republica dos Estados Unidos do Brasil, empregando no mesmo paiz, capital na importancia de dez mil dollars (\$10.000), moeda dos Estados Unidos da America do Norte, ou o equivalente daquella quantia, assignarem e apresentarem na repartição competente do Governo da mesma Republica as petições, cópias certificadas de documentos e outros instrumentos que forem necessarios ou convenientes para obtenção do necessario decreto ou autorização do citado Governo, e mandarem publicar o mesmo decreto e fazerem o archivamento na Junta Commercial ou nas juntas commerciaes competentes ou no Registro de Hypothecas ou Registros de Hypothecas e nos officios, logares em que for preciso ou conveniente, do certificado de incorporação e dos estatutos da mesma Tide Water Oil Export Corporation, bem como de quaesquer outros instrumentos que forem precisos ou convenientes para esse effeito, solicitarem e obterem todas e quaesquer autorizações necessarias para o fim supra e fazerem e praticarem todos os outros actos e cousas que forem precisos ou convenientes affim da companhia ficar legalmente habilitada e devidamente autorizada a funcionar na mesma Republica dos Estados Unidos do Brasil.

Segundo: Para o exercicio dos poderes neste instrumento conferidos aos mesmos Dr. José Maria Mac Dowell da Costa e Dr. José Thomaz Nabuco de Araujo, poderão elles, junta ou separadamente, no exercicio do presente mandato, usar todos os poderes e faculdades que as leis da Republica dos Estados Unidos do Brasil conferem a taes procuradores de facto, e, ambos ou cada um de per si, ficam, para isso, expressamente autorizados a fazer o seguinte:

1º, assignar e apresentar petições, ajustes e outros instrumentos escriptos necessarios ou convenientes aos fins supracitados;

2º, comparecer e praticar todos e quaesquer actos ou formalidades perante autoridades publicas, nacionaes, estaduais, municipaes ou de outra qualquer subdivisão da mesma Republica, inclusive tribunaes e côrtes;

3º, registrar ou archivar toda sorte de documentos ou instrumentos que são ou possam ter de ser registrados ou archivados;

4º, preparar e archivar ou apresentar exposições, relatorios ou certificados referentes aos bens, negocios, capital, capital-acções e operações da mesma companhia, que forem exigidos por qualquer autoridade governamental;

5º, permitir qualquer modificação nos estatutos da mesma companhia no que disser respeito ás suas operações no Brasil, que possa ser suggerida pelas autoridades competentes da mesma Republica;

6º, fazer e praticar todos os outros actos e cousas que forem necessarios ou convenientes, judicial ou extra-judicialmente, para a execução da procuração outorgada no presente acto;

7º, substabelecer a presente procuração no todo ou em parte; conferir procuração especial para agir sob o presente mandato; outorgar procuração para substabelecer a seu turno bem como para conferir poderes especiaes; e

8º, revogar substabelecimentos de poderes especiaes e reassumir, no todo ou em parte, os poderes neste acto conferidos.

Este instrumento depois de lido em todas as suas partes pelas partes supracitadas e as testemunhas, tendo o tabellião abaixo assignado, explicado a todos seu effeito e vigor legais, e as mesmas partes e as testemunhas tendo ficado plenamente inteiradas do seu conteúdo, os comparecentes no nome e da parte da mesma companhia, ratificaram e approvaram o presente instrumento e assignaram-no com as testemunhas acima mencionadas.

Do que, de tudo, eu, tabellião, dou fé. — *F. Bailey Vanderhoef. — George L. Webb.*

Estava o sello da mesma Tide Water Oil Export, Corp. Testemunhas: *Francis I. Fallon. — Rupert B. Thomas Jr.* Perante mim. — *T. Houston Solley*, tabellião publico.

Estava o sello do mesmo tabellião.
N. 31.418 — Estado de Nova York — Condado de Nova York — ss:

Eu, James A. Donegan, escrivão do Condado de Nova York e também escrivão do Supremo Tribunal do mesmo Condado que é Tribunal de Registro, pelo presente certifico que T. Houston Solley, perante quem o instrumento annexo foi assignado, era, na data do mesmo, tabellião publico do Condado de Nova York, devidamente nomeado e juramentado, e que inteira fé e credito são devidos a todos os seus actos officiaes como tabellião publico que é. E certifico mais que conheço bem a letra do mesmo tabellião publico e acredito, sinceramente que a sua assignatura no instrumento junto é autheutica.

Em fé e testemunho do que, passei o presente que sellei com o sello dos mesmos Tribunal e Condado, neste dia seis de agosto de 1925. — *James A. Donegan*, escrivão.

Estava o sello supracitado.

Consulado Geral da Republica dos Estados Unidos do Brasil nos Estados Unidos da America.

Reconheço verdadeira a assignatura exarada no certificado appenso de James O. Donegan, chefe dos Archivos notariaes do Condado de Nova York, Estado de Nova York; e, para constar onde convier, a pedido do interessado, mandei passar o presente que assigno e vae sellado com o sello deste Consulado Geral.

Nova York, aos 6 de agosto de 1925. — *João Carlos Muniz*, consul de 2ª classe adjunto.

Estava uma estampilha federal de 4\$, da verba consular do Brasil, inutilizada pela chancellia do mesmo Consulado Geral em Nova York.

Por traducção, conforme.

Sobre estampilhas federaes de valor collectivo de seis mil réis.

Rio de Janeiro, 15 de setembro de 1925. — *Manoel de Mattos Fonseca*.

N. 45 — 2\$000. Pagou dois mil réis de sello.

Recebedoria do Districto Federal, aos 15 de setembro de 1925. — O fiel do thesoureiro, assignatura illegivel. O escrivão do sello, *Coelho*.

Reconheço verdadeira a assignatura supra, do senhor João Carlos Muniz. Secção dos Negocios Commercias e Consulares da America. (Sobre uma estampilha federal de mil réis).

Rio de Janeiro, 15 de setembro de 1925. — O director, *S. Romero*.

Estava o sello de chancellia do Ministerio das Relações Exteriores.

Sobre uma estampilha federal de 600 réis:

Rio de Janeiro, 15 de setembro de 1925. — *Manoel de Mattos Fonseca*.

Eu, abaixo assignado, traductor publico e interpreto commercial juramentado da praça do Rio de Janeiro, devidamente nomeado pela MM. Junta Commercial da mesma cidade.

Certifico pelo presente que me foi apresentado um documento escripto no idioma inglez, affim de o traduzir para o vernaculo, o que fiz em razão do meu officio, na forma seguinte:

TRADUÇÃO.

Eu, George L. Webb, secretario da Tide Water Oil Export Corporation, companhia devidamente organizada e com existencia por força e em virtude das leis do Estado de New Jersey, Estados Unidos da America, pelo presente certifico o seguinte:

1. Aham-se emittidas e em circulação mais de \$ 10,000 (dez mil dollars), valor ao par, de acções do capital da mesma companhia, integralizadas e livres de taxas ou impostos, e mais de \$ 10,000 (dez mil dollars) valor real em dinheiro, de bens, pertencentes á mesma companhia, por versão a ella feita.

2. Os nomes e endereços de todos os accionistas da mesma companhia, e suas respectivas quotas em accões são os seguintes:

Accões

Tide Water Oil Company, East 22nd street Bayonne, New Jersey, E. U. A.	164
Frank A. Marsellus, 129 Ascension Street Passaic, New Jersey, E. U. A.	1
F. Bailey Vanderhoef, Greenwich, Connecticut, E. U. A.	1
Oscar M. Pflug, 279 Ocean Avenue, Brooklyn, Nova York, E. U. A.	1

George L. Hebb.

Estava o sello da chancella da Tide Water Oil Export Corporation.

Jurado e assignado perante mim, neste dia 25 de novembro de 1925. — *Lillian B. Gaddis*, tabellião publico.

Estava o sello do mesmo tabellião.

Estado de Nova York — Condado de Nova York — ss:
N. 20.876.

Eu, James A. Donegan, escriptão do Condado de Nova York e também escriptão do Supremo Tribunal do mesmo Condado que é tribunal de registro com sello, certifico que Lillian B. Gaddis é tabellião publico do mesmo condado, nomeado na conformidade das leis deste Estado; que seu mandato começou em 31 de março de 1924 e finda em 30 de março de 1926, e que inteira fé e credito devem ser dispensados a todos os seus actos officiaes. Certifico mais que a assignatura do mesmo tabellião está archivada neste cartorio, e acredito sinceramente que a assignatura constante do mesmo documento junto é authentica.

Em testemunho do que, firmiei o presente que seliei com o sello dos mesmos Tribunal e Condado neste dia 27 de novembro de 1925. — *James A. Donegan*, escriptão.

Estava o sello a que se allude supra.

Consulado Geral da Republica dos Estados Unidos do Brasil nos Estados Unidos da America.

Reconheço verdadeira a assignatura exarada no certificado appenso de James A. Donegan, chefe dos Archivos notariaes do Condado de Nova York, Estado de Nova York; e, para constar onde convier, a pedido do interessado, mandei passar o presente que assigno e vae sellado com o sello deste Consulado Geral.

Nova York, 28 de novembro de 1925. — *João Carlos Muniz*, consul adjunto, encarregado do Consulado Geral.

Estava o sello do mesmo Consulado Geral inutilizando uma estampilha de \$8000, da verba consular do Brasil.

Por traducção, conforme.

Sobre estampilhas federaes do valor total de \$8800:

Rio de Janeiro, 8 de fevereiro de 1926. — *Manoel de Mattos Fonseca*.

Estavam colladas e devidamente inutilizadas pela chancella da Recebedoria do Distrito Federal tres estampilhas federaes de mil réis.

Reconheço verdadeira a assignatura supra do Sr. João Carlos Muniz. Secção dos Negocios Commercias e Consulares da America.

Sobre uma estampilha de dois mil réis:

Rio de Janeiro, 8 de fevereiro de 1926. — O director.

D. Romero.

Estava a chancella do Ministerio das Relações Exteriores.

Sobre uma estampilha federal de 600 réis:

Rio de Janeiro, 8 de fevereiro de 1926. — *Manoel de Mattos Fonseca*.

Eu, abaixo assignado, traductor publico e interprete commercial juramentado da praça do Rio de Janeiro, devidamente nomeado pela MM. Junta Commercial da mesma cidade, certifico pelo presente que me foi apresentado um documentos escripto no idioma inglez assim de o traduzir para o vernaculo, o que fiz em razão do meu officio na forma seguinte:

TRADUÇÃO

Sabham todos que a presente virem, que, na Cidade, Condado e Estado de Nova York, Estados Unidos da America, aos cinco dias de agosto de mil novecentos e vinte e cinco da Era Christã, perante mim, T. Houston Solley, tabellião publico do Condado de Nova York, residente na mesma cidade de Nova York, e na presença das testemunhas Francis L. Fallon e Ru-

pert B. Thomas Jr., residentes na mesma cidade, legalmente qualificados para agir como testemunhas e de mim conhecidos, pessoalmente compareceram no nome e da parte da Tide Water Oil Export Corporation (ulteriormente chamada neste instrumento a "Companhia") companhia devidamente organizada e com existencia legal por força e em virtude das leis do Estado de Nova Jersey, Estados Unidos da America, como se vê do seu certificado de incorporação, cuja cópia certificada me foi exhibida, recebido e archivado no Officio do secretario da Estado do mesmo Estado de Nova Jersey, aos tres dias de agosto de mil novecentos e vinte e tres da E. C., seu vice-presidente, F. Bailey Vanderhoef, residente na cidade de Greenwich, Estado de Connecticut, e seu secretario George L. Webb, residente na cidade de Nutley, Estado de Nova Jersey; ambos do commercio, casados e maiores de idade, os quaes foram eleitos para os seus respectivos cargos em uma assembléa da directoria da mesma companhia, realizada aos dezeseite dias de abril de mil novecentos e vinte e cinco, cuja acta foi por mim examinada como tabellião publico abaixo assignado.

Os poderes em virtude de que os mesmos vice-presidente e secretario agem, constam do seguinte preambulo e resolução votada pela mesma directoria em uma assembléa realizada aos quatro dias de agosto de mil novecentos e vinte e cinco, cuja acta foi igualmente examinada por mim:

"Considerando que esta companhia está em vias de requerer autorização para funcionar na Republica dos Estados Unidos do Brasil, e deseja nomear um representante para gerir os seus bens e interesses no Brasil e para explorar os negocios da companhia, na conformidade da autorização que lhe foi conferida.

Fica, portanto, pela presente, resolvido que o presidente ou um vice-presidente e o secretario ou um secretario auxiliar desta companhia, sejam, como pela presente ficam, autorizados, com poderes e instrucções para outorgar uma procuração plena da forma que julgarem conveniente, em favor de John Cameron Watson, autorizando-o a representar esta companhia na Republica dos Estados Unidos do Brasil, quer antes da outorga dessa autorização quer depois, com observancia a todos os respeito das leis da mesma Republica, com poderes para gerir e administrar os negocios desta companhia depois da outorga da mesma autorização, como gerente e agente geral desta companhia no Brasil, com poderes para citar e ser citado no nome della, e com os demais poderes, inclusive plenos poderes de substabelecimento, que os mesmos directores que outorgarem essa procuração acharem conveniente."

Os poderes da directoria da mesma companhia para votar o preambulo e resolução citados decorrem da parte 1 do artigo IV dos estatutos da mesma companhia, cuja cópia, devidamente certificada, foi por mim examinada. Cópia da parte dessa disposição dos estatutos applicavel ao caso, e que certificado estar certa, resa o seguinte:

"1. A directoria terá a gestão dos negocios da companhia e poderá, com observancia do disposto nas leis, no certificado de incorporação e nos presentes estatutos, exercer todos os poderes e fazer todos os actos que puderem ser exercidos ou praticados pela companhia, inclusive a outorga de procurações e de poderes a um ou mais dos funcionarios administrativos da companhia (funcionarios com cargos determinados), para fazerem tal outorga."

Eu, abaixo assignado, tabellião publico, pelo presente certifico que os comparecentes supra citados são de mim pessoalmente conhecidos, que suas occupações e residencias são como acima expresso, que me asseguraram que estão no pleno gozo de todos os seus direitos civis, nada me constando em contrario; que, no meu entender, tem a capacidade legal necessaria para este acto e declararam o seguinte:

Primeiro: Que, no nome e da parte da mesma Tide Water Oil Export Corporation, pelo presente instrumento conferem procuração geral, tão ampla e bastante como em direito ou de facto for necessario ou conveniente, ao Sr. John Cameron Watson, maior de idade, casado, cidadão do Dominio do Canada, que vae residir na cidade e São Paulo, no Estado de São Paulo, Brasil, para representar e agir pela mesma companhia, como seu gerente e agente geral, em todos os seus direitos, assumptos, negocios e outros interesses, bem como relativamente a todos os bens moveis e immoveis e outros activos, que a companhia actualmente tem ou vier a ter futuramente nos Estados Unidos do Brasil, e para gerir e administrar todos os negocios e operações da mesma companhia na mesma Republica;

Segundo: Para o exercício dos poderes conferidos na presente procuração ao mesmo Sr. John Cameron Watson, fica elle autorizado e com poderes para praticar todos os actos e causas, por parte da companhia na Republica dos Estados Unidos do Brasil, que procuradores geraes e especiaes do facto estão autorizados a fazer e praticar, segundo as leis do Brasil, e para esse exercicio, fica elle expressamente autorizado e com poderes para agir pela companhia, mas somente nos Estados

Unidos do Brasil e relativamente aos bens, negócios e interesses situados naquele paiz ou que alli se suscitarem, a saber:

1º, assignar, outorgar, passar e reconhecer a outorga de toda sorte de escripturas, arrendamentos, instrumentos, cessões, contratos, conhecimentos, facturas, contas assignadas e duplicatas, recibos, baixas, exonerações, quitações, baixas de hypothecas e outros instrumentos ou documentos escriptos, publicos ou particulares;

2º, registrar e archivar em todos e quaesquer registros, tribunaes e officios publicos no Brasil, toda sorte de documentos ou instrumentos que possam ser sujeitos a registro e archi- vamento;

3º, preparar e archivar ou apresentar os documentos, re- latorios ou certificados referentes aos bens, negocios, capital, capital-ações e negocios da companhia, que forem exigidos em observancia de qualquer lei fiscal ou de qualquer autoridade governamental;

4º, comparecer e praticar todo genero de actos, diligencias e providencias perante autoridades publicas, nacionaes, esta- duaes, municipais ou de outra qualquer subdivisão politica da mesma Republica, inclusive tribunaes, côrtes, autoridades aduaneiras, registros de commercio e de propriedade, com plenos poderes para resolver todas e quaesquer questões que se puderem suscitarem no mesmo paiz;

5º, registrar no nome da companhia todos e quaesquer nomes de commercio, marcas de fabrica e patentes; transferir titulos ou ações de capital, registradas no nome da companhia; receber correspondencia e dar recibo de correspondencia re- gistrada; comprar em hasta publica;

6º, iniciar, proseguir e terminar todas e quaesquer ações, processos e outros procedimentos legais, no civil, crime ou administrativo, bem como em processos *ex-parte*, e prestar fianças nos mesmos, mas sómente no que disser respeito aos procedimentos legais no Brasil; receber citações, comparecer, fazer, responder e defender-se em quaesquer processos, ações ou outros procedimentos legais, no civil, crime ou administra- tivo, ora ou futuramente instaurados contra a mesma compa- nhia no Brasil; comparecer, tomar parte e votar pela compa- nhia em reuniões de credores; fazer acordos com outros cre- dores e com o insolvente ou o fallido; apresentar, declarar o estabelecer a prova de creditos conforme exigir a legislação brasileira; impugnar creditos apresentados por terceiros; apre- sentar-se para exercer qualquer função nessas assembleas, o fazer e praticar todos os outros actos e cousas que forem ne- cessarios ou convenientes, relativamente a qualquer fallencia ou outro processo de insolvencia, inclusive concordata pre- ventiva;

7º, no decurso de, ou relativamente a esses processos, ações ou outros procedimentos legais, fazer o responder a interroga- torios, conceder e aceitar interrupções, impugnar toda sorte de officios publicos, accoitar a competencia de juizes, tri- bunaes e outros officios publicos e autoridades; produzir toda sorte de provas e impugnar as produzidas por outros; transi- gir, compor-se, fazer ajustes, accordos e dar quitação; re- querer e tomar parte em victorias e exames de livros; sub- metter questões á decisão de arbitros e nomeal-os, bem como um desempatador no caso de desacôrdo; appellar e interpor outros quaesquer recursos ordinarios ou extraordinarios que as leis permitirem, e delles desistir; o fazer e praticar todos os outros actos e cousas que forem necesarios ou convenientes;

8º, reclamar a tomar posse real ou symbolica de todos ou quaesquer generos, artigos, mercadorias, effeitos e outros bens, moveis ou immoveis, ora ou futuramente pertencentes á mesma companhia;

9º, salvaguardar, defender, reaver, gerir e administrar todos e quaesquer direitos, interesses e bens, moveis e immo- veis, ora ou futuramente pertencentes á mesma companhia; cuidar da sua devida conservação, funcionamento, desenvol- vimento e administração; cobrar alugueres, rendas e lucros dos mesmos; administrar e dirigir todos os negocios e opera- ções da mesma companhia; e fazer e praticar todos os outros actos e tomar as providencias que incumbem a um zeloso man- datario e administrador;

10, exercer todos o quaesquer direitos que assistirem á companhia e chamar á responsabilidade qualquer pessoa ou entidade que, anteriormente ou em qualquer tempo, deixar de cumprir qualquer contracto feito ou obrigação assumida para com a mesma companhia, bem como responsabilizar civil ou criminalmente qualquer pessoa ou entidade por crimes ou fraudes;

11, contratar, empregar, engajar, nomear, remunerar, des- tituir ou dispensar advogados, sollicitadores, contadores, per- ritos, empregados, trabalhadores e outros auxiliares, repre- sentantes e agentes; manter e explorar escriptorio, sucursaes e outros estabelecimentos da mesma companhia nos Estados Unidos do Brasil; formar companhias; adquirir ações de com- panhias; votar em assembleas de accionistas com ações que a companhia possuir;

12, aceitar, comprar ou adquirir de outra forma e vender, ceder, transferir, trocar, transpassar, caucionar, hypothecar, gravar, onerar ou dispor de outra qualquer forma de todos e

quaesquer bens, moveis e immoveis, em favor das pessoas ou pessoa, sociedade ou sociedades, companhia ou companhias e mediante os termos e condições que julgar conveniente, sendo que nenhuma compra, venda ou gravame ou hypotheca de bens moveis poderá ser feito por elle sem expressa autorização da directoria da companhia;

13, conceder o aceitar arrendamentos e sub-arrendamen- tos de bens e desapossar ou despejar locatarios, invasores ou outros occupantes de bens moveis ou immoveis;

14, pedir, reclamar, citar para cobrança, cobrar e receber todas e quaesquer quantias de dinheiro ora devidas ou a pa- gar ou que futuramente forem devidas ou houverem de ser pagas á mesma companhia, e pagar, satisfazer e saldar todas e quaesquer dividas e reclamações justas contra a mesma com- panhia;

15, fazer contractos de toda sorte, ajustar e liquidar todas e quaesquer dividas, contas, obrigações ou outros assumptos ora subsistentes ou que se suscitarem ou existirem futura- mente entre a mesma companhia e o Governo Federal Brasi- leiro ou o Governo de qualquer Estado ou municipalidade do Brasil, ou entre a mesma companhia e qualquer outra compa- nhia, sociedade ou particular resultante de operações da mes- ma companhia no Brasil; e fazer, passar e entregar recibos, quitações, baixas e outras desobrigações a isso relativos;

16, submeter todas e quaesquer dessas dividas, contas, obrigações ou outros assumptos a arbitramento e nomear toda sorte de arbitros e desempatadores;

17, prestar, exigir e receber liquidações e contas, e exa- minar, approvar ou impugnar as mesmas;

18, abrir uma conta ou contas por parte da companhia nos Bancos ou banqueiros ou firmas particulares ou companhias que a directoria da Companhia, opportunamente, designar; fazer, assignar, sacar e expedir cheques bancarios ou saques sobre qualquer banco, banqueiro, firma, companhia ou pessoa com que a mesma companhia, em qualquer tempo, tiver conta no Brasil, de accordo com as citadas designações da directo- ria; endossar todos ou quaesquer cheques bancarios, certifica- ções de deposito, notas promissórias, duplicatas, saques, cam- bias, recibos de armazens ou outras ordens ou instrumentos de pagamento de dinheiro ou entrega de mercadorias ora ou futuramente sacadas ou endossados em favor da companhia ou a pagar á ordem da mesma;

19, fazer e praticar todos os actos e cousas que forem ne- cessarios ou convenientes para a devida execução da procura- ção outorgada no presente instrumento, com o mesmo valor que se fossem praticados pelos outorgantes da presente pro- curação, pessoalmente;

20, substabelecer o presente instrumento de procuração no todo ou em parte; e a seu criterio, conferir no substabele- cido ou substabelecidos poderes para substabelecer, a seu tur- no, conferir procuração especial e revogar os substabelecidos ou procuradores especiais; conferir procurações especiais com ou sem poderes de substabelecimento desses poderes especiais; em todos os casos, reservando para si a faculdade de reassumir o presente mandato no todo ou em parte.

Depois de lido, o presente instrumento, em todas as suas partes pelos comparecentes e as testemunhas abaixo assigna- das, lhos tendo explicado o seu valor e effeito legais, e depois das mesmas partes e das testemunhas estarem plenamente in- teiradas do conteúdo deste instrumento, aquelles na sua qua- lidade já citada, no nome e da parte da Tide Water Oil Export Corporation, ratificaram e aceitaram o presente instrumento e assignaram-no juntamente com as supracitadas testemunhas.

Do que, de tudo, eu, tabellião, dou fé. — *F. Bailey Van- derhof. — George L. Webb. — Testemunhas: Francis I. Fallon. — Rupert B. Thomas Jr.*

Perante mim. — *T. Houston Solley*, tabellião publico.

Estava o sello de mesmo tabellião.

Estado de Nova York — Condado de Nova York — Ss. —

W. 31.417.

Eu, James A. Donegan, escriptão do Condado de Nova York e tambem escriptão do Supremo Tribunal do mesmo Condado que á tribu nal de registro, pelo presente certifico que T. Hous- ton Solley, perante quem o instrumento annexo foi assignado, era, na data do presente, um tabellião publico do Condado de Nova York, devidamente nomeado e juramentado, e que in- teira fé e credito são devidas a todos os seus actos officiaes como tabellião publico que é. E certifico mais que conheço bem a letra do mesmo tabellião publico e acredito sinceramente que a assignatura no instrumento junto é authentica.

Em testemunho do que, firmo o presente que sello com o sello dos mesmos Tribunal e Condado neste dia 6 de ago- sto de 1925. — *James A. Donegan*, escriptão.

Estava o sello a que se allude supra.

Consulado Geral da Republica dos Estados Unidos do Bra- zil nos Estados Unidos da America.

Reconheço verdadeira a assignatura evarada no certifi- cado appenso, de James A. Donegan, chefe dos archivos nota- rias do Condado de Nova York, Estado de Nova York; e para

constar onde convier a pedido do interessado, mandei passar o presente que assigno e vae sellado com o sello deste Consulado Geral.

Nova York, 6 de agosto de 1925. — Pelo consel geral, João Carlos Muniz, consul de 2ª classe adjunto.

Estava uma estampilha da verba consular do Brasil, do valor de \$2000, inutilizada pelo sello do mesmo Consulado Geral em Nova York. Por traducção conforme.

Sobre estampilhas federaes no valor collectivo de \$3100: Rio de Janeiro, 15 de setembro de 1925. — Manoel de Mattos Fonseca.

N. 45 — 2\$000, pagon dois mil réis de sello.

Recebedoria do Districto Federal, aos 15 de setembro de 1925. — O fiel do thesoureiro, (illegivel). — O escripturario do sello. — Coelho.

Reconheço verdadeira a assignatura supra, do Sr. João Carlos Muniz, Secção dos Negocios Commercias e Consulares da America. (Sobre uma estampilha federal de mil réis):

Rio de Janeiro, 15 de setembro de 1925. — S. Romero.

Estava o sello de chancella do Ministerio das Relações Exteriores.

Sobre uma estampilha federal de 600 réis:

Rio de Janeiro, 15 de setembro de 1925. — Manoel de Mattos Fonseca.

Ministerio da Guerra

Por decreto de 18 de fevereiro findo foi exonerado, a pedido, do cargo de addido militar á Legação do Brasil na Republica do Paraguay, o capitão de artilharia João Bernardo Lobato Filho.

— Por outros de 24 do corrente:

Concederam-se:

Reforma:

Ao capitão de infantaria Francisco Clarindo Thomé Cordeiro, quanto ao tempo de serviço, nos termos do art. 14 da lei n. 2.290, de 13 de dezembro de 1920, e quanto a vencimentos, de accordo com a mesma lei, combinada com os arts. 150, § 7º, do decreto legislativo n. 4.555, de 10 de agosto de 1922, e 1º do de n. 4.853, de 12 de setembro de 1924, visto contar mais de vinte e cinco annos de serviço.

Ao 1º tenente pharmaceutico Luiz Freire Capiberibe, quanto ao tempo de serviço, nos termos do art. 14 da lei n. 2.290, de 13 de dezembro de 1920, e quanto a vencimentos, de accordo com a mesma lei, combinada com os arts. 150, § 7º, do decreto legislativo n. 4.555, de 10 de agosto de 1922, e 1º do de n. 4.853, de 12 de setembro de 1924, visto contar mais de vinte e cinco annos de serviço.

De accordo com o disposto no art. 57 do decreto legislativo n. 4.555, de 10 de agosto de 1922, revigorado pelo art. 54 da lei n. 4.632, de 6 de janeiro de 1923, e incorporado á legislação permanente pelo art. 164 da de n. 4.793, de 7 de janeiro de 1924, no posto de 2º tenente, com o respectivo soldo, aos sargentos ajudantes Luiz Leão de Medeiros, do 23º batalhão de caçadores, o amanuense de 1ª classe Pedro Martins Fernandes, e primeiros sargentos Lauriano da Rosa Brasil, da Carta Geral do Brasil; Roberto Mathias, amanuense de 2ª classe, e Eugênio José Francisco, amanuense também de 2ª classe, visto contarem mais de vinte e cinco annos de serviço.

De accordo com o disposto no art. 57 do decreto legislativo n. 4.555, de 10 de agosto de 1922, revigorado pelo art. 54 da lei n. 4.632, de 6 de janeiro de 1923, e incorporado á legislação permanente pelo art. 164 da de n. 4.793, de janeiro de 1924, com o soldo por inteiro, ao 2º sargento Antonio Costa Valle, do 3º re-

gimento de cavallaria divisionaria, visto contar mais de vinte annos de serviço.

De accordo com o art. 4, letra a, do regulamento anexo ao decreto n. 15.600, de 11 de agosto de 1922, ao capitão de artilharia José Nery Ewbank da Camara, a Cruz de Campanha de 1914 a 1919, com dois semestres de serviço de guerra no estrangeiro.

— Declarou-se:

Sem effecto o decreto de 30 de dezembro do anno findo, na parte que nomeia 2º tenente pharmaceutico o pharmaceutico civil Guilherme Wenning, visto não ter prestado compromisso dentro do prazo.

Rectificando o decreto de 11 de novembro de 1925, que a admissão do Dr. Joaquim Amaranto Peixoto de Azevedo, no corpo de saude da 2ª classe da reserva do Exército de 1ª linha, e no posto de 1º tenente medico, de accordo com a condição 4 do art. 7º do regulamento approved por decreto n. 15.179, de 15 de dezembro de 1924, e não no de 2º tenente medico.

— Foi classificado o major Landelino Ramos no 27º batalhão de caçadores (Manáos).

— Foi nomeado, de accordo com o disposto na condição primeira, alinea b, do art. 1º, do regulamento approved pelo decreto n. 15.179, de 15 de dezembro de 1924, 2º tenente pharmaceutico da 2ª classe da reserva do Exército de primeira linha, para servir na 4ª Região Militar, o pharmaceutico civil Fausto Toledo.

— Foi promovido ao posto de tenente-coronel o tenente-coronel graduado Trajano de Viveiros Raposo, por antiguidade que será contada de 13 de janeiro de 1925, em resarcimento de preterição.

— Foram transferidos:

O major Randolpho Guasque, do 27º batalhão de caçadores para o 10º (Ouro Preto), e os capitães Benedicto Augusto da Silva da 5ª companhia do 8º regimento de infantaria (Cruz Alta) para a 2ª do 9º batalhão de caçadores (Pelotas) e Ernesto Theodorico da Silva, deste batalhão para a 5ª companhia do 8º regimento de infantaria;

Os capitães José Nicodemus Monteiro do Barros da 10ª companhia do 2º regimento de infantaria (Villa Militar) para a 6ª do 12º (Bello Horizonte), Manoel Rabello da 6ª do 12º regimento para a 9ª,

DECRETO N. 17.256 — DE 24 DE MARÇO DE 1926

Abre o credito especial de 1:752\$846, para saldar contas com o 3º escripturario da Recebedoria do Districto Federal, Francisco Jeronymo de Albuquerque Maranhão

O Presidente da Republica dos Estados Unidos do Brasil, usando da autorização contida no decreto n. 4.980, de 16 de dezembro ultimo, e tendo ouvido o Tribunal de Contas, na forma do regulamento approved pelo decreto n. 15.770, de 1 de novembro de 1922, resolve abrir, ao Ministerio da Fazenda, o credito especial de 1:752\$846, para saldar contas com o 3º escripturario da Recebedoria do Districto Federal, Francisco Jeronymo de Albuquerque Maranhão, que fora demittido e depois reintegrado por sentença judicial.

Rio de Janeiro, 24 de março de 1926. 105º da Independencia e 38ª da Republica.

ARTHUR DA SILVA BERNARDES.

Annibal Freire da Fonseca.

sem effectivo, do 11º regimento (São João d'El-Rey), Vicente de Paula Formiga do lugar de ajudante do 2º regimento de infantaria para a 6ª companhia do mesmo regimento e Orlando Werney Campello desta companhia para aquelle lugar;

No 13º regimento de cavallaria independente (Rio Pardo), os capitães Waldemar Granja do lugar de ajudante para o 2º esquadrão e Renato da Veiga Abreu deste esquadrão para aquelle lugar;

Para a 2ª classe do Exército, de accordo com o motivo segundo, § 1º, do art. 2º, do decreto n. 260, de 1 de dezembro de 1841, ficando aggregado á respectiva arma, o capitão de infantaria Victorino Luiz Fabiano, visto achar-se com molestia continuada por mais de um anno, que o impossibilita de prestar serviço activo.

— Mandou-se:

Tendo em vista o parecer da Comissão de Promoções, considerar promovidos nas datas que se seguem, os tenentes-coronéis de engenharia: João da Cruz Zany, por merecimento, em 12 de setembro de 1923, Wolmer Augusto da Silveira, por antiguidade, em 23 de janeiro de 1924, contando antiguidade de graduação de 12 de setembro de 1923, Heracito Paes Ribeiro, por merecimento, em 13 de janeiro de 1925, com antiguidade de graduação de 23 de janeiro de 1924, tudo em resarcimento de preterição;

Tendo em vista as disposições do decreto legislativo n. 4.923, de 30 de janeiro de 1925, e o parecer do Supremo Tribunal Militar de 7 de janeiro ultimo, contar ao capitão reformado Luiz Mariano de Barros Fournier, professor da Escola Militar, a antiguidade do posto de 2º tenente de 5 de julho de 1897 e considerar no posto de major a reforma do mesmo official;

Contar ao 1º tenente reformado Lydio Nunes Pereira a antiguidade do posto de alferes de 27 de fevereiro de 1893, visto satisfazer as condições da lei numero 1.836, de 30 de dezembro de 1907;

Incluir no quadro ordinario, sendo classificado no lugar de ajudante do 6º batalhão, sem effectivo (Aquidauana), o capitão da arma de engenharia Waldemiro Pereira da Cunha;

Reverter á primeira classe do Exército os capitães de engenharia Juarez do Nascimento Fernandes Tavora e Paulo Krugger da Cunha Cruz, e o 1º tenente de cavallaria Aristoteles de Souza Dan-

las, que se achavam aggregados por effeito de deserção, visto terem sido capturados.

Foi demittido, de accordo com o disposto no art. 66 do regulamento anexo ao decreto n. 15.231, de 31 de dezembro de 1921, do posto de tenente-coronel medico de 2ª classe da reserva do Exército de primeira linha, o Dr. Rodolpho Werneck, visto ter sido, em inspecção de saúde a que se submetteu, julgado incapaz para o serviço.

SECRETARIAS DE ESTADO

Ministerio da Justiça e Negocios Interiores

Directoria da Justiça

Por portaria de 25 do corrente mez foram concedidos dous mezes de licença, para tratamento de saúde, ao guarda civil de 3ª classe, Ernesto Ferreira Braga.

Directoria de Contabilidade

Segunda secção

ACTOS DO SR. MINISTRO

Additamento ao expediente de 23 de março de 1926

Avisos:

Ao Tribunal de Contas, solicitou-se o pagamento, no Thesouro Nacional, das quantias de:

N. 1.065 C — 100\$, ao funcionario da Secretaria da Procuradoria da Republica, Paulo de Azevedo Pereira, proveimento da gratificação que lhe compete como secretario da Comissão Inspectoria de Estabelecimentos de Alienados.

Primeira secção

Additamento ao expediente de 24 de março de 1926

N. 1.059 C — 600\$, referente á gratificação que compete, em 1925, aos escriptães encarregados dos archivos eleitoraes do Estado de Santa Catharina.

N. 1.061 C — 450\$, identico, do Ceará.

N. 1.060 C — 300\$, identico, ao escriptão Leobino Pimentel, encarregado do archive eleitoral da comarca de Amar-gosa, no Estado da Bahia.

N. 1.062 C — 150\$, identico, Manoel Sobral, encarregado do archive eleitoral do Estado de Sergipe.

N. 1.063 C — 150\$, a Agostinho Henriques de Almeida, identico, do termo de Icatu, identico do Maranhão.

N. 1.064 — 450\$, a Anselmo Mendes Liborio, identico, de Uracaré, identico do Amazonas.

Segunda secção

N. 1.084 C — Ao mesmo tribunal, transmittiram-se, para os fins convenientes, as folhas do *Diario Official* de 21 do corrente mez, onde vem publicado o termo do contracto celebrado entre este ministerio e a firma Luiz Mendonça &

Comp., para fornecimento de fazendas, armario e uniformes, no corrente anno, ás repartições dependentes deste ministerio, excepto a Policia Militar, o Corpo de Bombeiros e os Departamentos Nacionais do Ensino e da Saude Publica.

N. 1.086, C — Ao Ministerio da Fazenda, solicitou-se a restituição á firma Freire, Guimarães & Comp., da caução, na importancia de 2:000\$, garantidora da execução do contracto para fornecimento de drogas e productos chimicos ás repartições dependentes deste ministerio, em 1925.

ACTOS DO SR. MINISTRO

Requerimentos despachados

Dia 25 de março de 1926

Dr. Carlos Gomes Rebello Horta, procurador do Hospital de Jacarehy, pedindo pagamento da subvenção de 1925, que compete áquella instituição. — Indeferido.

Primeira secção

ACTOS DO SR. DIRECTOR GERAL

Officinas:

N. 331 — Ao delegado fiscal do Thesouro Nacional no Estado da Parahyba, communicou-se que, ao Tribunal de Contas, foi solicitada a distribuição áquella delegacia do credito de 600\$, para pagamento da congrua que compete, neste anno, ao arcebispo D. Adaucto de Miranda Henriques, conego da Sé de Olinda.

N. 332 — Ao mesmo, identico, ao monsenhor Luiz Francisco de Sales Pessoa, vigario collado da freguezia de Campina Grande, naquella Estado.

N. 333 — Identico, de Alagoas, identico, de 2:400\$, para pagamento dos vencimentos que, neste anno, competem ao Juiz de direito, em disponibilidade, Joaquim Jonas Bezerra Montenegro.

N. 335 — Ao secretario da Corte de Appellação, restituiu-se a folha do 1º supplente bacharel João de Souza Pereira Botafogo, referente a fevereiro findo, affirm de ser rectificada.

N. 336 — Ao delegado fiscal do Thesouro Nacional no Estado da Parahyba, communicou-se que o pagamento da congrua que compete ao arcebispo Dom. Adaucto de Miranda Henriques, em 1925, depende da abertura de credito suplementar.

N. 337 — Identico, da Bahia, transmittindo, affirm de ser cobrada a revalidação e o complemento de sello a que estão sujeitos, a petição e demais documentos apresentados a este ministerio pelo Collegio N. S. da Piedade do Minas, naquella Estado, para os effeitos de recebimento de subvenção.

Segunda secção

N. 237 — Ao secretario do Tribunal de Contas, transmittiu-se a 2ª via do documento de empenho da despesa de 1:200\$, para pagamento, neste anno, da gratificação que compete a Eloy Guarany de Sampaio Góes, por commissão neste ministerio.

N. 328 — Ao director da Casa de Correção pediu-se informar si o sabão e as velas constantes do pedido n. 44, en-

tram como materia prima em algum producto manufacturado nas officinas daquelle estabelecimento.

N. 329 — Ao delegado fiscal do Thesouro Nacional no Estado do Piahy, pediu-se informar a relação do material destinado ao serviço de alistamento eleitoral requisitado pelos juizes de direito de varias comarcas daquelle Estado, e existente naquella delegacia.

N. 330 — Ao engenheiro chefe do escriptorio de obras deste ministerio, pediu-se seja feita, nas 1ª, e 3ª vias do pedido n. 5, e declaração de que a despesa foi deduzida do respectivo credito.

N. 334 — Ao director do Museu Historico Nacional, pediu-se informar sobre a despesa a que se destina o empenho de 500\$, de que se trata o officio n. 29, de 26 de fevereiro findo.

Requerimentos despachados

Luiz Maciel Pereira, Silverio Nunes Ramos e João Antonio Leal, apresentando documentos de despesas feitas com o funcionamento da 5ª secção eleitoral da freguezia de Santa Rita. — Compareçam nesta directoria, apresentando documentos de identidade, para o recebimento da quantia determinada.

Primeira secção

Expediente de 26 de março de 1926

Officinas:

N. 338 — Ao Sr. inspector dos Servicos de Prophylaxia do Departamento Nacional de Saude Publica, communicou-se, para os fins convenientes, que o guarda desinfector de 1ª classe daquella repartição, Jorge Peres Nogueira, estava em exercício nesta directoria durante o corrente mez.

N. 339 — Ao delegado fiscal do Thesouro Nacional, no Estado da Bahia, transmittiu-se, affirm de ser cobrada a revalidação de sello a que está, a mesma sujeita, o requerimento da Santa Casa de Oliveira dos Campinhos, naquella Estado.

Departamento Nacional de Saude Publica

Secretaria Geral

SECÇÃO DE EXPEDIENTE

Dia 24 de março de 1926

Solicitaram-se providencias:

Aviso n. E.28 — Ao ministro do Estado dos Negocios da Viação e Obras Publicas, no sentido de ser pela Repartição Geral dos Telegraphos revigorada, para o corrente exercício, franquia telegraphica em objecto de serviço concedido ao secretario geral deste departamento.

Officinas:

N. E 464 — Ao director de Saneamento Rural, no sentido de ser esta secretaria geral informada, affirm de que possam ter andamento os respectivos processos de licença, quizes os vencimentos do guarda Antonio Fortes Bustamante, do pharmaceutico do serviço Rural do Amazonas Leonel de Alencar Mattos, e do trabalhador desse serviço, Hernani Teixeira de Carvalho.

N. E 463 — Ao director do Instituto Oswaldo Cruz, no sentido de serem fornecidas, para uso de recém-nascidos de varias gestantes internadas no Instituto da Liga Paulista Contra a Tuberculose, as doses de vacina Calmette que se fazem precisas para tres crianças.

N. E 460 — Ao director do Hospital N. S. das Dóres, no sentido de serem removidas para esse hospital cinco mulheres tuberculosas que se acham presentemente no Hospital S. Sebastião.

N. E 461 — Ao inspector geral de vehiculos, no sentido de ser fornecida numeração official para as chapas que deverão ser usadas pelos automoveis do Hospital-Abriço Arthur Bernardes.

N. E 466 — Ao director da Imprensa Nacional, para que sejam remettidos com a maxima regularidade os exemplares do *Diario Official* á Inspectoria de Fiscalização do Exercício da Medicina.

Requerimento despachado

Dia 23 de março de 1926

Pelo Sr. ministro:

The Rio de Janeiro City Improvements Company, Limited (450—926). — De-se certidão.

DIRECTORIA DOS SERVIÇOS SANITARIOS DO DISTRITO FEDERAL

Expediente de 23 de março de 1926

Solicitaram-se providencias:

Ao Sr. Dr. secretario geral (officio 497), no sentido de ser posta, no Thesouro Nacional, á disposição do 3º official, interino, Alberto de Gusmão Lobo, a quantia de 300\$000 destinada a attender ás despesas de prompto pagamento da Inspectoria de H. T. e Profissional, durante o 2º semestre do corrente exercicio.

— Remetteu-se ao Sr. Dr. inspector de H. Infantil (officio 496), o officio n. E. 453, da Secretaria Geral, e, bem assim, o relatorio e desenho correspondentes á invenção de uma mamadeira denominada "Mamadeira Hygienica", para que pediram privilegio Gaboni & Companhia.

Requerimentos despachados

Directoria dos Serviços Sanitarios do Districto Federal: Jayme Ferreira (705). — Certifique-se o que constar.

Laboratorio Bacteriologico:

A. P. de Uihôa Cintra (708). — Deferido, á vista do officio n. 41, do senhor director do Laboratorio Bacteriologico.

Inspectoria de H. I. e Profissional: Zacharias Gonçalves (711-136). — Deferido.

Perardo Batlle (709-134) — Deferido, por 60 dias.

Adelino Lopes Barreiras (710-135). — Deverá cumprir a intimação dentro do prazo de 45 dias.

Segunda Delegacia de Saude:

Francisco Ignacio Martins (671). — Indeferido.

Ventura José Alves (714-149). — Deferido, por 60 dias.

Padula & Gallo (715-153). — Deferido, por 60 dias.

Agostinho Elias (716-154). — Deferido, por 60 dias.

Antonio Augusto de Sá (651). — Será relevada a multa, si for cumprida a segunda intimação.

Terceira Delegacia de Saude:

José Rodrigues Braga (713-43). — Deferido, por 60 dias.

Ministerio das Relações Exteriores

Por portaria de 26 do corrente, foi concedida ao Consul em Rosario de Santa Fé, Socrates Moglia, uma licença de seis meses, nos termos do art. 17 do Decreto n. 14.663, de 1 de Fevereiro de 1921.

Directoria Geral dos Negocios Commercias e Consulares

Dia 24 de Março de 1926

Circular ao Corpo Consular Brasileiro sobre facturas commerciaes:

Circular NC. 855/7 — Para conhecimento dos senhores funcionarios consulares, transcrevo as instrucções organizadas pelo Ministerio dos Negocios da Fazenda, para exacto cumprimento do art. 19 e seus paragraphos da lei numero 4.984, de 31 de dezembro de 1925, que instituiu a obrigatoriedade da factura commercial que entrará em vigor no dia 2 de maio vindouro:

1º, scientifiquem, por meio de cartas ou avisos, á todos os embarcadores de mercadorias para os portos do Brasil, obrigação, creada pela citada lei de apresentarem ao Consulado ou agencia consular respectivos, juntamente com as quatro vias de factura consular, exigidas pelo art. 4º do Decreto n. 14.039, de 29 de Janeiro de 1920, duas vias de facturas commercial, devidamente assignadas pelo fabricante ou exportador que houver vendido a mercadoria, sob pena de não serem legalizadas ou authenticadas as facturas consulares pelos consulados ou agencias consulares do Brasil e de incorrer o importador no Brasil, pela falta da factura commercial, na multa de direitos em dobro, estatuido no § 5º do art. 27 do referido Decreto n. 14.039, de 1920;

2º, declarem nos interessados que o prazo para obrigatoriedade da lei é de 4 meses, a contar de 2 de Janeiro de 1926, como preceitua o paragrapho unico do art. 2º da Introdução do nosso Código Civil;

3º, apresentadas as facturas, examinem si as duas vias das commerciaes estão revestidas das formalidades proprias de taes documentos; procedam, em seguida, ás diligencias que reputarem precisas para apuração da authenticidade das mesmas vias da factura commercial ou da veracidade das suas assignaturas, si não dos fabricantes ou dos exportadores vendedores, da mercadoria e exijam dos embarcadores tudo quanto julguem indispensavel para esse fim,

inclusive o reconhecimento das assignaturas pelos meios legaes; podendo em todo caso, instituir um registro de assignaturas, no Consulado ou agencia consular, inteiramente facultativo, isto é, para aquelles que quizerem assignar;

4º, apurada a legitimidade das vias da factura commercial, devem visal-as, do mesmo modo como legalizam as facturas consulares, nos termos do art. 8º do citado Decreto n. 14.039, de 1920.

5º, façam annexar, depois de visadas, uma das vias da factura commercial á primeira via da factura consular, que tem de ser apresentada á alfandega competente pelo consignatario e a outra via da factura commercial á segunda via da factura consular, que se destina á Directoria de Estatistica Commercial no Rio de Janeiro (letras a e b do artigo 4º do citado Decreto n. 14.039, de 1920);

6º, não legalizem as facturas consulares se os embarcadores deixarem de apresentar as duas vias da factura commercial; dando disso immediato conhecimento á Alfandega do porto do Brasil para onde foram enviadas as mercadorias;

7º, ficam incursos na multa do § 8º do art. 27 do citado Decreto n. 14.039, de 1920, os consules ou agentes consulares que não cumprirem ou não fizerem cumprir rigorosamente estas novas determinações legaes, especialmente quanto á veracidade das assignaturas dos fabricantes ou vendedores;

8º, fica extensivo o art. 30 do citado Decreto n. 14.039, de 1920, ás facturas commerciaes apresentadas;

9º, comuniquem ás Alfandegas do Brasil a data em que os embarcadores tiverem conhecimento do aviso ou carta, referidas no n. 1, destas "instrucções".

Outrosim, communico aos Srs. consules que o "visto" na factura commercial de que tratam estas instrucções é gratis.

Felix Pacheco

Requerimentos despachados

Attilio Pelosini, pedindo certidão pelo Consulado Geral do Brasil em Genova. — Junte a importancia da despesa com a certidão requerida.

Attilio Pelosini. — Nada foi encontrado no archivo do Ministerio.

Ministerio da Fazenda

Por portaria de 26 do corrente foram concedidos seis meses de licença, nos termos do art. 17 do decreto n. 14.663, de 1 de fevereiro de 1921, ao 2º escriptuario da Recebedoria do Districto Federal Frederico de Figueiredo Neiva.

Directoria Geral do Thesouro Nacional

EXPEDIENTE DO SR. MINISTRO

Dia 25 de março de 1926

Sr. ministro da Agricultura, Industria & Commercio:

N. 35 — Transmittindo o processo originado pelo requerimento em que o

Dr. Crizanto Sá de Miranda Pinto, director da Escola de Aprendizes Artífices do Estado do Rio de Janeiro, solicita pagamento de vencimentos a que se julga com direito, e solicitando ordenar seja liquidada a divida reclamada, uma vez apurada sua procedencia.

N. 36 — Declarando que deixa de ser attendida a solicitação constante do requerimento em que o Dr. Olesen & Companhia, industriaes estabelecidos nesta Capital, pedem isenção de direitos aduaneiros, para o cyanureto impuro importado com destino á composição do formicida marca "Morte de formigas", de seu fabrico, visto se tratar de um producto chimico não incluído no art. 2º, § 30, das Preliminares da Tarifa.

N. 37 — Devolvendo, para que sejam prestados esclarecimentos, o processo relativo ao pagamento da importancia de 731\$610, de que se diz credor Archimedes Cabral Godolphim, auxiliar de 1ª classe do Serviço de Industria Pastoral no Rio Grande do Sul, proveniente da gratificação extraordinaria que allega haver deixado de receber de 26 de maio de 1921 a 31 de maio de 1922.

— Sr. ministro da Guerra:

N. 37 — Devolvendo, para informações, o processo referente ao pagamento da importancia de 68\$080, de que se diz credor o cabo enfermeiro José Florentino da Silva, proveniente da gratificação adicional a que se julga com direito, no triennio de 1920 a 1922.

N. 38 — Devolvendo o processo relativo ao pagamento da quantia de réis 158\$240, de que se diz credor o cabo de esquadra Aurelio Bezerra Leite, proveniente da gratificação adicional a que se julga com direito, e declarando que o pagamento de que se trata não pôde ser ordenado em face do que dispõem os arts. 36 e 132, alinea VII, das leis numeros 2.544, de 4 de janeiro de 1912 e 3.089, de 8 de janeiro de 1916.

— Sr. ministro da Viação e Obras Publicas:

N. 70 — Solicitando emittir parecer sobre o processo relativo ao aforamento dos terrenos de marinhás e accrescidos, sitos á praia da "Carne de Vacca", municipio de Goyanna, Estado de Pernambuco, pretendido por Sebastião Correia da Rocha, e remetendo planta dos terrenos alludidos.

N. 71 — Pedindo providencias afim de ser devolvida a planta do terreno de marinhás accrescido, sito á margem da Cambôa do Areial, freguezia de Boa Vista, municipio do Recife.

N. 72 — Transmittindo uma cópia da informação e parecer proferidos pela Contadoria Central da Republica, relativamente á consulta que fez a Contadoria Seccional na Administração dos Correios do Espirito Santo, sobre pagamentos a empregados.

— Sr. ministro presidente do Tribunal de Contas:

N. 46 — Enviando novamente o processo relativo á concessão de meio soldo e montepio a D. Adelaide Cerqueira de Moreira Lima, e solicitando reconsideração do acto do tribunal negando registro á despesa respectiva, tendo em vista a informação da Directoria da Despesa Publica, exarada no mesmo processo.

N. 47 — Remetendo o processo referente ao pagamento da quantia de réis 192\$617, de que é credora a Société Anonyme du Gaz de Rio de Janeiro, proveniente de fornecimento de gas e luz ele-

trica, em maio do anno passado, á Directoria do Estatística Commercial, e solicitando reconsideração do acto do tribunal recusando registro áquella despesa, á vista dos fundamentos do parecer da Directoria da Despesa, exarado no referido processo.

EXPEDIENTE DO SR. DIRECTOR GERAL

Dia 25 de março de 1926

Sr. inspector da Alfandega do Rio de Janeiro:

N. 75 — Enviando a portaria de 17 do corrente, concedendo tres mezes de licença, na forma da lei, ao 2º machinista da Alfandega, José David de Oliveira.

— Sr. inspector geral dos Bancos:

N. 64 — Devolvendo, de accôrdo com o despacho do Sr. ministro, de 17 do corrente, para satisfação de exigencia, o processo relativo ao requerimento em que a Associação Protectora dos Homens do Mar solicita approvação de seus novos estatutos.

N. 65 — Devolvendo o processo originado do requerimento em que a Sociedade Auxiliár Militar solicita permissão para negociar empréstimos aos funcionarios da Marinha, e communicando que o Sr. ministro, por despacho do dia 19, resolveu, que, preliminarmente, a requerente deve fazer o seu registro de accôrdo com as exigencias da Inspectoria de Bancos.

N. 66 — Restituindo-vos o incluso processo que encaminhastes com o officio n. 276, de 11 do corrente, relativo ao requerimento em que o Banco Popular do Rio Grande do Sul, com-sede em Porto Alegre, pede autorização para abrir uma agencia na villa de Conceição do Arroio, no mesmo Estado, communicando-vos, para os devidos fins, que o Sr. ministro resolveu, por despacho do dia 19, em face da informação dessa inspectorie deferir o alludido requerimento; devendo ser expedida a respectiva carta-patente.

— Sr. director da Recebedoria do Districto Federal:

N. 21 — Transmittindo, para satisfação de exigencia, o processo relativo ao requerimento em que o 2º official aduaneiro, extinto, da Alfandega do Rio de Janeiro, Luiz Antonio Corrêa, pede para interromper a licença em cujo gozo se acha.

— Sr. director geral do Departamento Nacional do Saude Publica:

N. 11 — Pedindo providencias afim de que seja submettido a inspecção de saude o guarda da policia aduaneira da Alfandega da Bahia Ambrosio da Fonseca, que requereu seis mezes de licença, em prorrogação.

— Sr. delegado fiscal no Amazonas:

N. 14 — Remetendo as portarias de 17 do corrente, que concedem seis mezes de licença, na forma da lei, ao guarda encarregado do Registro Fiscal Federal do Acre, Gentil Bastos, e ao remador da Mesa de Rendas Federaes do Alto Acre, em Rio Branco, Manoel Pedro da Silva.

— Sr. delegado fiscal na Bahia:

N. 48 — Enviando as portarias de 17 do corrente, concedendo licença ao agente fiscal do imposto de consumo Joaquim Pedreira do Couto Ferraz e ao guarda da policia aduaneira da Alfandega do Estado, Ambrosio da Fonseca.

— Sr. delegado fiscal no Espirito Santo:

N. 7 — Declarando que o Sr. ministro resolveu, por despacho de 11 do corrente, autorizar a abertura de concorrência administrativa para aquisição do material de expediente necessario ao serviço da Alfandega da Victoria, no anno de 1926, de accôrdo com o art. 245 do Regulamento do Código de Contabilidade.

— Sr. delegado fiscal no Maranhão:

N. 13 — Declarando que o Sr. ministro, por despacho de 12 do corrente, resolveu indeferir, por não ter amparo legal, o requerimento em que o comandante da policia aduaneira da Alfandega do Maranhão e o da de Parnaityba, Almir Oliveira de Souza e Antonio Corrêa Lima, pedem permuta dos respectivos cargos.

Identico, sob n. 5, ao Sr. delegado fiscal no Piahy.

— Sr. delegado fiscal em São Paulo:

N. 64 — Transmittindo as portarias de 17 do corrente, que concedem licenças aos guardas da policia aduaneira da Alfandega de Santos Alvaro Salvio de Oliveira Doria, Luiz de França Mello e Innocencio Mello e ao fiscal de clubs de mercadorias Joaquim Pacheco e Silva.

N. 65 — Remetendo as portarias de 17 do corrente, concedendo licenças aos 1º escripturario e 2º official aduaneiro, extinto, da Alfandega de Santos, respectivamente, José Rittes e Francisco Prado Caldeira.

Contadoria Central da Republica

Expediente do dia 25 de março de 1926

Do Sr. contador geral da Republica:

Officios:

Ao Sr. encarregado da Sub-contadoria Seccional da Administração dos Correios de São Paulo:

N. 1.117 — Respondendo o officio n. 43, de 4 do corrente dessa sub-contadoria.

— Ao Sr. director da Despesa Publica:

N. 1.118 — Reiterando os termos do officio n. 2.099, de 1 de setembro ultimo.

— Ao Sr. director da Receita Publica:

N. 1.120 — Remetendo exemplares do mappa geral das collectorias federaes, mesas de rendas e delegacias fiscaes do Brasil, organizado nesta contadoria.

— Ao Sr. engenheiro chefe do Districto Telegraphico da Santa Maria:

N. 1.134 — Sobre a 3ª via da ordem de pagamento, saccada contra a Delegacia Fiscal no Rio Grande do Sul.

Requerimento despachado

Radamés de Campos. — Deferido.

Do Sr. secretario chefe de secção:

Ao Sr. Candido de Abreu e Souza:

Officio n. 1.119 — Remetendo exemplares do mappa geral das collectorias federaes, mesas de rendas e delegacias fiscaes do Brasil.

Do Sr. sub-contador da II Divisão:

Aos Srs. encarregados das sub-contadorias seccionaes:

Offícios:

Delegacia Fiscal em Minas Geraes:

N. 1.121 — Sobre a ordem de pagamento n. 3, na importancia de 457\$500.

— Delegacia Fiscal em Alagoas:

N. 1.122 — Sobre a carta de credito n. 76, de 7938, de consignações descontadas em janeiro adicional do exercicio de 1925 e durante o exercicio de 1924.

— Delegacia Fiscal em Goyaz:

N. 1.123 — Solicitando informações a que exercicio pertence o credito n. 1, de 27\$720.

— Delegacia Fiscal em Santa Catharina:

N. 1.124 — Sobre o balanço dessa delegacia, de dezembro ultimo.

— Ministerio da Guerra:

N. 1.125 — Sobre annullações.

— Delegacia Fiscal no Ceará:

N. 1.126 — Sobre a 2ª via da carta de credito n. 97, de 558, a favor do Thesouro Nacional, de descontos feitos em agosto de 1925.

N. 1.127 — Sobre o balanço dessa delegacia de janeiro, adicional do exercicio de 1925.

— Delegacia Fiscal no Espirito Santo:

N. 1.128 — Sobre o balanço dessa delegacia, de janeiro, adicional do exercicio de 1925.

— Delegacia Fiscal na Bahia:

N. 1.129 — Solicitando remessa do dobramento da despesa do Ministerio da Guerra, referente ao balanço dessa delegacia do mez de dezembro proximo findo.

— Delegacia Fiscal em Matto Grosso:

N. 1.130 — Sobre a importancia de 3:258\$935, que figura no balanço dessa delegacia, de dezembro ultimo, em receita e despesa do movimento de fundos.

— Ministerio da Fazenda:

N. 1.131 — Sobre importancias pagas pela thesouraria geral durante o exercicio de 1924, por conta dos descontos feitos na Delegacia Fiscal em São Paulo.

— Delegacia Fiscal na Parahyba:

N. 1.132 — Sobre a importancia de 8408, que essa delegacia debitou a Delegacia Fiscal em Sergipe, em 1923, relativa a pagamento de consignações.

— Delegacia Fiscal em Pernambuco:

N. 1.133 — Sobre a importancia de 162\$500 que consta na conta do Banco do Brasil, do mez de junho de 1925, como recolhida pela agencia do Banco nessa capital.

Directoria da Receita Publica

EXPEDIENTE DO SR. DIRECTOR

Dia 25 de março de 1926

Sr. Dr. 3º procurador da Republica:

N. 207 — Solicito vos dignéis de providenciar no sentido de ser cancelada a divida da taxa de sancamento do exer-

cicio de 1922, sob numero 8.837, serie E. R. pela rua Visconde de Santa Isabel numero 3, em vista do que informou a Inspectoria de Aguas e Esgotos em officio n. 394, de 10 de março corrente.

N. 206 — Solicito vos dignéis de providenciar no sentido de que a certidão de divida de taxa de penna d'agua do exercicio de 1919, constante da contrafé n. 7.651, E. R., seja rectificada para numero 75 em nome de Francelina Maria da Silva, de accordo com o officio n. 138, de 27 de janeiro do corrente anno, da Recebedoria do Districto Federal.

N. 207 — Passo ás vossas mãos, sob numero 336 a 343, serie E. S. oito certidões de dividas provenientes de multas impostas pelo Sr. presidente do Tribunal do Jury a diversos jurados.

— Sr. director geral do Thesouro:

N. 169 — Communico-vos, para os devidos fins, que a 20 deste mez, apresentou-se a esta directoria, reassumindo o exercicio de seu cargo fiscal do sello adhesivo da Capital Federal Sr. José de Albuquerque Maranhão que ~~era~~ substituido, interinamente, pelo agente fiscal do imposto de consumo do interior do Estado de Minas Geraes, Sr. Januario Rodrigues Germano.

— Sr. inspector da Alfandega de Santos:

N. 46 — Communico-vos, para os devidos fins, que o Sr. ministro da Fazenda, attendendo ao que solicitou o Ministerio das Relações Exteriores, em aviso n. P/17, de 19 de fevereiro ultimo, resolveu, por despacho de 14 do corrente, conceder isenção de direitos e quaesquer onus aduaneiros para uma caixa marca: Santos 1 — L. W. G. C. — H. B. M. Consul General — Rio de Janeiro, contendo uma pedra destinada ao tumulo de um dos soldados britannicos fallecidos nessa cidade durante a guerra.

— Sr. delegado fiscal no Rio Grando do Sul:

N. 103 — Communico-vos, para os devidos fins, que resolvi approvar o vosso acto que autorizou o recolhimento de 48:929\$750 a que estava sujeita a Companhia Standard Oil, por meio de sello de verba.

— Sr. delegado fiscal no Paraná:

N. 17 — Communico-vos, para os devidos fins, que o Sr. ministro da Fazenda, attendendo ao que solicitou o presidente desse Estado, em telegramma de 18 de fevereiro ultimo, resolveu, por despacho de 11 do corrente, de accordo com o art. 5º do decreto n. 4.910, de 10 de janeiro de 1925, conceder redução de taxa para setecentas barricas de cimento "Excelsior", vindas de Hamburgo pelo vapor Paraná consignadas á Prefeitura Municipal da cidade de Lapa, neste Estado, destinadas á construção de uma usina hydro-electrica.

N. 16 — Em resposta ao vosso officio n. 393, de 28 de setembro ultimo, communico-vos que o Sr. ministro da Guerra solicitou ao Sr. ministro das Relações Exteriores, autorização para que o consul brasileiro em Hamburgo fique autorizado a visar a factura consular referente a 10 caixas de cartuchos para caça que se acham no porto da referida cidade a ser importadas pela firma Reynaldo Essberner & Comp.

Portaria

N. 3 — O director da Receita Publica do Thesouro Nacional communica ao collecter federal de Santo Antonio de Padua, no Estado do Rio de Janeiro, que o Sr. ministro da Fazenda, tendo presente o recurso interposto por Mario Assad & Irmão do acto daquelle exactoria

que lhes impoz a multa de 2:500\$, por infracção do regulamento do imposto de consumo, proferiu, em data de 9 do corrente, o seguinte despacho: "No caso em apreço não ocorreram as circunstancias que o paragrapho unico, do art. 204, do regulamento do imposto de consumo exige para a caracterização da sonegação, somente estando provada a infracção do art. 81, do mesmo regulamento, unica, aliás, capitulada no auto de fls. 2. Nessas condições tomo conhecimento do recurso, para, reformando a decisão de fls. 37/40, reduzir a multa imposta a 200\$, minimo da pena estabelecida no dispositivo por ultimo citado."

Dia 26

— Sr. director da Despesa Publica.

N. 17 — Communico-vos, para os devidos fins, que o agente fiscal Oswaldo Gualdio Ley, transferido de Parahyba do Sul para o Rio Bonito, apresentou-se nesta ultima circumscripção no dia 13 do corrente.

— Sr. inspector da Alfandega do Rio de Janeiro:

N. 203 — Communico-vos, para os devidos fins, que o Sr. ministro da Fazenda, attendendo ao que requereu a Rede de Viação Sul Mineira, em petição de 9 de março corrente, resolveu, em 20 do referido mez, conceder isenção do direitos, da taxa de expediente e adicional, mediante termo de responsabilidade com o prazo de sessenta dias para preenchimento das formalidades legais, para dous volumes contendo vidros lubrificadores e indicadores de nivel de agua para locomotivas, com o peso bruto total de quarenta e quatro (44) kilos e liquido total de trinta e dous (32) kilos, vindos de New York pelo vapor Vauban.

N. 205 — Communico-vos, para os devidos fins, que o Sr. ministro da Fazenda, attendendo ao que requereu a Rede de Viação Sul Mineira, em petição de 5 deste mez, resolveu, por despacho de 19 do corrente, conceder isenção de direitos, da taxa de expediente e respectivo adicional, mediante termo de responsabilidade com o prazo de 60 dias para preenchimento das formalidades legais, para 230 volumes formando 40 vagões abertos, de bordas, para estrada de ferro, com o peso bruto total de 384.140 kilos, embarcados em Antuerpia no vapor Ionier.

N. 204 — Communico-vos, para os devidos fins, que o Sr. ministro da Fazenda, tendo presente o processo de que trata o vosso officio n. 235, de 20 de fevereiro ultimo, relativo ao requerimento em que a Sociedade Nacional de Agricultura solicita autorização para retirar dessa alfandega com os poderes da lei 5.332 kilos de papel asseitinado que importou para publicação do seu boletim tecnico *A Lavoura*, favores esces já concedidos pela ordem desta directoria n. 651, de 13 de novembro do anno passado, dos quaes não se aproveitou a requerente, em tempo opportuno, resolveu, por despacho de 19 do corrente, tendo em vista as allegações apresentadas e por subsistirem os motivos que determinaram o despacho anterior, deferir o pedido.

— Sr. delegado fiscal no Estado do Amazonas:

N. 23 — Communico-vos, para os devidos fins, que o Sr. ministro da Fazenda, tendo presente o processo relativo ao

cabogramma em que essa delegacia Carvalho de Rezende, a recolher aos cofres da collectoria local o producto da arrecadação do imposto de consumo de energia electrica, chamando a attenção dessa delegacia para a circular n. 75, de 22 de novembro de 1923.

N. 12 — Communico-vos, para os devidos fins, que o Sr. ministro da Fazenda resolveu indeferir o requerimento em que a firma Simão Gabriel Sfeir pede para pagar em prestações a multa de 2:5008, e mais 1:5428009 do imposto sobre o lucro, que lhe foi imposta pela 2ª Collectoria Federal de Juiz de Fora.

— Sr. delegado fiscal em São Paulo:

N. 115 — Communico-vos, para os devidos fins, que o Sr. ministro da Fazenda, tendo presente o requerimento do 3º tabelião interino e escrívão do Juiz de Direito da Comarca de Santos, Fausto de Oliveira Bages, encaminhado com o vosso officio n. 1.196, de 9 de dezembro do anno findo, proferiu, em data de 16 do corrente, o seguinte despacho: «Dirija-se a Alfandega de Santos».

N. 117 — Communico-vos, para os devidos fins, que o Sr. ministro da Fazenda deferiu o requerimento em que Antônio Corrêa de Sá e Benavides, collector federal em Camaná, solicita permissão para recolher os saldos da repartição a seu cargo, por intermédio da agencia postal daquela cidade.

— Sr. Inspector da Alfandega do Rio Grande do Sul:

N. 6 — Communico-vos, para os devidos fins, que o Sr. ministro da Fazenda, atendendo ao que solicito o Governo desse Estado, resolveu, por acto de 3 do corrente, autorizar o despacho, livre de direitos, mediante termo de responsabilidade, com o prazo de sessenta dias para preenchimento das formalidades legais, de uma caixa contendo tubos de borracha para agua, pesando bruto 682 kilos, n. 19.310, marca V. P. R. G. S., vindas pelo vapor *Rio de Janeiro*, e sessenta atados com mil novecentos e dezesseis barras de ferro pesando bruto 31.330 kilos, dezoito barras de vigas de ferro, pesando 531 kilos, marca V. P. R. G. S., vindas pelo vapor *Duplex*; setecentas e setenta e oito caixas, numeradas 1.223 a 2.000; trezentas e cinquenta e nove ditas rs. 1 a 118, 345 a 522, 48 a 111; dez ditas rs. 21 a 30 contendo parafusos, aruelas, prégos para trilhos de estrada de ferro, pesando bruto 248.257 kilos, marca V. P. R. G. S., vindas pelo vapor *Union*, procedentes de Buenos Aires.

Fica, desta forma, confirmado o meu telegramma n. 168, desta data.

N. 45 — Com o officio n. 372, de 3 de maio do anno findo, encaminhaste a esta directoria o recurso interposto pela firma E. Guedes & Duarte da decisão dessa delegacia, confirmando a do inspector da alfandega dessa capital que lhe impoz a multa de 200.000, por infração do regulamento do imposto de consumo.

O Sr. ministro da Fazenda, em data de 13 do corrente, proferiu o seguinte despacho: «Em face do parecer, tendo conhecimento do recurso para reduzir a multa imposta a 50.000, minimo do dispositivo alludido».

O parecer que emittiu e com o qual concordou o Sr. ministro foi o seguinte: «Não está provado do processo que os recorrentes tivessem dado saída a mercaderia constante do auto de folhas, sem o pagamento do sello devido, por isso que, tendo sido ella vendida em 16 de outubro de 1923, somente a 26 do mesmo mez e anno foi o auto lavado. Pelos recorrentes foi commettida a falta prevista no art. 112, § 4º, letra b, apenas, em parte, uma vez que, segundo se verifica do documento de fls. 3, foi por elles fornecida *note de venda* com as formalidades exigidas no dispositivo alludido».

Opino, pois, pelo provimento do recurso de fls. 21, para reformando-se a decisão recorrida, ser a multa reduzida a 50.000, nos termos da disposição alludida».

O que vos communico, para os devidos fins.

— Sr. delegado fiscal no Estado do Espírito Santo:

N. 5 — Communico-vos, para os devidos fins, que o Sr. ministro da Fazenda, atendendo ao que solicito o presidente desse Estado, em cabogramma de 18 de fevereiro ultimo, resolveu, por despacho de 11 do corrente, conceder isenção de direitos e demais taxas, mediante termo de responsabilidade com o prazo de sessenta dias, para preenchimento das formalidades legais, para sete mil barras de zinco de 450 kilos e dez vagonetes de baseira para transporte de terra e duas locomotivas Diesel de 18 toneladas, material esse destinado aos serviços de obras do porto.

— Sr. delegado fiscal em Minas Gerais:

N. 43 — Communico-vos, para os devidos fins, que o Sr. ministro da Fazenda autorizou o presidente da Comarca Municipal de Nova Rezende, Sr. Candido

Directoria da Despesa Publica

EXPEDIENTE DO SR. MINISTRO

Requerimento despendido

N. 57.701 — D. Emilia de Castro Gastão, sobre concessão de montepio de que trata o officio da Delegacia Fiscal em Santa Catharina n. 555, de 7 de novembro de 1921. — Examinar-se as condições dos filhos da requerente.

EXPEDIENTE DO SR. DIRECTOR

Dia 24 de março de 1926

Officinas expedidas:

Ao Sr. delegado fiscal em Alagoas:

N. 41 — Concedendo a essa delegacia, por conta do decreto n. 15.326, de 13 de janeiro de 1924, Exercícios findos, exercício de 1925, o credito de 1098332, para pagamento de divida proveniente de vencimentos relativos ao mez de setembro de 1921, de que é credor D. Joanne Sá, inventariante dos bens deixados pelo seu pai Dr. Marcel Scarpino de Sá, tenente-coronel graduado do Exército.

N. 45 — Concedendo a essa delegacia, por conta do decreto n. 16.326, de 19 de janeiro de 1924, Exercícios findos, exercício de 1925, o credito de 1258822, para pagamento de divida proveniente de percentagens sobre imposto de transpôrte relativo ao anno de 1917, de que é credor José Tavares de Figueiredo, sujeito ao desconto do imposto sobre vencimentos.

N. 46 — Concedendo a essa delegacia, por conta da verba 37, «Subvenções — Alagoas — Orphanato São Domingos», do orçamento de 1925 do Ministerio da Justiça, o credito de 20.0008, para pagamento da subvenção de 1925, que compete á alludida instituição.

Confirma a ordem telegraphica n. 50, de 17 do fluinte.

— Ao Sr. delegado fiscal no Amazonas:

N. 78 — Remettendo o processo anexo ao aviso do Ministerio da Justiça n. 3.613 G, de 16 de setembro de 1921, referente ao pagamento de subvenção de 1919, para manutenção da Escola Dr. Justiniano de Serpa, afim de serem anexados os documentos de fls. 4 e 5 e os conhecimentos da cobrança do sello por verba, cuja extracção é obrigatoria, em face do art. 69 do decreto n. 9.285, de 30 de novembro de 1911, e circular n. 25, de 19 de dezembro do mesmo anno.

N. 79 — Restituindo o processo anexo ao officio n. 132, de 4 de setembro de 1922, referente ao pagamento a D. Rosanna Gomes de Siqueira, proveniente de vencimentos do seu fallecido marido e declarando que o Tribunal de Contas resolveu recusar registro á despesa de que se trata por ter sido liquidada em importância maior do que a devida.

N. 80 — Restituindo o processo anexo ao officio n. 496, de 6 de outubro de 1925, referente ao pagamento de réis 2:4178800, a que se julga com direito Cesar, Cavalcanti & Comp., afim de que seja cumprido o disposto na circular n. 20, de 22 de junho de 1908, em relação ao saldo que diz existir e, bem assim, o art. 13 do decreto n. 10.145, de 5 de janeiro de 1905.

N. 81 — Concedendo a essa delegacia, por conta do orçamento vigente do Mi-

Carvalho de Rezende, a recolher aos cofres da collectoria local o producto da arrecadação do imposto de consumo de energia electrica, chamando a attenção dessa delegacia para a circular n. 75, de 22 de novembro de 1923.

N. 12 — Communico-vos, para os devidos fins, que o Sr. ministro da Fazenda resolveu indeferir o requerimento em que a firma Simão Gabriel Sfeir pede para pagar em prestações a multa de 2:5008, e mais 1:5428009 do imposto sobre o lucro, que lhe foi imposta pela 2ª Collectoria Federal de Juiz de Fora.

— Sr. delegado fiscal em São Paulo:

N. 115 — Communico-vos, para os devidos fins, que o Sr. ministro da Fazenda, tendo presente o requerimento do 3º tabelião interino e escrívão do Juiz de Direito da Comarca de Santos, Fausto de Oliveira Bages, encaminhado com o vosso officio n. 1.196, de 9 de dezembro do anno findo, proferiu, em data de 16 do corrente, o seguinte despacho: «Dirija-se a Alfandega de Santos».

N. 117 — Communico-vos, para os devidos fins, que o Sr. ministro da Fazenda deferiu o requerimento em que Antônio Corrêa de Sá e Benavides, collector federal em Camaná, solicita permissão para recolher os saldos da repartição a seu cargo, por intermédio da agencia postal daquela cidade.

— Sr. Inspector da Alfandega do Rio Grande do Sul:

N. 6 — Communico-vos, para os devidos fins, que o Sr. ministro da Fazenda, atendendo ao que solicito o Governo desse Estado, resolveu, por acto de 3 do corrente, autorizar o despacho, livre de direitos, mediante termo de responsabilidade, com o prazo de sessenta dias para preenchimento das formalidades legais, de uma caixa contendo tubos de borracha para agua, pesando bruto 682 kilos, n. 19.310, marca V. P. R. G. S., vindas pelo vapor *Rio de Janeiro*, e sessenta atados com mil novecentos e dezesseis barras de ferro pesando bruto 31.330 kilos, dezoito barras de vigas de ferro, pesando 531 kilos, marca V. P. R. G. S., vindas pelo vapor *Duplex*; setecentas e setenta e oito caixas, numeradas 1.223 a 2.000; trezentas e cinquenta e nove ditas rs. 1 a 118, 345 a 522, 48 a 111; dez ditas rs. 21 a 30 contendo parafusos, aruelas, prégos para trilhos de estrada de ferro, pesando bruto 248.257 kilos, marca V. P. R. G. S., vindas pelo vapor *Union*, procedentes de Buenos Aires.

Fica, desta forma, confirmado o meu telegramma n. 168, desta data.

— Sr. delegado fiscal no Rio Grande do Sul:

N. 105 — Communico-vos, para os devidos fins, que o Sr. ministro da Fazenda, atendendo ao que solicito o Governo desse Estado, em telegramma de 8 de fevereiro ultimo, resolveu, por despacho de 13 do corrente, permitir livre entrada nesse Estado de gados procedentes do departamento de Artigas, na Republica do Uruguay, cujos campos estão crestados pela seca, devendo sua reexportação para aquella Republica se effectuar até 30 de junho deste anno; concessão essa, porém, que depende da observancia das regras do decreto numero 8.692, de 8 de agosto de 1911, segundo o paragrafo unico, do art. 10, do decreto n. 1.910, de 1925, e não comprehendendo porcinhas e vacas gordas que possam ser abatidas nesta gorda.

Ministério da Agricultura, o crédito de 188:500\$, assim discriminado: verba 1.ª, «Ensino Agronomico — III — Aprendizados Agricolas — Pessoal», sub-consignações: n. 6, 45:000\$; n. 7, 20:000\$; n. 8, 4:500\$; «Material», sub-consignações: n. 17, 400\$; n. 18, 500\$; n. 19, 1:300\$; n. 20, 3:000\$; n. 21, 3:000\$; n. 22, 1:200\$; n. 23, 2:000\$; n. 25, 1:000\$; n. 26, 2:000\$; n. 27, 2:000\$; n. 28, 28:000\$; n. 29, 5:600\$; n. 30, 6:000\$; n. 31, 2:000\$; n. 32, 1:600\$; n. 33, 2:000\$; n. 34, 1:000\$; n. 35, 1:000\$; n. 36, 1:000\$; n. 37, 2:000\$; n. 39, 3:000\$, destinado a attender, no corrente exercicio, ás despesas com o custeio do Aprendizado Agrícola do Acre, antigo Aprendizado Agrícola São Luiz de Missões.

N. 82 — Concedendo a essa delegacia, por conta do credito especial a que se refere o decreto n. 17.160, de 23 de dezembro de 1925, mesmo exercicio, Ministerio da Justiça, o credito de réis 1:281\$717, para pagamento de Felipe Meninea Pereira, por ter exercido, interinamente, as funções de amanuense do Tribunal de Appellação do Acre, no periodo de 7 de agosto a 31 de dezembro de 1924.

Confirma o telegramma n. 169, de 22 de março de 1926.

N. 83 — Concedendo a essa delegacia, por conta do credito especial a que se refere o decreto n. 17.160, de 23 de dezembro de 1925, mesmo exercicio, Ministerio da Justiça, o credito de réis 166\$666 para pagamento a José Domingues Carneiro, por ter exercido, interinamente, o cargo de official de justiça do Tribunal de Appellação do Territorio do Acre, no periodo de 1 a 31 de janeiro de 1924.

Confirma o telegramma n. 170, de 22 de março de 1926.

— Ao Sr. delegado fiscal em Minas Geraes:

N. 105 — Concedendo a essa delegacia, por conta do verba 37ª — Subvenções — Minas Geraes — Hospital de Oliveira — do orçamento de 1925, Ministerio da Justiça, o credito de 1:500\$ para pagamento da subvenção de 1925, que compete á referida instituição.

N. 106 — Concedendo a essa delegacia, por conta do decreto n. 10.320, de 19 de janeiro de 1924, «Exercicios findos», exercicio de 1925, credito de réis 36\$110 para pagamento de divida proveniente de vencimentos relativos ao periodo de 1 a 10 de agosto de 1922, de que é credor José Ideforso da Oliveira Azevedo.

N. 107 — Concedendo a essa delegacia, por conta do decreto n. 16.326, de 19 de janeiro de 1924, «Exercicios findos», exercicio de 1925, o credito de 80\$930, para pagamento de divida proveniente de salarios relativos ao mez de dezembro de 1910, de que é credor Pedro José Soares, sujeito ao desconto do imposto sobre vencimentos.

N. 108 — Concedendo a essa delegacia, por conta do decreto n. 16.326, de 19 de janeiro de 1924, «Exercicios findos», exercicio de 1925, o credito de 1:562\$935 para pagamento de divida de diferença de gratificações relativas ao anno de 1922, de que é credor Luiz Felipe de Medina Colli.

— Ao Sr. delegado fiscal no Pará:

N. 98 — Remettendo o processo annexo ao officio n. 115, de 22 de janeiro de 1926, referente á reversão de pensões requerida por D. Sylvia Carneiro de

Mattos, aim dessa delegacia colligir elementos para se resolver o assumpto.

N. 59 — Concedendo a essa delegacia, por conta do verba 12ª — Justiça Federal — Para execução de diligencia decretada pelo Supremo Tribunal na questão de limites entre o Pará e o Amazonas, do orçamento de 1926, Ministerio da Justiça, o credito de 60:600\$, á disposição do Dr. João de Moraes e Mattos, juiz federal em commissão do alludido Supremo Tribunal Federal, na execução daquela diligencia na questão de limites entre os Estados do Pará e Amazonas, para occorrer a despesas com a mesma commissão, no corrente anno, devendo prestar contas, opportunamente, daquela quantia.

— Ao Sr. delegado fiscal no Paraná:

N. 59 — Restituindo o processo annexo ao officio n. 594, de 7 de outubro de 1924, referente á divida de que se julga credor Leocadio Araujo Maia, afim de ser annexada a demonstração de que trata o parecer de fls. 12.

N. 60 — Restituindo o processo annexo ao officio n. 711, de 5 de dezembro de 1924, referente ao pedido de pagamento de Lauro Godo, afim de que essa delegacia preste os esclarecimentos solicitados no parecer da 1ª Sub-directoria.

— Ao Sr. delegado fiscal em Pernambuco:

N. 98 — Remettendo dous titulos declaratorios das pensões de D. Herminia Cesar do Gusmão Lobo e Luiz, que se achavam juntos ao processo encaminhado pela Directoria Geral de Contabilidade do Ministerio da Viação n. 582, de 30 de dezembro de 1925, para ser cancelado na folha de pagamento da alludida senhora a quota da contribuição de montepio.

N. 99 — Para que tenha andamento o processo annexo ao officio n. 190, de 4 de outubro de 1917, referente ao pagamento de Francisco Valerio, reiterando a ordem n. 251, de 20 de agosto de 1925.

N. 100 — Tendo sido remettidos com a ordem n. 82, de 13 de março do corrente anno, os titulos respectivos, autorizando a effectuar, nos termos dos artigos 240 e 241, § 1º do Regulamento do Código de Contabilidade, o pagamento das pensões revertidas que cabem ás menores Aurea, Adelaide e Stellita, no periodo de 1 de janeiro a 31 de outubro de 1925, devendo essa repartição tomar nota de tal pagamento, cuja importancia é de 300\$, para ser escripturado quando for concedido o credito.

Confirma a ordem telegraphica numero 160, de 18 do corrente.

— Ao Sr. delegado fiscal no Piahy:

N. 28 — A vista do pedido de credito na importancia de 271:200\$, para occorrer ás despesas, no anno de 1925, á conta de diversas verbas do orçamento do Ministerio da Guerra, de que trata o officio n. 132, de 14 de dezembro de 1925 declarando, que tal pedido deve ser feito directamente áquelle ministerio, conforme preceitua o Código de Contabilidade.

N. 29 — Afim de receber esclarecimentos, restituindo o processo annexo ao officio n. 115, de 8 de outubro de 1925, referente ao pagamento de réis 432\$510 á Estrada de Ferro S. Luiz á Therezina.

N. 30 — Afim de que se possa dar andamento ao processo annexo ao requerimento n. 1.203, do 1926, recomendando

do, afim de ser informado a esta directoria, para que se proceda a pagar o Antonio Rolim Cavalcante Azevedo o qual o motivo por que não lhe foram pagos os respectivos vencimentos.

— Ao Sr. delegado fiscal no Rio Grande do Sul:

N. 132 — Restituindo o processo annexo ao officio n. 108, de 1 de setembro de 1925, referente ao montepio e montepio pretendidos por DD. Floresmina Rodrigues da Silva Rangel e outra, afim de que pelas alludidas habilitandas seja apresentada a fé do officio do finado contribuinte.

— Ao Sr. delegado fiscal em Santa Catharina:

N. 45 — Afim de receber esclarecimentos restituindo o processo annexo ao officio n. 419, de 21 de outubro de 1925, referente ao pagamento de 800\$00 á Companhia Estrada de Ferro S. Paulo-Rio Grande.

N. 46 — Restituindo o titulo declaratorio das pensões de D. Carmen Corrêa Tolentino, que veio encaminhado com o officio n. 82, de 20 de fevereiro de 1926.

— Ao Sr. delegado fiscal em São Paulo:

N. 144 — Em cumprimento ao despacho do Sr. ministro, de 10 de março do corrente anno, exarado no processo annexo ao officio n. 97, de 5 de fevereiro de 1926, autorizando a descontar em prestações de 28\$ a importancia de 301\$671, retirada nos mezes de janeiro a fevereiro de 1924, a titulo de gratificação provisoria, pelo collecter federal em S. Sebastião, nesse Estado, Manoel Lopes Cunha.

— Ao Sr. delegado do Thesouro em Londres:

N. 13 — Em referencia ao assumpto de que se occupa o officio n. 25, de 28 de agosto de 1925, communicando que o Sr. ministro da Fazenda, por despacho de 20 de fevereiro proximo findo, autorizou o relacionamento da divida de que trata o mesmo officio.

N. 14 — Remettendo a tabella de distribuição de creditos, para as despesas que correm á conta da verba 2ª, «Correios» do orçamento de 1926 do Ministerio da Viação e Obras Publicas, na importancia total de 280:000\$, ouro.

Di: 25

Ao Sr. delegado fiscal em São Paulo:

N. 148 — Em solução ao officio numero 188, de 11 de março corrente, referente ao pedido de concessão de credito da quantia de 600\$, para pagamento que compete ao professor da Faculdade de Direito desta Capital Dr. João Manoel de Azevedo Marques, correspondente á gratificação de seu cargo, no periodo de 1 de agosto a 15 de setembro do anno findo, declarando que tal importancia deverá ser paga ao mesmo professor mediante recolhimento da referida importancia paga indevidamente ao professor substituto Dr. Raphael Corrêa Sampaio, razão por que deixa de ser concedido o credito solicitado no officio.

— Ao Sr. director secretario do Tribunal do Contas:

N. 23 — Restituindo-vos o processo referente á concessão de montepio civil a Joaquim Carvalhaes da Silveira, irmão do inspector de 1ª classe da Repartição

Geral dos Telegraphos, Geraldo Carvalhaes da Silveira, encaminhado com o officio n. 424, de 10 de março corrente, visto esse tribunal, em sessão de 5 deste mez, nada deliberar por não haver pedido de reconsideração do despacho anterior desse instituto e declarando que, na conformidade do despacho exarado no mesmo pelo Exmo. Sr. ministro, de accordo com o parecer do Sr. consultor da Fazenda, não cabe a S. Ex. pedir reconsideração do julgado desse tribunal, uma vez que não houve intervenção sua no processo, tratando-se, no caso, de uma restituição do processo que fôra encaminhado ao thesouro para uma simples juntada do documento.

Requerimentos despachados

N. 12.096 — Leonel José dos Santos, pedindo certidão. — Dirija-se, querendo, ao Tribunal de Contas.

N. 9.580 — Pereira Carneiro & Comp., Ltda., pedindo pagamento de 10\$500. — Apresente a primeira via do empenho.

N. 11.607 — D. Anna Joaquina de S. José Henriques, pedindo reversão de pensão. — Dirija-se, querendo, ao Ministerio da Justiça. Entreguem-se os documentos mediante recibo.

N. 10.593 — DD. Emilia Pereira Pinto, Armandina e menores, sobre as pensões de que trata o officio da Directoria Geral de Contabilidade do Ministerio da Viação, n. 83, de 12 de março de 1926. — Provem que nada percebem dos cofres publicos e expliquem a divergencia quanto á data do nascimento de Margarida.

N. 8.483 — Antidio de Moraes Menezes, tutor dos menores Durvalina e Irene, pedindo pagamento por exercicios findos. — Requeria em termos.

N. 41.153 — Companhia Estrada de Ferro São Paulo-Rio Grande, pedindo pagamento de 54\$300. — Apresente a primeira via do empenho.

N. 33.972 — Haroldo Godolphim Bandeira, pedindo pagamento de pensão. — Satisfaca a exigencia do parecer, apresentando certidão passada pelo Tribunal de Contas.

N. 41.437 — Empresa Fluvial Piauiense, pedindo pagamento de 546\$ mediante officio da Delegacia Fiscal no Piauihy, n. 86, de 30 de julho de 1925. — Apresente a primeira via do empenho.

N. 41.350 — Companhia de Navegação Lloyd Brasileiro, pedindo pagamento de 2:437\$100. — Apresente as primeiras vias do empenho.

N. 4.219 — Empresa de Navegação Sul Fluminense, pedindo pagamento de 348\$. — Apresente a primeira via do empenho.

N. 41.145 — Companhia Estrada de Ferro São Paulo-Rio Grande, pedindo pagamento de 11\$200. — Apresente a primeira via do empenho.

N. 43.284 — D. Anna de Mattos Mello, pedindo concessão de pensão. — Satisfaca as exigencias da informação.

N. 41.155 — Companhia Estrada de Ferro São Paulo-Rio Grande, pedindo pagamento de 427\$200. — Apresente a primeira via do empenho.

Recebedoria do Distrito Federal

Portarias

N. 177 — Em 26 de março de 1926 — Communico ao Sr. sub-director interino da 3ª sub-directoria, para os devidos fins, haver o Sr. ministro autorizado a troca requerida pelo National City Bank of New York, de estampilhas especiaes para contas assignadas, por outras do sello adhesivo commum, proferindo sobre o caso o seguinte despacho, que consta da ordem n. 116, de 20 do corrente da Directoria da Receita Publica:

"De accordo com o resolvido para outros estabelecimentos bancarios autoriso a troca solicitada, observadas as formalidades bancarias".

N. 179 — Em 26 de março de 1926 — Communico ao Sr. sub-director interino da 1ª sub-directoria, para os devidos fins, haver o director geral do Thesouro, de ordem do Sr. ministro, autorizado a Inspectoria da Alfandega desta Capital a desembarcar, na forma da lei, e entregar ao porteiro desta recebedoria, vinte caixas contendo cartões "Hollerith", para o serviço desta repartição, vindas pelo vapor *Pan America*, conforme factura n. 4.787 e respectivo conhecimento de embarque, segundo tudo consta da ordem n. 20, daquelle Directoria Geral do Thesouro, de 25 do corrente.

N. 178 — Em 26 de março de 1926 — Communico ao Sr. sub-director interino da 3ª sub-directoria, para os devidos fins, haver o Sr. ministro da Fazenda deferido o requerimento em que o Crédit Foncier du Brésil e de l'Amérique du Sud pede troca de tres estampilhas de 50\$, por outras de valor equivalente, conforme consta da ordem numero 110, de 16 do corrente, da Directoria da Receita Publica.

EXPEDIENTE DO SR. DIRECTOR

Dia 26 de março de 1926

Precatorios despachados:

Juizo da 3ª Pretoria Criminal, entrega de 300\$ a favor de Carlos Martins. — Cumpra-se.

Juizo da 3ª Pretoria Criminal, entrega de 300\$ a favor de Antonio Rodrigues do Carvalho. — Idem.

Juizo da 3ª Pretoria Criminal, entrega de 500\$ a favor de Antenor Alves de Araujo. — Idem.

Juizo da 1ª Pretoria Civil, entrega de 600\$ a favor de D. Octavia Giraud. — Officie-se.

Juizo da 3ª Pretoria Criminal entrega de 297\$783 a favor do Dr. Antonio Olegario da Costa. — Cumpra-se.

Juizo da 4ª Pretoria Civil, entrega de 1:300\$ a favor de D. Julia Gentil de Magalhães Quintanilha Pirajá. — Officie-se.

Juizo da 5ª Vara Civil, entrega de 748\$220 a favor de J. E. Carreiro & Comp. — Idem.

Juizo dos Feitos da Fazenda Municipal, entrega de 63:840\$ a favor da Companhia de Fiação e Tecidos Corvoado. — Seja officiado novamente ao juizo, em vista da data do precatório, perguntando si por parte do mesmo juizo nada ha a oppor ao cumprimento do mesmo precatório.

Juizo da 6ª Vara Civil, entrega de 27:175\$700 a favor de Manoel Gublerme Taborda. — Officie-se.

Juizo da 7ª Pretoria Civil, entrega de 218\$870 a favor da Cooperativa Theoria Libertadora. — Cumpra-se.

Juizo da 6ª Pretoria Criminal, entrega de 451\$318 a favor de Alberto Monteiro de Souza. — Idem.

Requerimentos despachados:

Sem numero — Jorge Augusto Carreia Junior. Portaria n. 167. — Justifico as faltas, nos termos da ordem numero 17, citada em portaria.

Sem numero — Luiz Antonio Souza Neves Filho. Representação. — O processo a que allude a representação não impede que o empregado assigne o ponto, devendo, porém, se apresentar em juizo, sempre que for requisitado. Assim, o referido vendedor não deverá interromper o seu serviço senão quando tiver de comparecer a juizo, por ordem da autoridade competente.

Sem numero — Rodrigues Peres & Comp. — Cobre-se o imposto devido, com a móra de 1 %. Imponho a Rodrigues Peres & Comp., a multa de 500\$, minimo do art. 61 d, do decreto numero 15.589, de 29 de julho de 1922. Intime-se.

Sem numero — Amarel Anjos & Companhia. — Cobre-se o imposto com a móra de 1 %. Imponho a Amarel Anjos & Comp., a multa de 500\$, minimo, do art. 61 d, do decreto n. 15.589, de 29 de julho de 1922. Intime-se.

Sem numero — B. J. Ferreyro & Comp. — Cobre-se o imposto devido, com a móra de 1 %. Imponho a B. J. Ferreyro & Comp., a multa de 500\$, minimo do art. 61 d, do decreto n. 15.589, de 29 de julho de 1922. Intime-se.

Sem numero — Arthur Jacintho Rodrigues. — Cobre-se o imposto devido, com a móra de 1 %. Imponho a Arthur Jacintho Rodrigues a multa de 500\$, minimo, do art. 56 d, do decreto n. 14.729, de 16 de março de 1921. Intime-se.

N. 20.097 — D. R. Moura. — Informo a 2ª Sub-Directoria si o valor cuja redução é proposta, representa manifestamente o preço da locação na época actual.

N. 9.867 — União Manufactura de Roupas. — Em face do laudo, reconsidero o despacho de 19 de junho do anno findo, no processo n. 21.735, de 1924, para manter a classificação que fôra alterada pelo citado despacho, cobrando-se as taxas de mercader de fazenda em grande escala. Indeferido, assim, o pedido de restituição.

Sem numero — José da Silva Pereira. — Cobre-se o imposto devido, com a móra de 1%. Imponho a José da Silva Pereira a multa de 500\$, minimo do artigo 56 D, do decreto n. 14.729, de 16 de março de 1921. Intime-se.

N. 19.884 — Kurt Gies. — De accordo com o parecer, indeferido, por estar perempto.

N. 19.880 — Carlos Baschen. — De accordo com o parecer, indeferido, por estar perempto.

N. 19.882 — Ricardo Pereira Bragança. — Idem.

N. 19.881 — Raul Beck. — Idem.

N. 19.880 — Thomaz Bryers. — De accordo com o parecer, indeferido por ter sido feito fora do prazo.

Sem numero — Victorino Paes. — Proceda-se á inscrição pela forma proposta na informação, de accordo com o parecer. Imponho a Victorino Paes a multa de 100\$, minimo da lei.

N. 18.180 — Antonio Gervasio Alves Sarniva. — Restitua-se ao requerente a

quantia de 45\$, classificando-se a despesa pelo modo indicado.

Sem numero — Companhia Popular de Imoveis. — Restitua-se, de accordo com os pareceres, a quantia de réis 794\$, classificando-se a despesa pelo modo indicado.

Sem numero — Rodrigues de Almeida & Comp. — Pague, com revalidação, nos termos do parecer, a differença do sello.

N. 5.450 — Claudine Szecsoedy. — De accordo com o laudo e parecer, faça-se a inscrição proposta, a partir de setembro de 1925. Imponho a Roberto Climatallik a multa de 100\$000. Em consequencia annulle-se o lançamento existente no corrente exercicio, em nome de Claudine Szecsoedy, juntando-se ao presente a certidão que fôr cancellada.

N. 18.645 — Maria Carvalho da Fonseca Portella. — Restitua-se ao requerente a quantia de 24\$, classificando-se a despesa pelo modo indicado.

Sem numero — John Jurgens & Companhia. — Deferido, procedendo-se de accordo com o laudo e parecer.

N. 3.275 — José Campos Caldas. — Restitua-se, de accordo com o parecer, a quantia de 401\$593, classificando-se a despesa pelo modo indicado. Relacione-se a divida e solicite-se credito.

Sem numero — M. Rodrigues Alves. — Faça-se a firma M. Rodrigues Alves a intimação proposta, marcando-se-lhe o prazo de oito dias para satisfazer-a.

Sem numero — J. D. Santos. — Encaminhe-se o recurso.

Sem numero — Joaquim Machado Fagundes. — Intime-se a firma Joaquim Machado Fagundes a vir fazer as declarações indicadas no parecer, marcando-se-lhe o prazo de oito dias.

Sem numero — Joaquim Fernandes Torres. — Intime-se a firma Joaquim Fernandes Torres, nos termos propostos, marcando-se-lhe o prazo de oito dias.

Sem numero — Antonio Escalura Gaspar. — A 1ª Sub-directoria, para extrahir a certidão de divida e promover a cobrança executiva, pelos meios legais.

N. 18.355 — Otto Maranhão & Companhia. — Em face do parecer do Sr. ajudante, archive-se.

Sem numero — J. C. da Fonseca. — Proceda-se pela forma proposta no parecer.

Sem numero — Moraes Neves & Companhia. — Fallando fundamento legal ao pedido, indeferido.

Sem numero — Augusto Reis & Companhia. — Mantenho o despacho de 12 do corrente mez, fls. 9 v.

Sem numero — Caixa Filial do Banco Pelotense. — Indeferido, em face do parecer. Mantenho o despacho de 12 do corrente mez.

Sem numero — David & Comp. — Em face do parecer, nada ha que pederir.

Sem numero — Atlantic Refining Company of Brasil. — Cobre-se a revalidação de sello e encaminhe-se o auto a Delegacia Fiscal de S. Paulo, para os fins devidos.

Sem numero — João Ambrosio Nascimento. — Pague-se a quantia de 550\$, classificando-se a despesa pelo modo indicado.

N. 2.607 — Tobias do Rego Monteiro. — Junte-se ao processo copia autentica do officio a que allude a intimação.

Sem numero — Cheban Hassan. — Proceda-se a inscrição nos termos do

parecer. Imponho a multa de 100\$, minimo da lei.

Sem numero — Amed Phapin. — Idem.

Sem numero — João Dave. — Idem.

Sem numero — Ribeiro Parada & Comp. — Idem.

Sem numero — A. Rangel & Comp. — Cobre-se revalidação de sello, por estar emendada a data da estampilha.

Sem numero — Edmundo Caldas. — Entregue-se, de accordo com o parecer, a quantia de 945\$050, classificando-se a despesa pelo modo indicado.

Sem numero — Salvador & Vasconcellos. — De accordo com o parecer, reduza-se a 4:800\$ o valor locativo arbitrado para o corrente exercicio.

Sem numero — Marcellino Sinões Vieira. — Restitua-se o processo em frente a Directoria da Receita, informando de accordo com o parecer.

N. 16.850 — Companhia Cervejaria Brahma. — De accordo com o laudo e parecer, reduza-se a 141:000\$ o valor locativo arbitrado para o corrente exercicio, procedendo-se o expediente decorrente.

Matrícula n. 6.600 — Jorge El Daher. — Proceda-se pelo modo proposto, officiando-se ao juizo da 4ª Vara Cível.

Sem numero — Frederico Francisco dos Santos. — Proceda-se a inscrição nos termos do parecer. Imponho a multa de 100\$ minimo da lei.

N. 2.880 — Salomão Rasul. — Proceda-se a inscrição nos termos do parecer. Imponho a multa de 100\$, minimo da lei.

Sem numero — Aracy Ramos. — Proceda-se a inscrição nos termos do parecer. Imponho a multa de 100\$, minimo da lei.

S. 3.478 — Ribeiro & Moreira. — Proceda-se a inscrição nos termos do parecer. Imponho a multa de 100\$, minimo da lei.

Sem numero — Sebastião Vieira. — Proceda-se a inscrição nos termos do parecer. Imponho a multa de 100\$, minimo da lei.

N. 3.699 — José Gonçalves de Amorim. — Entregue-se ao requerente a quantia de 150\$, classificando-se a despesa pelo modo indicado.

N. 19.413 — J. A. Sardinha Succs. — De accordo com a informação e parecer, reduza-se o valor locativo arbitrado para o corrente exercicio a réis 9:600\$, procedendo-se o expediente decorrente.

N. 19.855 — Rosca & Joia. — Reduza-se a 1:080\$ o valor locativo do negocio do requerente para o corrente exercicio, procedendo-se o expediente decorrente.

Sem numero — José Lopes Coelho. — Proceda-se a inscrição pela forma proposta na informação, de accordo com o parecer. Imponho a José Lopes Coelho a multa de 100\$, minimo do art. 44, paragrapho unico do regulamento em vigor.

Sem numero — Adolpho Schmidt & Comp. — Proceda-se a inscrição nos termos do parecer. Imponho a multa de 100\$, minimo da lei.

N. 13.595 — Antonio Gomes Thomé. — De accordo com o laudo e parecer, reduza-se a 2:400\$ o valor locativo arbitrado para o corrente exercicio, procedendo-se o expediente decorrente.

N. 14.811 — Francisco Antonio Pinto. — De accordo com o laudo e parecer, reduza-se a 1:000\$ o valor locativo arbitrado para o corrente exercicio, procedendo-se o expediente decorrente.

N. 14.800 — Cesínio Messina. — De accordo com o laudo e parecer, reduza-se o valor locativo do negocio do requerente a 2:400\$ para o corrente exercicio, procedendo-se o expediente decorrente.

N. 14.805 — Bittencourt & Rezende. — De accordo com o laudo e parecer, reduza-se a 2:400\$ o valor locativo arbitrado para o corrente exercicio, procedendo-se o expediente decorrente.

N. 13.012 — Antonio Dias Ferreira. — De accordo com o laudo e parecer, reduza-se a 1:200\$ o valor locativo arbitrado para o corrente exercicio, procedendo-se o expediente decorrente.

N. 3.443 — Raul Ricardo da Silva Almeida. — Faça-se a rectificação proposta na informação, de accordo com o parecer, procedendo-se o expediente decorrente.

N. 3.097 — Fernando Canario & Companhia. — De accordo com o parecer, indeferido.

N. 2.487 — J. de Souza Lima. — Idem.

N. 1.489 — J. R. Pereira. — De accordo com o laudo e parecer, reduza-se a 8:400\$ o valor arbitrado para o corrente exercicio, procedendo-se o expediente decorrente.

N. 12.748 — Caria & Irmão. — De accordo com o laudo e parecer, reduza-se a 4:800\$ o valor locativo arbitrado para o corrente exercicio.

Ordens e officios despachados:
Officio n. 420, da Procuradoria da Republica — Lavanderia Confiança — Solicitem-se esclarecimentos do juizo da 1ª Vara Cível.

Officio n. 232, da Delegacia Geral do Imposto sobre a Renda — Relação de talões. — A 1ª Sub-directoria, para os devidos fins.

Officio n. 233, da Delegacia Geral do Imposto sobre a Renda — Relação de talões. — Idem.

Officio n. 459, da Inspectoria de Aguas e Esgotos — Contas relativas ao corrente exercicio, de consumo de agua. — Idem.

Officio n. 458, da Inspectoria de Aguas e Esgotos — Companhia Nacional de Navegação Costeira. — Idem.

Officio n. 224, da Delegacia Geral do Imposto sobre a Renda — John C. Long & Comp. — Idem.

Officio n. 225, da Delegacia Geral do Imposto sobre a Renda — Mallet & Hirsch. — Idem.

Officio n. 227, da Delegacia Geral do Imposto sobre a Renda — Lincoln Nora & Comp. — Idem.

Officio n. 230, da Delegacia Geral do Imposto sobre a Renda — Listas remetidas a essa Recebedoria. — Idem.

Officio n. 963, da Imprensa Nacional (officio n. 22). — Idem.

Officio n. 972, da Imprensa Nacional — Pedidos ns. 52 e 53, do corrente mez. — Idem.

Officio n. 473, da Inspectoria de Aguas e Esgotos — Capitão Mario Hermes da Fonseca. — A 2ª Sub-directoria, para os devidos fins.

Processo n. 59.111, da Directoria da Receita — Associação Commercial de Jahú. — Restitua-se a Directoria da Receita, fazendo-se a declaração indicada.

Officio n. 331, da Alfandega do Rio Janeiro — C. F. Queiroz & Comp. — Fornecam-se, nos termos da informação e de acordo com o parecer.

Ordem n. 21, de 25 de março de 1926, da D. G. do Thesouro. — A' 1ª Sub-directoria.

Consultas:

Consulta a Companhia Armazens Gerais «Pinto» si as notas fornecidas aos seus freguezes, de taxas, fretes e impostos de café, estão sujeitas á declaração do sello exigida pela lei da Receita em vigor.

Quando, nas notas a que se refere a consultante, forem passados recibos, torna-se obrigatoria, pelo credor, a declaração da importancia do sello, conforme determina o decreto n. 4.990 de 16 de janeiro deste anno.

Consulta do José Francisco da Silva — Estão isentos do imposto sobre vendas mercantis as vendas de leite produzido nos estabulos, quando effectuadas por seus proprietarios, creadores de vacas, de accordo com o que já decidiu esta recebedoria e foi approvedo pelo Thesouro, conforme a ordem n. 67, publicada no *Diario Official*, de 11 de fevereiro findo.

Autos de infracção:

N. 171, lavrado em 13 de março de 1926, contra Avelino da Costa Gomes. — Entregue-se, a mercadoria de accordo com o parecer, procedendo-se pelo modo indicado.

N. 136, lavrado em 5 de março de 1926, contra Abreu de Souza & Comp. — Faça-se a entrega da mercadoria, de accordo com o parecer e procedendo-se pela forma proposta.

N. 55, lavrado em 2 de fevereiro de 1926, contra José Ferreira Bastos Cautino. — Sejam ouvidos os autuantes.

N. 183, contra a Tecelagem de Seda Sant'Anna de Indianopolis. — Entregue-se a mercadoria, de accordo com o parecer, procedendo-se pela forma indicada.

N. 245, de 1925, contra Francisco de Paiva Boléo, successor de Martins & Pereira. — Tendo em vista a diminuta quantidade de sellos apprehendidos, julgo, de accordo com o parecer, improcedente o auto de fls. 9, lavrado em 17 de julho de 1925, contra Francisco de Paiva Boléo, successor de Martins & Pereira, e recorro, *ex-officio*, para o Exmo. Sr. ministro da Fazenda.

Feitas as devidas annotações, remette-se o processo á instancia superior.

N. 814, de 1925, contra Angelo Rego. — As infracções capituladas no auto de fls. 3, lavrado contra Angelo Rego, estabelecido á rua do Ouvidor n. 177, estão perfeitamente comprovadas principalmente a do art. 53, do decreto n. 11.618, de 26 de janeiro de 1921, em face do exame das cintas de fls. 8 v. O autuante contesta e repelle por inverdicas, as allegações da defesa de fls. 5 a 8, e do simples exame do processo se adquire a convicção de que realmente ocorreu a falta autuada, accrescendo que no estabelecimento já se verificou contravenção regulamentar, sendo applicada a punição legal ao responsável.

Julgo, pois, procedente o auto, e, de accordo com o parecer, imponho a Angelo Rego a multa de 600\$, minimo, do art. 53, do regulamento citado.

Intime-se, para o recolhimento da multa, no prazo de 30 dias, não o fazendo, promova-se a cobrança executiva, pelos meios legais, salvo o direito de recurso, de que se poderá valer o autuado, dentro de 15 dias, na forma do art. 229 do mencionado decreto.

EXPEDIENTE DO SR. AJUDANTE DO DIRECTOR

Dia 26 de março de 1926

Processos despachados:

N. 14.929 — Rajel Kattas. — Pago o imposto em cobrança, transfira-se para Joaquim Jorge Serbal, a quem imponho a multa de 50\$, minimo da lei; e, em seguida para o requerente.

N. 10.591 — Lisboa Junior & Paiva. — Pago o imposto em cobrança, transfira-se.

N. 543 — M. Lima Rocha & Irmão. — Transfira-se.

N. 11.416 — M. G. Barroso. — Conceda-se a transferencia.

N. 1.258 — Carvalho & Macedo. — A' 2ª Sub-directoria.

Notificação:

N. 232 — Navio & Ennos. — De accordo com o parecer da 3ª Sub-directoria, de fls. 5, mantenho o despacho de 5 de junho de 1924. Intime-se.

Processos:

N. 16.731 — J. J. da Costa Filho. — Pago o imposto em cobrança, transfira-se.

N. 13.913 — Gomes & Ramos. — Pago o imposto em cobrança, transfira-se.

N. 18.454 — José Ferreira da Silva. — Pago o imposto em cobrança, transfira-se.

N. 1.697 — Corina Ferreira Rebuá e outro. — Imponho a cada um dos signatarios do contracto junto a multa de 10\$ minimo da lei.

N. 9.735 — Otto Wummershopp. — Averbese a mudança.

N. 14.538 — Francisco Ferreira de Mattos. — Faça-se o lançamento proposto.

Sem numero — Banco do Brasil. — Dê-se baixa e faça-se a inscrição proposta.

N. 1.650 — Luiza Rohn Martins e Araújo e outros. — Imponho aos signatarios do contracto junto a multa de 10\$, minimo da lei, a cada um.

N. 19.059 — Domingos de Castro Rodrigues. — Pago o imposto de 1924 e o em cobrança, transfira-se.

N. 8.266 — Ferreira Marques & Irmão. — Pago o imposto em cobrança, transfira-se. Imponho a Basilio Ferreira da Cunha a multa de 50\$, minimo da lei.

N. 1.817 — Raul de Lima. — Pago o imposto de 1925 e o em cobrança, transfira-se.

N. 9.407 — Ache Miguel. — A' 2ª Sub-directoria.

N. 16.203 — J. Henriques & Gonçalves. — Pago o imposto em cobrança, transfira-se.

Certidões:

N. 1.702 — José Villardo. — Certifique-se em termos.

N. 1.612 — Fernando Panain. — Certifique-se em termos.

N. 1.761 — Luiz Liberal. — Certifique-se em termos.

N. 3.449 — Antonio Augusto Pinto Machado. — Apresente procuração.

Notificações:

N. 275 — David & Garcia. — De accordo com o laudo supra, reconsidero o despacho de fls. 3 na parte referente á importancia dos emolumentos exigidos, para reduzir-o a quantia de 100\$; e man-

tenho a multa imposta, por seus fundamentos.

N. 1.139 — Thomaz Bebiano. — De accordo com o parecer, reconsidero o despacho de fls. 3 para tornal-o de nullo effeito, por ser insubsistente a notificação que lhe deu causa, devendo ser o notificado intimado a pagar a patente de registro devida, no prazo de 10 dias, sob pena de nova revalidação.

N. 1.011 — Enima Teissier. — De accordo com o parecer, mantenho o despacho de fls. 3, por seus fundamentos.

N. 519 — G. Patrone. — A multa de 100\$ e mais 300\$ de emolumentos de registro. — Intime-se a recolher as ditas importancias no prazo de 30 dias; não cumprindo, promova-se a cobrança executiva, ficando salvo o direito de recurso, na forma da lei.

N. 1.149 — Walwitz & Peixoto. — A multa de 100\$ e mais 300\$ de emolumentos de registro. — Intime-se a fazer os ditos recolhimentos no prazo de 30 dias; não cumprindo, promova-se a cobrança executiva, ficando salvo o direito de recurso, na forma da lei.

N. 50 — Manoel Alves de Sá. — Não ha que deferir, dirija-se, querendo á autoridade superior.

N. 1.207 — Figueiredo Marinho & Comp. — Não ha que deferir, dirija-se querendo, em gráo de recurso, á autoridade superior.

Offícios:

N. 6 — Segunda Collectoria da Bello Horizonte. — Devolva-se á repartição de origem.

N. 350 — Juizo de Direito da Quinta Vara Civil. — Restitua-se o processo á repartição de origem.

Processos:

N. 10.632 — Jacomo Camuso. — Transfira-se.

N. 1.734 — Manoel Ferreira de Araújo. — A' 2ª Sub-directoria.

N. 19.013 — S. A. Fabrica Santa Heloisa. — Transfira-se.

N. 1.308 — João Kaul. — De accordo com o parecer supra, mantenho o despacho de fls. 3, por seus fundamentos.

Certidões:

N. 1.703 — Armando Martins de Freitas. — Determine claramente o dia para que quer a certidão.

N. 3.469 — Antonio Scalercio. — Determine quaes os impostos de que pretende a certidão e os exercicios a que pretendem; o requeira em separado e referente ao imposto sobre a renda.

N. 1.652 — Paulo de Oliveira Roxo. — Certifique-se em termos.

Sem numero — A. Rabello Valente & Comp. — Idem.

N. 3.579 — Henrique Xavier Baptista. — Idem.

N. 3.721 — Luiz Valerio da Silva. — Idem.

N. 1.803 — José Martins Pinheiro. — Idem.

N. 3.502 — Luiz Searrene & Comija. — Idem.

N. 3.563 — Armando Davila. — Idem.

Sem numero — José Ignacio Dias. — Idem.

N. 1.665 — Pedro de Barros Cavalcanti. — Idem.

N. 1.628 — Guilherme Fontainha. — Idem.

N. 1.641 — Zaachia & Irmão. — Idem.

N. 1.664 — Affonso Carneiro Brandão. — Idem.

DESPACHOS DA SEGUNDA SUB-DIRECTORIA

Dia 24 de março de 1926

- N. 14.140 — Paulo Ferchis & Comp. — Satisfaca a exigencia.
 N. 3.951 — Manoel Fontan. — Satisfaca a exigencia.
 N. 20.367 — Pereira de Carvalho & Comp. — Satisfaca a exigencia.
 N. 19.891 — Milton Magalhães Lyrio. — Satisfaca a exigencia.
 N. 19.689 — Ferreira, Vianna & Comp. — Satisfaca a exigencia.
 N. 19.218 — Isaac Drucker. — Satisfaca a exigencia.
 N. 3.328 — Maria Augusta do Espirito Santo. — Satisfaca a exigencia.

Delegacia Geral do Imposto sobre a Renda

EXPEDIENTE DO DELEGADO GERAL

Dia 26 de março de 1926

Requerimentos despachados

- Bulcão & Comp. — Ao Cadastro.
 Antonio José da Silva Barbosa. — Certifique-se em termos.
 Antonio José da Silva Barbosa. — Receba-se a declaração. Ao Cadastro.
 José Joaquim de Souza Affonso. — Deferido, de accordo com o parecer.
 Companhia Auxiliar de Viação e Obras. — Faça-se o lançamento como parece ao Sr. director do Serviço de Revisão.
 Jorge Canaan & Irmão. — Proceda-se de accordo com o suggerido pelo Sr. director dos Serviços de Revisão e Lançamento.
 Agostinho José Pelicano. — Deferido, de accordo com o parecer.
 Officios expedidos:
 Sr. director da Recebedoria do Districto Federal:
 N. 237 — Remettendo, para pagamento do imposto do exercicio de 1925, o talão n. 6, de Eduardo de Vasconcellos Soares.
 — Sr. collector da 1ª Collectoria Federal de S. Paulo:
 N. 238 — Remettendo uma lista B, suplementar, da Companhia Industrias Brasileira de Papel.
 — Sr. director da Recebedoria do Districto Federal:
 N. 240 — Remettendo, para pagamento do imposto sobre a renda, os talões seguintes ns. 71, Francisco Simões Corrêa e 72, Ribeiro Costa & Salgado.

Inspectoria Geral dos Bancos

EXPEDIENTE DO SR. INSPECTOR GERAL

Dia 26 de março de 1926

- Processo relativo á Caixa Auxiliar dos Empregados Postaes. — Junte ao processo carta da acta da sessão da assembléa geral realizada em 18 de março corrente.
 Requerimento do credit Foncier d u Brésil de 26 de março de 1926 — Certifique-se.
 Requerimento de Antonio de Araujo Mello de 24 de março de 1926. — A. Ao fiscal Dr. Ricardo Xavier da Silveira para intimar o Banco de Credito Real a fornecer a conta corrente do requerente no prazo de 15 dias, tendo em conta o estatuido nos arts. 62 e 63 do regulamento das concessões em folha.
 Requerimento da Associação Beneficente Postal, de 24 de março de 1926. — Certifique-se.
 Requerimento de Antonio de Paula Ferreira de 21 de março de 1926. — A. Officie-se ao Sr. fiscal encarregado do expediente do Estado do Rio de Janeiro, re-

mettendo o requerimento para que o Banco Predial seja intimado a apresentar a conta corrente no prazo de 15 dias.

Requerimento de Orozimbo Muniz Barreto Junior de 25 de março de 1926. — A. A' comissão de exames de listas para anotar.

Requerimento de Lyra Jonito & Comp. de 24 de março de 1926. — A' comissão de cadastro e registro para as devidas anotações.

Requerimento de Santino Saraiva de Faria Castro de 25 de março de 1926. — A. Ao fiscal Dr. Virgilio de Mello Franco para intimar o Banco dos Funcionarios Publicos a apresentar a conta corrente do requerente e a defender-se no prazo de 15 dias.

Requerimento de Electro José do Patrocinio de 23 de março de 1926. — A. Ao fiscal Dr. Fernando Barreto Graça, para intimar o Banco de Credito Real a fornecer a conta corrente do requerente no prazo de 15 dias.

Requerimento de Frederico Alves Barbosa de 24 de março de 1926. — A. Ao fiscal Dr. Fernando Barreto Graça para intimar o Banco de Credito Real a fornecer a conta corrente do requerente no prazo de 15 dias.

Requerimento de Frederico Alves Barbosa de 24 de março de 1926. — A. Ao fiscal Dr. Assis Rocha para intimar a Sociedade Auxiliadora dos Funcionarios do Correio Ambulante a fornecer a conta corrente do requerente no prazo de 15 dias.

Requerimento de João Baptista da Silva Prados de 23 de março de 1926. — A. Ao fiscal Dr. Virgilio de M. Franco para intimar o Banco dos Funcionarios Publicos a defender-se no prazo de 15 dias.

Requerimento de Ubaldo Homem de Carvalho de 24 de março de 1926. — A. Ao fiscal Dr. Fernando B. Graça para intimar o Banco de Credito Real a apresentar a conta corrente do requerente no prazo de 15 dias.

Officios:

Sr. fiscal de Bancos, encarregado do expediente em S. Paulo:

N. 380 — Respondendo ao officio n. 66, de 23 do corrente, daquella fiscalização bancaria.

— Sr. director geral do Thesouro Nacional:

N. 381 — Remettendo o processo relativo á Associação Beneficente Postal Fluminense, afim de ser o mesmo submettido ao superior despacho do Sr. ministro, já com a informação desta inspectoria geral.

— Sr. fiscal de Bancos, encarregado do expediente em Pernambuco:

N. 382 — Comunicando que, por portaria n. 141, de 25 do corrente, foi concedida, pelo Sr. inspector geral, licença por 30 dias, para tratamento de saude, ao fiscal de Bancos, nesse Estado, Dr. Apollinario da Trindade Meira Henriques, a partir de 21 do corrente.

— Sr. director geral do Thesouro Nacional:

N. 333 — Idem, idem.

— Sr. gerente do Banco Credito Popular:

N. 334 — Comunicando que, em officio n. 230, de 22 do corrente, da Administração dos Correios de Minas Geraes, foi esta inspectoria avisada de que ao depois de cumpridas as formalidades constantes dos arts. 33 a 36, 40, 62 e 63 do regulamento que baixou com o decreto n. 17.145, de 16 de dezembro de 1925, pôde aquella administração providenciar afim de serem restabelecidas as consignações em favor desse banco, até agora suspensas.

— Sr. fiscal de Bancos encarregado do expediente no Estado do Rio de Janeiro:

N. 335 — Remettendo o requerimento de Antonio de Paula Ferreira, para que o Banco Predial seja intimado a apresentar a conta corrente do mesmo, dentro do prazo de 15 dias.

— Sr. gerente da Sociedade Auxiliar Militar:

N. 386 — Comunicando que, por despacho de 19 do Sr. ministro, foi resolvido que, preliminarmente, deve aquella sociedade fazer o seu registro nesta inspectoria, de accordo com as suas exigencias.

— Sr. director geral do Thesouro Nacional:

N. 387 — Submettendo á assinatura do Sr. ministro a carta-patente n. 449, da casa bancaria Aidar & Kfoury, de Olympia. Estado de S. Paulo, e referente á sua agencia em Monte Azul, no mesmo Estado.

— Sr. director do Departamento Nacional de Saúde Publica:

N. 388 — Solicitando providencias no sentido de ser submettido á inspecção de saúde o 4º escriptuario desta Inspectoria Geral Dr. João de Lemos Ferreirinha.

N. 389 — Ao Sr. ministro presidente do Tribunal de Contas:

N. 390 — Ao Sr. director da Despesa Publica do Thesouro Nacional.

Inspectoria de Seguros

EXPEDIENTE DO SR. INSPECTOR

Dia 25 de março de 1926

Officios expedidos:

Aos Srs. delegados regionaes de Seguros:
 Ns. 148 A a 153 — Comunicando ter sido autorizada pelo Sr. ministro a abertura de concorrência administrativa para aquisição do material necessario ao expediente dessas delegacias, no corrente exercicio.

Ns. 154 a 159 — Remettendo cópia da portaria n. 10, desta data, desta inspectoria.

Requerimentos despachados

N. 28 M, de 1926 — Companhia de Seguros A Mundial, apresentando o *Diario Official*, no qual vem publicado o annuncio do convite aos Srs. accionistas, para integralização de suas acções. — Selle com revalidação e complete o sello do documento incluso.

N. 85 A, de 1926 — Companhia Alliança da Bahia, communicando a nomeação do Sr. Carlos Dubois, para seu agente na cidade de S. João d'El-Rey, Estado de Minas Geraes. — Registrado, archive-se.

Imprensa Nacional e "Diario Official"

EXPEDIENTE DO SR. DIRECTOR GERAL

Dia 26 de março de 1926

N. 974 — Ao Sr. director do Observatorio Nacional, respondendo ao officio n. 135, de 16 do corrente.

N. 975 — Ao Sr. director da Contabilidade do Ministerio da Fazenda, encaminhando a demonstração de um supplemento.

N. 976 — Ao Sr. director da Despesa Publica, devolvendo devidamente informada o processo encaminhado com o officio n. 59, de 23 de fevereiro findo.

N. 977 — Ao mesmo, idem, idem pelo officio n. 58, de 23 de fevereiro findo.

N. 978 — Ao Sr. director da Recebedoria do Districto Federal, communicando o custo de uma encomenda.

N. 979 — Ao Sr. Inspector da Caixa de Amortização, idem, idem.
 N. 980 — Ao mesmo, idem, idem.
 N. 981 — Ao Sr. director-secretario do Tribunal de Contas, idem, idem.
 N. 982 — Ao Sr. Dr. secretario da Presidencia da Republica, idem, idem.
 N. 983 — Ao Sr. secretario da Liga dos Inquilinos e Consumidores, informando sobre a re s i do *Diario Official*.
 N. 984 — Ao Sr. Dr. Luiz Leite Junior, idem, idem.
 N. 985 — Ao Sr. agente do Correio de Guaymas, idem, idem.
 N. 986 — Ao Sr. Dr. Penna e Costa, idem, idem.

Requerimentos despatchados

Prisco de Oliveira Rocha e Antonio de Araujo Oliveira Guimarães. — Como requerentes.

Vicente da Costa Coimbra. — Sim, em termos.

João Francisco de Oliveira e Manoel Alfredo Pradel. — Sim.

Roberto Orjillo, Alexandrino Baptista Nepomuceno e Luiz Cesar Samão. — Sim, com assentimento previo do respectivo mestre.

Diogenes Antonio de Souza. — Deferido, de accordo com a informação.

Hernania da Costa Pereira e Gregorio Chagas. — Encaminhem-se.

Antonio Manoel de Sant'Anna. — Certificque-se.

Oton Francisco Alves de Azevedo. — Compareça á repartição.

Caixa de Amortização

EXPEDIENTE DO SR. INSPECTOR

Requerimentos despatchados

Dia 25 de março de 1925

N. 93 M/F. — Directoria de Contabilidade do Thesouro Nacional. — Laura da Silva Azevedo. — Cancele-se a nota.

N. 127 Est. — Secretaria das Finanças do Estado de Minas Geraes. — D. Zenobia Oliveira de Souza. — Cancele-se a nota.

N. 167 A. — Alvaro Augusto Vieira. — Satisfaca as exigencias do parecer.

N. 44 F. — Fernando Alvares de Souza. — Cumpra-se o alvará.

N. 35 P. — Pedro de Oliveira Garcez. — Satisfaca a exigencia.

N. 19 S. — Seminario do Archiepiscopal do Maranhão. — Selado o doc. de folhas 3, pague-se.

N. 21 G. — Gualberto de Macedo Soares. — Prove o seu estado civil.

N. 23 D. — Deraido de Oliveira Campos. — Deferido.

N. 87 J. — José Jorge Machado. — Satisfaca a exigencia.

Dia 26

N. 164 A. — Alice de Albuquerque Moreira. — Satisfaca a exigencia.

N. 149 D/A. — Juizo do Provedoria e Resíduos. — A Contabilidade.

N. 24 D. — Domingos Giudice. — Cumpra-se o alvará.

N. 153 D/A. — Caixa Economica. — Cornelio de Oliveira Penna. — Annote-se e communique-se.

N. 154 D/A. — A mesma. — Rachel de Almeida Guimarães. — Annote-se e communique-se.

N. 68 E. — Elisa Pinheira da Silva Carvalho. — Cumpra-se o alvará.

N. 68 L. — Luiz Affonso de Faria. — Cumpra-se o alvará.

N. 69 L. — Luiz Antonio de Mendonça. — Cumpra-se o alvará.

N. 116 M. — Maria Augusta Monteiro Brabant de Meirelles. — Deferida.

N. 116 M. — Marietta Monteiro Seixas. — Deferido.

N. 140 J. — João Dale. — Deferido.

N. 163 A. — Arlinda Rosa de Mendonça. — Deferido de accordo com a informação.

N. 63 L. — Luiza Amalia de Castro Santos. — Deferido.

N. 64 L. — Lauro da Silveira Azevedo. — Deferido de accordo com a informação.

N. 65 L. — Lafayette Bastos & Comp. — Deferido.

N. 156 D/A. — Caixa Economica. — Paulo Guedes de Carvalho. — Annote-se e communique-se.

Ministerio da Marinha

Directoria do Expediente

EXPEDIENTE DO SR. MINISTRO

Additamento ao de 25 de março de 1926

Sr. ministro da Fazenda:

N. 1.055 — 1. Solicito a V. Ex. providencias no sentido de ser pela Delegacia Fiscal do Thesouro Nacional no Estado de S. Paulo annullada na verba 20^a — Classes inactivas — consignação — Pessoal — Reformados — distribuida á referida delegacia, para o exercicio de 1926, a importancia de 13:919\$338, relativa ao pagamento dos vencimentos, durante o corrente anno, do capitão de mar e guerra, medico, reformado, Dr. Prudencio Augusto Suzano Brandão,

N. 1.056 — 1. Rogo a V. Ex. providenciar no sentido de ser liquidada pelo Thesouro Nacional a divida de exercicios findos relativa ao processo que a este acompanha sob n. 8.140, na importancia total de 1:666\$5638, de que é credor o capitão de mar e guerra do Corpo da Armada Protogenes Pereira Guimarães, proveniente de gratificações que deixou de receber nos mezes de novembro e dezembro de 1924.

N. 1.061 — 1. Rogo a V. Ex. providenciar no sentido de ser liquidada pelo Thesouro Nacional a divida de exercicios findos relativa ao processo annexo sob n. 8.133, na importancia de 500\$, da qual é credora D. Maria Serrão Dias Braga, viuva do capitão de corveta engenheiro-machinista Ismael Dias Braga, proveniente de funeral.

N. 1.064 — 1. Solicito de V. Ex. as necessarias providencias no sentido de ser liquidada pelo Thesouro Nacional a divida de exercicios findos relativa ao processo annexo sob n. 8.155, na importancia de 333\$333, de que é credor o capitão-tenente do Corpo da Armada Nelson Mège, proveniente de gratificação de função que deixou de receber no mez de dezembro de 1924.

N. 1.065 — 1. Rogo a V. Ex. providenciar no sentido de ser paga pelo Thesouro Nacional a importancia de 633\$333, relativa á divida de exercicios findos constante do processo annexo sob n. 8.153, da qual é credor o capitão-tenente do Corpo da Armada Edmundo Jordão Amorim do Valle, proveniente de differença de vencimentos que deixou de receber em 1924.

N. 1.066 — 1. Rogo a V. Ex. providenciar no sentido de ser liquidada pelo Thesouro Nacional a divida de exercicios findos relativa ao processo que a este acompanha, sob n. 8.166, na importancia de 500\$, da qual é credora D. Nereza Acosta de Noronha, proveniente de funeral do almirante reformado Julio Cesar de Noronha

N. 1.062 — 1. Rogo a V. Ex. providenciar no sentido de ser paga pelo Thesouro Nacional a importancia total de 250\$, ouro, relativa á divida de exercicios findos a que se refere o processo que a este acompanha sob n. 8.125, do qual é credor o 1^o tenente do Corpo da Armada Gastão Monteiro Montinho, proveniente de ajuda de custo que deixou de receber em 1924.

— Sr. ministro da Guerra:

N. 1.060 — 1. Transmitto a V. Ex. o requerimento junto que lhe dirige o 4^o official da extincta Directoria Geral de Contabilidade da Marinha, Cid Homero de Miranda, pedindo ser provido em uma das vagas existentes de 1^o official da Directoria Geral de Contabilidade da Guerra.

— Sr. presidente do Tribunal de Contas:

N. 1.053 — 1. Para os devidos fins, tenho a honra de transmittir a V. Ex. a inclusa cópia de termo de rescisão do contracto celebrado com Raul Elizardio Barbosa, para servir como encarregado do serviço de cartographia do Centro de Aviação Naval.

2. O referido termo está publicado no *Diario Official* de 19 do corrente.

N. 1.059 — 1. Para os effectos de registro por esse tribunal, tenho a honra de transmittir a V. Ex. a inclusa cópia do contracto celebrado com Aristoteles Lourenço Jorge, para servir neste ministerio como dentista.

2. O referido contracto está publicado no *Diario Official* de 19 do corrente.

N. 1.053 — 1. Rogo a V. Ex. providenciar no sentido de ser paga pelo Thesouro Nacional a importancia total de 23:972\$, da qual é credora a firma V. de Maralhões & Comp. Ltd., proveniente de fornecimento de cobre em chapas feito ao Arsenal de Marinha desta Capital, devendo a liquidação do presente processo correr á conta da verba 26^a. Material de construção naval — Consignação — Material de consumo — Sub-consignação de n. 2^a, do orçamento deste ministerio para o exercicio de 1925, conforme se verifica do processo que a este acompanha.

N. 1.057 — 1. Este ministerio recebeu o officio de V. Ex. acima referido, devolvendo o processo, que ora restituo, de pagamento da importancia de 33:482\$020, de que é credora The Rio de Janeiro Tramway, Light and Power Company, proveniente de fornecimento de energia electrica a este ministerio, em setembro do anno proximo passado, por haver esse Tribunal, em sessão de 5 de fevereiro ultimo, negado registro á despesa em apreço, por não se achar archivada nesse Tribunal a 2^a via do respectivo empenho.

2. Para que V. Ex. se digne providenciar no sentido de ser por esse instituto reconsiderada a deliberação acima mencionada, tenho a honra de transmittir a informação por cópia annexa, prestada pela Directoria do Arsenal de Marinha do Rio de Janeiro sobre o assumpto.

N. 1.063 — 1. Para que V. Ex. se digne providenciar no sentido de ser por esse tribunal reconsiderada a deliberação tomada em sessão de 25 de janeiro ultimo, negando registro á despesa com o pagamento da importancia de 41:545\$267, de que é credora The Rio de Janeiro Tramway, Light and Power Co. Ltd., proveniente de fornecimento de energia electrica a diversos navios e estabelecimentos navaes, em 1925, tenho a honra de transmittir a V. Ex. a inclusa cópia da informação prestada pela Directoria do Arsenal de Marinha do Rio de Janeiro sobre o assumpto.

2. Fica assim accusado o officio de V. Ex., acima mencionado.

N. 1.069 — 1. Para os effectos de registro por esse Tribunal transmitto a V. Ex. a cópia do contracto celebrado com Teixeira Borges & Companhia para o fornecimento de

mantimentos a este ministerio, durante o corrente anno.

2. O referido contracto está publicado no *Diário Official* de 24 do corrente.

Dia 26

N. 1.072 — Rogo a V. Ex. providenciar no sentido de ser paga pelo Thesouro Nacional a importancia total de 704\$778, relativa á divida de exercicios findos a que se refere o processo que a este acompanha, sob n. 8.131, da qual é credor o 1º tenente do Corpo da Armada Mario de Faro Orlando, proveniente de differença de vencimentos que deixou de receber no mez de dezembro de 1924.

N. 1.073 — 1. Solicito de V. Ex. as necessarias providencias no sentido de ser paga pelo Thesouro Nacional a importancia total de 180\$, relativa á divida de exercicios findos a que se refere o processo que a este acompanha sob n. 8.103, da qual é credor o marinheiro nacional cabo, PF, Sastiné Ferreira Darte, proveniente de diarias que deixou de receber durante o anno de 1924.

N. 1.074 — 1. Rogo a V. Ex. providenciar no sentido de ser paga pelo Thesouro Nacional a importancia total de 200\$, relativa ao processo annexo, sob n. 8.114, divida de exercicios findos, da qual é credora D. Arlinda Camps Teixeira, viuva do mecanico naval de 1ª classe Augusto Teixeira, proveniente de funeral do citado sub-official.

N. 1.075 — 1. Rogo a V. Ex. se digne providenciar afim de que, no Thesouro Nacional, seja paga a divida de exercicios findos na importancia total de 2.001\$333, de que é credor Abilio Hardy Alves, conforme consta do processo n. 8.125, que a este acompanha.

N. 1.076 — 1. Rogo a V. Ex. as necessarias providencias afim de que, pelo Thesouro Nacional, seja paga a importancia de 439\$165, de que é credor Alvaro Miguelote Viana, 1º tenente do Corpo da Armada, conforme consta do processo que a este acompanha n. 8.150.

N. 1.077 — 1. Rogo a V. Ex. se digne providenciar afim de que, no Thesouro Nacional, seja effectuado o pagamento da divida de exercicios findos, na importancia de 65\$875, de que é credora D. Petronilha de Oliveira Menezes conforme consta do processo n. 8.110, que a este acompanha.

— Sr. director geral do Pessoal:

N. 1.070 — 1. Declaro-vos, para os devidos effectos, que ora resolvo conceder baixa de praça ao marinheiro nacional numero 14.550,SE, grunle, José Sampaio, assim como ao 3º sargento n. 5.252, MU, Carlos Teixeira de Souza, visto terem sido julgados inaltidos para o serviço da Armada, em inspecção de saúde a que foram submettidos.

N. 1.071 — 1. Declaro-vos, para os devidos effectos, que ora resolvo conceder baixa de praça ao soldado naval n. 93 da 2ª bateria, José de Carvalho, visto ter sido julgado invalido para o serviço da Armada, em inspecção de saúde a que foi submettido.

— Sr. presidente do Tribunal de Contas:

N. 1.073 — 1. Rogo a V. Ex. providenciar no sentido de ser paga pelo Thesouro Nacional a importancia total de 155\$896\$330, da qual são credoras as firmas abaixo mencionadas, com as respectivas quantias, proveniente de fornecimentos de diversos materiais, feitos no Arsenal de Marinha desta Capital:

Isnard & Comp.....	4:007\$800
Mayrink Veiga & Comp.....	151:050:030
M. A. Corrêa.....	723\$500

2. A liquidação do presente processo deverá correr á conta das verbas «25» — Sobre-salantes e mobiliarios — Material de consumo

— Sub-consignação de n. 2º 5:558\$550; «26» — Material de construcção naval — Material permanente — Sub-consignação de numero 1º 478\$ e «Material de consumo» — Sub-consignação de n. 2º 140:315\$500; «28» — Obras e serviços accessorios — Material de consumo — Sub-consignação de numero umº 9:444\$280, do orçamento deste ministerio para o exercicio de 1925, conforme se verifica do processo que a este acompanha.

N. 1.079 — 1. Rogo a V. Ex. providenciar no sentido de ser paga pelo Thesouro Nacional a importancia de 110:351\$, da qual é credora a firma Paul A. Dana, proveniente de fornecimentos de diversos artigos, feitos á Estação Central do Serviço Radiotelegraphico da Marinha, devendo a liquidação do presente processo correr á conta da verba «14º — Arsenaes e Directoria do Armamento — Material permanente — Sub-consignação de n. 1º, do orçamento deste ministerio para o exercicio de 1925, conforme se verifica do processo que a este acompanha.

Ministerio da Guerra

EXPEDIENTE DO SR. MINISTRO

Dia 20 de fevereiro de 1926

Ao Sr. chefe do Departamento do Pessoal da Guerra, declarando que o major de infantaria Heitor Augusto Borges é posto a disposição do Governo do Estado do Ceará para servir como instructor do Corpo Policial do mesmo Estado.

Requerimentos despachados

Achylles Corrêa de Mattos, 2º tenente, pedindo permissão para ir a Porto Alegre. — Co no pede.

Alberto Gouvêa de Almeida, sargento-ajudante, pedindo passagens para desconto do Rio a S. Paulo. — Concedido.

Alfredo João da Nobrega Filho, 1º tenente, pedindo frequentar um curso do Instituto Oswaldo Cruz. — Sim, sem prejuizo do serviço militar.

Andréa Borges Costa, pedindo trancamento de matricula de seu filho Reynato, alumno do Collegio Militar do Rio. — Deferido.

Anthero Pereira, 2º tenente, pedindo passagem para desconto da Estação Campo Grande a Tres Corações. — Não tendo permissão para ir a Tres Corações nada ha que deferir.

Armando Level da Silva, 2º tenente, pedindo o pagamento. — Expeça-se o titulo de divida.

Celso Monteiro, soldado, pedindo baixa. — Indeferido, visto estar suspenso, até segunda ordem o licenciamento na 1ª Região.

Elisio Gomes Pereira, pedindo certificação. — Certifique-se na forma da lei.

Gabriel Paiva da Luz, capitão, pedindo reforma. — Indeferido. Requeira, querendo, de accôrdo com o art. 13 da lei n. 2.290, de 13 de dezembro de 1910.

Jayne Almeida Navarro, 2º tenente, pedindo matricula no curso de contadores. — Indeferido.

José Reis do Nascimento, auxiliar de 2ª classe da Fabrica de Cartuchos do Realengo, pedindo seis mezes de licença para tratar de seus interesses. — Indeferido.

Luiz Moreira de Oliveira, cabo, pedindo baixa. — Prove o que allega, querendo.

Mario de Menezes, pedindo matricula na Capitania do Porto. — Concedido.

Isabel Torres Magalhães, pedindo pagamento de vencimentos devidos a seu marido já fallecido. — Deferido (duas petições).

Pedro Guilherme dos Santos, pedindo asylamento. — Indeferido, visto a molestia não ter sido adquirida em serviço.

Antonio Orozímbo Soares, 1º tenente, pedindo licença para continuar seu tratamento em casa de sua familia. — Concedo 90 dias.

Anna Bueno da Silva, Antonia de Souza, Francellina Paes de Proença, Joaquim Marques de Arruda e Policena de Oliveira, pedindo pagamento. — Autoriso.

Associação Beneficente dos Sargentos do Exercito pedindo que seja dada a necessaria autorização para que os commandantes das sub-unidades e os officiaes contadores dos estabelecimentos e repartições militares possam descontar dos vencimentos dos sargentos associados as importancias das mensalidades, joias e outras contribuições, e entregal-as aos representantes da dita associação. — Autoriso, de accôrdo com o parecer do director geral de Contabilidade da Guerra.

Sidney Gomes Nogueira, 2º tenente, pedindo matricula no Curso de Contadores. — Indeferido.

Sociedade Commercial e Industrial Suíssa no Brasil, pedindo pagamento. — Não existe nenhum compressor a mão no Forte da Lage, nem consta do archivo ter sido adquirido o de que tratam os presentes papéis.

Albino Solon Ribeiro, major reformado, Carlos Menna Barreto Monclaro, 1º tenente, Marcos Gonçalves de Oliveira, 3º sargento, e Rubens de Azevedo Guimarães, 1º tenente pedindo pagamento. — Expeça-se o titulo de divida.

Americo de Albuquerque Portocarrero, general de brigada, João Fleury de Souza Amorim, coronel, Manoel dos Santos, 2º tenente e Olympio Hilarião da Rocha, capitão, pedindo pagamento. — Deferidos.

Emilio João Speck, 2º sargento, pedindo passagens para desconto do Rio a Laguna. — Concedo.

Primeira Circumscripção de Recrutamento

Segunda secção

Requerimentos despachados

Dia 24 de março de 1926

Honorio Castilho da Camara. — Complete o sello e volte.

Rozendo Muniz. — Sello o documento e volte, querendo.

Djalma Silvestre Pinto. — Faça-se a correccão.

Odilio K. Carvalho. — Complete o sello e volte, querendo.

Raul Edmundo Paiva Lacerda. — Deferido.

Olavo de Almeida. — Deferido.

Tenente Beze. — Deferido.

Odilio K. Carvalho. — Deferido.

Carlos Teixeira de Queiroz. — Deferido.

Ministerio da Viação e Obras Publicas

Directoria Geral da Contabilidade

Primeira secção

EXPEDIENTE DO SR. MINISTRO

Dia 17 de março de 1926

Avisos ao Tribunal de Contas:

N. 792 — Tenho a honra de solicitar a V. Ex. providencias afim de que, uma vez concedido o registro da despesa por

esse tribunal, sejam encaminhados ao Thesouro Nacional, para o devido pagamento á Companhia Brasileira Carbonífera de Araranguá, os inclusos processos de medições provisórias, na importância total de 73:080\$471, relativas aos serviços executados na Estrada de Ferro de Araranguá, de accordo com o contracto annexo ao decreto n. 13.192, de 11 de setembro de 1918, celebrado em virtude do art. 4º do decreto n. 12.933, de 20 de março do mesmo anno.

A despesa, que foi deduzida do empenho prévio n. 287, corre á conta da sub-consignação n. 11 — Linhas de carvão — I — Construção de prolongamentos e ramais, etc., da verba 34ª, do art. 14 da lei n. 4.911, de 12 de janeiro do anno passado, e deve ser paga em obrigações ferroviárias a que se refere o decreto n. 16.843, de 21 de março de 1925, em numero de oitenta e dois (82) títulos á colação provisória de 900\$. Da colação definitiva o Thesouro Nacional dará conhecimento a esse tribunal para o fim de ser rectificada a deducção provisória feita no fundo de obrigações ferroviárias em virtude do presente aviso.

Da importância acima deverá ser deduzida a de 3:654\$472, correspondente a 5 % para reforço de caução e, bem assim, o sello proporcional, no acto do pagamento, de accordo com a clausula 57 do referido contracto.

N. 793 — Tenho a honra de solicitar a V. Ex. as necessarias providencias afim de que, uma vez ordenado por esse tribunal o registro da despesa, seja encaminhada ao Thesouro Nacional, para o devido pagamento, a inclusa conta da Souza Baptista & Comp., na importância de 1:300\$, de fornecimento feito, no anno proximo passado, á Estrada de Ferro Central do Brasil, de accordo com o processo de concorrência administrativa alli realizada e cujos documentos já foram remetidos a esse instituto com o aviso n. do corrente mez.

A despesa deverá correr á conta da consignação — "Material" — sub-consignação n. 7 — Outros materiais, etc. — da verba 6ª, art. 14 da lei n. 4.911, de 12 de janeiro de 1925.

N. 794 — Tenho a honra de solicitar a V. Ex. as necessarias providencias, afim de que, uma vez ordenado por esse tribunal o registro da despesa, seja encaminhada ao Thesouro Nacional, para o devido pagamento, a inclusa conta da Souza Baptista & Comp., na importância de 8:212\$418, de fornecimento feito, no anno proximo passado, á Estrada de Ferro Central do Brasil, de accordo com o processo de concorrência administrativa alli realizada e cujos documentos já foram remetidos a esse instituto com o aviso n. do corrente mez.

A despesa deverá correr á conta da consignação — "Material" — sub-consignação n. 7 — Outros materiais, etc. — da verba 6ª, art. 14 da lei n. 4.911, de 12 de janeiro de 1925.

N. 795 — Tenho a honra de solicitar a V. Ex. as necessarias providencias afim de que, uma vez ordenado por esse tribunal o registro da despesa, seja encaminhada ao Thesouro Nacional, para o devido pagamento, a inclusa conta da Souza Baptista & Comp., na importância de 1:140\$, de fornecimento feito, no anno proximo passado, á Estrada de Ferro Central do Brasil, de accordo com o contracto n. 27, oriundo de concorrência publica.

A despesa deverá correr á conta da consignação — "Material" — Sub-consignação n. 7 — Outros materiais, etc. — da verba 6ª, art. 14 da lei n. 4.911,

de 12 de janeiro de 1925, empenho global n. 884.

N. 796 — Tenho a honra de solicitar a V. Ex. as necessarias providencias afim de que, uma vez ordenado por esse tribunal o registro da despesa, seja encaminhada ao Thesouro Nacional para o devido pagamento, a inclusa conta da Souza Baptista & Comp., na importância de 5:950\$000, do material fornecido á Estrada de Ferro Central do Brasil, no anno proximo findo, de accordo com a concorrência administrativa constante do incluso processo.

A despesa deverá correr pela sub-consignação n. 7, da consignação "Material", verba 6ª, art. 14, da lei n. 4.911, de 12 de janeiro de 1925.

N. 797 — Tenho a honra de solicitar a V. Ex. as necessarias providencias afim de que, uma vez ordenado por esse tribunal o registro da despesa sejam encaminhadas ao Thesouro Nacional para o devido pagamento, as inclusas contas (1) de Ribeiro, Costa & Comp., na importância de 6:010\$000, e (1) de Dias Garcia & Comp., na de 1:001\$400, de fornecimentos feitos no anno proximo passado á Repartição Geral dos Telegraphos, de accordo com a concorrência permanente cujos documentos acompanharam o officio da Directoria Geral de Contabilidade desta secretaria, n. 808, de 25 de maio ultimo.

A despesa, na importância total de 7:011\$400, deverá correr por conta da consignação "Material" — Consumo — sub-consignação n. 11 — "Outros materiais de consumo, etc." — da verba 3ª, art. 14, da lei n. 4.911, de 12 de janeiro de 1925.

N. 798 — Tenho a honra de solicitar a V. Ex. as necessarias providencias afim de que, uma vez ordenado por esse tribunal o registro da despesa, seja encaminhada ao Thesouro Nacional para o devido pagamento a inclusa conta de Dias Garcia & Comp., na importância de réis 775\$200, de fornecimentos feitos no anno proximo passado á Estrada de Ferro Thezopolis, de accordo com a concorrência administrativa cujos documentos acompanharam o officio da Directoria Geral de Contabilidade desta secretaria, n. 1.650, de 11 de agosto de 1925.

A despesa deverá correr por conta da consignação "Materiais" — Consumo — Sub-consignação n. 6 — Outros materiais — da verba 14ª art. 14, da lei n. 911, de 12 de janeiro de 1925.

N. 799 — Tenho a honra de solicitar a V. Ex. as necessarias providencias afim de que, uma vez ordenado por esse tribunal o registro da despesa, sejam encaminhadas ao Thesouro Nacional, para o devido pagamento, as duas inclusas contas de Dias Garcia & Comp. (1), na importância de 558\$, e de Luiz Macedo & Comp. (1), na de 960\$, de fornecimentos feitos, no anno proximo passado, á Directoria Geral dos Correios, de accordo com os contractos lavrados, em virtude de concorrência publica.

A despesa, na importância total de 1:518\$, deverá correr á conta da consignação "Material", sub-consignação numero 4, "Artigos de expediente, etc." da verba 2ª, art. 14 da lei n. 4.911, de 12 de janeiro de 1925.

N. 800 — Tenho a honra de solicitar a V. Ex. as necessarias providencias afim de que, uma vez ordenado por esse tribunal o registro da despesa, seja encaminhada ao Thesouro Nacional, para o devido pagamento, a inclusa conta da Dias Garcia & Comp., na importância

de 4:000\$, de material fornecido á Estrada de Ferro Central do Brasil, no anno proximo findo, de accordo com a concorrência administrativa constante do incluso processo.

A despesa deverá correr pela sub-consignação n. 7, da consignação "Material", verba 6ª, art. 14 da lei numero 4.911, de 12 de janeiro de 1925.

N. 801 — Tenho a honra de solicitar o necessario registro desse tribunal afim de que, no Thesouro Nacional, seja paga a inclusa conta de Dias Garcia & Comp., na importância de 5:160\$, de fornecimento feito, em 1925, á Estrada de Ferro Central do Brasil, em virtude do contracto celebrado mediante concorrência publica.

A despesa está subordinada á consignação "Material", sub-consignação numero 6, "Combustível, etc." da verba 6ª, "E. F. C. B.", art. 14 da lei numero 4.911, de 12 de janeiro de 1925.

N. 802 — Tenho a honra de solicitar a V. Ex. as necessarias providencias afim de que, uma vez ordenado por esse tribunal o registro da despesa, sejam encaminhadas ao Thesouro Nacional, para o devido pagamento, as tres inclusas contas de Borlido Maia & Comp., na importância total de 1:349\$, de fornecimento feito, no anno proximo passado, á Estrada de Ferro Central do Brasil, de accordo com o contracto n. 27, oriundo de concorrência publica.

A despesa deverá correr á conta da consignação "Material", sub-consignação n. 7, "Outros materiais, etc." da verba 6ª, art. 14 da lei n. 4.911, de 12 de janeiro de 1925.

N. 803 — Tenho a honra de solicitar a V. Ex. as necessarias providencias afim de que, uma vez ordenado por esse tribunal o registro da despesa, seja encaminhada ao Thesouro Nacional, para o devido pagamento, a inclusa conta de Borlido Maia & Comp., na importância de £ 187-10-0, equivalente a 5:975\$800, conforme cambial emitida pelo Banco do Brasil e comunicada pelo officio da Directoria de Contabilidade do Thesouro Nacional n. 1.560, de 11 de novembro de 1923, junto por copia, do fornecimento feito, no mesmo anno, á Estrada de Ferro Central do Brasil, de accordo com o contracto n. 46, oriundo de concorrência publica.

A despesa deverá correr á conta da consignação "Material", sub-consignação n. 7, "Outros materiais, etc." da verba 6ª, art. 14 da lei n. 4.911, de 12 de janeiro de 1923, empenho global numero 1.227.

N. 805 — Tenho a honra de solicitar a V. Ex. as necessarias providencias afim de que, uma vez ordenado por esse tribunal o registro da despesa, seja encaminhada ao Thesouro Nacional, para o devido pagamento, as inclusas contas, (2) de Villas Bôas & Comp., na importância de 13:743\$ e (1) de A. Placido Marques & Comp., na de 149\$800, de fornecimentos feitos no anno proximo passado á Repartição Geral dos Telegraphos de accordo com a concorrência permanente cujos documentos acompanharam o officio da Directoria Geral de Contabilidade, desta secretaria n. 808, de 26 de maio ultimo.

A despesa, na importância total de 13:892\$800, deverá correr por conta da consignação "Material" — Consumo — sub-consignação n. 9, "Acquisição de livros, etc." da verba 3ª, art. 14 da lei n. 4.911, de 12 de janeiro de 1925.

N. 306 — Tenho a honra de solicitar o necessario registro desse tribunal afim de que, no Thesouro Nacional, sejam pagas as inclusas contas da S. A. Litho-Typographia Fluminense, 3:675\$ a Villas Boas & Comp. (2), 46:960\$, de fornecimentos feitos, em 1923, a Directoria Geral dos Correios, em virtude de contracto celebrado mediante concorrência publica.

A despesa, na importancia total de 501:635\$, está subordinada á consignação "Material", sub-consignação n. 4, "Artigos de expediente, etc." da verba 2ª, "Correios", art. 14 da lei n. 4.911, de 12 de janeiro daquelle anno, empenhos globaes ns. 6 e 7, respectivamente.

N. 307 — Tenho a honra de solicitar o necessario registro desse tribunal afim de que, no Thesouro Nacional, sejam pagas as inclusas contas de Villas Boas & Comp., (2) 9:435\$, Souza Baptista & Comp., 1:370\$800, e Henrique Braga & Comp., 20:432\$, de fornecimentos feitos, em 1923, á Directoria Geral dos Correios, em virtude de contractos celebrados mediante concorrência publica.

A despesa, na importancia total de 31:237\$800, está subordinada á consignação "Material", sub-consignação numero 4, "Artigos de expediente, etc." da verba 2ª, "Correios", art. 14 da lei numero 4.911, de 12 de janeiro daquelle anno, empenhos globaes ns. 7, 10 e 15, respectivamente.

N. 308 — Tenho a honra de solicitar a V. Ex. as necessarias providencias afim de que, uma vez ordenado por esse tribunal o registro da despesa, seja encaminhada ao Thesouro Nacional, para o devido pagamento, a inclusa conta de Villas Boas & Comp., na importancia de 2:967\$800, de material fornecido á Inspectoria de Aguas e Esgotos, no anno proximo findo, de accordo com o contracto lavrado em 28 de fevereiro do mesmo anno, em virtude de concorrência publica.

A despesa deverá correr pela verba 20ª, art. 14 da lei n. 4.911, de 12 de janeiro de 1925, 2ª parte, Estrada de Ferro Rio de Ouro, consignação "Material", II, consumo, sub-consignação numero 5, artigos de expediente e de escriptorio.

N. 309 — Tenho a honra de solicitar a V. Exa. as necessarias providencias afim de que, uma vez ordenado por esse tribunal o registro da despesa, seja encaminhada ao Thesouro Nacional, para o devido pagamento, a inclusa conta de José da Silva & Comp., na importancia de 7:000\$000, de fornecimento feito no anno proximo passado, á Repartição Geral dos Telegraphos, de accordo com a concorrência permanente cujos documentos acompanharam o officio da Directoria Geral de Contabilidade desta secretaria, n. 308, de 26 de maio ultimo.

A despesa deverá correr por conta da consignação "Material", permanente sub-consignação n. 3, "Postes, fios, braços, isoladores, etc.", da verba 3ª, art. 14 da lei n. 4.911, de 12 de janeiro de 1925.

N. 310 — Tenho a honra de solicitar a V. Exa. as necessarias providencias afim de que, uma vez ordenada por esse tribunal o registro da despesa, seja encaminhada ao Thesouro Nacional, para o devido pagamento, a inclusa conta de Willman, Xavier & Comp., na importancia de 102\$000, de fornecimento feito no anno proximo passado á Repartição Geral dos Telegraphos,

de accordo com a concorrência permanente, cujos documentos acompanharam o officio da Directoria Geral de Contabilidade desta Secretaria de Estado numero 308, de 26 de maio ultimo.

A despesa deverá correr pela sub-consignação n. 3, "Postes, fios, braços, etc.", da consignação "Material permanente", da verba 3ª, art. 14 da lei numero 4.911, de 12 de janeiro de 1925.

N. 311 — Tenho a honra de solicitar a V. Exa. as necessarias providencias afim de que, uma vez ordenado por esse tribunal o registro da despesa, seja encaminhada ao Thesouro Nacional, para o devido pagamento, a inclusa conta de A. Placido Marques & Comp., na importancia de 4:336\$400, de fornecimento feito no anno proximo passado, á Estrada de Ferro Central do Brasil, de accordo com o contracto numero 32, oriundo de concorrência publica.

A despesa deverá correr á conta da consignação "Material", sub-consignação n. 7, "Outros materiais, etc.", da verba 6ª, art. 14 da lei n. 4.911, de 12 de janeiro de 1925.

N. 312 — Tenho a honra de solicitar a V. Exa. as necessarias providencias afim de que, uma vez ordenado por esse tribunal o registro da despesa, sejam encaminhadas ao Thesouro Nacional, para o devido pagamento, as inclusas contas de Ribeiro, Costa & Comp., na importancia total de réis 21:357\$500, de fornecimentos feitos no anno proximo passado, á Repartição Geral dos Telegraphos, de accordo com a concorrência permanente cujos documentos acompanharam o officio da Directoria Geral de Contabilidade desta Secretaria de Estado, n. 308, de 26 de maio ultimo.

A despesa deverá correr por conta da consignação "Material", permanente sub-consignação n. 1, "Conservação e concerto, etc.", da verba 3ª, art. 14 da lei n. 4.911, de 12 de janeiro de 1925.

N. 321 — Tenho a honra de solicitar a V. Ex. as necessarias providencias afim de que, uma vez ordenado por esse tribunal o registro da despesa, seja encaminhada ao Thesouro Nacional, para o devido pagamento, a inclusa conta de Mayrink Veiga & Comp., na importancia de 619\$960, proveniente de fornecimentos á Inspectoria de Aguas e Esgotos, de accordo com o contracto de 28 de fevereiro ultimo, lavrado em virtude de concorrência publica.

A despesa deverá correr pela verba 20ª, art. 14 da lei n. 4.911, de 12 de 1925, 3ª parte, obras novas, consignação "Pessoal e material", sub-consignação n. 2, para dar cumprimento ao disposto no n. XXXVII, do art. 201 da lei numero 4.973, de 7 de janeiro de 1924, etc.

N. 322 — Tenho a honra de solicitar a V. Ex. as necessarias providencias afim de que, uma vez ordenado por esse tribunal o registro da despesa, seja encaminhada ao Thesouro Nacional, para o devido pagamento, a inclusa conta da Nova Companhia Gambôa S. A., na importancia de 3:058\$, de fornecimento feito, no anno proximo passado, á Estrada de Ferro Central do Brasil, de accordo com o contracto n. 23, oriundo de concorrência publica.

A despesa deverá correr á conta da consignação — "Material" — Sub-consignação n. 7 — "Outros materiais, etc.", da verba 6ª, art. 14, da lei n. 4.911, de 12 de janeiro de 1925, empenho global n. 570.

N. 323 — Tenho a honra de solicitar a V. Ex. as necessarias providencias afim de que, uma vez ordenado por esse tribunal o registro da despesa, seja encaminhada ao Thesouro Nacional, para o devido pagamento, a inclusa conta de Mayrink Veiga & Comp., na importancia de 38:730\$, de fornecimento feito, em 1925, á Inspectoria de Aguas e Esgotos, de accordo com o contracto de 28 de fevereiro do mesmo anno, lavrado em virtude de concorrência publica.

A despesa corre por conta da consignação — "Material" — Permanente — Sub-consignação n. 3: "Machinas, aparelhos, etc.", da verba 20ª, 2ª parte, art. 14, da lei n. 4.911, de 12 de janeiro de 1925.

N. 324 — Tenho a honra de solicitar a V. Ex. as necessarias providencias afim de que, uma vez ordenada por esse Tribunal o registro da despesa, seja encaminhada ao Thesouro Nacional, para o devido pagamento, a inclusa conta da Companhia Sul-Americana de Electricidade A. E. G., na importancia de réis 14:988\$, de fornecimentos feitos em 1925 á Repartição Geral dos Telegraphos, de accordo com a concorrência permanente, cujos documentos acompanharam o officio da Directoria Geral de Contabilidade desta Secretaria de Estado, n. 308, de 26 de maio ultimo.

A despesa deverá correr por conta da consignação "Material" — Permanente, sub-consignação n. 4, "Aquisição de aparelhos, etc.", da verba 3ª, art. 14 da lei n. 4.911, de 12 de janeiro de 1925.

N. 325 — Tenho a honra de solicitar a V. Ex. as necessarias providencias afim de que, uma vez ordenada por esse Tribunal o registro da despesa, seja encaminhada ao Thesouro Nacional, para o devido pagamento, a inclusa conta da Companhia Sul-Americana de Electricidade A. E. G., na importancia de réis 5:140\$, de fornecimento feito no anno proximo passado á Repartição Geral dos Telegraphos, de accordo com a concorrência administrativa, cujos documentos acompanharam o meu aviso n. 131, de 18 de janeiro ultimo.

A despesa deverá correr por conta da consignação "Material" — Permanente, sub-consignação n. 4, "Aquisição de aparelhos, etc.", da verba 3ª, art. 14 da lei n. 4.911, de 12 de janeiro de 1925.

N. 326 — Tenho a honra de solicitar a V. Ex. as necessarias providencias afim de que, uma vez ordenada por esse Tribunal o registro da despesa, seja encaminhada ao Thesouro Nacional, para o devido pagamento, a inclusa conta de Samarão Filho & Comp., na importancia de 4:497\$500, de fornecimento feito, no anno proximo passado, á Estrada de Ferro Central do Brasil, de accordo com o processo de concorrência administrativa, anexo.

A despesa foi classificada no n. II, "Officinas e depósitos de locomotivas, etc.", da verba 24ª, art. 14 da lei numero 4.911, de 12 de janeiro de 1925, para ser liquidada por obrigações ferroviarias, a que se refere o decreto numero 16.842, de 24 de março do mesmo anno, em numero de cinco títulos, á cotação provisoria de 900\$000.

Da cotação definitiva o Thesouro Nacional dará conhecimento a esse instituto, para o fim de ser feita a rectificação provisoria no fundo de obrigações ferroviarias, em virtude do presente aviso.

N. 827 — Tenho a honra de solicitar a V. Ex. as necessárias providências afim de que, uma vez ordenada por esse Tribunal o registro da despesa, seja encaminhada ao Thesouro Nacional, para o devido pagamento, a inclusa conta de Henrique Braga & Comp., na importância de 1:795\$500, de fornecimento feito, no anno proximo passado, á Estrada de Ferro Central do Brasil, de conformidade com o processo de concorrência administrativa ali realizada e cujos documentos já foram remetidos a esse Instituto com o aviso n. 622, de 8 do corrente mez.

A despesa deverá correr á conta da consignação «Material», sub-consignação n. 7, «Outros materiaes, etc.», da verba 6ª, art. 14 da lei n. 4.911, de 12 de janeiro de 1925.

N. 828 — Tenho a honra de solicitar a V. Ex. as necessárias providências afim de que, uma vez ordenado por esse Tribunal o registro da despesa, seja encaminhada ao Thesouro Nacional, para o devido pagamento, a inclusa conta da Sociedade Anonyma Casa Arens, na importância de 6:843\$, de material fornecido á Estrada de Ferro Central do Brasil, no anno proximo findo, de accordo com o contracto n. 29, oriundo de concorrência publica.

A despesa deverá correr pela sub-consignação n. 7 — «Outros materiaes, etc.», da consignação «Material», da verba 6ª, art. 14, da lei n. 4.911, de 12 de janeiro de 1925.

N. 829 — Tenho a honra de solicitar a V. Ex. as necessárias providências afim de que, uma vez ordenado por esse Tribunal o registro da despesa, seja encaminhada ao Thesouro Nacional, para o devido pagamento, a inclusa conta da Sociedade Anonyma Casa Arens, na importância de 5:350\$, de material fornecido á Estrada de Ferro Central do Brasil, no anno proximo findo, de accordo com o contracto n. 46, oriundo de concorrência publica.

A despesa deverá correr pela sub-consignação n. 7 — «Outros materiaes, etc.», da consignação «Material», da verba 6ª, art. 14, da lei n. 4.911, de 12 de janeiro de 1925.

N. 830 — Tenho a honra de solicitar a V. Ex. as necessárias providências afim de que, uma vez ordenado por esse Tribunal o registro da despesa, sejam encaminhadas ao Thesouro Nacional, para o devido pagamento, as inclusas contas (1) de Soares de Sampaio & Comp. Limitada, na importância de 602:000\$ e (1) de Alfredo Meyer, na de 348:000\$, de fornecimentos feitos em 1925, á Inspectoria de Aguas e Esgotos, de accordo com a concorrência administrativa de emergência, realizada conforme os documentos juntos.

A despesa, na importância total de 950:000\$, deverá ser paga em obrigações ferroviárias, á cotação provisória de 200\$, conforme o decreto n. 16.842, de 24 de março do anno proximo passado, por conta da verba 24ª, n. II — «Officinas e depósitos de locomotivas, etc.», art. 14, da lei n. 4.911, de 12 de janeiro de 1925.

Da cotação definitiva o Thesouro Nacional dará conhecimento a esse Instituto, para o fim de ser feita a rectificação na deducção provisória no fundo de obrigações ferroviárias, em virtude do presente aviso.

N. 831 — Tenho a honra de solicitar a V. Ex. as necessárias providências afim de que, uma vez ordenado por esse Tribunal o registro da despesa, seja encaminhada ao Thesouro Nacional, para

o devido pagamento, a inclusa conta de Soares de Sampaio & Comp., Limitada, na importância de 174:000\$, de fornecimentos feitos no anno proximo passado, á Inspectoria de Aguas e Esgotos, de accordo com o respectivo contracto lavrado em virtude de concorrência administrativa, a qual foi realizada de accordo com o § 2º, letra b, do art. 738, do Regulamento Geral de Contabilidade Publica.

O pagamento, deverá ser feito em obrigações ferro-viarias, á cotação provisória de 900\$, conforme o decreto numero 16.842, de 24 de março de 1925, por conta da verba 24ª, n. II — «Officinas e depósitos de locomotivas, etc.», art. 14, da lei n. 4.911, de 12 de janeiro de 1925.

Da cotação definitiva o Thesouro Nacional dará conhecimento a esse Instituto, para o fim de ser feita a rectificação na deducção provisória no fundo de obrigações ferroviárias, em virtude do presente aviso.

N. 832 — Tenho a honra de solicitar a V. Ex. as necessárias providências afim de que, uma vez ordenado por esse Tribunal o registro da despesa, sejam encaminhadas ao Thesouro Nacional, para o devido pagamento, as quatro inclusas contas de Virgílio Machado, na importância total de 43:213\$500, de fornecimentos feitos, no anno proximo passado, á Estrada de Ferro Central do Brasil, de accordo com o contracto n. 8, oriundo de concorrência publica.

A despesa deverá correr á conta da consignação — «Material — Sub-consignação n. 1 — Trilhos, dormentes, etc.», da verba 6ª, art. 14, da lei n. 4.911, de 12 de janeiro de 1925.

N. 833 — Tenho a honra de solicitar a V. Ex. as necessárias providências afim de que, uma vez ordenado por esse Tribunal o registro da despesa, seja encaminhada ao Thesouro Nacional, para o devido pagamento, a inclusa conta de Manoel Teixeira de Araujo, na importância de 57:877\$568, de serviço executado, no anno proximo passado, á Estrada de Ferro Central do Brasil, sob o regimen de tarefas.

A despesa, deverá correr á conta do credito aberto pelo decreto n. 16.682, de 26 de novembro de 1924.

N. 834 — Tenho a honra de solicitar a V. Ex. as necessárias providências afim de que, uma vez ordenado por esse Tribunal o registro da despesa, seja encaminhada ao Thesouro Nacional, para o devido pagamento, a inclusa conta de José Bouzas Duyos, na importância de 63:837\$005, de serviço executado, no anno proximo passado, para a Estrada de Ferro Central do Brasil, sob o regimen de tarefas.

A despesa foi classificada no n. II — «Officinas e depósitos de locomotivas, etc.», da verba 24ª, art. 14, da lei numero 4.911, de 12 de janeiro de 1925, para ser liquidada por obrigações ferroviárias, a que se refere o decreto numero 16.842, de 24 de março de 1925, em numero de 72, á cotação provisória de 900\$000.

Da cotação definitiva o Thesouro Nacional dará conhecimento a esse Instituto, para o fim de ser feita a rectificação no fundo de obrigações ferro-viarias em virtude do presente aviso.

N. 835 — Tenho a honra de solicitar a V. Ex. as necessárias providências afim de que, uma vez ordenado por esse Tribunal o registro da despesa, sejam encaminhadas ao Thesouro Nacional, para o devido pagamento, as duas inclusas contas de Dolabella & Portella, na

importancia total de 469:596\$400, de fornecimentos feitos, no anno proximo passado, á Estrada de Ferro Central do Brasil, de accordo com o contracto n. 8, oriundo de concorrência publica.

A despesa deverá correr á conta da consignação — «Material — Sub-consignação n. 1 — Trilhos, dormentes, etc.», da verba 6ª, art. 14, da lei n. 4.911, de 12 de janeiro de 1925.

N. 836 — Tenho a honra de solicitar a V. Ex. as necessárias providências afim de que, uma vez ordenado por esse Tribunal o registro da despesa, seja encaminhada ao Thesouro Nacional, para o devido pagamento, a inclusa conta de Fonseca, Almeida & Comp., na importância de 3:580\$980, de fornecimento feito, no anno proximo passado, á Estrada de Ferro Central do Brasil, de accordo com o contracto n. 12, oriundo de concorrência publica.

A despesa deverá correr á conta da consignação «Material» — Sub-consignação n. 7 — Outros materiaes, etc., da verba 6ª, art. 14 da lei n. 4.911, de 12 de janeiro de 1925.

O Banco Nacional Ultramarino tem procuração para o recebimento da importância acima referida.

N. 837 — Tenho a honra de solicitar a V. Ex. as necessárias providências afim de que, uma vez ordenado por esse Tribunal o registro da despesa, seja encaminhada ao Thesouro Nacional, para o devido pagamento, a inclusa conta de Fonseca, Almeida & Comp., na importância de 118:000\$, do fornecimento feito, no anno proximo passado, á Estrada de Ferro Central do Brasil, de accordo com o art. 246, letra b do Regulamento de Contabilidade Publica.

A despesa foi classificada no n. II «Officinas e depósitos de locomotivas, etc.», da verba 24ª, art. 14 da lei n. 4.911, de 12 de janeiro de 1925, para ser liquidada por obrigações ferroviárias, a que se refere o decreto n. 16.842, de 24 de março do referido anno, em numero de 132 titulos á cotação provisória de 900\$000. Da cotação definitiva o Thesouro Nacional dará conhecimento a esse Instituto, para o fim de ser feita a rectificação no fundo de obrigações ferroviárias, em virtude do presente aviso.

O Banco Nacional Ultramarino tem procuração para o recebimento da importância acima referida.

N. 838 — Tenho a honra de solicitar a V. Ex. as necessárias providências afim de que, uma vez ordenado por esse Tribunal o registro da despesa, seja encaminhada ao Thesouro Nacional, para o devido pagamento, a inclusa conta da Sociedade Anonyma «Marvin», na importância de 65:102\$784, de material fornecido á Estrada de Ferro Central do Brasil, no anno proximo findo, de accordo com o contracto n. 29, oriundo de concorrência publica.

A despesa deverá correr pela sub-consignação n. 7 «Outros materiaes, etc.», da consignação «Material», da verba 6ª, art. 14 da lei n. 4.911, de 12 de janeiro de 1925.

N. 839 — Tenho a honra de solicitar a V. Ex. as necessárias providências afim de que, uma vez ordenado por esse Tribunal o registro da despesa, seja encaminhada ao Thesouro Nacional, para o devido pagamento, a inclusa conta da Sociedade Anonyma «Marvin», na importância de 7:859\$040, de material fornecido á Estrada de Ferro Central do Brasil, no anno proximo findo, de accordo com o contracto n. 31, oriundo de concorrência publica.

A despesa deverá correr pela sub-consignação n. 7 "Outros materiaes, etc.", da consignação "Material", da verba 6.ª, artigo 14 da lei n. 4.911, de 12 de janeiro de 1925.

N. 840 — Tenho a honra de solicitar a V. Ex. as necessárias providencias afim de que, uma vez ordenado por esse tribunal o registro da despesa, seja encaminhada ao Thesouro Nacional, para o devido pagamento a inclusa conta da Companhia Brasileira de Electricidade, na importancia de réis 7:500\$, de fornecimento feito no anno proximo passado, á Repartição Geral dos Telegraphos, de accordo com a concurrencia permanente, cujos documentos acompanharam o officio da Directoria Geral de Contabilidade desta Secretaria de Estado, n. 808, de 26 de maio ultimo.

A despesa deverá correr pela sub-consignação n. 4 — "Aquisição de aparelhos, etc.", da consignação "Material permanente", da verba 8.ª art. 14 da lei n. 4.911, de 12 de janeiro de 1925.

N. 841 — Tenho a honra de solicitar a V. Ex. as necessárias providencias afim de que, uma vez ordenado por esse tribunal o registro da despesa, sejam encaminhadas ao Thesouro Nacional, para o devido pagamento, as duas inclusas contas de Hime & Comp., na importancia total de 10:221\$258, ouro, equivalente a 42:254\$000, papel, conforme cambial emitida pelo Banco do Brasil e comunicada pelo officio da Directoria de Contabilidade do Thesouro Nacional, n. 1.288, de 18 de setembro de 1925, de fornecimento feito, no mesmo anno, á Estrada de Ferro Central do Brasil, de accordo com o contracto n. 47, oriundo de concurrencia publica.

A despesa deverá correr á conta da consignação — Material — Sub-consignação n. 7 — Outros materiaes, etc., da verba 6.ª, art. 14 da lei n. 4.911, de 12 de janeiro de 1925.

N. 842 — Tenho a honra de solicitar a V. Ex. as necessárias providencias afim de que, uma vez ordenado por esse tribunal o registro da despesa, seja encaminhada ao Thesouro Nacional, para o devido pagamento, a inclusa conta de Hime & Comp., na importancia de £ 241-10-0, equivalentes a 7:095\$880, conforme cambial emitida pelo Banco do Brasil e comunicada pelo officio da Directoria de Contabilidade do Thesouro Nacional, n. 1.560, de 11 de novembro de 1925, de fornecimento feito, no mesmo anno, á Estrada de Ferro Central do Brasil, de accordo com o contracto n. 46, oriundo de concurrencia publica.

A despesa deverá correr á conta da consignação — Material — Sub-consignação n. 7 — Outros materiaes, etc., da verba 6.ª, art. 14 da lei n. 4.911, de 12 de janeiro de 1925, empenho global n. 1.230.

N. 843 — Tenho a honra de solicitar a V. Ex. as necessárias providencias afim de que, uma vez ordenado por esse tribunal o registro da despesa, seja encaminhada ao Thesouro Nacional para o devido pagamento, a inclusa conta de Hime & Comp., na importancia de £ 105-13-4, equivalente a 3:365\$300, conforme cambial emitida pelo Banco do Brasil e comunicada pelo officio da Directoria de Contabilidade do Thesouro Nacional, n. 1.560, de

11 de novembro de 1925, de fornecimento feito, no mesmo anno, á Estrada de Ferro Central do Brasil, de accordo com o contracto n. 46, oriundo de concurrencia publica.

A despesa deverá correr á conta da consignação — Material — Sub-consignação n. 7 — Outros materiaes, etc., da verba 6.ª, art. 14 da lei n. 4.911, de 12 de janeiro de 1925, empenho numero 1.230.

N. 844 — Tenho a honra de solicitar a V. Ex. as necessárias providencias afim de que, uma vez ordenado por esse tribunal o registro da despesa, seja encaminhada ao Thesouro Nacional, para o devido pagamento, a inclusa conta de Hime & Comp., na importancia de réis 1:108\$230, ouro, equivalente a 3:910\$340, papel, conforme cambial emitida pelo Banco do Brasil e comunicada pelo officio da Directoria de Contabilidade Publica do Thesouro Nacional n. 1.589, de 19 de novembro de 1925, de fornecimento feito, no mesmo anno, á Estrada de Ferro Central do Brasil, de accordo com o contracto n. 43, oriundo de concurrencia publica.

A despesa deverá correr á conta da consignação — Material — Sub-consignação n. 7 — Outros materiaes, etc., da verba 6.ª, art. 14, da lei n. 4.911, de 12 de janeiro de 1925.

N. 845 — Tenho a honra de solicitar a V. Ex. as necessárias providencias afim de que, uma vez ordenado por esse tribunal o registro da despesa, seja encaminhada ao Thesouro Nacional, para o devido pagamento, as duas inclusas contas de Hime & Comp., na importancia de 1:361\$400, ouro, equivalentes a réis 4:850\$500, papel, de accordo com a cambial emitida pelo Banco do Brasil e comunicada pelo officio da Directoria de Contabilidade Publica do Thesouro Nacional n. 1.586, de 19 de novembro de 1925, de fornecimentos feitos, no mesmo anno, á Estrada de Ferro Central do Brasil, de accordo com o contracto numero 44, oriundo de concurrencia publica.

A despesa deverá correr á conta da consignação — Material — Sub-consignação n. 7 — Outros materiaes, etc., da verba 6.ª, art. 14, da lei n. 4.911, de 12 de janeiro de 1925.

N. 846 — Tenho a honra de solicitar a V. Ex. as necessárias providencias afim de que, uma vez ordenado por esse tribunal o registro da despesa, seja encaminhada ao Thesouro Nacional, para o devido pagamento, a inclusa conta de Hime & Comp., na importancia de réis 20:255\$600, de fornecimento feito, no anno proximo passado, á Estrada de Ferro Central do Brasil, de accordo com o contracto n. 13, oriundo de concurrencia publica.

A despesa deverá correr á conta da consignação — Material — Sub-consignação n. 7 — Outros materiaes, etc., da verba 6.ª, art. 14, da lei n. 4.911, de 12 de janeiro de 1925.

N. 847 — Tenho a honra de solicitar a V. Ex. as necessárias providencias afim de que, uma vez ordenado por esse tribunal o registro da despesa, sejam encaminhadas ao Thesouro Nacional, para o devido pagamento, as duas inclusas contas de Hime & Comp., na importancia de £ 560-18-6, equivalente a 17:880\$138, conforme cambial emitida pelo Banco do Brasil e comunicada pelo officio da directoria de Contabilidade do Thesouro Nacional n. 1.560, de 11 de novembro de 1925, de fornecimento feito, no mesmo anno, á estrada

de Ferro Central do Brasil, de accordo com o contracto n. 46, oriundo de concurrencia publica.

A despesa deverá correr á conta da consignação — Material — Sub-consignação n. 7 — Outros materiaes, etc., da verba 6.ª, art. 14 da lei n. 4.911, de 12 de janeiro de 1925, empenho global n. 1.230.

N. 848 — Tenho a honra de solicitar a V. Ex. as necessárias providencias afim de que, uma vez ordenado por esse tribunal o registro da despesa, seja encaminhada ao Thesouro Nacional, para o devido pagamento, a inclusa conta de Hime & Comp., na importancia de £ 131-5-0, equivalentes a 4:180\$050, conforme cambial emitida pelo Banco do Brasil e comunicada pelo officio da Directoria de Contabilidade do Thesouro Nacional n. 1.560, de 11 de novembro de 1925, de fornecimento feito, no mesmo anno, á Estrada de Ferro Central do Brasil, de accordo com o contracto numero 46, oriundo de concurrencia publica.

A despesa deverá correr por conta da consignação — Material — Sub-consignação n. 7 — Outros materiaes, etc., da verba 6.ª, art. 14 da lei n. 4.911, de 12 de janeiro de 1925, empenho global n. 1.230.

N. 849 — Tenho a honra de solicitar a V. Ex. as necessárias providencias afim de que, uma vez ordenado por esse tribunal o registro da despesa, seja encaminhada ao Thesouro Nacional, para o devido pagamento, a inclusa conta de Hime & Comp., na importancia de réis 2:160\$, de fornecimento feito, no anno proximo passado, á Estrada de Ferro Central do Brasil, de conformidade com o processo de concurrencia administrativa alli realizada e cujos documentos já foram remetidos a esse instituto com aviso do corrente mez.

A despesa deverá correr por conta da consignação — Material — Sub-consignação n. 7 — Outros materiaes, etc., da verba 6.ª, art. 14 da lei n. 4.911, de 12 de janeiro de 1925.

N. 866 — Tenho a honra de solicitar a V. Ex. as necessárias providencias afim de que, uma vez ordenado por esse tribunal o registro da despesa, seja encaminhada ao Thesouro Nacional, para o devido pagamento, a inclusa conta de Amaro da Silveira & Comp. Ltd., na importancia de 462:000\$ de fornecimento feito, no anno proximo passado, á Estrada de Ferro Noroeste do Brasil, de conformidade com o processo de concurrencia administrativa alli realizada e cujos documentos já foram remetidos a esse instituto com o aviso n. 865, do corrente mez.

A despesa foi classificada no n. II — Officinas e depositos de locomotivas, etc., da verba 2.ª, art. 14 da lei n. 4.911, de 12 de janeiro de 1925, para ser liquidada por obrigações ferroviarias a que se refere o decreto n. 16.842, de 24 de março do referido anno, em numero de 514 titulos á cotação provisoria de 900\$000.

Da cotação definitiva o Thesouro Nacional dará conhecimento a esse instituto, para o fim de ser feita a rectificação na deducção provisoria do fundo de obrigações ferroviarias, em virtude do presente aviso.

N. 867 — Tenho a honra de solicitar a V. Ex. as necessárias providencias afim de que, uma vez ordenado por esse tribunal o registro da despesa, sejam encaminhadas ao Thesouro Nacional, para

devido pagamento, as duas incluídas contas de Borlido Maia & Comp., na importância total de Rs. 432-1-8, equivalente a 13:760\$910, conforme cambial emitida pelo Banco do Brasil e comunicada pelo officio da Directoria de Contabilidade do Thesouro Nacional, n. 1.560, de 11 de novembro de 1923, de fornecimento feito, no mesmo anno, á Estrada de Ferro Central do Brasil, de accordo com o contracto n. 46, oriundo de concorrência publica.

A despesa deverá correr á conta da consignação — Material — Sub-consignação n. 7 — Outros materiaes, etc., da verba 6ª, art. 14 da lei n. 4.911, de 12 de janeiro de 1925, empenho global n. 1.227.

N. 868 — Tenho a honra de solicitar a V. Ex. as necessarias providencias, afim de que, uma vez ordenado por esse tribunal o registro da despesa, sejam encaminhadas ao Thesouro Nacional, para o devido pagamento, as tres incluídas contas de Borlido Maia & Comp., na importância total de R. B. 81.155,56, equivalente a 21:598\$600, de conformidade com a cambial emitida pelo Banco do Brasil e comunicada pelo officio n. 1.560, de 11 de novembro de 1923, fornecimentos feitos, no mesmo anno, á Estrada de Ferro Central do Brasil, de accordo com o contracto n. 16, oriundo de concorrência publica.

A despesa deverá correr á conta da consignação — Material — Sub-consignação n. 7 — Outros materiaes, etc., da verba 6ª, art. 14 da lei n. 4.911, de 12 de janeiro de 1925, empenho global n. 1.238.

N. 869 — Tenho a honra de solicitar a V. Ex. as necessarias providencias, afim de que, uma vez ordenado por esse tribunal o registro da despesa, seja encaminhada ao Thesouro Nacional, para o devido pagamento, a incluída conta de Borlido Maia & Comp., na importância de 235\$853, ouro, equivalente a réis 878\$100, papel, de accordo com a cambial emitida pelo Banco do Brasil e comunicada pelo officio n. 1.667, de 1 de dezembro de 1925, de fornecimento feito, no mesmo anno á Estrada de Ferro Central do Brasil, de accordo com o contracto n. 48, oriundo de concorrência publica.

A despesa deverá correr á conta da consignação — Material — Sub-consignação n. 7 — Outros materiaes, etc., da verba 6ª, art. 14 da lei n. 4.911, de 12 de janeiro de 1925, empenho global n. 1.311.

N. 870 — Tenho a honra de solicitar a V. Ex. as necessarias providencias afim de que, uma vez ordenado por esse tribunal o registro da despesa, sejam encaminhadas ao Thesouro Nacional, para o devido pagamento, as duas incluídas contas de Silveira, Fontenelle & Comp., de serviços executados, no anno proximo passado, para a Estrada de Ferro Central do Brasil, de accordo com o art. 246, letra b, do Regulamento de Contabilidade Publica.

A despesa foi classificada no n. II, "Officinas e depositos de locomotivas, etc.", da verba 2ª, art. 14 da lei numero 4.911, de 12 de janeiro de 1925, para ser liquidada por obrigações ferroviarias a que se refere o decreto numero 16.842, de 24 de março do referido anno, em numero de 90 titulos á cotação provisoria de 900\$000.

Da cotação definitiva o Thesouro Nacional dará conhecimento a esse instituto, para o fim de ser feita a rectifi-

cação na deducção provisoria em o fundo de obrigações ferroviarias, em virtude do presente aviso.

N. 871 — Tenho a honra de solicitar a V. Ex. as necessarias providencias afim de que, uma vez ordenado por esse tribunal o registro da despesa, sejam encaminhadas ao Thesouro Nacional, para o devido pagamento, as duas incluídas contas de Silveira, Fontenelle & Comp., na importância total de 18:385\$736, de fornecimentos feitos no anno proximo passado, á Estrada de Ferro Central do Brasil, de accordo com o art. 246, letra b, do Regulamento de Contabilidade Publica.

A despesa deverá correr á conta da consignação "Material — N. 3. Accessorios para material rodante e de tracção", da verba 6ª, art. 14 da lei n. 4.911, de 12 de janeiro de 1925.

N. 872 — Tenho a honra de solicitar a V. Ex. as necessarias providencias afim de que, uma vez ordenado por esse tribunal o registro da despesa, seja encaminhada ao Thesouro Nacional, para o devido pagamento, a incluída conta de Joaquim Alves Nogueira, na importância de 78:930\$, de fornecimento feito, no anno passado, á Estrada de Ferro Central do Brasil, de accordo com o contracto n. 7, oriundo de concorrência publica.

A despesa deverá correr á conta da consignação "Material", sub-consignação n. 6, "Combustivel para machinas, officinas, etc.", da verba 6ª, art. 14 da lei n. 4.911, de 12 de janeiro de 1925.

N. 820 — Tenho a honra de solicitar a V. Ex. as necessarias providencias afim de que, uma vez ordenado por esse tribunal o registro da despesa, seja encaminhada ao Thesouro Nacional, para o devido pagamento, a incluída conta de A. J. Ferreira Leal, na importância de 58:021\$, de fornecimento feito em 1925, á Inspectoria de Aguas e Esgotos de accordo com a concorrência administrativa, cujos documentos acompanharam o officio da mesma inspectoria n. 767, de 11 de maio do mesmo anno.

A despesa deverá correr por conta da consignação «Material — Permanentes», sub-consignação n. 1 «Carros, accessorios para canalizações, da verba 20ª, 1ª parte, art. 14, da lei n. 4.911, de 12 de janeiro de 1925.

N. 819 — Tenho a honra de solicitar a V. Ex. as necessarias providencias afim de que, uma vez ordenado por esse tribunal o registro da despesa, seja encaminhada ao Thesouro Nacional, para o devido pagamento, a incluída conta de Soares de Sampaio & Comp., Ltd., na importância de réis 58:000\$, de fornecimento feito no anno proximo passado á Estrada de Ferro Rio d'Ouro, de accordo com o respectivo contracto lavrado em virtude de concorrência publica.

A despesa deverá correr por conta da consignação «Material — Permanentes», sub-consignação n. 2 «Accessorios etc.», da verba 20ª, 2ª parte, art. 14, da lei n. 4.911, de 12 de janeiro de 1925.

N. 818 — Tenho a honra de solicitar o necessario registro desse tribunal afim de que, no Thesouro Nacional, sejam pagas as tres incluídas contas do Gemina Storino Santoro, na importância total de 4:630\$080, de fornecimentos feitos, em 1925, á Estrada de Ferro Central do Brasil, em virtude do contracto celebrado mediante concorrência publica.

A despesa está subordinada á consignação «Material», sub-consignação n. 1

«Trilhos, dormentes, etc.», da verba 6ª, «Estrada de Ferro Central do Brasil», art. 14, da lei n. 4.911, de 12 de janeiro de 1925, empenho global n. 352.

N. 817 — Tenho a honra de solicitar a V. Ex. as necessarias providencias afim de que, uma vez ordenado por esse tribunal o registro da despesa, seja encaminhada ao Thesouro Nacional, para o devido pagamento, a incluída conta de M. Almeida & Comp., na importância de 2:618\$, de fornecimento feito, no anno proximo passado, de accordo com o processo de concorrência administrativa, annexa.

A despesa deverá correr á conta do credito aberto pelo decreto n. 16.692, de 26 de novembro de 1924.

N. 816 — Tenho a honra de solicitar a V. Ex. as necessarias providencias afim de que, uma vez ordenado por esse tribunal o registro da despesa, seja encaminhada ao Thesouro Nacional para o devido pagamento, a incluída conta de Mestre & Blafgé, na importância de réis 18:000\$, de fornecimento feito no anno proximo passado, á Inspectoria de Aguas e Esgotos, nos termos da letra b, do artigo 246, do Regulamento Geral de Contabilidade Publica.

A despesa deverá correr por conta da consignação «Material — Obras Novas», sub-consignação n. 2, «Para dar cumprimento ao disposto no n. XXXVII, etc.», da verba 20ª, 3ª parte, art. 14, da lei n. 4.911, de 12 de fevereiro de 1925.

N. 815 — Tenho a honra de solicitar a V. Ex. as necessarias providencias afim de que, uma vez ordenado por esse tribunal o registro da despesa, sejam encaminhadas ao Thesouro Nacional, para o devido pagamento, as duas incluídas contas de Fonseca, Almeida & Comp., na importância total de réis 4:735\$200, de fornecimentos feitos, no anno proximo passado, á Estrada de Ferro Central do Brasil, de accordo com o contracto n. 31, oriundo de concorrência publica.

A despesa deverá correr á conta da consignação «Material», sub-consignação n. 7, «Outros materiaes, etc.», da verba 6ª, art. 14, da lei n. 4.911, de 12 de janeiro de 1925.

O Banco Nacional Ultramarino tem procuração para o recebimento da importância acima referida.

N. 814 — Tenho a honra de solicitar a V. Ex. as necessarias providencias afim de que, uma vez ordenado por esse tribunal o registro da despesa, seja encaminhada ao Thesouro Nacional, para o devido pagamento, a incluída conta de Fonseca, Almeida & Comp., na importância de 26:604\$, de fornecimento feito, no anno proximo passado, á Estrada de Ferro Central do Brasil, de accordo com o art. 246, letra b, do Regulamento de Contabilidade Publica.

A despesa foi classificada no n. II, «Officinas e depositos de locomotivas, etc.», da verba 2ª, art. 14, da lei numero 4.911, de 12 de janeiro de 1925, para ser liquidada por obrigações ferroviarias a que se refere o decreto numero 16.842, de 24 de março do mesmo anno, em numero de 30 titulos á cotação provisoria de 900\$000.

Da cotação definitiva o Thesouro Nacional dará conhecimento a esse instituto para o fim de ser feita a rectificação na deducção provisoria do fundo de obrigações ferroviarias, em virtude do presente aviso.

O Banco Nacional Ultramarino tem procuração para o recebimento da importância acima referida.

N. 813 — Tenho a honra de solicitar a V. Ex. as necessárias providências, afim de que, uma vez ordenado por esse tribunal o registro da despesa, seja encaminhada ao Thesouro Nacional, para o devido pagamento, a inclusa conta de Amaro da Silveira & Comp., Ltd., na importância de 46:948\$148, ouro, equivalente a 1:8:692\$500, papel, conforme cambial emitida pelo Banco do Brasil e comunicada pelo officio da Directoria de Contabilidade do Thesouro Nacional n. 1.772, de 28 de dezembro de 1925, junto por cópia, de fornecimento feito, no mesmo anno, á Estrada de Ferro Central do Brasil, de conformidade com o processo de concorrência administrativa alli realzada, e cujos documentos já foram remetidos a esse instituto com o aviso n. 684, de 13 do corrente mez.

A despesa foi classificada no n. II — Officinas e depósitos de locomotivas, etc. — da verba 24ª, art. 14 da lei numero 4.911, de 12 de janeiro de 1925, para ser liquidada por obrigações ferroviárias a que se refere o decreto numero 16.482, de 24 de março do referido anno, em numero de 199 títulos á cotação provisoria de 900\$000.

Da cotação definitiva, o Thesouro Nacional dará conhecimento a esse instituto para o fim de ser feita a rectificação na deducção provisoria do fundo de obrigações ferroviárias, em virtude do presente aviso.

N. 865 — Tenho a honra de solicitar a V. Ex. as necessárias providências, afim de que, uma vez ordenado por esse tribunal o registro da despesa, seja encaminhada ao Thesouro Nacional, para o devido pagamento, a inclusa conta de Amaro da Silveira & Comp., Ltd., na importância de 499:116\$771 de fornecimento feito, no anno proximo passado, á Estrada de Ferro Noroeste do Brasil, de accordo com o processo de concorrência administrativa, anexo.

A despesa deverá correr á conta do credito aberto pelo decreto n. 16.510, de 25 de junho de 1924.

N. 850 — Tenho a honra de solicitar a V. Ex. as necessárias providências, afim de que, uma vez ordenado por esse tribunal o registro da despesa, seja encaminhada ao Thesouro Nacional, para o devido pagamento, a inclusa conta da Prefeitura do Districto Federal, an importância de 250:000\$ de serviço de reposição de calcanços executados no anno proximo passado, por conta da Inspectoria de Aguas e Esgotos.

A despesa deverá correr por conta da consignação "Material — Diversas despesas", sub-consignação n. 14, "Reconstrução de calcanço", da verba 20ª, 1ª parte, art. 14 da lei n. 4.911, de 12 de janeiro de 1925.

N. 851 — Tenho a honra de solicitar a V. Ex. providências, afim de que, uma vez concedido o registro da despesa por esse tribunal, sejam encaminhadas ao Thesouro Nacional, para o devido pagamento, á Companhia Brasileira de Electricidade — Siemens Schuckert S. A., as duas incluidas contas, nas importâncias de 33:209\$000, ouro, e 85:445\$600, ouro, respectivamente correspondentes a 126:402\$600 e 308:827\$360, conforme cambiais tomadas pelo Ministerio da

Fazenda á vista dos officios ns. 1.781 e 1.472, de 28 de dezembro e 26 de outubro do anno passado, do Director de Contabilidade do Thesouro Nacional, juntos por cópia, provenientes de fornecimentos feitos, no mesmo anno, á Estrada de Ferro Central do Brasil, em virtude de concorrência administrativa e contracto registrado em sessão de 30 de dezembro ultimo, desse tribunal.

A despesa, na importância total de 432:730\$040, que foi devidamente empenhada sob os ns. 1.136 e 1.196, corre á conta de sub-consignação n. 3 — Accessorios para material rodante e de tracção, da consignação Material — I — Material permanente, da verba 6ª do artigo 14 da lei n. 4.911, de 12 de janeiro de 1925.

N. 852 — Tenho a honra de solicitar a V. Ex. as necessárias providências, afim de que uma vez ordenado por esse tribunal o registro da despesa sejam encaminhadas ao Thesouro Nacional, para o devido pagamento, as incluidas contas de Borlido Maia & Comp., na importância de 18500 e do Dias Garcia & Comp., na de 908\$, de material fornecido á Inspectoria de Aguas e Esgotos, no anno proximo passado, de accordo com o contracto lavrado em 28 de fevereiro do mesmo anno, em virtude de concorrência publica.

A despesa deverá correr pela verba 20ª, art. 14 da lei n. 4.911, de 12 de janeiro de 1925, 3ª parte — Obras novas — Consignação Pessoal e Material Sub-consignação n. 2 — Para dar cumprimento ao disposto no n. XXXVIII do art. 201 da lei n. 4.793, de 7 de janeiro de 1924.

N. 853 — Tenho a honra de solicitar o necessario registro desso tribunal, afim de que, no Thesouro Nacional, seja paga a inclusa conta de Brenno & Comp., na importância de 219\$ de fornecimento feito, em 1925, á Estrada de Ferro Central do Brasil, em virtude de contracto celebrado mediante concorrência publica.

A despesa está subordinada á consignação "Material", sub-consignação n. 7, "Outros materiaes, etc.", da verba 6ª, n. 7 — Central do Brasil — art. 14 da lei n. 4.911, de 12 de janeiro daquello anno, empenho global n. 889.

N. 854 — Tenho a honra de solicitar a V. Ex. as necessárias providências afim de que, uma vez ordenado por esse Tribunal o registro da despesa, seja encaminhada ao Thesouro Nacional, para o devido pagamento, a inclusa conta de Brenno & Comp., na importância de 300\$, de fornecimento feito, no anno proximo passado, á Estrada de Ferro Central do Brasil, mediante processo de concorrência administrativa.

A despesa deverá correr á conta da consignação "Material", sub-consignação n. 4, "Machinas, ferramentas, etc.", da verba 6ª, art. 14 da lei n. 4.911, de 12 de janeiro de 1925.

N. 855 — Tenho a honra de solicitar a V. Ex. as necessárias providências afim de que, uma vez ordenado por esse Tribunal o registro da despesa, seja encaminhada ao Thesouro Nacional, para o devido pagamento, a inclusa conta de Souza Baptista & Comp., na importância de 5:368\$800, de material fornecido á Estrada de Ferro Central do Brasil, no

anno proximo findo, de accordo com o contracto n. 27, oriundo de concorrência publica.

A despesa, deverá correr pela sub-consignação n. 7, "Outros materiaes, etc.", da consignação "Material", da verba 6ª, art. 14 da lei n. 4.911, de 12 de janeiro de 1925.

N. 856 — Tenho a honra de solicitar a V. Ex. as necessárias providências afim de que, uma vez ordenado por esse Tribunal o registro da despesa, seja encaminhada ao Thesouro Nacional, para o devido pagamento, a inclusa conta de Amadeu Macedo & Comp., na importância de 198:840\$, de material fornecido á Estrada de Ferro Central do Brasil, no anno proximo findo, de accordo com o contracto n. 24, oriundo de concorrência publica.

A despesa deverá correr pela sub-consignação n. 7, "Outros materiaes, etc.", da consignação "Material", da verba 6ª, art. 14 da lei n. 4.911, de 12 de janeiro de 1925.

N. 857 — Tenho a honra de solicitar a V. Ex. as necessárias providências afim de que, uma vez ordenado por esse Tribunal o registro da despesa, sejam encaminhados ao Thesouro Nacional os incluidos documentos referentes ao pagamento da importância de 348:431\$911, ao engenheiro Oclavio Correia Lima, correspondente ao resumo da quarta medição provisoria dos trabalhos executados no mez de dezembro ultimo, relativos a serviços de terraplenagem, obras d'arte e edificio da estação de Varzea, da Estrada de Ferro Therzopolis, cuja autorização foi concedida por este ministerio, de accordo com o art. 22 da lei n. 4.911, de 12 de janeiro de 1925.

A despesa deverá correr por conta do credito aberto pelo decreto n. 16.462, de 7 de janeiro de 1924.

N. 858 — Tenho a honra de solicitar a V. Ex. as necessárias providências afim de que, após o devido registro por esse tribunal, sejam encaminhadas ao Thesouro Nacional, para o devido pagamento, as incluidas contas, na importância de 830\$ e 500\$, de Candida Macedo Soares de Mattos e Maria Lopes da Cunha Macieira, provenientes de alugueis de predios occupados por escriptorio e depósitos da Inspectoria de Aguas e Esgotos, de accordo com os empenhos numeros 8-C e 29-C, de 1925.

A despesa, na importância total de 1:330\$, deverá correr por conta da verba 20ª, art. 14, da lei n. 4.911, de 12 de janeiro de 1925, 1ª parte, consignação "Material — III. Diversas despesas", sub-consignação n. 13, "Alugueis de predios para escriptorios e depósitos".

N. 859 — Tenho a honra de solicitar a V. Ex. as necessárias providências afim de que, uma vez ordenado por esse tribunal o registro da despesa, sejam encaminhadas ao Thesouro Nacional, para o devido pagamento, as quatro incluidas contas de José Mercadante & Comp., na importância de 96:177\$821, de fornecimentos feitos no anno proximo passado á Estrada de Ferro Central do Brasil, de accordo com o contracto n. 24, oriundo de concorrência publica.

A despesa deverá correr á conta da consignação "Material", sub-consignação n. 7, "Outros materiaes, etc.", da verba 6ª, art. 14 da lei n. 4.911, de 12 de janeiro de 1925, empenho global n. 849.

Directoria Geral dos Correios**SUB-DIRECTORIA DO EXPEDIENTE***Requerimentos despachados*

Arlindo Machado Rosa, servente de primeira classe da directoria, pedindo licença. — Submetta-se a inspecção do chefe.

Estrada de Ferro Central do Brasil*Requerimentos despachados*

Dia 26 de março de 1926

Alberto Garcia Bueno e Zeferino Alves Pereira, pedindo licença. — Concedo um mez com ordenado.

Fernando Pires Sampaio, Elias José de Oliveira, Francisco Rodrigues, Luiz Rodrigues Pereira e Valentim Jorge de Souza, idem, idem. — Idem, idem com dois terços da diaria.

Francisco Pinto, idem, idem. — Idem, idem com um terço da diaria.

Pedro Celestino, pedindo indemnização. — Pague-se a quantia de 140\$, correndo a indemnização por conta do empregado abaixo indicado.

Manoel Montinho Maia e Fontenelle & Comp., Ltd., pedindo certidão. — Certifique-se.

Fontenelle & Comp., Ltd., pedindo dispensa de pagamento de armazenagem. — Entregue-se a expedição, cobrando-se a armazenagem reduzida de 50%, tendo em vista as informações da firma requerente.

Herm. Stoltz, pedindo certificado de análise. — Entregue-se a 1ª via mediante recibo.

Telles & Fontes, pedindo entrega de volumes. — Entregue-se, mediante pagamento das respectivas despesas.

Francisco Fernandes Sobrinho. — Sim, nos termos da minuta inclusa.

Francisco Xavier de Oliveira, pedindo readmissão. — Attendido, de accordo com o parecer da 4ª Divisão.

The Rio de Janeiro Flour Mills & Granaries Ltd., pedindo restituição de caução. — Idem, em vista do parecer da 4ª Divisão.

Olympio Nesio da Costa, pedindo readmissão. — Idem, á vista da informação.

Quintino Ferreira do Nascimento, idem, idem. — Idem, como extranumerario, de accordo com a informação.

Canuto Guimarães, pedindo o lugar de despachante. — Deferido.

Antunes, Leite, Pinto & Comp., pedindo concessão de desvio. — Idem. Lavre-se o termo, de accordo com a minuta inclusa.

Alfredo Rocha, pedindo autorização para instalar um varejo de caldo de canna na plataforma da estação de Villa Militar. — Indeferido.

Alexandre Martins & Comp. e Vianna & Comp., pedindo restituição de caução; Manoel Sadock Salles de Campos, pedindo restituição de documentos; Dr. Attila Lenguer Portugal, pedindo renovação de contracto; Manoel Jorge da Costa, pedindo pagamento. — Compareçam á Secretaria.

Manoel Campos Tavares, pedindo colação. — Complete o sello.

Antonio Rodrigues, idem, idem; Sebastião Rodrigues Alves, pedindo readmissão. — Completem o sello dos annexos.

Isquene Corrêa Lima, pedindo restituição da importância de 125\$00. — Complete o sello.

Compareçam á Secretaria os Srs. Benjamim Pinheiro, Leonidio Gomes e Raul Ignacio de Andrade, pedindo certidão.

Ministerio da Agricultura, Industria e Commercio

Directoria Geral de Agricultura*Segunda secção***EXPEDIENTE DO SR. MINISTRO**

Dia 25 de março de 1926

Avisos:

Sr. Dr. Pedro Pages, presidente da Sociedade Rural Argentina:

N. 75. — Tenho a honra de acusar o recebimento do officio de V. Ex. de 22 de fevereiro ultimo datado, transmittindo-me o convite feito ao avicultor brasileiro Manoel José Soares para que, na qualidade de hôte da Sociedade Rural Argentina vá a essa Capital afim de servir como jurado na Seção de Avicultura da Primeira Exposição Internacional de Productos de Granja que será levada a effeito em Palermo a 12 de abril proximo.

Tenho a grata satisfação de declarar a V. Ex. que "quelle a i ultor patricio aceita, com prazer e desvanecimento, a distincção que lhe foi conferida e que, sal o caso imprevisto de força maior, estará em Buenos Aires a tempo de tomar parte nos trabalhos do Jury de Recompensas do importante certamen agro-pecuario promovido por essa benemerita sociedade.

Fazendo votos pelo exito da Primeira Exposição Internacional de Productos de Granja, sirvo-me do ensejo para apresentar a V. Ex. os protestos de minha elevada estima e distincta consideração.

— Sr. prefeito do Districto Federal:

N. 76. — A Sociedade Rural Argentina, por intermedio do ministerio a meu cargo, convidou o fiscal da Limpeza Publica do Districto Federal Manoel José Soares para ir a Buenos Aires afim de servir alli como jurado da seção avicola da Primeira Exposição Internacional de Productos de Granja, concurso de vacas leiteiras e exposição-feira de sementes seleccionadas.

Sendo manifeste a conveniencia de se corresponder a gentil sa desse convite sem duvida honrosa e lisonjeira para o nosso paiz, tenho a honra de solicitar a V. Ex. as necessarias providencias no sentido de ser, com urgencia e para aquelle fim especial, posto o referido funcionario á disposição deste ministerio, sem prejuizo dos vencimentos do seu cargo na Prefeitura pelo prazo de 60 dias, sufficiente para o desempenho da commissão de que vae ser incumbido.

Contanto com a sua aquiescencia e aguardando sua prompta resposta, sirvo-me do ensejo para reiterar a V. Ex. os protestos de meu elevado apreço e distincta consideração.

— Sr. Dr. Pedro Pages, presidente da Sociedade Rural Argentina:

N. 77. — Tenho a honra de acusar o recebimento do officio de V. Ex. datado de 10 de fevereiro ultimo, no qual se dignou communicar-me a realização em Buenos Aires da Primeira Exposição Internacional de Productos de Granja e transmittir-me o convite da commissão directora dessa benemerita sociedade, officialmente, ao importante certamen.

Agradecendo a V. Ex. e á commissão directora a gentileza do convite e do offerecimento de espaço gratuito para collocação dos productos brasileiros, lamento sinceramente que a escassez de tempo não permitia, como seria de meu desejo, o com-

parecimento do Brasil á referida exposição.

Faendo votos pelo completo exito do certamen para que cada vez mais se estreitem os vinculos de amizade que unem os nossos paizes, sirvo-me do ensejo para apresentar a V. Ex. os protestos de minha muito distincta consideração.

EXPEDIENTE DO SR. MINISTRO

Dia 24 de março de 1926

Officios:

Sr. director geral do Serviço de Industria Pastoral:

N. 431. — Communico-vos, para os devidos effeitos e em resposta ao vosso officio n. 95, de 23 do corrente, haver o Sr. ministro arbitrado em 6:000\$, a ajuda de custo que resol em conceder ao Sr. Manoel José Corrêa, como auxilio para o desempenho da incumbencia que lhe foi commettida por S. Ex. de representar este ministerio na qualidade de juiz do Jury de Recompensas da Primeira Exposição Internacional de Productos de Granja a realisar-se em Buenos Aires no dia 12 de abril proximo.

Communico-vos, outrossim, haver sido, nesta data expedido aviso ao Sr. prefeito do Districto Federal nos termos da solicitação constante do vosso referido officio.

— Sr. director da estação D. Pedro II da Estrada de Ferro Central do Brasil:

N. 439. — Solicito-vos, de ordem do Sr. ministro, as necessarias providencias no sentido de ser concedida uma passagem de 1ª classe, ida e volta desta Capital a São Paulo ao funcionario do Serviço Geologico e Mineralogico, servindo nesta directoria geral, José C. Monteiro de Souza, correndo as despesas por conta deste ministerio.

— Sr. director do Aprendizado Agrícola de Satuba:

N. 439. — Communico-vos, para os fins convenientes, que por portaria de 13 do corrente e de accordo com o art. 8º n. 1, do decreto n. 14.663, de 1 de fevereiro de 1921, foram concedidos tres mezes de licença, para tratamento de saude, ao director desse Aprendizado, Antonio Silvestre Barbosa, a contar de 1º do mesmo mez.

Directoria Geral de Contabilidade*Primeira secção***EXPEDIENTE DO SR. MINISTRO**

Dia 25 de março de 1926

Avisos:

Ao Sr. ministro presidente do Tribunal de Contas:

N. 1.033,1 — Solicitaram-se providencias afim de serem pagas, no Thesouro Nacional, as seguintes quantias:

De 12:000\$ á Sociedade Brasileira de Medicina Veterinaria, para satisfazer as despesas decorrentes da realização de uma exposição-concurso de animaes nascidos e criados nos estabelecimentos zootecnicos deste ministerio.

N. 1.034,1 — De 1:180\$ ao Dr. Accacio Manoel de Campos França, director da Escola de Aprendizes Artifices da Bahia, por serviços prestados fóra da sede de sua repartição nos mezes de janeiro e fevereiro do corrente anno.

N. 1.035,1 — De 630\$ ao Dr. Sylvio Olinto de Oliveira, engenheiro architecto sanitario da Directoria Geral do Serviço de Industria Pastoral, servindo na Remodelação do En-

sino Profissional Technico relativa a 35 diarias a que fez jus no periodo de 1 de fevereiro a 7 de março corrente.

N. 1.036,1—De 17:212\$500, a Missão Saleziana do Araguaia, de Matto Grosso, como auxilio que compete no corrente anno á referida Missão.

N. 1.037,1—De 4:000\$000, a João, Timotheo da Costa, proveniente de execução e fornecimento de quatro retratos a esta Secretaria de Estado, em 1925.

N. 1.038,1—De 625\$000, a Willmann, Xavier & Cia., proveniente de trabalhos executados no corrente anno, em proveito deste ministerio, de accordo com a concurrencia administrativa realizada nesta Secretaria de Estado, em 2 de fevereiro ultimo.

N. 1.039,1—De 41:310\$000, a Missão Saleziana de Matto Grosso, como auxilio que compete, no corrente anno, á referida Missão.

N. 1.040,1—De 10:000\$ como auxilio, á Sociedade Agricola Pastoral Pedritense, para a realização de uma Exposição Feira Agro Pecuaria.

N. 1.041,1—De 20:655\$, a Escola de Agronomia e Veterinaria de Estado do Pará, como auxilio que compete, no corrente anno, á referida escola.

Solicitando providencias no sentido de ser distribuido o credito:

N. 1.042,1—De 9:774\$192, ao Thesouro Nacional, para pagamento da gratificação ao contratado deste ministerio, Sr. Pedro Marques, no periodo de 8 de março a 31 de dezembro do corrente anno, á razão de réis 1:000\$ mensaes.

N. 1.643,1—De 500\$, á Delegacia Fiscal no Estado de Goyaz, destinado a attender a despesas da Escola de Aprendizes Artífices do referido Estado.

Ao Sr. ministro da Fazenda:

N. 1.044,1—Transmite o processo de pagamento, na importancia total de 443\$032, de que é credora The Rio de Janeiro Tramway, Light & Power Co., proveniente de fornecimento de energia electrica á Escola Normal de Artes e Officios Wenceslau Braz em 1920.

N. 1.045,1—Transmite o processo de divida de exercicios findos sob o n. 3.884, na importancia de 1:001\$000, de que é credor Nabuchodonozor José Ruiz, auxiliar da Directoria do Serviço de Inspeção e Fomento Agricolas.

N. 1.046,1—Transmite o processo de divida de exercicios findos sob o n. 3.704, na importancia de 945\$500, de que é credora Maria de Lourdes Stelling, auxiliar da Directoria do Serviço de Inspeção e Fomento Agricolas.

EXPEDIENTE DO SR. DIRECTOR GERAL

Dia 25 de março de 1926

Officios:

Sr. director do Serviço de Informaçoes:

N. 1.047,1—Communica haver o Sr. ministro resolvido que não pôde ser autorizada a despesa com o apparelio telephonico tratado no officio n. 123, uma vez que a sub-consignação propria desse Serviço não a comporta.

N. 1.048,1—Communica haver o Sr. ministro resolvido autorizar esse Serviço a tomar, no corrente anno, 10 assignaturas da revista Vida Domestica, na importancia total de 400\$000.

Sr. director da Estação Geral de Experimentação do Rio Grande do Sul:

N. 1.049,1—Communica haver o Sr. ministro resolvido arbitrar em 30\$ a diaria do contratado Ivar Beckmann, á quem se terá direito quando em serviço fora do Estado do Rio Grande do Sul.

N. 1.050,1—Communica haver o Sr. ministro resolvido aprovar o plano dos trabalhos e as medidas constantes do officio n. 8, de 30 de janeiro ultimo.

Sr. director da Estação Experimental de Trigo em Ponta Grossa—Estado do Paraná:

N. 1.051,1—Declara haver o Sr. ministro resolvido manter no exercicio de 1926 a diaria de 25\$ que era abonada ao director dessa estação pelos serviços fora da sede.

Sr. director do Observatorio Nacional:

N. 1.052,1—Communica para os fins convenientes que o caso referido constitue uma das excepções á regra da quota duodecimal, não estando, portanto comprehendida na exigencia da circular n. 1.701, de 28 de janeiro ultimo.

Sr. director geral do Serviço de Povoamento:

N. 1.053,1—Communica haver o Sr. ministro resolvido conceder ao professor José Vicente de Souza a ajuda de custo correspondente a dois mezes de vencimentos, por ter sido transferido para o Patronato Agricola Pereira Lima.

N. 1.054,1—Communica haver o Sr. ministro resolvido conceder ao director do Patronato Agricola de Barracão, no Estado da Bahia, Juvenal Pinheiro Marques Canario, a ajuda de custo correspondente a tres mezes de vencimentos, arbitrando as diarias em 20\$, por haver sido designado para servir no Patronato Agricola Pereira Lima.

Segunda secção

EXPEDIENTE DO SR. DIRECTOR GERAL

Dia 25 de março de 1926

Officios:

Sr. director do Serviço de Inspeção e Fomento Agricolas:

N. 4.552—Remette sete exemplares das circulares pedidas.

Sr. director da 3ª Directoria do Tribunal de Contas:

N. 4.562—Remette o conhecimento do Thesouro Nacional relativo ao recolhimento da quantia de 61\$300, proveniente do saldo verificado no processo n. 15.533, da comprovação do adiantamento de 2:500\$, feito ao Sr. Manoel Cuello, em virtude do aviso n. 723, de 20 de fevereiro de 1924.

Sr. director de Contabilidade do Thesouro Nacional:

N. 4.572—Communica haver o Sr. Carlos Delgado de Carvalho apresentado, em 23 de março corrente, os documentos da comprovação da applicação dada ao adiantamento da quantia de 10:000\$, que recebeu no dia 14 de novembro ultimo em virtude do aviso n. 3.935,1, de 11 de novembro de 1925.

Sr. director da Escola de Aprendizes Artífices no Estado de Minas Geraes:

N. 4.582—Em resposta ao officio n. 440, de 8 de março corrente, comunica que o officio n. 705,2, de 25 de julho do anno proximo passado, não declarou ser obrigatorio, nas escolas de Aprendizes Artífices, a residencia dos respectivos directores, mas apenas transmittiu ao director da Escola de Aprendizes em Santa Catharina o resumo da relação enviada pelo Ministerio da Fazenda para o effeito da cobrança dos alugueis de proprios nacionaes occupados pelos funcionarios da referida escola.

Essa relação teve por base a enviada por aquelle director e de que consta a sua residencia no edificio da escola por determinação do Sr. ministro.

De accordo com o n. 5 da circular n. 892, de 21 de janeiro do corrente anno, deverá determinar qual o funcionario que, pela natureza do serviço, é obrigado a residir na escola, afim de vigiar os bens na mesma existentes; mas, tendo em vista o aviso-circular n. 1, de 15 de outubro de 1925, da Directoria Geral de Industria e Commercio, que não permite que os directores ou outros funcionarios das escolas de Aprendizes Artífices residam nos respectivos edificios ou em suas dependencias, lhe cumpre propôr ao Sr. ministro a designação do funcionario que, segundo o seu entender, tenha de ser incumbido da referida vigilancia.

Terceira secção

EXPEDIENTE DO SR. MINISTRO

Requerimento despatchado

Dia 25 de março de 1926

Sociedade Industrial Cimento Monte Libano, pedindo pro idencias no sentido de ser declarado ao Thesouro Nacional que as apolices dadas como caução de seu contracto pertencem ao Sr. Bernardo José Gomes. (D. C. 2.996-1926). — Indeferido. As averbações que, por ventura, as duas partes interessadas — a «Companhia» e o Sr. Bernardo José Gomes — tenham por necessarias, devem ser promovidas perante o proprio Thesouro Nacional.

EXPEDIENTE DO SR. DIRECTOR

Dia 25 de março de 1926

Officios:

Sr. ministro presidente do Tribunal de Contas:

N. 1.043—Tenho a honra de vos remetter, para a competente annotação, conforme tem feito esse Tribunal em casos analogos, duas cópias authenticas de cada uma das portarias de rescisão dos contractos celebrados neste ministerio, respectivamente, com o Sr. Gino Oliva, para servir na qualidade de tecnico de sericicultura da Estação Sericicola de Barbacena; com o Sr. José Carlos Macdonald, para servir na qualidade de instructor agricola deste departamento; com D. Wilma Kastner, para servir na qualidade de mesira de economia domestica de estabelecimentos de ensino de artes e officios, e com o Sr. Eduardo de Urzedo Rocha, para servir na qualidade de auxiliar dos trabalhos de desenho e reprodução de marcas de animaes do Serviço de Industria Pastoral.

As alludidas portarias acham-se publicadas no *Diario Official* de 21 do corrente. As respectivas notificações de rescisão foram feitas por avisos ns. 693, 813 e 833, de 6 do mez corrente, e em virtude do officio n. 853, da mesma data; tendo sido todos estes actos publicados no *Diario Official* de 7 do mesmo mez, ppags. 5.349 e seguintes.

Sr. director da Despesa Publica do Thesouro Nacional:

N. 1.053—Transmite o titulo, acompanhado do processo de reversão da pensão que compete a D. Guionar Beron Falci, na qualidade de filha legitima da pensionista Maria Delina Beron, fallecida em 2 de janeiro de 1925, passando a assignar-se Guionar Beron Falci, visto haver contrahido, em 7 de fevereiro de 1925, casamento com José Falci, conforme consta do alludido titulo.

N. 1.055—Communica o deferimento do requerimento em que Francisco Jardim, ex-

Secretario da Directoria do Serviço de Inspeção e Fomento Agricolas, pede para continuar a contribuir para o montepio dos funcionarios publicos civis.

Directoria Geral da Propriedade Industrial

EXPEDIENTE DO SR. DIRECTOR GERAL

Dia 25 de março de 1926

Société D'Exploitation des Brevets Holtorp S. A., Walter Everett Molins, Gregorio Gonslaves do Castro Mascarenhas (dous requerimentos), Fritz Polak, Dr. Ruggiero Nesi, Companhia de Charutos Dannemann, Vito Polydoro, Brown & Polson, Limited, Nery & Vastas, Hannoverische Gummiwerke «Excelsior» Aktien Gesellschaft (dous requerimentos), Cable Makers' Association e Cementa Svenska Cementfabriknings Aktiebolaget (dous requerimentos). — Lavre-se o termo.

The Dalton Foundries, Inc. — Concede o prazo de sessenta dias. Lavre-se o termo.

Pompeyo Antonio Pi Monlleó, Banco do Brasil e Martina Brum de Avilá. — Expeça-se guia.

C. Buschmann. — Dê-se vista.

Jacintho José Gomes. — Dê-se certidão.

Joaquim Rodrigues Torres. — Anote-se a transferencia e dê-se certidão.

J. F. de Oliveira. — Anotem-se as duas transferencias e dê-se certidão.

Carlos da Silva Araujo & Comp. — Façam a prova da dissolução da firma F. Cavalcanti & Comp.

Pedidos de privilegio:

Dr. Annaratone Duilio, para um processo para a preparação de combustiveis destinados a accionar motores de explosão. — Deferido.

Pedidos e registro de marcas:

Theonilo Carneiro, da marca «Capitão», para distinguir artigos da classe 3. — Registre-se.

Alvaro Romigio de Oliveira, da marca «Lumergil», para distinguir artigos da classe 3. — Registre-se.

Julius Frank, da marca S. O. S., para distinguir artigos da classe 48. — Registre-se.

Peixoto Serra & Comp., da marca representada pela figura de um marreco, segurando no bico uma fita e os dizeres «Sabão Marreco Registrado», para distinguir artigos da classe 46. — Registre-se.

Nathan Manufacturing Company, da marca «Simplex», para distinguir artigos da classe 6. — Registre-se.

Nathan Manufacturing Company, da marca «Nathan», para distinguir artigos da classe 6. — Registre-se.

Nathan Manufacturing Company, da marca «Nathan», para distinguir artigos da classe 6. — Registre-se.

Nathan Manufacturing Company, da marca «Monitor», para distinguir artigos da classe 6. — Registre-se.

Foram archivadas as marcas internacionais ns. 41.030 a 41.095, de Berna, excepto a n. 41.072, recusada por imitar a n. 4.329, desta capital, sendo aceita em parte a n. 41.037, que é recusada quanto a sabões, porque imita a n. 7.419 da França. Foram também archivados os avisos de transferencias e de operações diversas comprehendidos na notificação n. 1.381.

SECÇÃO DE PATENTES DE INVENÇÃO

(Art. 44, do regulamento anexo ao decreto n. 16.264, de 19 de dezembro de 1923).

Pontos característicos da invenção de «aperfeiçoamentos nosapparelhos entregadores do papel, nas machinas de impressão, de gravura e semelhantes», para a qual pediu privilegio Walter Everett Molins. (Depósito n. 2.300, de 25 de março de 1926):

1º, um processo para formar tiras de papel ou de materias similares, amontoando-as em uma ou mais pilhas, que comprehende: a operação de fornecer as tiras com tiras successivas e separadas ou não; a operação de levar essas tiras para fóra de alinhamento e collocar-as em parallelismo reciproco, e a operação de fazer avançar as tiras já parallelas; de modo a pol-as em contacto pelas suas superficies respectivas;

2º, o processo indicado no ponto 1, em que as tiras successivas que servem para o fornecimento das tiras são separadas umas das outras; em que as tiras são desalinhadas e depois postas em paralelo entre si; em que as tiras parallelas são supportadas em dados pontos das suas margens; e em que estas tiras assim supportadas são levadas a contacto reciproco pelas suas respectivas superficies;

3º, o processo para cortar o papel dos rolos ou «bobinas» em determinados comprimentos, formando em seguida as pilhas com as tiras resultantes, em que: se corta a fita de papel ou similar em tiras; em que as mesmas tiras são desalinhadas para serem levadas depois ao parallelismo entre ellas; e em que as tiras já parallelas são postas em contacto entre si, superficie contra superficie;

4º, o processo indicado no ponto 3, em que: se divide em tiras o papel ou material similar de uma fita ou rolo; se levam as citadas tiras para fóra de alinhamento e se trazem para o parallelismo entre ellas; se supportam as mesmas tiras já parallelas em dados pontos á volta das suas margens; e em que as tiras assim supportadas são trazidas a contacto umas com as outras, pelas respectivas superficies;

5º, o processo indicado nos pontos anteriores, que consiste: em fornecer continuamente a fita do papel, ou similar; em dividir esta fita em tiras, sem interromper a continuidade do fornecimento; em separar as tiras successivas e levar-as, depois, a parallelismo entre si; em supportar as tiras successivas, já parallelas, por uns dados pontos das suas margens; e em fazer avançar as tiras assim supportadas, de modo a que tomem contacto entre si pelas respectivas superficies;

6º, o processo, segundo os pontos anteriores, comprehendendo os meios precisos para dispôr as tiras em pilhas, compostas de um numero de tiras definido;

7º, o processo, conforme o ponto 6, em que as pilhas de tiras se sobrepõem umas nas outras;

8º, o processo, de accordo com os pontos 3, 4 e 5, em que a fita de papel se conserva esticada, na occasião em que della se cortam ou dividem as tiras;

9º, o processo, de conformidade com o ponto 5, em que o dispositivo que separa as tiras successivamente adequadas para conservar esticada a fita de papel durante o trabalho do corte e para, em

caso de necessidade, inverter a fita cortada;

10, o processo, accordo com os pontos anteriores, em que as tiras successivas, parallelas, são sujeitas a uma corrente de ar enquanto estão sendo levadas a contacto entre si, superficie contra superficie;

11, as tiras, de papel ou de materia similar, quando empilhadas dentro do processo ou das formulas caracteristicas que constituem os pontos que precedem;

12, um dispositivo para empilhar tiras de papel ou similar, que comprehende: um mecanismo que forcece as tiras alinhadas; e um mecanismo que dispõe estas tiras em paralelo e as faz avançar, já parallelas, até tomarem contacto entre si, superficie contra superficie;

13, o dispositivo que empilha as tiras de papel, comprehendendo: os meios precisos para fornecer as tiras em linha; uns meios como, por exemplo, um tambor de sucção, que separa as mesmas tiras umas das outras; e uns meios para receber as tiras já separadas e pol-as depois em parallelismo e em contacto entre si superficie contra superficie;

14, o dispositivo que empilha as tiras de papel ou similar, comprehendendo: o mecanismo ou meio que fornece as tiras em alinhamento; o tambor de sucção adaptado para reter as tiras successivas e separar-as umas das outras; e os meios precisos para receber as tiras já separadas, supportar-as em torno da sua margem e fazel-as avançar até ficarem parallelas e em contacto reciproco, superficie contra superficie;

15, o dispositivo para cortar a fita de papel ou similar em dados comprimentos e dispôr, depois, as tiras em uma ou mais pilhas, que comprehende: os meios precisos para dividir aquella fita de papel ou similar em tiras; e os meios precisos para levar as tiras successivas a parallelismo entre si e a fazer avançar as mesmas tiras, já parallelas, até ficarem em contacto pelas respectivas superficies;

16, o dispositivo para dividir a fita de papel ou similar em comprimentos determinados e para empilhar as tiras em uma ou mais pilhas, que comprehende: uns meios como, por exemplo, um par de cylindros, que fazem correr continuamente a fita do papel ou similar; uns meios como, supportamos, uma faca rotativa, propria para cortar a fita sem interromper a continuidade da marcha da citada fita; uns meios, como, por exemplo, um tambor de sucção rotativo, que separa as tiras umas das outras; e uns meios, tal como uma espiral de alimentação rotativa, que recebem as tiras já separadas e as levam ao parallelismo entre si e ao contacto de superficie contra superficie;

17, o dispositivo que corta a fita movel, de papel ou similar, em comprimentos determinados e empilha depois as tiras resultantes em uma ou mais pilhas, que comprehende: — um par de cylindros rotativos que fazem correr continuamente a fita do papel ou similar; — a faca ou lamina, cortante cujo gume se acha em linha com o plano tangencial common aos dous cylindros; — uma lamina ou faca rotativa que se encontra com a faca fixa afim de dividir a fita do papel em tiras ou folhas; — um tambor de sucção rotativo que recebe as tiras já separadas e as afasta umas das outras; — e um alimentador

em espiral que recebe as tiras separadas e as leva ao paralelo entre ellas e a contacto reciproco, superficie contra superficie;

18. o dispositivo para empilhar as tiras do papel ou similar, accôrdo com os pontos 12, 13, 14, 15, 16 e 17, com os meios necessarios para dispôr automaticamente as tiras—empilhadas já—em massas com o numero de tiras previamente determinado;

19. o dispositivo de accôrdo com os pontos 13 a 17, em que o machinismo do corte é de construcção semelhante á do cortador descrito e reivindicado nos meus pedidos de privilegio registrados na Inglaterra sob n. 2.581, em 15 de outubro de 1925, e sob n. 29.880, de 26 de novembro do mesmo anno;

20. o dispositivo conforme os pontos 13, 14, 16, 17 e 18, em que entre a faca e o tambor de sucção se dispõe o systema preciso para fornecer uma "almo-fada de ar" á tira movel e ás tiras.

21. o dispositivo segundo os pontos 15 a 17, em que a fita do papel se conserva estirada durante o trabalho do corte;

22. o dispositivo de conformidade com os pontos 16 e 17, em que a fita se conserva esticada durante o corte, devido á accção dos cylindros de alimentação e do tambor de sucção;

23. o dispositivo segundo os pontos 12 ou 13, — 14 ou 15, — 16 ou 17, — 18 ou 19, — e 20 ou 21 ou 22, — em que as tiras successivas são invertidas á medida que sahem do alinhamento e entram em parallelismo;

24. o dispositivo de accôrdo com os pontos 12, ou 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22 e 23, em que se adapta um systema pneumatico para sujeitar as tiras successivas, e já parallelas, a uma corrente ou tiragem de ar, á medida que estão sendo levadas para o contacto da superficies entre si;

25. o processo para empilhar as tiras do papel ou similar, simultaneamente como se descreveu;

26. o processo para dividir a fita movel do papel ou similar em dados comprimentos, e para dispôr as tiras resultantes em uma ou mais pilhas, substancialmente como se descreveu;

27. o dispositivo para empilhar as tiras de papel ou similar, construido, montado e adaptado para funcionar substancialmente como ficou descrito e se ilustra nos desenhos appensos;

28. o dispositivo para dividir a fita do papel ou similar em dados comprimentos e para dispôr as tiras resultantes em uma ou mais pilhas, construido, disposto e adaptado para funcionar, substancialmente como se descreveu e illustra nos desenhos appensos;

Pontos característicos da invenção de "um dispositivo de lubrificação economica para mancaes de eixos de locomotivas, carros de estrada de ferro e similares", para a qual pediu privilegio a Société D'Exploitation des Brevets "Hollorp" S. A. (deposito n. 2.301, de 25 de março de 1926):

1º. dispositivo de lubrificação economica para mancaes de eixos de locomotivas, carros de estrada de ferro e similares com um bronze, caracterizado por uma sapata lubrificatriz, operada por meio de molas contra o pino do eixo, sendo esta sapata munida de uma roldana alimentadora elasticamente collocada, e disposta dentro da caixa da sapata, que envolve a roldana alimentadora da maneira a determinar a

correcteza, da lubrificante e impedir o espalhamento do mesmo no sentido tangencial;

2º. dispositivo de lubrificação de accôrdo com 1, caracterizado pela posição da sapata lubrificatriz, cujo eixo vertical não coincide com o eixo vertical do pino do eixo, o pela conformação da face superior da dita sapata, cujas cavidades flanqueiam a roldana alimentadora, tendo estas cavidades a sua parte mais funda perto da roldana, alargando-se daqui em fôrma de leque e diminuindo de profundidade em direcção á beira da sapata;

3º. dispositivo de lubrificação de accôrdo com 1, caracterizado por ranhuras sem fim, previstas na face cylindrica da roldana alimentadora, servindo estas ranhuras para augmentar a capacidade lubrificadora;

4º. dispositivo de lubrificação de accôrdo com 1, caracterizado que o bronze, perto de uma ou de ambas as beiras, possui um ou dois pares de estrias ligadas entre si por meio de um sulco, tendo as estrias uma aresta em direcção obliqua do fora para dentro, que serve para raspar o oleo em excesso do pino e reconduzi-lo pelo sulco collector ao reservatorio de lubrificante, visto os sulcos collectores terem conformação e direcção que levam o oleo á sapata lubrificatriz;

5º. dispositivo de lubrificação de accôrdo com 1 — 4, caracterizado por um corpo de fôrma annular, disposto sobre o eixo, ou entre as duas paredes de uma cavidade no corpo do mancal, ou entre dois eusculos ou ante-paros de uma caixa de vedação, prevista no corpo do mancal, de maneira que a fenda annular entre discos e ante-paros possa ser transposta pelo oleo sob a influencia da força centrífuga, evitando assim a passagem do oleo para fora, enquanto o eixo vira, permitindo o oleo se escoar ao longo dos ante-paros para o reservatorio, quando o movimento decresce ou cessa;

Pontos característicos da invenção de "processo para manufacturar resinas hydrophobas, pela condensação de uréa, com aldehydos, particularmente com formaldehydo", para a qual pediu privilegio Fritz Pollak (deposito n. 2.302, de 25 de março de 1926):

1º. um processo para manufacturar resinas hydrophobas, pela condensação da uréa ou seus derivados, com aldehydos, especialmente formaldehydo, caracterizado pelo facto de que os productos de condensação preliminarmente formados pelo curto aquecimento da mistura das materias primas, depois de addicionados de substancias organicas capazes de formar productos de condensação com o aldehydo em meio acido, v. g.: thionurea, phenol e cousa semelhante, são, em presença de ions hydrogénio livres, acima de 10⁻⁷, aquecidos mais, até que, pelo resfriamento da mistura reactiva, a resina se precipite;

2º. um modo de conduzir o processo reivindicado em 1, caracterizado pelo facto de que a polymerização se realizza em presença de ions hydrogénio livres, acima de 10⁻⁷, é facilitada pela addição de outras substancias de accção polymerizante e que não desprendem ions OH;

3º. um modo de conduzir o processo caracterizado pelo facto de que a resina é controlizada ou reivindicado em 1 e 2, caracterizado pelo

fracamente alcalinizada antes do resfriamento;

4º. os productos de condensação da uréa ou seus derivados, e aldehydos, quando manufacturados por um dos methodos reivindicados acima;

5º. as laeas e massas artificiaes duras e solidas, quando fabricadas dos productos de condensação hydrophobos, de accôrdo com o reivindicado em 1.

SECÇÃO DE MARCAS DE INDUSTRIA E DE COMMERÇIO

(Artigo 91 do regulamento annexo ao decreto n. 16.261, de 19 de dezembro de 1923).

Descrição da marca para que pediu registro Vito Polydoro, destinada a artigos da classe 3 (deposito n. 4.579, de 25 de março de 1926):

Consiste na palavra «Citrus Album», entre aspas, na qual se lê, uns após outros, Vito Polydoro, Rio de Janeiro. Esta marca, que se caracteriza na palavra «Citrus Album», entre aspas, servirá para distinguir o preparado pharmaceutico de seu fabrico e poderá variar em typos, cores e dimensões.

Descrição da marca para que pediram renovação de registro Brown & Polson, Limited, destinada a artigos da classe 41 (deposito n. 4.580, de 25 de março de 1926):

Consiste em dois eusculos entrelaçados, tendo no seu centro a inscripção Browns & Co., estando o mesmo desenho ladeado pelas palavras Trade Mark, em duplicata. Esta marca, que pôde variar em typos, cores, dimensões e disposição, serve para distinguir «farinhas de milho e milho», incluídas na classe 41, da fabricação e do commercio da depositante. Esta marca é apresentada em renovação da marca n. 2.971, de 30 de junho de 1911.

Descrição da marca para que pediram registro Nery & Vargas, destinada a artigos da classe 41 (deposito n. 4.581, de 25 de março de 1926):

Consiste na representação da palavra «Potencia». Esta marca, que pôde variar em typos, cores e dimensões, serve para distinguir «substancias alimenticias empregadas como ingredientes na alimentação», incluídas na classe 41, do commercio dos depositantes.

Descrição da marca para que pediu renovação de registro Hannoversche Gummiwerke «Excelsior» Aktien-Gesellschaft, destinada a artigos da classe 39 (deposito n. 4.582, de 25 de março de 1926):

Consiste nas palavras «Monopol Kamin», ladeadas por dois pequenos triângulos, formando uma estrella do seis pontas.

Esta marca, que pôde variar em typos, cores, dimensões e disposição, serve para distinguir «pentes de borracha», incluídos na classe 39, da fabricação e do commercio da depositante. Esta marca é apresentada em renovação da marca n. 2.956, de 20 de abril de 1911.

Descrição da marca para que pediu renovação de registro Hannoversche Gummiwerke «Excelsior» Aktien-Gesellschaft, destinada a artigos da classe 39

(deposito n. 4.583, de 25 de março de 1926):

Consiste na palavra "Excelior", ladeada por dois pequenos florões e por dois ovais, no centro dos quaes se vê a figura de um homem segurando com ambas as mãos um pente. Esta marca, que pôde variar em typo, cores, dimensões e disposição, serve para distinguir "pentes de barba dura", incluídos na classe 39, da fabricação e do commercio da depositante. Esta marca é apresentada em renovação da marca n. 2.955, de 19 de julho de 1911.

Descrição da marca para que pediu registro The Dalton Foundries, Inc., destinada a artigos da classe 21 (deposito n. 4.584, de 25 de março de 1926):

Consiste na representação da palavra "Sunderland", em cor negra, abaixo da qual estão os dizeres "Big Boy", em cor azul escura, em um escudo de cor branco contornado por duas linhas, uma vermelha e outra preta. Abaixo do escudo estão as letras M R que são também de cor negra. O conjunto está sob fundo vermelho. Reivindicam-se as cores acima citadas. Esta marca, que pôde variar em typo, dimensões e disposição, serve para distinguir "acessorios para automoveis", incluídos na classe 21, da fabricação e do commercio da depositante.

Descrição da marca para que pediu registro Cable Makers' Association, destinada a artigos da classe 8 (deposito n. 4.585, de 25 de março de 1926):

Consiste na representação da palavra "Nonazo", Esta marca, que pôde variar em typo, cores e dimensões, serve para distinguir "cabo electricos", incluídos na classe 8, da fabricação e do commercio da depositante.

Descrição da marca para que pediu registro Svenska Cementförsäljnings Aktiebolaget, destinada a artigos da classe 16 (deposito n. 4.586, de 25 de março de 1926):

Consiste na palavra "Ifo", sob a representação de uma fabrica em funcionamento com as chaminés expellindo fumaça, encimada pelos dizeres "Prime Portlandcement", dispostos em arco; abaixo da palavra "Ifo" estão os dizeres "Cement Mills Ltd. Sweden", em arco invertido. O conjunto está limitado por uma linha circular. Esta marca, que pôde variar em typos, cores, dimensões e disposição, serve para distinguir "cimento Portland", incluído na classe 16, da fabricação e do commercio da depositante.

Descrição da marca para que pediu registro Svenska Cementförsäljnings Aktiebolaget, destinada a artigos da classe 16 (deposito n. 4.587, de 25 de março de 1926):

Consiste na representação de uma cruz cujos ramos tem igual comprimento, vendo-se em cada ramo lateral e no superior o desenho de uma corda. A referida cruz está disposta sob quatro medalhas com inscrições, que apparecem só parcialmente. Em arco, na parte superior está a palavra "Portland", e na parte inferior, também em arco, porém invertido, "Cement". O conjunto acima descripto forma o centro de tres

circunferencias concentricas, entre duas das quaes se acham em exergo o nome da depositante e seu endereço "Svenska Cement Fors. Aktiebolaget -- Lönna, Malmö". Esta marca, que pôde variar em typo, cores, dimensões e disposição, serve para distinguir "cimento Portland", incluído na classe 16, da fabricação e do commercio da depositante.

Descrição da marca para que pediu registro a Companhia de Charutos Danemann, destinada a artigos da classe 44. (Deposito n. 4.588, de 25 de março de 1926):

Consiste em um grupo de tres rotulos, sendo que em todos elles apparece o caracteristico principal da marca que é o retrato do ultimo imperador do Brasil, D. Pedro II, destinado-se, respectivamente, esses rotulos a constituir o anel para o charuto, para guarnecer a face interna da tampa das caixas de charutos e para ser applicado externamente em uma das faces estreitas da caixa de charutos.

O rotulo que constitue o anel para o charuto, apresenta o retrato de D. Pedro II em uma moldura elliptica, constituida por uma serie de pequenos gomos, uns ao lado dos outros; de cada lado da referida moldura se projectam, para a esquerda e direita, no sentido mediano horizontal, pequenas extensões rectangulares, guarnecidas de uma vinheta de fantasia lendo-se nelas, respectivamente, as palavras "Danemann" e "S. Felix-Bahia".

O rotulo, que serve para guarnecer a face interna da tampa da caixa de charutos, apresenta centralmente um medallão circular com pequenas partes lateraes reentrantes no sentido mediano horizontal, encontrando-se nesse medallão o retrato de D. Pedro II; o referido medallão é ladeado, no sentido mediano horizontal, pelas palavras "D. Pedro II", á esquerda o "Danemann", á direita; superior e inferiormente ao medallão, em representação, encontram-se distribuidas diversas medalhas obtidas como premio em exposições, medalhas essas que constam de marcas já registradas; todo o conjunto descripto para este rotulo está disposto sobre tres campos em diferentes planos, distinguindo-se estes planos pelo facto do campo em 1º plano ter os contornos diferentes e ser lizo; do campo em 2º plano ter outros contornos e apresentar a superficie estriada por linhas verticaes parallelas; do 3º campo apresentar os contornos constituidos por triangulos ponteados; neste rotulo leem-se, finalmente, na base, os dizeres, em tres regras: "Companhia de Charutos Danemann — Succesora de Danemann & Comp. e Stender & Comp., São Felix (Estado da Bahia)".

O rotulo que serve para guarnecer uma das faces lateraes externa e mais estreita da caixa de charuto, apresenta centralmente o medallão com o retrato de D. Pedro II, encimado pelo nome "D. Pedro II", tal como descripto no rotulo acima, sobre um campo, em segundo plano, com contornos constituidos por triangulos ponteados, tendo este medallão, á esquerda e á direita, medalhas de premios de exposições, medalhas estas que constam de outras marcas já registradas; acima do medallão lê-se em quatro regras: "Companhia de Charutos Danemann" — Succesora de Danemann & Comp. e Stender & Comp. — São Felix (Estado da Bahia); todo o conjunto deste rotulo, que tem a forma rectangular, é contornado por uma vinheta de fantasia. Esta marca, que po-

derá variar em cores e dimensões, servirá para distinguir artigos da classe 44, de commercio e industria da requerente.

Descrição da marca para que pediu registro o Dr. Ruggiero Nesi, destinada a artigos da classe 3. (Deposito numero 4.589, de 25 de março de 1926):

Constituida pela reprodução de um retrato do requerente, ladeado por dois vidros, em um dos quaes, á direita, se leem as palavras: "Antiracomaftose senile" e no outro, á esquerda, distingue-se apenas o nome "Senileo". Em baixo vai o *fac-simile* da assignatura do "Dr. Ruggiero Nesi" e em outra linha horizontal, reproduzindo o manuscrito, os nomes: "São Paulo-Brasil".

A presente marca de industria e commercio servirá para ser applicada nos rotulos, caixas ou envolveres, vidros e annuncios do producto pharmaceutico de que é o unico concessionario o requerente, comprehendido na classe 3, do regulamento em vigor.

As cores da tinta e as dimensões da marca podem variar, como convier.

Directoria do Serviço de Inspeção e Fomento Agrícolas

Segunda Secção Technica

EXPEDIENTE DO SR. DIRECTOR

Dia 15 de março de 1926

Offícios:

Sr. director do Jardim Botânico --Rio:
N. 218 -- Pelo correio, passo ás vossas mãos, pedindo mandeis proceder a identificação botânica, um pequeno volume com sementes de milho das variedades "Jellow dent" e "Country White dent", cultivadas e colhidas pelo Campo de S. Simão.

-- Sr. director do Instituto de Chimica-- Jardim Botânico:

N. 219--Pelo correio, passo ás vossas mãos, pedindo a respectiva analyse, um pequeno volume com sementes de milho das variedades, "Jellow dent" e "Country White dent", cultivadas e colhidas pelo Campo de S. Simão.

Dia 16

Sr. inspector agricola federal Belém:

N. 220--Communico-vos o recebimento do vosso officio n. 50, de 5 do passado mez, acompanhado do relatório sobre o Concurso de Sementes realizado pela vossa Inspectoria. Não pôde deixar esta directoria de vos louvar, assim como aos vossos auxiliares pela realização desse concurso, dado ao cabal desempenho que destes a essa incumbencia, cumprindo assim as ordens e circulares a respeito.

Sciende dos merecedores dos diversos premios em machinas agricolas, de accordo com a cópia da acta de julgamento que enviastes, autoriso-vos a procederdes a respectiva entrega, devendo entretanto, escolherdes um dia de vosso agrado, para essa distribuição que será publica, servindo de propaganda para os futuros concursos.

Quanto aos diplomas serão opportunamente remetidos.

-- Sr. inspector agricola federal, Maceió:
N. 221 -- Accusando o recebimento do vosso officio n. 36, de 4 do passado mez, acompanhado de uma relação de amostras de sementes premiadas, assim como, posteriormente, o vosso relatório sobre o Concurso de Sementes, communico-vos encontrar-se esta directoria bastante enfeitada

pelo desempenho que, com os vossos auxiliares, destes ás circulares deste serviço, realizando o concurso de sementes ordenado, levando-vos e aos auxiliares dessa inspeccão por tão útil realiação.

Quanto aos diversos premios em machinas agricolas que couberam aos expositores, autorizo-vos a procederdes a respectiva entrega, escolhendo para isso data propria, aproveitando sempre as opporrtunidades para propaganda desses concursos.

Quanto aos diplomas scientia o-voe que opporrtunamente serão remettedes.

Dia 17

Sr. João do Rêo, o Meirelles:

N. 222—Comunico-vos, para os devidos efeitos que, contrariamente ao que fora determinado, ficas dispensado de fazer parte da banca examinadora dos candidatos ao cargo de aradores, a realizar-se a 20 do corrente.

-- Sr. director do Campo de Sementes, Lorena:

N. 223—Attendendo aos dizeres do vosso officio de n. 85 de 11 do corrente, scientifico-vos que deveis agir, no caso do pedido do Sr. Benedicto Passos, de Soledade de Hajubá, na conformidade do teor do officio sob n. 182, de 25 de fevereiro proximo passado, da 2.ª secção tecnica desta directoria.

-- Sr. inspector agricola federal, Victoria:

N. 224—Em resposta ao vosso officio numero 288, de 10 do corrente mez, communico-vos que, muito embora vos fossem enviadas circulares ns. 1 e 2, de 2 e 6 de fevereiro passado, o concurso de sementes a ser realisado pela vossa inspeccão deverá ser effectivado em 1927, cumprindo-vos prestardes todo o auxilio possivel á Exposição Estadual em maio proximo, fazendo-se representar da melhor forma possivel a inspeccão que dirigis, como já vos fiz sciente pelo meu officio n. 1.016, de 3 de novembro passado.

Como solicitastes pelo vosso officio n. 42 ser chamado a esta Capital, communico-vos que o Sr. ministro já autorizou, como vos scientifiquei pelo meu telegramma 16 de 2 de fevereiro passado, virdes, para serem assentados diversas medidas a respeito da representação e collaboração devidas.

Como não mais se realiza a Exposição Estadual, então deverá ser effectuada ainda este anno, o concurso de Sementes de accordo com as circulares 1 e 2 por vós já recebido.

-- Sr. inspector agricola federal, Florianopolis:

N. 225—Respondendo ao vosso officio n. 145, de 8 do passado mez, lastimo que o vosso antecessor não tivesse tomado providencia alguma sobre a realiação do concurso de sementes de cereaes e leguminosas, que deverá ser effectivado no corrente exercicio.

Como o mesmo deverá ser inaugurado em qualquer data comprehendida entre os mezes de maio a agosto, autorizo-vos a prorrogardes a inscripção dos candidatos ao concurso, até 30 de julho, cumprindo-vos responderdes com urgencia aos assumptos tratados nas circulares ns. 1 e 2 de 2 e 6 de fevereiro passado e providenciar com cunpenho para a realiação do tal desideratum.

-- Sr. inspector agricola federal, Niteroy:

N. 226—Sciente de que precisas de dois arados de disco reversivel, destinados aos premios no concurso de sementes a ser realisado pela vossa inspeccão, communico-vos que serão em tempo cobradas as devidas providencias, em conformidade com o que trata o regulamento, responderdes com urgencia aos assumptos tratados nas circulares ns. 1 e 2 de 2 e 6 de fevereiro passado.

Dia 18

Sr. director da Estação Experimental de Trigo—Ponta Grossa:

N. 227—Pelo correio deveis receber algumas sementes de trigo Timor, produzidos pelo Campo de Sementes de S. Simão, para que ordeneis as respectivas experiencias por esse estabelecimento, informando opporrtunamente sobre o resultado obtido, occorrendas verificadas sobre o cyclo vegetativo etc.

-- Sr. director da Estação Experimental de Trigo—Alfredo Chaves:

N. 228—Pelo correio deveis receber algumas sementes de trigo Timor, produzidos pelo Campo de Sementes de S. Simão, para que ordeneis as respectivas experiencias por esse estabelecimento, informando opporrtunamente sobre o resultado obtido, occorrendas verificadas sobre o cyclo vegetativo etc.

-- Sr. director da Estação Experimental de Trigo—Sede Lavras:

N. 229—Pelo correio deveis receber algumas sementes de trigo Timor, produzidos pelo Campo de Sementes de S. Simão, para que ordeneis as respectivas experiencias por esse estabelecimento, informando opporrtunamente sobre o resultado obtido, occorrendas verificadas sobre o cyclo vegetativo etc.

-- Sr. inspector agricola federal—Bahia:

N. 232—Chamo mui especialmente a vossa attenção para o artigo, sob a epigraphie «Cultura de Frios Claros na Bahia», inserto na revista agricola «Ceres» n. 1, anno II, que se publica em S. Paulo.

Tal artigo faz referencias ao campo de cooperação em a fazenda Santo Antonio do Rio das Pedras, da firma Leite Alves, no municipio dessa Capital, dando os resultados conclusivos do alludido campo. Ora, esta directoria tem conhecimento de ter frassado completamente esse campo, não constando do archivo da Secção Tecnica nenhuma dado referente aos trabalhos a elle allusivo.

Convém, portanto, que chaméis a attenção do signatario para o facto; não pela publicidade do trabalho, porém, pela inobservancia de suas funcções, não dando conhecimento á directoria, por intermedio dessa inspeccão, dos factos occorridos no campo de cooperação em questão, sob a sua responsabilidade.

-- Sr. director do campo de sementes—S. Simão:

N. 233—Levo ao vosso conhecimento que o professor Benjamin Hunnicutt acaba de solicitar a vossa presença, na occasião da realiação da Exposição de Milho, em Lavras, agora de 13 a 17 de julho vindouro, para fazerdes parte do jury. Em vista desse pedido que ora vos transmittio, communico-vos tambem ter dado o meu assentimento, permitindo-vos comparecerdes aquella Exposição.

-- Sr. Dr. Benjamin Hunnicutt—Lavras:

N. 231—Respondendo vossa carta de 9 do corrente mez, communico-vos ter accedido ao vosso pedido, autorizando ao Sr. Dr. Henrique Lebbe o seu comparecimento á Exposição a ser realisada em Lavras, em julho proximo.

-- Sr. inspector agricola federal, São Paulo:

N. 235—Communico-vos que nesta data recebi do Sr. Dr. director do Campo de Sementes de S. Simão a Lavras, onde irá a realiação do jury a Exposição de milho

-- Sr. inspector agricola federal, Niteroy:

N. 236—Em resposta ao vosso officio n. 313, de 12 do corrente mez, autorizo-vos a prorrogardes o prazo de inscripção aos candidatos ao concurso de sementes, até 30 de junho futuro. Deveis ainda marcar o dia em que deverá ser inaugurado o concurso, assim como indicar os membros que deverão fazer parte da commissão julgadora, para approvação por esta directoria.

-- Sr. inspector agricola federal, Bello Horizonte:

N. 237—Em resposta ao vosso officio n. 212, autorizo-vos a prorrogardes até 30 de maio proximo o prazo para encerramento das inscripções dos candidatos ao concurso de sementes. Quanto á realiação do mesmo, tendo ainda até agosto para a respectiva inauguração, resta responderdes outros assumptos tratados naquella circular, para approvação por esta directoria.

Dia 19

Sr. director da Escola 15 de Novembro, nesta:

N. 234—Com referencia ao auxilio que solicitastes desta directoria, cumpre-me esclarecer-vos que, para a realiação dos serviços de agricultura pratica, concernentes á horticultura e fructicultura, a serem levados a effecto nos terrenos dessa escola, deveis entender-vos com o director da Estação de Pomicultura de Deodoro, deste serviço, ao qual a directoria o licia, neste sentido, nesta data.

-- Srs. Alves & Ramada—Mercado Municipal, 16-18 (Externo):

N. 239—Com este passo ás mãos o quadro com o resultado geral dos exames procedidos sobre as amostras de sementes que remettestes com vossa relação de 10 de fevereiro de 1926.

-- Sr. director do Campo de Sementes de S. Simão:

N. 240—Com este passo ás vossas mãos o resultado do exame procedido sobre as sementes de milho Yellow dent e County White, pelo nosso laboratorio, communicando-vos ainda que amostras destas sementes foram remettedas ao Jardim Botânico e Instituto de Chimica. Opporrtunamente vos serão remettedos os resultados obtidos.

Milho Yellow dent—Pureza 97 %, Impureza 3 %, Energia 2,3, Ferminadas 98, mortas 2, Temperatura 30°, Sementes puras 95.06, Peso medio 100 32,7.

Milho County white—Pureza 94 %, Impureza 6 %, Energia 2,4, Germinadas 94, Mortas 6, Temperatura 30°, Sementes puras 88.36, Medio 39,8.

Sr. director da Estação de Pomicultura—Deodoro:

N. 241—Tendo o Sr. director da Escola Quinze de Novembro solicitado deste serviço um auxilio no sentido de ser installado, no terreno annexo aquella escola, um pequeno campo de cultura hortense e pomareira, modalidade do serviço que a directoria não pôde realizar poderia essa estação promover a installação desses trabalhos, no limite do possivel, sem prejuizo dos serviços dessa estação.

Sobre esse assumpto, deverá procurar-vos o Sr. director da referida escola.

Dia 20

Sr. Dr. Theodoro de Carvalho—Instituto Agronomico de Campinas:

N. 242—Respondendo vossa carta de 19 do passado mez, communico-vos que nesta data foram remettedas pelo Correio, 50 grammas de sementes de tabaco Sumatra por estes

dias deverei receber também pelo Correio, umas 60 grammas de sementes de tabaco Dourado e 200 grammas de tabaco Virginia. Oportunamente ser-vos-ão remetidas de outras variedades.

— Sr. inspector agrícola federal — Nithe-roy:

N. 244 — Tendo o Sr. Elpidio Modesto, arador, trabalhado na propriedade agrícola do Sr. Decio Amaral, em Porto das Flores, durante 24 dias uteis e como não tivesse sido incluído em folha de pagamento das diárias a que fez jus, solicito vossas providências a fim de que por intermédio dessa inspeccoria seja feita uma folha suplementar das referidas diárias, a fim de ser effectivado o pagamento ao alludido funcionário.

— Sr. inspector agrícola federal — Curitiba:

N. 245 — Sobre o assumpto tratado pelo vosso officio n. 41, communico-vos que este serviço deixa de adquirir as sementes de centeio offerecidas pelo Sr. Valdemiro Gavar, por não possuir verba sufficiente e também por serem demasiadamente caras, pelo que devolve o requerimento que enviastes com aquelle vosso officio.

Directoria de Meteorologia

Instituto Central

Expediente de 22 de março de 1926

Officios:

Ao ministro presidente do Tribunal de Contas:

N. 2.705 — Remetendo, para os devidos fins, as primeiras vias das contas da I. F. de Portos, Rios e Canaes, E. F. de Govaz e Comp. Expresso Federal, na importancia de 706.000.

N. 2.707 — Remetendo, para os devidos fins, as primeiras vias das contas da S. A. Frigorifico Anglo, na importancia total de 200.000.

N. 2.719 — Remetendo a segunda via do conhecimento do empenho n. 2, a favor do Sr. John Roger.

N. 2.722 — Remetendo, para os devidos fins, a segunda via do conhecimento de empenho n. 1, a favor dos Srs. Henrique Velho & Comp.

N. 2.725 — Remetendo, para os devidos fins, a segunda via do conhecimento de empenho n. 1, a favor dos Srs. Silva Santos & Comp.

TRIBUNAL DE CONTAS

ACTOS DO SR. MINISTRO PRESIDENTE

Dia 20 de março de 1926

Poernas:

Dispensando, a pedido, o 2º escriptuario Antonio Forjaz de Araújo Coutinho, do lugar de chefe da delegação do Tribunal de Contas no Estado do Ceará;

Nommando o 1º escriptuario, Jonas de Salles Cunha, para o lugar de chefe da delegação do Tribunal de Contas no Estado do Ceará.

EXPEDIENTE DO SR. MINISTRO PRESIDENTE

Dia 22 de março de 1926

Sr. director da Terceira Directoria:

N. 384 — Communico-vos, para os devidos fins, haver resolvido que tenha o exercicio nesla directoria o segundo es-

criptuario, bacharel Eurico Franco Ribeiro, dispensado do lugar de chefe da Delegação do Tribunal no Estado do Rio Grande do Sul.

— Sr. ministro da Justica e Negocios Interiores:

N. 385 — Cabe-me communicar a V. Ex., para os fins convenientes, que este tribunal tendo presente o aviso desse ministerio n. 918, de 15 do corrente, consultando, nos termos do artigo 93, do decreto n. 15.783, de 8 de novembro de 1922, sobre a abertura do credito especial de 800.000.000 autorizada pelo n. VIII, do art. 5º do decreto n. 1.983-A, de 30 de dezembro do anno proximo passado, para os pagamentos do novo pessoal administrativo, augmento de vencimentos e vantagens do actual, construcção, organização, installação dos institutos referidos, e demais despezas resultantes do alludido decreto, inclusive as de manutenção e custeio, resolveu, em sessão de 22 do corrente, responder affirmativamente a alludida consulta.

N. 390 — Cabe-me communicar a V. Ex., para os fins convenientes, que este tribunal, tendo presente o aviso desse ministerio n. 124, de 14 de janeiro de janeiro proximo findo, solicitando que, á conta da sub-consignação, para ajuda de custo aos membros e seus auxiliares da Conferencia Parlamentar Inter-nacional de Commercio, etc., da verba 9ª, do art. 2º da lei n. 4.911, de 12 de janeiro de 1925, revistorada pelo decreto numero 17.180, de 2 de janeiro deste anno, seja distribuido ao Thesouro Nacional, á disposição da Mesa do Senado Federal, o credito de 31.000.000, ouro, destinado á ajuda de custo dos representantes do mesmo Senado, que vão tomar parte na reunião do corrente anno, da alludida conferencia, resolveu, em sessão de 5 do actual meiz, recusar registro á alludida distribuição, porque o credito de que se trata foi consignado, na lei da Despesa de 1925, ao pagamento de ajuda de custo aos membros e seus auxiliares da Conferencia Parlamentar Inter-nacional, que foram effectivamente a Roma representar o Congresso Brasileiro na Assembléa plenaria a realizar-se em abril de 1925, e não consta do dito aviso numero 124, que a reunião de tal assembléa houvesse sido transferida para o exercicio de 1926, caso em que se justificaria o pagamento solicitado, destinado á ajuda de custo dos representantes do Senado Federal, que vão tomar parte, na reunião do corrente anno, necessarios á ajuda de custo referente ao exercicio de 1925, já foi registrada por este tribunal, em sessão de 30 de janeiro e 6 de fevereiro do mesmo anno, em virtude da solicitação, constante dos avisos desse ministerio n. 352, e 414 de 26 e 29 de janeiro de 1925.

— Sr. ministro da Fazenda:

N. 391 — Solicitando seja devolvido a este tribunal, o processo referente ao pagamento de 1118.000, a J. Ribeiro dos Santos, originado pelo officio do tribunal n. 2.160, de 7 de novembro de 1925, a fim de ser liquidada a respectiva despesa, por exercicio findo, conforme requerem a ficção interessada.

EXPEDIENTE DO SR. SECRETARIO

Dia 23 de março de 1926

Sr. director da Despesa Pública:

N. 531 — Communicando a situação do 1º escriptuario deste tribunal, Dr. Antonio Maximo Nogueira Pezoso, em

referencia aos laços de familia e fev-reiro ultimos.

— Sr. director da Directoria de Meteorologia:

N. 532 — Cabe-me communicar-vos, para os fins convenientes, que este tribunal, tendo presente o vosso officio numero 2.534, de 17 deste meiz, pedindo a entrega, ao inspector meteorologista Paulo de Santa Cecilia, do adiantamento de 12.5258 que o officio n. 1.198, de 11 de fevereiro anterior solicita fosse feito ao chefe da estação meteorologica de 1ª classe Arthur de Avelar Figueiredo, a fim de attender a despezas de diversas sub-consignações da verba 18ª do vigente organismo do Ministerio da Agricultura, Industria e Commercio, resolveu, em sessão de 22 do corrente, recusar registro á despesa, porque a natureza dos varios serviços e consequentes despezas indicadas nas sub-consignações da verba 18ª citada no officio, não permite o processo de adiantamento, nos termos do art. 69 doCodigo de Contabilidade.

N. 533 — Communicando que o tribunal, tendo presente o vosso officio numero 2.552, de 18 deste meiz, solicitando, á vista das razões apresentadas, reconsideração do despacho proferido em sessão de 10 tambem do corrente, sobre o officio n. 1.680, de 27 de fevereiro proximo findo, pelo qual foi recusado registro ao pagamento á International Business Machines Company of Delaware, da importancia de 9008, proveniente de fornecimento de um relógio «Time Stamp» a essa repartição, em 1926, conforme os incluídos documentos, resolveu, em sessão de 22 do actual meiz de março, deixar de tomar conhecimento do pedido de reconsideração, por não ter sido feito pelo Sr. ministro da Agricultura.

— Sr. director do Patrimonio Nacional:

N. 534 — Solicitando esclarecimentos, para que possa ser resolvido sobre o officio n. 223, de 19 de novembro ultimo, solicitando a revolução do processo referente á compra da Fazenda Monte Bello, no Estado do Minas Geraes.

— Sr. chefe da Delegação do Tribunal de Contas no Estado de Minas Geraes:

N. 535 — Remetendo a provisão de quitação n. 439, de 23 de maio de 1925, expedida a favor de Guido Cavalcante, ex-agente do Correio em Colonia Carlos Prates, nesse Estado, referente ao periodo de 28 de abril de 1914 a 8 de setembro de 1924.

— Sr. director da Despesa Pública:

N. 536 — De conformidade com o despacho proferido em sessão de 17 do corrente, sobre uma representação da directoria deste Tribunal, na qual o funcionario encarregado da escripturação dos creditos para as despezas do Ministerio da Fazenda, no exercicio de 1926, declara que nos tabellás apresentados pelo Thesouro Nacional houve omissões dos creditos necessarios ao pagamento de «Materiais» da verba 14ª, «Inspectoria Geral dos Bancos», e ao do «Pessoal» da verba 21ª, «Administração e custeio do pessoal nacional», e bem assim que a importancia de 50.000, destinada ao pagamento do servico de confecção dos balancos da 1ª parcella do Thesouro pelo methodo Ballerith, foi distribuida ao Thesouro Nacional, quando deveria ter ficado em vista sua applicação depois de 30 de junho proximo, rogo vos dirigis ao providenciar no sentido de se organizar uma tabella de distribuição de creditos, suplementar, em que figu-

rem as consignações omitidas e seja feita a indicação de que a alludida quota de 50:000\$ fica em ser neste Tribunal, pela razão acima referida.

— Sr. director presidente da Companhia Nacional de Navegação Costeira:

N. 537 — Rogo vos dignéis providenciar no sentido de serem devolvidas a este Tribunal as primeiras vias de empenhos relativos ás contas ns. 841, de 31 de junho, 492 e 493, de 31 de outubro, todas de 1925, na importância total de 276\$521, afim de ser liquidada a respectiva despesa.

TERMOS DE CONTRACTO

MINISTERIO DA VIAÇÃO E OBRAS PUBLICAS

Directoria Geral de Contabilidade

Primeira secção

Contracto de arrendamento do predio situado a rua do Rio, na cidade de São João do Cariry, no Estado de Parahyba do Norte, destinado á installação da estação Telegraphica, que entre si fazem o proprietario Zeferino de Faria Castro, representado pelo seu procurador, senhor Francisco Cicero de Mello, e a Repartição Geral dos Telegraphos.

Aos vinte dias do mez de Fevereiro de mil novecentos e vinte e seis, presentes no escriptorio do engenheiro chefe do Districto Telegraphico o respectivo chefe do districto, senhor doutor Luiz Moreira Lima, autorizado por despacho do senhor director geral dos Telegraphos, exarado de conformidade com o numero cinco do artigo cento e sessenta e dois do regulamento desta repartição, aprovado pelo decreto executivo numero onze mil quinhentos e vinte, de dez de março de mil novecentos e quinze, no aviso numero oitenta e vinte e seis de janeiro de mil novecentos e vinte e seis, do senhor sub-director da Contabilidade, e o senhor Zeferino de Faria Castro, representado pelo seu procurador, senhor Francisco Cicero de Mello, proprietario do predio situado á rua do Rio, na cidade de S. João do Cariry, no Estado de Parahyba do Norte, entre si ajustaram o arrendamento do mesmo predio para o serviço da Repartição Geral dos Telegraphos, mediante as clausulas seguintes:

Primeira — Fica o referido predio, de accordo com o paragrapho unico do artigo setecentos e sessenta e sete da lei numero quinze mil setecentos e oitenta e tres, de oito de novembro de mil novecentos e vinte e dois, arrendado á Repartição Geral dos Telegraphos, até trinta e um de dezembro de mil novecentos e vinte e oito, pelo aluguel mensal de cincoenta mil réis (50\$000) pagavel por mez vencido, correndo a despesa pelo credito que, na verba "Terceira-Telegraphos", do orçamento do Ministerio da Viação e Obras Publicas, em cada exercício, vão sub-consignado para alugueis de casas, observando-se em tudo os preceitos legais applicaveis aos contratos administrativos.

Segunda — A Repartição Geral dos Telegraphos providenciará para não se

mantenha, quanto possivel, o dito predio em bom estado de conservação e asseio; mas poderá, a expensas suas, adaptá-lo e executar as obras uteis ao serviço que lhe é proprio, obrigando-se, porém, depois de extinto o contracto, a desfazer as modificações realizadas para aquella adaptação, si assim exigir o proprietario que, por sua vez, não ficará obrigado a indemnizar as melhorias feitas no predio, tudo conforme os paragraphos terceiro e sexto do artigo quarto da lei numero quatro mil quatrocentos e tres, de vinte e dois de dezembro de mil novecentos e vinte e um.

Terceira — As despesas com as obras necessarias ao predio, para sua conservação, durante o prazo do arrendamento, bem como as exigidas pelos melhoramentos publicos ou hygienicos e circunstancias accidentaes, correrão por conta do proprietario, sem direito a indemnização alguma por parte da Repartição Geral dos Telegraphos, de accordo com o paragrapho terceiro do artigo quarto da lei numero quatro mil quatrocentos e tres de vinte e dois de dezembro de mil novecentos e vinte e um.

Quarta — Todos os impostos existentes e os que vierem a ser lançados sobre o citado predio, quer federaes, quer estaduais ou municipais, correrão por conta do proprietario, bem assim qualquer onus judicial ou extra-judicial a que esteja ou venha ficar sujeita aquella propriedade.

Quinta — Obriga-se o proprietario, por si, seus herdeiros ou successores, inclusive o adquirente do predio, no caso de alienação do mesmo, a fazer bom, firme e valioso o presente contracto durante o prazo da clausula "primeira" e a dar, igualdade de condições: preferencia á Repartição Geral dos Telegraphos para novo arrendamento, emquanto convier ao publico serviço, reservado, porém, o direito a qualquer das partes contractantes de rescindir este ajuste na falta de observancia das obrigações respectivamente tomadas.

Sexta — Si um dos contractantes infringir uma ou mais clausulas deste contracto, ficará salvo ao outro o direito a uma multa correspondente aos alugueis dos mezes que faltarem para a terminação do prazo contractual, pago pelo contractante infractor.

Sétima — A rescisão por qualquer dos motivos citados se effectuará, independentemente de interposição judicial, ou extra-judicial, por termo lavrado na Repartição Geral dos Telegraphos, após despacho do respectivo director geral e mediante aviso que uma das partes contractantes dirigirá á outra. No citado aviso será marcado o prazo para assinatura do termo de rescisão, ficando entendido que, si o proprietario não comparecer para assignar o no prazo fixado, ficará o presente contracto nullo, para todos os effectos.

Oitava — O proprietario, pelo seu procurador, declara eleger o seu domicilio legal nesta cidade, em cujo fóro responderá pelas obrigações de correntes deste contracto.

Nona — Será deduzida do credito a que se refere a clausula "primeira" a importância relativa ao pagamento dos alugueis do corrente anno, e dos predios futuros, que constarem das respectivas leis orçamentarias, as importancias dos annos subsequentes, sendo as despesas de cada exercício devidamente empenhadas, para determinarem o Regulamento Geral de Contabilidade Publica.

Decima — O presente contracto só se tornará effectivo depois de approvedo

pelo Ministerio da Viação e Obras Publicas e registrado pelo Tribunal de Contas, não se responsabilizando a União por indemnização alguma si não for elle approvedo pelo ministerio ou si o tribunal denegar o respectivo registro. E por estarem a Repartição Geral dos Telegraphos, representada pelo senhor doutor Luiz Moreira Lima, chefe do Districto Telegraphico, devidamente autorizado, e o proprietario do referido predio, senhor Zeferino de Faria Castro, representado pelo seu procurador, senhor Francisco Cicero de Mello, perfeitamente accordes em todas as condições acima estabelecidas, eu, Aureliano do Rego Luna, telegraphista de primeira classe, lavrei o presente termo, em livro especialmente destinado a esse fim, e que contem as formalidades exigidas pelo artigo setecentos e oitenta e tres do Regulamento Geral de Contabilidade Publica, termo que, depois de lido e achado conforme, é assignado pelos contractantes e testemunhas. Estava collada e devidamente inutilizada uma estampilha federal no valor de 4\$, sendo datado e assignado parte no papel e parte sobre a estampilha, da seguinte forma: Parahyba, 20/2/1926-20 de fevereiro de 1926. Luiz Moreira Lima, engenheiro chefe do Districto, e por procuração Francisco Cicero de Mello, commerciante, e mais abaixo, como testemunhas: Manoel Marinho da Costa e Antonio de Medeiros Paz. Extrahi a presente copia autentica do original lavrado a folhas sete a nove, verso, do livro competente, que continha os requisitos constantes do artigo setecentos e oitenta e tres do Regulamento Geral de Contabilidade Publica. Escriptorio do Districto Telegraphico da Parahyba do Norte, 20 de fevereiro de 1926. — Confere, M. G. Luna Freire. — Conforme. — João Alvares Cesar, telegraphista de segunda classe.

NOTICIARIO

No Palacio Rio Negro esteve hontem em visita ao Sr. Dr. Arthur Bernardes, Presidente da Republica, por quem foi recebido, o Sr. Dr. Godofredo Vianna, ex-governador do Estado do Maranhão.

— Sr. marechal Carneiro da Fountoura, chefe de policia da Capital, esteve hontem no Palacio Rio Negro, em longa conferencia com o Sr. Presidente da Republica, a quem expoz varias providencias que têm tomado para mais efficaz repressão do jogo e relativamente a outros serviços a seu cargo.

— Estevê hontem no Palacio Rio Negro, para agradecer ao Chefe da Nação o telegramma de felicitações que lhe dirigiu pelo seu anniversario natalicio, o Sr. Dr. Armenio Jouvín.

— No Palacio Rio Negro conferenciou hontem com o Sr. Dr. Arthur Bernardes, Presidente da Republica, o Sr. Felix Pacheco, ministro das Relações Exteriores.

— Em visita de cumprimentos ao senhor Presidente da Republica esteve hontem no Palacio Rio Negro o consul do Brasil em Norfolk, nos Estados Unidos, Sr. Dr. Osear Corrêa, que se acha nesta capital, em gozo de férias.

— O Sr. tenente-coronel Vieira Christó, official de gabinete da Presidencia da Republica representou S. Ex. na missa de sétimo dia pelo falecimento do Dr. Osorio de Almeida.

Resultado dos exames effectuados na Escola Polytechnica no dia 25 do corrente:

Calculo — Approvados: simplesmente grão 5, Renato Frota Pessoa; simplesmente grão 3, Jasper Lovell Parker, Florentino Cesar Sampaio Vianna; simplesmente grão 1, Luiz Gonzaga de Mello Palhares. Foram reprovados 2.

Economia politica — Approvados: plenamente grão 8, Virgilio Marques Santa Rosa; plenamente grão 6, Nelson Guanabara Maia Forte.

Mineralogia — Approvados: distincção grão 10, Christovão Leite do Castro; simplesmente grão 5, Vasco Henrique de Avilla, João Victorio Pareto Netto; simplesmente grão 4, Horacio Mendes de Oliveira Castro; simplesmente grão 3, Manoel Pacheco de Carvalho; simplesmente grão 1, Alfredo Ramos Ferreira e Leandro José de Faria.

Mecanica applicada — Approvados: plenamente grão 8, Guilmar do Macedo Soares e José Luiz da Silva Bastos; simplesmente grão 7, Trajano de Mello Moraes; plenamente grão 6, Jacintho Xavier Martins Junior e Petronio Barcellos; simplesmente grão 5, Edgard Machado Werneck.

Desenho cartographico — Approvados: plenamente grão 6, Moacyr Teixeira da Silva; simplesmente grão 5, Mauricio Mont Mór e Sylvio de Carvalho Leão Teixeira; simplesmente grão 4, Antenor da Fonseca Rangel Filho e Sylvio Lisboa da Cunha; simplesmente grão 3, Raymundo Claudio Corrêa Leitão, Gastão da Rocha Leão, Gastão Pereira Cordeiro, Henrique Medeiros de Saboia e Silva, Israel Gonçalves dos Santos Filho e José Carlos de Mello e Souza; simplesmente grão 2, Arnaldo Ferreira da Silva e Alfredo Bruno Gomes Martins; simplesmente grão 1, Sebastião Silva e Felippe Henrique Carpenter Ferreira.

Resistencia — Foram reprovados 2.

Estradas — Approvados: plenamente grão 6, Paulo Osorio Jordão do Brito; simplesmente grão 3, Romeu da Silveira Marquez e Manoel Raposo dos Santos; simplesmente grão 1, Herculanio Antonio Pereira da Cunha e Nestor do Araujo Góes.

Machinas — Approvados: plenamente grão 8, Luiz Onofre Pinheiro Guedes; simplesmente grão 5, Adalberto Cumplido do Sant Anna; simplesmente grão 3, Victor Resso de Gouvêa.

Não compareceu um.

Desenho de estradas — Approvados: simplesmente grão 1, Agostinho Marques de Oliveira Filho, Antonio da Costa Seixas, Antonio Paulino Cavalcanti, Iba Jobim Meirelles, Jader Lessa Cesar, João Rodrigues do Lago Junior, José Joaquim Tavares Belford, Luiz José Martins Romão, Luiz Augusto Confucio e Waldemiro Jansen de Mello Cavalcanti.

Mecanica racional — Approvados: simplesmente grão 4, Oswaldo Gomes Chaves; simplesmente grão 2, Jorge de Moraes; simplesmente grão 1, Carlos Frago do Lima Campos.

Electrotechnica — Approvados: simplesmente grão 3, Aguiinaldo da Rocha Lima; simplesmente grão 2, Norberto Mendes de Oliveira Castro; simplesmente grão 1, Domingos Ramos Paiva.

Reprovado, um.

Exercícios praticos:

Astronomia — Approvados: plenamente grão 7, Gustavo de Faria e Maria Poppe do Figueiredo; plenamente grão 6, Olavo Nogueira e Aristides Vilezoni; simplesmente grão 5, Amelia Sapienza e

Antonio Ferreira e Luiz Pereira Teixeira.

Mineralogia — Approvados: distincção grão 10, Reynaldo Ramos de Sandoia da Gama; plenamente grão 9, Antenor da Fonseca Rangel Filho; plenamente grão 8, Henrique de Medeiros Saboia e Silva; plenamente grão 7, Florentino Rizzo de Oliveira e Emmanuel Teixeira Aragão; plenamente grão 6, Raymundo Claudio Corrêa Leitão, José Carlos de Mello e Souza, Felippe Henrique Carpenter Ferreira; simplesmente grão 5, José de Camargo Prochno; plenamente grão 6, Milten Camargo da Silva Rodrigues.

Estradas — Approvados: plenamente grão 9, Clodomir Ferro Valle, simplesmente grão 4, Pantaleão José Pinto de Moraes; simplesmente grão 3, Victor Stawinski, Alcindo Cruz Guimarães e Arthur Crespo de Oliveira.

Machinas — Approvados: distincção grão 10, Humberto Nobre Mendes; plenamente grão 6, Affonso Cesario Alvira.

Electrotechnica — Approvados: plenamente grão 7, Gentil Ferreira de Souza, Hortencio Pereira Gonçalves e Josey Nunes de Almeida; plenamente grão 6, Affonso Cesario Alvira, Raphael Ferro e Pedro Santiago.

Na Escola Polytechnica a examina vestibular, serão chamados, hoje, dia 27, ás 9 e 12 horas os seguintes candidatos:

Turma effective — José da Cruz Gedeiro Filho, João Salce, Ubyratam Luiz Valmont, Agostinho Accioly de Sá, José Rodrigues Leite Pitanga, Pedro Maere, Custodio Fernandes Tinoco, Luiz Rodrigues de Carvalho, José Augusto da Medeiros Costa e Mario Spinola.

Curso da escola:

Realizam-se hoje, dia 27, os exames das provas oraes das seguintes cadeiras:

Às 10 horas:

Mecanica racional (ultima chamada) — Caio Pompeu de Souza Brasil, Carlos Saint Martin e Horacio Mendes de Oliveira Castro.

Topographia (ultima chamada) — José Sinval Monteiro Lindenberz.

Astronomia — Frederico Guilherme Castilho Lisboa, Gilberto Argenta, Jonathan Castellar, Jacintho Xavier Martins Junior, Leandro José de Faria, Manoel Pacheco de Carvalho, (2ª chamada).

Economia politica — Alfredo Ramos Ferreira.

Hydraulica — Jeronymo de Barros Cavalcanti, Ney Rebello Tourinho, Ophir Vianna, (2ª chamada).

Machinas (1ª turma) — Carmen Velasco Portillo, Hermann Guimarães Palmeira, João Evangelista da Bulhões Carvalho, João José Pinto, José Souza de Miranda, e José de Oliveira Reis.

Turma supplementar — Sigismundo Martins Fontes, Thomaz Marinho Albuquerque Andrade.

Desenho de estradas — Antonio de Moura Abbud, Fernando Gomes Ferraz, José da Costa Monteiro, Paulo de Meirelles Reis, Paulo Osorio Jordão do Brito, Victor Stawinski.

Electrotechnica — Arnaldo da Silva Monteiro Junior.

Metallurgia (2ª chamada) — Eudoro Lemos de Oliveira, Floriano Peixoto de Souza França, Floriano Peixoto Ramos, Luiz Baptista Pereira, Luiz Pereira Teixeira e Eduardo Soares do Sampaio, (ultima chamada).

Desenho topographico, (às 11 horas) — José Bastos de Oliveira, José Gomes

de Lemos, Oscar Alhayde, Leon Isaac Perez e Pedro Moreira Ortiz.

Às 11 horas:

Astronomia (2ª turma) — Mauricio Mont-Mór.

Desenho de architectura — Augusto Teixeira Alvares.

Machinas (2ª turma) — Luiz Barlaquini de Mello, Mauro Santos, Marino Rangel Brígido, Oscar Carvalho de Toledo, Paulo Davivier e Samuel Castanino Motta.

Turma supplementar — Os exames da 1ª turma.

Exercícios praticos:

Electrotechnica — Aguiinaldo da Rocha Lima, Domingos Ramos Paiva, Emiliano dos Reis Gomes Macielara, Iulz Orefre Pinheiro Guedes, Roberto Mendes de Oliveira Castro, Valdir Trajano da Costa, Octavio da Costa Monteiro, Roberto do Couto Ferreira e Nelson Guanabara Maia Forte.

Mineralogia — Christovam Leite do Castro, Christiano Teixeira Lobão, Edgard Machado Werneck, Ariel Leite Barcelo e Petronio Barcellos.

Postos de mar — Hydraulica — Astronomia — Estradas — Machinas — Topographia — Todos os alunos que entregaram relatorios e que tem approvação na cadeira.

Curso de chimica industrial.

Sabbado, 27 do corrente, ás 12 horas, serão chamados para prestar exame vestibular os seguintes candidatos inscriptos: no corpo de chimica industrial:

Turma effective — José da Cruz Oliveira, Emilio de Souza Pereira, Raul Araújo S. Costa, Yolanda Demaria Boiteux, Abelardo Drummond Lobo, Maria Luiz Hussak, Jayme Cardozo Zazallo, Saviu Carvalho da Silveira, Humberto dos Santos Vianna e José Alves de Souza Filho (10).

Turma supplementar — Octavio Ribeiro Pinto, José Enchiquio Galvão dos Santos, Moacyr Silva e Hermann Jacyntho Pitombo Cavalcanti.

A mesma hora será dado ponto para prova graphica aos candidatos que faltaram á primeira chamada.

Realizam-se hoje, 27, ás 10 horas, no edificio do Internato do Collegio Pedro II, campo de São Christovão n. 125, as provas oraes do exame de admissão para os seguintes candidatos:

Segunda e ultima chamada: João Nogueira de Andrade, Mauricio Smith de Faria e Renato Leal Lobo Ribeiro.

Acham-se abertas, até o dia 31 do corrente, na Secretaria do Internato, a renovação das matriculas dos antigos alumnos desse estabelecimento de ensino. Quem não requerer até aquella data, perderá o direito a referida matricula, oujas vagas serão preenchidas pelos novos candidatos ao 1º anno do curso.

Externato do Collegio Pedro II — Exame de admissão — Serão chamados no proximo dia 29, segunda-feira, os seguintes candidatos:

Admissão — Dia 29, ás 9 horas, Sala 3 — 2ª Junta: Waldemiro Potzsch, Antenor Nascentes e Henrique Dodsworth. Supplemento: Marcos dos Santos. Candidatos ns.: 133 — 163 — 181 — 185 — 32 — 201 — 334 — 368 — 399 — 81 — 125 — 16 — 187 — 152 — 171 — 311 — 223 — 61 — 207 — 247. Provas oraes do II.

do Brasil, I, moral e civica e S. physicas e naturaes.

Admissão — Dia 29, ás 9 horas. Sala 3 — 21 junta, a mesma commissão acima mencionada. Candidatos ns.: 319 — 248 — 232 — 176 — 220 — 235 — 231 — 150 — 126 — 401 — 280 — 373 — 145 — 114 — 327 — 242 — 310 — 287 — 160 — 281 — 156 — 340. Provas das mesmas materias acima mencionadas.

Admissão — Dia 29, ás 9 horas. Sala 3 — 1ª junta: Otícioia, Gabaglia e O. de Castro. Supplente: Boscoli. Candidatos ns.: 360 — 189 — 192 — 365 — 316 — 123 — 329 — 272 — 406 — 362 — 346 — 229 — 168 — 283 — 271 — 244 — 301 — 113 — 143 — 179 — 78 — 265 — 216 — 84 — 134 — 381 — 289 — 183 — 2. Provas oraes de portuguez, geographia, arithmetica e geometria.

Exames de preparatórios — Historia do Brasil — Dia 29, ás 11 1/2 horas — Examinadores: G. Ruch, Mendes de Aguiar e Rocha Lima. Supplentes: A. Thomaz e Castello Branco. Candidatos ns.: 1.455 — 1.456 — 1.457. Sala 12.

Arithmetica — Dia 29, ás 9 horas. Sala 4 — Examinadores: J. De Lamare S. Paulo, Armando Godd e Alberto de Barros. Supplentes: Oscar do Pilar e Abel Pinto. Provas escripta e oral. Candidato n. 1.455.

Geographia — Dia 9, ás 9 horas. Sala 5 — Provas escripta e oral — Examinadores: Gabaglia, Miguel Séve e José Piragibe. Supplentes: M. Rezende e Gama e Silva. Candidato n. 1.457.

Exames do curso seriado (candidatos estranhos — Latim) — Dia 29, ás 15 horas. Sala 6 — Promoção — 3º anno — Examinadores: Julio Nogueira, W. Garcia e Tristão da Cunha. Candidato n. 36.

Historia Universal — Dia 29, ás 9 horas. Sala 6 — Promoção — 3º anno — Examinadores: Adrien Dalpech, Antonio Figueira de Almeida e Isnard Barreto. Supplente: Bandeira de Mello. Candidato n. 36.

No Collegio Militar do Rio de Janeiro realizam-se no dia 27 do corrente, ás 14 horas da manhã, os seguintes exames:

Parcelados de arithmetica — Escripito para as praças de pret e para o alumno n. 764. Banca: Drs. Julio, Cintra e Fiuza.

Parcelado de inglez — Escripito. Banca: Drs. Jonathas, P. Pinto e Fenelon.

Devem comparecer neste collegio, segunda-feira, 29 do corrente, ás 10.30, acompanhados dos respectivos responsaveis, afim de effectuarem matricula, os seguintes candidatos:

Idelcar Gouveia de Campos, Moacyr Barcellos Potyguara, Azuir Valente de Menezes, Benjamin Constant Correia, Nelson da Silva Feital, Newton Gama de Barcellos, Irineu Tortori, Paulo Emilio da Camara Ortegá, Euler José Ribeiro, Helio da Cunha Menezes, Helio José Ribeiro, Raymundo Cavalcanti de Aragão, Alberto Carlos Brandão de M. Lima, Helio Villarinho da Silva, Mario Pardigão Coelho, Francisco Dutra Sabrosa, Luiz Fernandes B. da Cunha, Attila Rodrigues Novaes, Germano Duarte Travassos, Isnard Cantalicio, Paulo Trajano da Silva, Farid Elias, Carlos Cesar do Siqueira Dias, Luiz Faria Braga, Benjamin da Costa Lamarão, Lafayette Vargas Moreira Brasileiro, Jacob Coelho Carneiro, Athos Cancellor Santiago, Julio Lima de Moura, Luiz de Paiva Menezes, Washington de Moura, Attila Paiva, Oscar Athayde Silva, Augusto Cid de Camargo

Osorio, Cesar Montagna de Souza, Helio Vieira da Fonseca, Raul Emilio Pereira da Silva, Luiz Francisco Monteiro de Barros, João Paulo Pinheiro, Oscar de Hollanda Moreira, Antonio de Oliveira Paredes, Alexander Walter Coyte, Ewaldo Baptista dos Santos, Francisco Augusto de Souza G. Galvão, Geraldo da Silva Rocha, José Carlos de Noronha, Newton Amaury Ribeiro Cardoso, Oscar Teixeira, Armando dos Santos, Sylvio de Athayde Silva, Darcy Lazaro, Joaquim Martins de Arruda, Oswaldo Varejão da Fonseca, Vinicius Gerpe, José Seabra Nunes, Theotônio Flavio Miguez de Mello, Antonio Marques de Abreu, Alcebiades Prado, Nelson Lemos Amorim, Mario de Magalhães Padilha.

Devem comparecer neste collegio, no dia 30 do corrente, ás 10 horas e 30 minutos, acompanhados dos respectivos responsaveis, afim de effectuarem matricula, os seguintes candidatos:

Axel Barbosa Ferreira de Assumpção, Roberto Moreira da G. Lima Filho, Othon da Silva Sanderman, José Maria M. Continho Marques, Othon Moura Filho, Francisco Montarroyos de M. Costa, Gabriel Luiz Ferreira, José Barreto de Assumpção, Luiz Deotero Porto Alegre, Walter Geraldo Bastos, Cesio Augusto F. Guimarães, Egas Muniz de Aragão, Edgard da Costa Amorim, Mozart Nery Costa, Rubens Alves de Vasconcellos, Alberto Deotero Porto Alegre, Alex Jardim de Mattos, Aristides Pereira Campos, Hilton Benitti A. Moreira, Roberto Sattamine Ferreira, Amlecar Washington Comette, Gilberto Machado de Oliveira, Vicente Marinho da Motta Filho, John Reginaldo Cotrin, Oswaldo da Costa Amorim, Benedieto Maia Pinto de Almeida, Alinor de Albuquerque, Lourival Monteiro da Cruz, Nelson Fernandes Cintra, Carlos Jorge Correia, Epio Brandão de M. Lima, Fernando Pedra Padron, José Ballero, Adil Barbosa de Oliveira, José Barreto de Oliveira, Julio Barbosa Nascimento, Newton Ferreira da Silva, Pindaro Camarinha, Waldir da Costa Muller de Campos, Walter Maia Braun, Edgar Cordovil Vianna, Aureo Greenhalgh Lins, Gerson Gouveia de Queiroz, Geraldo Monteiro de B. Bittencourt, Hugo Helvecio Pinto da Luz, Zalmir Loeio Cavalcanti, Alcides Sanctos, Dalmir da Costa Muller de Campos, Jes Elias Carvalho de Paiva, Leandro Monte Alegre, Raymundo Acreano Gomes, Christovam Massa, Agnaldo da Silva Ribas, Joaquim Sabino Ribeiro, Luiz Sellmann, Sebastião Izahias, Greenhalgh Henrique de Faria Braga, Jorge Moreira Martins, Josino Alcantara de Araujo e Welbo de Olivier Guimarães.

Aviso — Essas matriculas serão feitas de accordo com o art. 71 e seus paragrafos do regulamento em vigor.

Art. 71. Os alumnos contribuintes pagarão em quatro prestações trimestraes, adiantadas, a pensão annual de 1:500\$, devendo o primeiro pagamento realizar-se no acto da matricula, e mais 100\$ de joia.

§ 1.º Cada alumno manterá, no collegio, um deposito de 50\$, para occorrer ás suas despesas eventuaes.

O tempo — Boletim da Floresta da Meteorologia — Previsões para o periodo de 18 horas do dia 26 até 18 horas do dia 27:

Distrito Federal e Niteroy — Tempo bom com nebulosidade variavel e trovoadas locais.

Temperatura — Estavel á noite, mantendo-se elevada de dia.

Ventos — Normaes.

Estado do Rio — Tempo bom com nebulosidade variavel e trovoadas locais, salvo á léste, onde de instavel, passará a bom.

Temperatura — Estavel á noite, mantendo-se elevada de dia.

Estados do Sul — Tempo em geral bom com nebulosidade variavel e trovoadas, instabilizando-se no Rio Grande.

Temperatura — Em ascensão.

Ventos — De norte a léste, frescos.

Nota — Não recebemos as informações meteorologicas expedidas entre 9 horas e 30 minutos e 10 horas, do Estado da Bahia.

Synopse do tempo occorrido:

No Districto Federal (de 18 horas de hontem, ás 15 horas de hoje) — Segundo as observações do Observatorio Meteorológico da Avenida das Nações, o tempo decorren ligeiramente instavel á noite, isto é, com alternativas de tempo bom e incerto e bom com nebulosidade variavel hoje de dia; a temperatura manteve-se estavel. As médias das temperaturas extremas dos postos do Districto Federal foram: 30°2 e 21°2 e as temperaturas extremas do Observatorio Meteorológico foram: maxima, 28°9 e minima, 20°0, verificadas, respectivamente, ás 12 horas e 40 minutos e 6 horas e 10 minutos. Os ventos foram variaveis, predominando os do sul a léste, frescos.

Em todo o paiz (de 9 horas de hontem ás 9 horas de hoje) — Zona Norte — Devido a absoluta falta dos despachos usuaes, não podemos fazer a synopse desta zona. Zona Centro — Nas 24 horas, o tempo foi chuvoso. Esta manhã, ás 9 horas, o tempo esteve instavel. A temperatura foi estavel. Zona Sul — Nas 24 horas, o tempo foi bom no Rio Grande e instavel com chuviscos e chuvas esparsas nos demais Estados. Esta manhã, ás 9 horas, o tempo esteve bom no Paraná e Rio Grande e instavel nos demais Estados. A temperatura elevou-se ligeiramente no Rio Grande e foi estavel nos demais Estados.

Estações de aguas — Nas 24 horas, o tempo foi chuvoso em Caxambú, Passa Quatro, Araxá, Poços de Caldas e São Lourenço. Esta manhã, ás 9 horas, o tempo esteve instavel. A temperatura elevou-se ligeiramente. Temperaturas extremas: 25°0 e 17°0, em Caxambú; 27°0 e 15°0, em Passa Quatro; 23°6 e 18°4, em Araxá; 28°0 e 17°6, em Poços de Caldas e 28°2 e 19°3, em S. Lourenço.

Maiores temperaturas — 38°0, em Goyaz e 35°0, em Coxim e S. L. Gonzaga.

Maiores chuvas recolhidas hoje — 47 mm, em Therozopolis e 28 mm, em Friburgo.

Estado do mar na costa do paiz — Vagas no Rio Grande; pequenas vagas, em São Francisco; tranquillo e chão, nos demais pontos da costa do paiz, do Estado do Rio de Janeiro, até Santa Catharina.

Tendência do nível das aguas do Rio Parahyba — Subindo lentamente em Jacarehy e entre Guaratinguetá e Porto Novo do Cunha e baixando no resto do curso. Não recebemos o despacho do Cachoeira.

Dados aerológicos:
No Distrito Federal (às 10 horas. —
Cor. do quadr. W até 5.400 metros, ve-
locidade média de 5 metros.
Em Campos (às 9 horas e 30 minu-
tos) — Calma a superfície; cor. do

quadr. II até 5.400 metros, velocidade
média de 3 metros.

Em Cuyabá (às 9 horas e 30 minutos)
— Cor. II a superfície, velocidade de 2
metros; cor. do quadr. W até 5.000 me-
tros, velocidade média de 4 metros.

Nota — Devido nuvens baixas, não
foram feitas as sondagens habituaes das
9 horas e 30 minutos no Distrito Fe-
deral, em Santos, Florianópolis, Curitiba
e Mendes. De São Paulo dos Agudos, não
recebemos o nosso despacho aerológico.

DIRECTORIA DE METEOROLOGIA— Instituto Central — Serviço de Previsão do Tempo—Boletim do tempo—Synopse do tempo em
todo o Brasil ao 1/2 dia de Greenwich (9 hs. no Rio de Janeiro) no dia 26 de março de 1926

Zona norte — Devido á absoluta falta dos despachos usuaes não podemos fazer a synopse desta zona.

Zona centro — Nas 24 horas o tempo foi chuvoso. Esta manhã, às 9 horas, o tempo esteve instavel. A temperatura foi estavel.

Zona sul — Nas 24 horas, o tempo foi bom no Rio Grande e instavel com chuviscos e chuvas esparsas nos demais Estados.
Esta manhã, às 9 horas, o tempo esteve bom no Paraná e Rio Grande e instavel nos demais Estados.

Observações meteorologicas effectuadas simultaneamente ao 1/2 dia de Greenwich (9 hs. no Rio de Janeiro) no dia 26 de março de 1926.
(Resumo do Boletim organizado no Instituto Central)

Estações	Observações do dia							Observações da vespera				
	Pressão atmospherica m/m	Temperatura do ar		Vento		Estado do céo	Estado do mar	Estado do tempo e phe- nomenos diversos	Temperatura do ar		Chuva m/m	Estado do tempo e phenomenos diversos
		Obser- vação	Diferença em 24 horas	Direcção	Força				Maxima	Minima		
S.L. do Maranhão (X)												
Barra da Corda (X).												
Fortaleza (X).....												
Quixeramobim (X)...												
Natal (X).....												
Parahyba (X).....												
Recife (X).....												
Pão de Assucar (X)												
Aracajú (X).....												
Bahia (X).....												
Caetité (X).....												
Januaria.....	758.0	26.0	3.0	C	0	9	—	I. (i. manhã)	28.0	22.0	9.0	C. am. pm.
Bello Horizonte (X).												
Theophilo Ottoni...	57.4	26.0	3.0	P	2	9	—	M. ch. (i. m.)	30.0	21.0	2.0	I. am. c. t. pm.
Uberaba.....	58.0	20.0	—	N	0	9	—	I. (i. manhã)	27.0	20.0	5.0	Ch. am. c. t. pm.
Caxambu.....	59.2	23.7	2.7	C	2	10	—	I. (b. manhã)	25.0	17.0	0.4	B. am. pm.
Poços de Caldas...	60.6	22.6	—	NW	0	5	—	B.	28.0	17.6	15.0	C. pm.
Goyaz.....	61.9	23.0	—	E	1	9	—	B. (i. manhã)	38.0	20.0	—	I. am. b. pm.
Santa Luzia.....	61.2	21.0	—	C	0	9	—	I. (i. manhã)	25.0	17.0	26.0	C. am. pm.
Cuyabá (X).....												
Corumbá (X).....												
Victoria.....	58.6	27.0	0.0	SW	2	6	—	I. (b. manhã)	32.0	23.0	—	I. am. pm.
Capital Federal (T.												
Meteorologica)...	60.1	24.2	-2.0	NNE	2	4	Chão.	B. (i. manhã)	29.6	22.0	—	B. am. b. t. pm.
Campos.....	59.3	27.0	1.0	C	0	6	—	B. (c. manhã)	32.0	22.0	4.0	I. am. pm.
Friburgo.....	59.9	22.0	1.0	C	0	2	—	B. (ch. manhã)	29.0	15.0	28.0	I. am. c. t. pm.
Petropolis.....	59.6	23.0	0.0	—	—	2	—	B. (b. manhã)	27.0	16.0	6.0	B. am. c. t. pm.
Rezende.....	58.6	25.0	2.0	C	0	6	—	I. (b. manhã)	31.0	17.0	19.0	T. am. c. t. pm.
Cabo Frio.....	55.2	26.0	1.0	SW	2	6	Chão.	B. (b. manhã)	30.0	22.0	—	B. am. ch. pm.
Therzopolis.....	59.4	22.0	0.0	C	0	2	—	B. (b. manhã)	26.0	23.0	—	I. am. c. t. pm.
S. Paulo.....	60.0	21.0	-2.0	E	2	6	—	B. (i. manhã)	34.0	17.0	1.0	B. am. c. pm.
Santos.....	60.3	25.0	-2.0	NW	2	6	—	I. (i. manhã)	30.0	17.0	—	I. am. ch. pm.
Paranaguá.....	59.0	27.0	-1.0	SE	2	2	Tranquillo.	B. (b. manhã)	31.0	22.0	—	B. am. pm.
Guarapuava.....	58.3	20.0	—	NE	2	9	—	B. (c. manhã)	28.0	23.0	7.0	—
Curityba.....	60.5	21.0	1.0	E	2	9	—	B. (i. manhã)	23.0	14.0	—	I. am. pm.
Florianopolis.....	60.2	24.0	0.0	SE	2	9	—	I. (i. manhã)	30.0	23.0	—	B. am. pm.
Lages.....	58.9	19.0	1.0	SE	2	6	—	B. (i. manhã)	27.0	14.0	—	B. am. i. pm.
Porto Alegre.....	60.0	22.0	-2.0	NE	2	9	—	B. m. (b. m.)	28.0	22.0	—	Ch. am. i. pm.
Uruguayana.....	57.5	25.0	1.0	E	2	0	—	B. (b. manhã)	32.0	21.0	—	B. am. pm.
Montevideo.....	57.4	20.0	-1.0	N	8	—	—	—	—	—	—	—
Buenos Aires.....	56.6	21.0	-1.0	NE	2	—	—	—	—	—	—	—
Passa Quatro.....	58.7	20.0	2.0	NE	2	6	—	I. (c. manhã)	27.0	16.9	1.0	I. am. pm.
Araxá.....	59.8	21.6	—	—	—	—	—	—	23.6	18.4	—	—

Estado do céu — Em decimos de céu encoberto: 0, totalmente limpo; 10, total nente encoberto. Estado do tempo: B, bom; I, incerto; M, mau. Phenomenos diversos: C, chuva; Ne, neve; N, nevociro denso; Nt, nevociro tenue; Sa, saraiva; Ge, geada; Tr, trovoadas com relampago; T, trovões; R, relampagos; O, orvalho; V, ventania.

Os numeros indicativos da força do vento referem-se á Escala Beaufort de 0 calma a 12 tufão. A pressão barométrica achada reduzida a 0° C., do nível do mar e á gravidade normal.

Nota — (X) Não veio telegramma.

Observações meteorológicas realizadas em alguns postos da Capital Federal

Postos	Chuva em 24 horas m/m	Temperaturas extremas		Postos	Chuva em 24 horas m/m	Temperaturas extremas	
		Maxima	Minima			Maxima	Minima
Forte de Copacabana (14 hs.)....	—	25.5	20.0	Santa Cruz.....	0.0	30.0	20.0
Bangu.....	0.0	31.6	22.8	Madureira.....	0.0	32.0	24.9
Nitheroy.....	0.0	31.0	22.3	Villa Isabel.....	0.0	—	—
Rio Comprido.....	—	34.4	23.6	Olaria.....	0.0	32.4	22.6
Penha.....	0.0	32.4	21.9	Jacarépaquá (fechada).....	—	—	—
Jardim Botânico (14 horas).....	0.0	30.2	20.4	Realengo.....	0.0	—	—
Encantado.....	0.0	32.5	23.3	Haddock Lobo.....	0.0	32.0	23.0
Gavea.....	0.6	31.2	20.8	Campo dos Afonsos.....	0.0	33.8	22.0
Odeodoro.....	0.0	32.6	21.8	Aldela Campista.....	0.0	34.0	24.3
Corcovado: Temp. 21°8. Hum. rel. 91 %. Vento SW, 4m.							

Nota — (X) Não veio telegramma.

As temperaturas e a chuva foram lidas no dia 26, às 7 horas. A maxima corresponde a hontem e a minima a esta madrugada.

Companhia de Loterias Nacionais do Brasil — Loterias da Capital Federal —
Lista geral dos premios da 84ª loteria do plano 36, 67ª extração do anno de 1926, realizada em 26 de março de 1926, em beneficio das instituições mencionadas nas leis e decretos em vigor e em virtude do contracto celebrado em 8 de outubro de 1924, na Procuradoria Geral da Fazenda Publica, do Thesouro Nacional:

45094.....	100\$000
16483.....	100\$000
23995.....	200\$000
33793.....	500\$000
46918.....	100\$000
52613.....	500\$000
60738.....	100\$000
57918.....	200\$000
28269.....	1:000\$000
40009.....	100\$000
33193.....	100\$000
45757.....	100\$000
22616.....	100\$000
41652.....	100\$000
42135.....	100\$000
24615.....	200\$000
29577.....	100\$000
54854.....	100\$000
50914.....	100\$000
49042.....	100\$000
00537.....	2:000\$000
60429.....	100\$000
06598.....	100\$000
65601.....	100\$000
24160.....	100\$000
64123.....	100\$000
16296.....	200\$000
13684.....	100\$000
62811.....	100\$000
49321.....	200\$000
07988.....	100\$000
41099.....	500\$000
18268.....	100\$000
58295.....	200\$000
24008.....	100\$000
36340.....	100\$000
48231.....	100\$000
41493.....	100\$000
17729.....	200\$000
06531.....	100\$000
05891.....	500\$000
04762.....	200\$000
29051.....	200\$000
21000.....	100\$000

19685.....	100\$000
00051.....	3:000\$000
17831.....	100\$000
21040.....	100\$000
32521.....	100\$000
23261.....	200\$000
45417.....	100\$000
17179.....	100\$000
15621.....	100\$000
34527.....	5:000\$000
60158.....	100\$000
53611.....	100\$000
03324.....	100\$000
07717.....	200\$000
38652.....	20:000\$000
17774.....	100\$000
02331.....	100\$000
33314.....	1:000\$000
66696.....	100\$000
54744.....	100\$000
12436.....	100\$000
64999.....	100\$000
52780.....	100\$000
06810.....	100\$000
10792.....	100\$000
57773.....	200\$000
09413.....	100\$000
31222.....	100\$000
16284.....	100\$000
22249.....	100\$000
41999.....	200\$000
36145.....	200\$000
58868.....	100\$000
11310.....	200\$000

Approximações

38651 e 38653.....	300\$000
34526 e 34528.....	200\$000
00050 e 00052.....	150\$000
00536 e 00538.....	100\$000

Derezas

38651 a 38660.....	40\$000
34521 a 34530.....	30\$000
00051 a 00060.....	20\$000
00531 a 00540.....	10\$000

Terminação

Os numeros terminados em 2 tem 2\$000.
O fiscal das loterias, do Governo da União, *Peretia de Albuquerque*. — Pelo director assistente, *Antonio de Almeida Castanheira*, chefe da contabilidade. — O escrivão, *Firmino de Cantuaria*.

A Repartição Geral dos Correios expedirá malas pelos seguintes paquetes:

Hoje:

Joazeiro, para Victoria e mais porto do Norte, recebendo impressos até ás 4 1/2; cartas para o interior da Republica até ás 4 e idem, idem, com porte duplo até ás 5 horas.

Commandante Manoel Lourenço, para Ubatuba, Caraguatatuba, Villa Bella, St Sebastião, Santos, São Francisco, Ilhahy, Florianopolis e Laguna, recebem impressos até ás 8 1/2 horas, cartas para o interior da Republica até ás 8, idem, com porte duplo, até ás 9 horas.

Princesessa Mafalda, para Dakar, Barcelona e Genova, recebendo impressos até ás 8 1/2 horas e cartas para exterior da Republica até ás 9 horas.

Lutetia, para Santos e Rio da Prata, recebendo impressos até ás 7 1/2 horas, cartas para o interior da Republica até ás 7 horas, idem, idem, com porte duplo até ás 8 e cartas para o exterior da Republica até ás 8 horas.

Amanhã:

Antonio Delfino, para Santos e Rio Prata, recebendo impressos até ás 7 horas, objectos para registrar até ás 6 horas do dia 27, cartas para o interior da Republica até ás 6, idem, idem, com porte duplo, até ás 6 e cartas para o exterior da Republica até ás 6 horas.

Itapacy, para St. Sebastião, Santos e mais portos do Sul, recebendo impressos até ás 5 1/2 horas, objectos para registrar até ás 18 horas do dia 27, para o interior da Republica, até idem, idem, com porte duplo até horas.

Nota — Vales postaes interna e nacionaes na Thesouraria, no uteis, até ás 14 1/2 horas.

Recebimento de encomendas internacionais pela 5ª secção, to dias até ás 15 horas da vespera tida dos paquetes que se desti Portugal, França, Italia, Inglaterra, manha, Estados Unidos, Uruguay, blica Argentina e Japão. Cartas com valor declarado, para o exte ás 15 horas, dos dias uteis, na t

PARTE COMMERCIAL**CAMARA SYNDICAL**

Boletim da cotação do cambio, fixado pela Camara Syndical dos Corretores de Fundos Publicos da Capital Federal

<i>Pracas</i>	<i>90 d/v</i>	<i>A' vista</i>
Sobre Londres.....	7 5/32	7 3/32
Sobre Paris	\$241	\$243
Sobre Italia	—	\$282
Sobre Hamburgo (rent-mark)	—	\$675
Sobre Portugal	—	\$365
Sobre Belgica	—	\$282
Sobre Hespanha	—	\$988
Sobre Suissa	—	\$353
Sobre Suecia	—	\$885
Sobre Noruega	—	—
Sobre Dinamarca	—	—
Sobre Syria e Palestina	—	\$244
Sobre Tcheco-Slovaquia	—	\$208
Sobre Nova York	68925	78016
Sobre Montevideo	—	78100
Sobre Buenos Aires (peso-papel)	—	28765
Sobre Buenos Aires (peso-ouro)	—	68250
Sobre Hollanda (florim)	—	28817
Sobre Japão (yen)	—	38230
Sobre Rumania	—	\$034
Sobre Canadá	—	—
Sobre Austria (por 10.000 cordas)	—	\$990

Moedas

Libras (ouro)	30\$000
Pescetas (papel)	1\$000
Escudos (papel)	\$390
Liras (papel)	\$290
Francoes (papel)	\$280

Bolsa

Apolices uniformizadas de 5 %, miudas	650\$000
Apolices uniformizadas de 1:000\$, 5 %	702\$000
Apolices diversas emissões de 1:000\$, 5 %, nom.	700\$000
Apolices diversas emissões de 1:000\$, 5 %, nom., (cautela)	675\$000
Apolices diversas emissões de 1:000\$, 5 %, port.	631\$000
Obrigações do Thesouro Nacional de 1:000\$, 7 %	850\$000
Obrigações ferroviárias de 1:000\$, 7 %	823\$000
Apolices emprestimo municipal de 1904, port.	450\$000
Apolices emprestimo municipal de 8 %, port., (decreto n. 1.933)	175\$000
Apolices emprestimo municipal de 8 %, port. (decreto n. 2.093)	173\$000
Apolices Estado de Minas Geraes de 1:000\$, 5 %, nom.	718\$000
Banco dos Funcionarios Publicos	50\$500
Banco Portuguez do Brasil, nom.	167\$000
Banco Portuguez do Brasil, port.	138\$000
Banco do Brasil	400\$000
Companhia Confiança Industrial	198\$000
Companhia America Fabril	260\$000

Secretaria da Camara Syndical do Rio de Janeiro, em 25 de março de 1926. — A. Vaz de Carvalho Junior.

RENDAS PUBLICAS**Alfandega do Rio de Janeiro**

NOTA DA RENDA NO DIA 26 DE MARÇO DE 1926

	1926			1925		
	Ouro	Papel	Total	Ouro	Papel	Total
Renda de hoje.....	216:205\$467	247:977\$131	464:182\$598	222:103\$571	247:337\$141	469:440\$712
Renda até 25.....	5.577:572\$031	6.046:270\$058	11.623:842\$089	4.952:680\$348	4.526:502\$790	9.479:183\$138
Total.....	5.793:777\$498	6.294:247\$169	12.088:024\$667	5.174:783\$919	4.773:839\$931	9.948:623\$850
Diferença para mais.....	618:993\$579	1.520:407\$258	2.130:400\$837	—	—	—

Renda-ouro convertida á taxa de hoje (3\$623).....

827:634\$527

Renda-papel

247:977\$131

Total

1.075:611\$658

Papel e ouro convertido.....

27.101:191\$105

Total em papel.....

28:176:802\$763

Recebedoria do Distrito Federal

Renda arrecadada de 1 a 25 de março de 1926	17.498:266\$808
Renda arrecadada 26 de março de 1926	904:404\$822
	18.402:671\$430
Em igual período de 1925	16.041:004\$677
Diferença para mais de 1926	2.361:666\$753

EDITAES E AVISOS**MINISTERIO DA FAZENDA****Directoria do Patrimonio Nacional**

CONCURRENCIA PUBLICA PARA A CONSTRUÇÃO DA ALFANDEGA DO RIO GRANDE DO NORTE

De ordem do Sr. director do Patrimonio Nacional, faço saber a todos os interessados que serão recebidas até ás 2 horas da tarde do dia 20 de abril de 1926, na secretaria desta directoria e no gabinete do Sr. delegado da Delegacia Fiscal do Rio Grande do Norte, em Natal, propostas para a construção da Alfandega deste Estado sob as seguintes condições:

Clausula 1ª

As propostas serão apresentadas sem rasura, entrelinhas ou emendas e as quantidades por extensão, devidamente selladas, datadas e assignadas com as firmas reconhecidas, declarando em seguida o proponente sujeitar-se as clausulas esboçadas no presente edital.

Clausula 2ª

As propostas serão apresentadas em envelopes fechados com a declaração pela parte externa de «Proposta» e em outro envelope a parte também fechada com a declaração de «Idoneidade», que deverá conter os documentos de idoneidade.

Clausula 3ª

As condições de idoneidade dos proponentes, que serão julgadas dentro de cinco dias após a chegada dos envelopes, fechados dos Estados, são as seguintes: attestado de competencia profissional passado por um engenheiro, de responsabilidade firmada, ou outro qualquer documento que prove já ter executado obras que possam ser comparadas com as que dão lugar ao presente edital; bem como, apresentar documentos de capacidade financeira firmada por uma casa bancaria ou um instituto equivalente em que declare tomar inteira responsabilidade do proponente e afirmar que o mesmo está em condições financeiras de executar as obras que constam da presente concorrência.

Clausula 4ª

As propostas serão abertas perante a comissão encarregada de presidir e dar parecer sobre a concorrência, organizada de accordo com o código de contabilidade, sendo porém, abertas apenas as propostas que forem julgadas idoneas. No caso de serem recebidas propostas na delegacia de Natal na hora e dia marca-

dos pelo edital, estas serão enviadas em registrado pelo correio á Directoria do Patrimonio, para serem abertas todas juntas no dia e hora previamente annunciado pelos jornaes desta Capital e na presença de todos os interessados ou por procuração destas.

Clausula 5ª

As propostas cujos donos não tiverem sido considerados idoneos não serão abertas, ficando á disposição dos mesmos para serem retiradas durante o prazo de 15 dias após a concorrência.

Clausula 6ª

O preço apresentado na proposta para execução das obras nas condições do edital não poderá ser superior a réis 288:828\$000.

Clausula 7ª

Não serão tomadas em consideração as propostas que constarem apenas de offerecimentos de uma redução sobre a proposta mais barata, ficando também reservado ao Governo, o direito de não aceitar proposta alguma das apresentadas, assim como poder annullar a presente concorrência sem assistir o direito de reclamação ou indemnização de especie alguma e sob qualquer pretexto.

Clausula 8ª

No caso de duas ou mais propostas iguaes, terá preferencia: a) a que propuzer maior redução sob o preço apresentado; b) o proponente brasileiro; c) no caso de empate será procedido sorteio.

Clausula 9ª

O proponente obriga-se a ter um representante nas obras que assumirá perante a fiscalização a responsabilidade tecnica das mesmas até a sua entrega definitiva.

Clausula 10ª

Os concorrentes para apresentação das suas propostas deverão apresentar o talão da Thesouraria Geral ou da Thesouraria da Delegacia Fiscal do Estado, com o qual provarão ter feito o deposito da caução de 6 % sobre o valor do orçamento approved; caução esta feita em apolices da Munição ou em moeda corrente, não vencendo neste caso juro algum.

Clausula 11ª

A caução de que trata a clausula anterior será restituída aos interessados, mediante requerimento, após o julgamento da concorrência, exceptão do concorrente accito, a qual deverá ser reformada com a extensão de 5 % sobre os pagamentos a serem effectuados até o final acabamento da obra.

Clausula 12ª

Se o proponente accito recusar assinar o contracto dentro de 6 dias da data do convite feito pelos jornaes officiaes, perderá em favor da União a caução a que se refere a clausula 10ª.

Clausula 13ª

O contracto só se tornará effectivo para a contagem dos prazos depois de approved pela autoridade competente e registrado pelo Tribunal de Contas.

Clausula 14ª

As obras constam da construção de uma Alfandega na cidade de Natal, de accordo com o projecto e as especificações que acompanham o mesmo; para

isso estarão á disposição dos Srs. interessados todos os desenhos e mais informações que precisarem, na sala da 2ª sub-directoria do Patrimonio Nacional, todos os dias uteis das 2 ás 5 horas da tarde e no gabinete do Sr. delegado fiscal do Rio Grande do Norte.

Clausula 15

O prazo para inicio das obras será de 30 dias após o registro do contracto no Tribunal de Contas e para terminação será de 10 meses a partir da data do inicio, salvo motivo de força maior, com justificação apresentada por intermediação da fiscalização e aceita pelo Sr. ministro.

Clausula 16

Os concorrentes terão plena liberdade de na direcção tecnica e administrativa dos trabalhos, devendo porém obedecer á acatar todas as decisões e observações que forem feitas pelo engenheiro fiscal, para este fim designado pelo Governo; convindo porém, que todas as ordens recebidas por parte da fiscalização sejam feitas por escripto e entregues ao contractante mediante recibo.

Clausula 17

Os pagamentos serão effectuados em cinco prestações, mediante attestado passado pelo engenheiro fiscal, pela maneira abaixo especificada: a primeira prestação no valor da quinta parte da proposta apresentada e aceita, depois de concluidas as fundações até o nivel do chão do pavimento terreo, inclusive a impermeabilização do piso; a segunda prestação, de igual valor, quando estiverem concluidas as paredes e a cobertura; a terceira, do mesmo valor, quando estiverem concluidas as escadas, forros, soalhos, marcos alizares, emboço e reboco internos; a quarta, quando estiverem concluidos o revestimento exterior, a instalação de agua e de esgoto; a quinta e ultima do mesmo valor das outras quatro, na entrega das chaves. Com o recebimento definitivo do edificio por parte do engenheiro fiscal, o proponente poderá levantar, por meio de requerimento, as importâncias das suas cações depositadas até então.

Clausula 18ª

As despesas com a fiscalização correrão por conta do contractante, sendo para isso retirados na ocasião do recebimento de cada prestação a quantia correspondente a 3 % sobre o valor da mesma, para pagamento ao engenheiro fiscal.

No caso de prorrogação do prazo concedido pela autoridade superior, as despesas de fiscalização correrão exclusivamente por conta do proponente, á razão de 500\$ para cada mez ou fracção de mez que exceder do prazo.

Clausula 19ª

Nenhum acrescimo, diminuição ou modificação no projecto apresentado será feito sem previo consentimento do engenheiro fiscal. No caso de alteração ser com acrescimo de despesas, esta só será permitida depois de ter feito o respectivo orçamento e de se ter pedido para o mesmo a approvação por parte do Sr. ministro.

ESPECIFICAÇÕES PARA A CONSTRUÇÃO DA ALFANDEGA DE NATAL

O edificio será construido no local indicado pela fiscalização e obedecendo em tudo ao projecto approved. No caso de haver demolição, o custo desta deverá

ser compensado com o material demolido, avaliado pelo engenheiro fiscal e devendo o restante, caso haja, ser recolhido em depósito.

Materiaes a empregar:

Água

Só será empregada água doce, proveniente do abastecimento à população.

Areia

Será granulosa, isenta de materias terrosas.

Pedra para alvenaria

Deverá ser dura e sem fendas.

Pedra britada

Será angulosa e isenta de terras ou de pó. As suas dimensões serão de 0m,06 para os trabalhos de concreto do piso, das vigas das portas e janellas e das columnas.

Saibro

Deverá ser de primeira qualidade.

Cal

Será de pedra e isenta de impurezas, chegando secca e em estado virgem para ser extinta na obra e de modo a ser empregada antes da sua carbonatação.

Cimento

De marca conhecida e pega lenta, sendo preferido em geral o cimento de procedencia sueca ou dinamarquesa.

Tijolos

Das melhores marcas e a juizo da fiscalização.

Telhas

Serão do typo francez e de procedencia paulista, ou outra que possa substituir, com approvação da fiscalização.

Azulejo

Serão de 0m,15 x 0m,15, de fabricação holandeza ou inglesa.

Ladrilhos

Serão hydraulicos, de 0m,20 x 0m,20 e a escolha da fiscalização.

Madeiras

Toda a madeira a ser empregada será de primeira qualidade. A madeira para o telhado e para os barrotes e soalhos será de massaranduba e a das esquadrias será de cedro. Todas essas madeiras deverão ser isentas de brancos e de brocas.

Assoalhos

Será todo elle de acapú e páo amarello, em frizos de 0m,10 x 0m,03 de espessura e de macho e femca. Toda a madeira dos soalhos deverá ser pedida com a devida antecedencia, para a sua secagem.

Ferro e aço

O ferro e o aço a serem empregados no concreto, nas vigas duplo T e nas grades deverão ser de primeira qualidade, quando dobrados a frio, não apresentarem fendilhamento e nas dimensões indicadas pela fiscalização.

Cobre

As folhas de cobre para as calhas e conductores serão planas, de espessura uniforme, maleavel e sem liga.

Tinta, oleo, colla e vernizes

Serão todos de primeira qualidade e das melhores marcas. No oleo de linhaça será preferivel o "Blund Spencer" e dos vernizes para queimar nós o da marca "Knoting Vernich".

Vidros

Os vidros para as vidraças serão do typo branco esponjoso ou granulado fino, translucido e com 2,5 m/m de espessura. Os vidros para cobertura da claraboia serão estriados e proprios para esta fim.

Ferragens

As ferragens são todas ellas de latão, sendo que as cremones em S serão nickeladas. As fechaduras do typo "Yale", com maçanetas de porcellana branca. Os fechos de embutir, targetas, dobradiças, quer de simples, quer de palmellas serão todos de latão.

Loça sanitaria

Será de grés esmaltado de primeira qualidade, a juizo da fiscalização, iguaes á adoptada na Repartição de Saneamento de Recife.

Material electrico

Será tambem de primeira qualidade e obedecerá ás prescripções technicas da companhia que explora os serviços em Natal.

EXECUÇÃO DOS TRABALHOS

Locação

O edificio será locado no terreno, de accordo com a planta fornecida pela repartição. Ao empreiteiro cabe fazer esse serviço de locação e a fiscalização de verificar a sua correção, ficando o mesmo responsavel por qualquer engano.

Cora para fundações

Todo o moviniento de terras será feito por conta do empreiteiro, inclusive a limpeza da obra e o afastamento do entulho para o local previamente designado pelo engenheiro fiscal.

Fundações

As fundações serão construidas da conformidade com o projecto até a profundidade de 1m,70, sendo considerado excesso de fundação o que passar deste limite. Nenhuma cava de fundação poderá ser cheia sem o previo exame do terreno e a respectiva approvação por parte do engenheiro fiscal.

Casa forte

Será feita de accordo com o projecto e detalhes fornecidos pelo engenheiro fiscal. Devendo levar além da porta especial uma outra interna de vergalhões de ferro quadrado com fechadura.

Escadas

O esqueleto das escadas externas serão de alvenaria de pedra com a camada de um de cimento por quatro de areia, assentando as suas fundações em terreno firme. Os degraus dessas escadas serão revestidos de forros de marmores artificial, denominado «marmoritos».

Concreto armado

O concreto armado das portas e janellas, das columnas e da escada, será feito de accordo com os detalhes fornecidos pela fiscalização, devendo obedecer ás regras da boa technica. Os materias do concreto serão bem medidos e revolvidos a secco, na proporção de 2 por 2,5 e por 4, sendo, então introduzida a agua depois desta operação, afim de obter a plasticidade necessaria. Nos ferros collocados no fundo dos moldes se introduz uma certa porção de cimento liquido, para envolver os mesmos. A retirada das formas, que serão de madeira reforçada, só será feita com autorização previa da fiscalização.

Concreto do piso

Será feito na proporção de 1 x 3 x 6, com pedra britada de 6 c/m depois das terras serem bem comprimidas ou apiloadas em camadas de 0,20 e com auxilio d'agua.

Passeio

Contornando o edificio será feito um passeio com pedra de alvenaria em forma de calçada, com 0,20 de espessura e 1,0 de largura, levando esta calçada uma camada de cimento de 1 x 2 de areia com traços formando desenhos á escolha da fiscalização.

Forros

Os forros do 1º e 2º pavimentos do edificio inclusive tabeiras, abas e cimalthas serão de madeira de primeira qualidade e de macho e femca com dous bites, nas dimensões de cinco em couçociras e pregados nos barrotes do soalho do 2º pavimento e nos barrotes do forro do 2º pavimento.

Soolhos

Serão, tanto do primeiro, como do segundo pavimento, de laboas de friso, de 0,10 x 0,03, de espessura de acapú e páo amarello, levando em todas as salas, um entabecimento, a juizo da fiscalização. Todo o soalho, depois de terminados os trabalhos internos será raspado e afagado.

Revestimento

Será feito de accordo com os desenhos do projecto e com argamassa de um de cimento por quatro de cal, oito de areia e 1/20 de oca lavada, para dar a cor do marfim.

Ladrilhos e azulejos

O hall central e os compartimentos das installações sanitarias serão ladrilhados com ladrilhos hydraulicos com as respectivas tabeiras sendo o desenho á escolha do engenheiro fiscal. As paredes dos compartimentos sanitarios serão revestidas de azulejo branco, até a altura de 1,50 e de juntas alternadas, arrematando estes azulejos com um friso de cor e uma cimaltha branca. A concordancia com o plano das paredes revestidas com o chão será em meia cunha de azulejo branco de 2" de volta.

Escalas

A escada interna será de cimento armado com um soeco da mesma natureza, para repousar a grade de ferro que vae ligar a galeria de contorno do hall central. Essa escada será revestida de capa de emarmoritos com 0,03 de espessura e em tons claros.

Madeiramento

Será todo de massaranduba ou outra madeira que possa substitui-la a juizo da fiscalização, e nas dimensões indicadas no projecto; sendo as tesouras ligadas por bragaadeiras e estribos de ferro com parafusos.

Cobertura

Será de telhas do typo francez de procedencia paulista ou de outra a juizo da fiscalização.

Grades

Os portões e as grades de parapeito da galeria serão de ferro batido com vergalhões quadrados de accordo com o desenho e dimensões fornecidas pela fiscalização.

Calhas e conductores

Serão de cobre e 12" de secção rectangular e sustentadas por cambotas de madeira e os conductores correndo fóra das paredes sustentados por escapulas de ferro.

Esquadrias

Os tipos dos caixilhos das esquadrias, serão dados pela fiscalização antes da feita a encerramento por parte do empreiteiro, quer quanto ao numero do folhas, quer quanto ao numero, tamanho das almofadas e dos quadros para os vidros. Essas esquadrias serão fixadas em lacos de madeira picada, previamente collocados nas prumadas dos vãos das portas e janelas.

Roda-pés

E todos os compartimentos soalhados, junto á parede, correrá um roda-pé, de madeira, com 2 c/m de grossura por 22 de altura, de madeira da primeira qualidade, pregados em lacos de madeira, previamente embutidos nas paredes para fixação desses roda-pés.

Electricidade

De accordo com as prescripções técnicas da companhia que explorar esse serviço na cidade de Natal. Terá um relogio triphasico, dividido em tres secções: uma para o primeiro pavimento, outra para o segundo e outra para a parte externa.

Pintura

Todos os forros e esquadrias depois de enmassados, lixados, receberão tres tons de tinta, inclusive a denominada aparelho. As grades do ferro levarão uma pintura anti-corrosiva de zinco e em seguida serão pintadas de duas demãos nas cores escolhidas pela fiscalização.

Instalação d'agua e de esgoto

O empreiteiro executará a instalação d'agua e esgoto na parte interna do edificio. Em lugar escolhido pela fiscalização, serão collocadas duas caixas de ferro galvanizado, em chapas 16, com cantoneiras, com a capacidade de 800 litros cada uma; afim de fazer o abastecimento aos diversos aparelhos do edificio. Esses aparelhos serão os seguintes: pias de mão, caixas de descarga, torneiras para lavagem e filtros para talhas. Os diâmetros dessas canalizações, serão indicados pela fiscalização. Quanto á instalação de esgoto obedecerá aproximadamente ás prescripções do serviço de saneamento de Recife e Parahyba. O empreiteiro será obrigado, apenas a fazer a canalização de manilha de 4", a uma distancia, no maximo, de 30 metros, além da parede externa do edificio.

(Processo n. 8.961/26).

Secretaria do Patrimonio. 19 de março de 1926. — *Eugenio F. Neiva*, secretario.

Delegação do Tribunal de Contas no Estado de Santa Catharina

O chefe da Delegação do Tribunal de Contas no Estado de Santa Catharina em cumprimento ao respeitavel accordo do Egregio Tribunal de Contas, de 9 de dezembro do anno proximo passado, exarado no processo de aprovação da importância de 22.000\$800, recebida por adiantamento, em agosto de 1923, pelo engenheiro-chefe da Comissão de Estudos e Obras do Porto de Laguna, no mesmo Estado, Sr. Dr. Candido Lucas Gaffie, intima o dito engenheiro a, dentro do prazo de 20 dias, recolher aos cofres publicos a supradita importância, acrescida dos juros da mora que forem

devidos, proveniente da glosa do alludido adiantamento e a cujo pagamento fôr condemnado.

Florianopolis, 13 de março de 1926 — *Heraclito G. Lobato de Vasconcellos*, chefe da delegação.

Recebedoria do Distrito Federal

Pelo presente edital-faz-se publico que, tendo sido extraviado o conhecimento de deposito n. 340, de 27 de dezembro de 1919, de conformidade com o capitulo II, secção III, art. 202 do Código do Contabilidade, vai ser restituída á Companhia de Navegação S. João da Barra e Campos a importância de réis 16:445\$800, de que trata o mencionado conhecimento.

Primeira Sub-directoria. 20 de março de 1926. — *Benjamin Guimarães Santos*, sub-director, interino.

Recebedoria do Distrito Federal

De accordo com o capitulo II, secção III do art. 202 do Código do Contabilidade, faz-se publico que vai ser restituída á Empresa de Aguas Gerozas, á rua Riachuelo n. 92, mediante termo de responsabilidade, a importância de 800\$. depositada pelo conhecimento n. 54, de 9 de abril de 1920, que foi extraviado.

1ª Sub-directoria. 24 de março de 1926. — *Benjamin Guimarães Santos*, sub-director, interino.

Camara Syndical

O Dr. Ary de Almeida e Silva, presidente da Camara Syndical dos Corretores de Fundos Publicos, etc.:

Faz saber, de ordem da Camara Syndical que, tendo fallecido em 19 de janeiro ultimo o corretor de fundos publicos desta praça, Sr. Antonio Pereira da Motta, pelo presente são chamados quaesquer interessados em transacções em que houvesse intervenido o mesmo corretor, a virem liquidar as no prazo de seis meses, conforme preceitua o art. 14 do decreto n. 2.475, de 13 de março de 1897, incorrendo nas disposições da lei os que no referido prazo não fizerem valer os seus direitos. E eu, Lucrecio Fernandes de Oliveira, secretario, o subscrovi.

Secretaria da Camara Syndical, 25 de fevereiro de 1926. — *Ary de Almeida e Silva*, syndico. (1.339).

Alfandega do Rio de Janeiro

EDITAL COM O PRAZO DE QUINZE DIAS

De ordem do Sr. inspector desta alfandega, convida-se a quem quer que, directa ou indirectamente se julgar interessado no processo relativo á apprehensão de 299 fardos da marca OGAC, contra-marca 402 — Rio de Janeiro, n. 341/609, pesando bruto 54.507 kilogrammos, contendo papel para impressão, vindos pelo vapor *Maasland*, entrado neste porto em 14 de junho de 1924 e consignados á ordem, mercadoria esta cuja retirada desta alfandega por taxa muito inferior á devida, fôr preparada por meio de uma falsa requisição em que se falsificara tambem a assignatura do capitulo de convolta Francisco Bomfim do Andrade a vir eu mandar allegar nesta repartição o que julgar a bem de seus direitos e defesa dentro do prazo de 15 dias, a contar da publicação deste, sob pena de revella.

Alfandega do Rio de Janeiro, 22 de março de 1926. — *Aurelio Flores*, 2º escriptuario.

MINISTERIO DA MARINHA**Arsenal do Marinha do Rio de Janeiro****EDITAL DE INTIMAÇÃO**

Pelo presente edital são intimados os herdeiros de Manoel Francisco Quadros para, no prazo de trinta (30) dias, contados da primeira publicação deste, comparecerem neste arsenal, afim de effectuar o pagamento, em estampilhas federaes, das importancias da sessenta e sete mil e trescentos réis (67\$300), trinta e quatro mil duzentos e oitenta réis (34\$280) e setenta e tres mil trescentos e oitenta réis (73\$380), provenientes da insufficiencia de sellos appostos nos contractos que o referido Manoel Francisco Quadros assignou em 18 de fevereiro de 1920, para reparos na vedeta numero um do encouraçado «Minas Geraes», e, em igual data, para reparos na vedeta numero dois do mesmo encouraçado, e em 21 de maio de 1920 para reparos no rebocador «Intrepido».

Arsenal de Marinha do Rio de Janeiro, 23 de março de 1926. — *Antonio Lemos Vieira*, 1º official, pelo secretario.

Arsenal do Marinha do Rio de Janeiro**EDITAL DE INTIMAÇÃO**

Pelo presente edital é intimado o Sr. M. H. Millar, para, no prazo de trinta (30) dias, contados da primeira publicação deste, comparecer neste arsenal, afim de effectuar o pagamento, em estampilhas federaes, da importância de trinta e quatro mil duzentos e cincoenta réis (34\$250), proveniente da insufficiencia de sellos appostos no contracto que assignou em 9 de julho de 1920, para reparos na lanchar n. 9.

Arsenal de Marinha do Rio de Janeiro, 23 de março de 1926. — *Antonio Lemos Vieira*, 1º official, pelo secretario.

Directoria de Fazenda**COMISSÃO DE CONCURRÊNCIA****I**

De ordem do Sr. contra-almirante, director geral de Fazenda, communico aos interessados, que, no dia 6 de abril proximo futuro, serão recebidas e abertas as propostas para fornecimento o instalação de uma lavanderia, no Hospital Central de Marinha, na Ilha das Cobras.

II

A concorrência versará sobre o preço para o fornecimento do material necessario á instalação de uma lavanderia para o Hospital Central de Marinha, na Ilha das Cobras, tendo em vista as especificações annexas a este edital, devendo os concorrentes apresentar os orçamentos com os preços detalhados e discriminações.

III

Os contractantes compromettem-se a executar os trabalhos de instalação, de accordo com as especificações que farão parte integrante do contracto, não podendo modificá-las, e si por parte dos contractantes forem sem autorização alteradas as formas e dimensões das diversas peças, ou si forem utilizados materiais que não sejam de primeira qualidade, será o contractante obrigado a reparar o trabalho ou retirar esses mate-

riaes logo que para isso receba ordem. Em caso de recusa, o Ministerio da Marinha, por si ou por outrem, concluirá esses trabalhos, correndo as despesas por conta do contractante.

IV

O Governo tornará ao proponente preferido, livre de qualquer onus, o local conveniente na Ilha das Cobras, necessario á execução dos trabalhos contractados.

V

A preferencia será dada ao concorrente que apresentar menor preço, sem prejuizo das vantagens technicas do fornecimento.

VI

A inobservancia no cumprimento fiel das especificações por parte do contractante determinará intimação por escripto do fiscal para demolir, reinstallar e reparar o trabalho ou parte d'elle, de accordo com o contracto.

VII

As obras serão dirigidas pelo contractante ou seu preposto, sendo todo o pessoal necessario nos trabalhos de sua livre nomeação, ficando porém o Governo com direito de exigir a dispensa ou retirada do serviço de qualquer empregado ou operario que embarace a fiscalização dos trabalhos ou que não se subordine ao regimen militar estabelecido nos locais em que trabalharem.

VIII

No caso de divergencia entre o fiscal e o contractante será o caso submettido a decisão da Directoria Geral de Engenharia Naval e com o recurso final para o ministro da Marinha, si essa decisão não for acatada.

IX

No correr dos trabalhos, o Governo poderá fazer nelles as modificações que julgar necessarias, desde que o valor dellas não exceda do orçamento acceto.

X

Na falta do cumprimento de qualquer clausula do contracto, será o contractante passivel de uma multa de cinco por cento (5 %), do valor das obras, imposta pela fiscalização e recurso da Directoria de Engenharia Naval. No caso de reincidencia, ficará sem effeito o contracto perdendo o contractante a caução e o que tiver a receber.

XI

O contractante ficará obrigado a todas as despesas com andaimes, ferramentas, transporte do material e pessoal e outros serviços, exigidos para execução dos trabalhos, e bem assim a reparação a sua custa de todas as avarias e estragos que produzirem em qualquer dependencia do Ministerio da Marinha, como consequencia da execução de qualquer serviço.

XII

O pagamento será feito nas seguintes condições: primeira prestação, de trinta por cento (30 %) quando iniciados os trabalhos da installação; trinta por cento (30 %), quando montados todos os machinismos e quarenta por cento (40 %) quando terminadas, experimentadas e aceitas as installações.

XIII

Todos os materiais serão de primeira qualidade e obedecerão ás especificações annexas.

XIV

A concorrência será presidida pelo vice-director de Fazenda a quem serão dirigidas as propostas, e a comissão reunir-se-ha ás treze horas, na respectiva sala das sessões, onde receberá as propostas em tres vias, sendo a primeira sellada com os preços por extenso e em algarismos, sem emendas, rasuras ou cousa que cause duvida.

XV

Só poderão concorrer as firmas que forem previamente julgadas idoneas de existencia legal e inscriptas na Directoria de Fazenda de accordo com o artigo 15 do regimento interno, mandado executar pelo aviso n. 5.253 A, de 31 de dezembro de 1924.

XVI

As propostas serão abertas e lidas em presença dos concorrentes; nenhuma será aceita fora dos termos deste edital, e deverão trazer o preço global do fornecimento e installação, e bem assim o prazo para entrega prompta a funcionar.

XVII

Os concorrentes aporatarão com as propostas documentos provando que depositaram na pagadoria deste ministerio, até a vespéra do dia da concorrência, a importância de quatro contos de réis (4.000\$000), para garantir a assignatura do contracto, importância essa que reverterá para a Fazenda Nacional, no caso do preferido recusar-se a assignar o mesmo contracto.

XVIII

As propostas deverão obedecer ao estabelecido nos arts. 748 e 749, do regulamento annexo ao decreto n. 15.783, de 8 de novembro de 1922, ficando os concorrentes sujeitos a tudo quanto determina esse regulamento.

XIX

O concorrente preferido fará uma caução de cinco por cento (5 %) sobre o valor total da obra, para garantir a fiel execução do contracto.

XX

Especificações a que se refere o edital acima

1. Duas machinas de lavar, com capacidade para 65 kilos de roupa, com tambor interno de cobre de 750 millímetros de diametro, por 1.250 millímetros de comprimento, completa, com descarga automatica, fabricante M. Schaeffer e G. Berna.

2. Uma turbina para secar, empregada com motor electrico, tambor interno de cobre, 400 millímetros de altura por 1.000 millímetros de diametro (do mesmo fabricante).

3. Uma calandra a vapor com capacidade de 120 kilos de roupa até 2.000 de largura (do mesmo fabricante).

4. Um aparelho a vapor, para ferver roupa de sangue, etc., com 650 millímetros de diametro e 800 millímetros de altura (do mesmo fabricante).

5. Uma estufa a vapor para secar roupa (do mesmo fabricante).

6. Dois carros para receber roupa lavada, de ferro batido e zinco (do mesmo fabricante).

7. Transmissão para accionar as duas machinas de lavar e a calandra, completa, com polias, correias, consolos e manivelas, (do mesmo fabricante).

8. Uma caldeira a vapor vertical, multitubular, com 12 metros cubicos, de superficie de aquecimento, chaminé, bomba de alimentação, injector e armadura do mesmo fabricante.

9. Seis ferros electricos para engomar mar (do mesmo fabricante).

10 Um motor electrico, 10 cavallo (Reining Gelbertz Schall).

Comissão de Concurrências, 16 de março de 1926. — Nelson Guimarães Vianna de Barros, secretario

Directoria de Fazenda

COMISSÃO DE CONCURRENCIAS

Do ordem do Sr. capitão de mar e guerra commissario, presidente da comissão de concurrencias, e de accordo com o artigo 750, do regulamento annexo ao decreto n. 15.783, de 8 de novembro de 1922, publico a proposta recebida na sessão de 25 do corrente, referente ao serviço de estiva de carvão, durante o corrente anno.

Directoria de Fazenda, D. F. 1, em 25 de março de 1926. — Nelson Guimarães Vianna de Barros, secretario.

Wilson, Sons & Co. Ltd, estabelecidos á avenida Rio Branco n. 37, devidamente inscriptos na Directoria de Fazenda, de accordo com o art. 15, do regimento interno, conforme edital publicado no *Diario Official*, de 12 de março do corrente anno, propõem e se obrigão a:

1. receber o carvão no costado dos navios cargueiros, sendo o maximo de recebimento diario de 500 (quinhentas) toneladas, e entregar aos navios e repartições da Marinha a 7\$000 (sete mil réis) cada tonelada;

2. carregar no deposito, sendo o maximo de recebimento diario de 500 (quinhentas) toneladas e entregar aos navios e repartições da Marinha a 8\$500 (oito mil e quinhentos réis) cada tonelada.

Rio de Janeiro, 25 de março de 1926. — Por Wilson, Sons & Co. Ltd., assignatura illegivel.

Directoria de Fazenda

CONCURRENCIA ADMINISTRATIVA

I

Do ordem do Sr. contra-almirante, director geral de Fazenda, communico aos interessados que no dia 30 do corrente, ás quatorze (14) horas, na sala de sessões da comissão de concurrencias, serão recebidas e abertas as propostas para o fornecimento, a este ministerio, no corrente anno, dos artigos constantes da relação annexa.

II

A concorrência será presidida pelo chefe de divisão mais antigo da mesma directoria, e as propostas serão dirigidas ao presidente da comissão de concurrencias, em tres vias, sendo a primeira sellada, com os preços por extenso e em algarismos, sem emendas, rasuras ou cousa que cause duvida, e encerradas em envelopes lacrados, fazendo o assumpto da concorrência.

III

Só poderão concorrer as firmas que forem previamente julgadas idoneas, de existencia legal e inscriptas na Directoria de Fazenda, de accordo com o artigo 15 do regimento interno mandado executar pelo aviso n. 5.258 A, de 31 de dezembro de 1924.

IV

As propostas serão abertas em presença dos concorrentes; nenhuma será

receita fóra dos termos deste edital e deverão obedecer ao estabelecido nos artigos 748 e 749 do regulamento anexo ao decreto n. 15.783, de 8 de novembro de 1922, ficando os concorrentes sujeitos a todas as determinações desse regulamento.

V

Os concorrentes apresentarão com as propostas, documento provando que depositaram na pagadoria deste ministério, até o dia 29 do corrente, a quantia de um conto de réis (1:000\$) em moeda corrente ou apolices da dívida pública federal ao portador. Essa caução, que garantirá o fornecimento supra, reverterá para a Fazenda Nacional, si o proponente preferido se recusar a entrar com o referido fornecimento no prazo marcado.

VI

Todos os artigos serão de primeira qualidade e subordinados às especificações e desenhos existentes na Diretoria de Fazenda (D. F. 1.) à disposição dos interessados.

VII

As propostas obedecerão ao modelo existente na D. F. 1, mencionando os concorrentes nas mesmas propostas, além dos artigos do presente edital, os respectivos números de ordem.

Comissão de Concurrenças, em 19 de março de 1926. — *Mário Rebello da Mendonça*, secretário.

Relação do material necessário ao suprimento do Depósito Naval do Rio de Janeiro, para concorrência de 1926

1. Apparelho para determinação do ponto de fusão da parafina nos óleos minerais (fig. 1), unidade.
2. Apparelho para destilação de gasolina (fig. 2), unidade.
3. Apparelho para emulsão dos óleos de 1.500 r. p. m., unidade.
4. Apparelho de Conradsen, completo, unidade.
5. Apparelho para medir a largitude e duração da chamma dos explosivos, ultimo modelo, completo, com todas as peças necessárias ao seu funcionamento, unidade.
6. Apparelho para provas de capsulas e detonadores, ultimo modelo, completo, unidade.
7. Apparelho metallographico, constante de um microscopico Zeiss, com stativa segundo Martens, com todos os accessorios indispensaveis á analyse micrographica dos metais e ligas metallocas, constante da lista n. 62, do catalogo da Vereinigte Fabriken-for Laboratorien-Bedarf-Berlin N, com camera e accessorios a elle applicaveis, constante da lista n. 435, do mesmo catalogo, ultimo modelo, unidade.
8. Balões de Engler, de 100 cc., Standard (fig. 3), unidade.
9. Centrifugador para 4 tubos de capacidade de 100 cc. cada um e 1.400-1.500 r. p. m., com os respectivos tubos (modelo A. S. T. M.), unidade.
10. Chronometro Saybolt, unidade.
11. Cadinhos de Skidmore de ferro, de 45 cc. de capacidade, 65 m/m. de diametro e 37 m/m. a 39 m/m. de altura, com tampa e uma abertura, fechado por um parafuso, unidade.
12. Cadinhos de porcellana, polidos, de 25 a 26 cc. de capacidade e 46 m/m. de diametro, unidade.

13. Cadinhos de ferro forjado, com tampa de mais ou menos de 180 cc. de capacidade, 86 m/m. de diametro e 58 a 60 m/m. de altura, unidade.

14. Garrafas de Babcock, modificadas para prova de insaturação da gasolina, graduado até 100 %, unidade.

15. Medidor de pressão, de Richel, para explosivos, completo, ultimo modelo com todas as peças necessárias ao seu funcionamento, unidade.

16. Morteiro proprio para o aparelho de medir o comprimento e duração da chamma dos explosivos, ultimo modelo, unidade.

17. Machina para moer cordite, fig. A, 4.952, usado pelo Almirantado Inglez, unidade.

18. Martello de queda de 30 kilos, para prova de sensibilidade de explosivos, unidade.

19. Pencira para cordite, fig. A, 4.945 usado pelo Almirantado Inglez no exame das polvoras, unidade.

Comissão de Concurrença da Marinha, 19 de março de 1926. — *Mário Rebello de Mendonça*, secretário.

MINISTERIO DA VIAÇÃO E OBRAS PUBLICAS

Estrada de Ferro Central do Brasil

CONCURRENCIA ADMINISTRATIVA N. 19

Do ordem da directoria, faço publico que, ás 12 horas do dia 12 de abril do corrente anno, realizar-se-ha, na sala de concurrenças desta intendencia, na Estação Maritima, a concorrência administrativa n. 19, sendo recebidas propostas para o fornecimento á 4ª divisão desta estrada, dos artigos abaixo mencionados:

50 (cincoenta) metros cubicos de cedro vermelho ou rosa, com comprimento minimo de 5m,00 e esquadria minima de 0m,50 x 0m,50, metro cubico.

500 (quinhentas) taboas de peroba, aparelhada, sem macho e femea, de 5m,00 x 0m,20 x 0m,045, uma.

Os proponentes deverão declarar o prazo da entrega, sendo o mais urgente possivel, e bem assim que se sujeitam a todas as condições do presente edital.

Para esta concorrência prevalecem todas as demais condições do edital da concorrência administrativa n. 3, publicada no *Diario Official* de 21 de janeiro do corrente anno, sendo exhibido o recibo da caução de 20:000\$, citado no referido edital, ou da de 1:000\$ feita na Thesouraria da estrada até a véspera do dia da realização da concorrência, para garantia deste fornecimento.

As primeiras vias das propostas da presente concorrência serão selladas com uma estampilha de 1\$ por folha.

Intendencia da Estrada de Ferro Central do Brasil, 25 de março de 1926. — *Benjamin Jacob*, intendente.

Estrada de Ferro Central do Brasil

CONCURRENCIA ADMINISTRATIVA N. 20

Do ordem da directoria faço publico que ás 12 horas do dia 30 do corrente mez realizar-se-ha, na sala de concurrenças desta intendencia, na estação Maritima, a concorrência administrativa n. 20, sendo recebidas propostas

para o fornecimento á 1ª divisão (Intendencia) desta estrada, dos artigos abaixo mencionados:

55 (cincoenta e cinco) metros de conduite de 4 1/4", metro.

190 (cento e noventa) metros de fio 8 D. R. C., metro.

5 (cinco) caixas de derivação de ferro para fio 8 D. R. C., uma.

25 (vinte e cinco) box-couplings, retos, de 1 1/4", um.

8 (oito) parafusos de rosca sobeinha para madeira de 5", um.

60 (sessenta) escapulas de ferro para cammo de 1 1/4", uma.

6 (seis) soldanas de louça de 2" x 2", uma.

1 (uma) chave triphasica para 130 ampéres, por.

6 (seis) fusíveis de 50 ampéres, um.

2 (duas) peças de fita isolante, uma.

1 (um) quadro de peroba de 0m,70 x 0m,60, por.

Entrega immediata.

Os proponentes deverão declarar que se sujeitam a todas as condições do presente edital. Para esta concorrência prevalecem todas as demais condições do edital da concorrência administrativa n. 3, publicada no *Diario Official* de 24 de janeiro do corrente anno, sendo exhibido o recibo da caução de 20:000\$, citado no referido edital, ou o de 100\$, feita na thesouraria da estrada até a véspera do dia da realização da concorrência, para garantia deste fornecimento.

As primeiras vias das propostas da presente concorrência serão selladas com uma estampilha de 1\$ por folha.

Intendencia da Estrada de Ferro Central do Brasil, 26 de março de 1926. — *Benjamin Jacob*, intendente.

Inspectoria de Aguas e Esgotos

Não tendo sido cumpridas pelos proprietarios dos predios abaixo mencionados as intimações que lhes expediu esta inspectoria, renovo-as de ordem do Sr. Dr. inspector, devendo ser obedecidas dentro do prazo de 15 dias, a contar de hoje, sob pena de multa regulamentares:

Rua São Christovão n. 207 A, propriedade de Augusto Camello da Silva Ribeiro, instalar hydrometro de 10m/m. em substituição ao do predio.

Rua São Christovão n. 609, propriedade de Manoel Seixas, instalar hydrometro de 10m/m. em substituição ao do predio.

Praia do Retiro Saudoso n. 37, propriedade de Miranda & Gaspar, instalar hydrometro de 15m/m. em substituição ao do predio.

Praia do Retiro Saudoso n. 93, propriedade de Peixoto Faria & Comp., instalar hydrometro de 20m/m. em substituição ao do predio.

Praia do Retiro Saudoso n. 101, propriedade de Anatolia P. da Costa, instalar hydrometro de 15m/m. em substituição ao do predio.

Rua Idalina Senra n. 34, propriedade de José da Silva, instalar hydrometro de 15m/m.

Praia de São Christovão n. 19, propriedade de Francisco Antonio Maria Esberard, instalar hydrometro de 15m/m. em substituição ao do predio.

Rua Bomfim n. 80, propriedade de Bento Augusto de Barros Ribeiro, instalar hydrometro de 10m/m. em substituição ao do predio.

Rua Figueira de Mello n. 223, propriedade de José Gonçalves Rabagosa,

instalar hydrometro de 10m/m. em substituição ao do predio.

Rua Lopes de Souza n. 43, propriedade de Maria Joaquina Monteiro, instalar hydrometro de 15m/m. em substituição ao do predio.

Secção de Expediente da Inspectoria de Aguas e Esgotos, 19 de março de 1926. — *Mendes Campos*, chefe da secção.

Inspectoria de Aguas e Esgotos

De ordem do Sr. Dr. inspector, convindo o proprietario do predio abaixo a vir cumprir a intimação e a pagar a multa por que é responsavel:

Rua do Cattleto n. 102, propriedade de Celeste Ferreira Lima.

Secção de Expediente da Inspectoria de Aguas e Esgotos, 19 de março de 1926. — *Mendes Campos*, chefe da secção.

Inspectoria de Aguas e Esgotos

De ordem do Sr. Dr. inspector, convindo os proprietarios constantes da relação anexa, a virem pagar na thesouraria desta inspectoria, a rua do Riachuelo n. 287, as contas por que são responsaveis, sob pena de serem as mesmas remetidas á cobrança executiva, si o respectivo pagamento não fór satisfeito no prazo de 15 dias, a contar da data da primeira publicação.

Rio de Janeiro, 16 de março de 1926. — *Mendes Campos*, chefe da secção.

CONTADORIA DE AGUAS E ESGOTOS

Numero da conta — Responsavel — Localidade — Numero do predio — Importancia devida

N. 13 — Sebastião Gonçalves Ribeiro, rua Senador Pompeu n. 181, 127\$828.

N. 21 — Royal M. S. Pashet Co., avenida Rio Branco ns. 51 a 55, réis 21\$587.

N. 22 — Adriano C. Cesar e outros, largo de S. Francisco n. 32, 26\$331.

N. 23 — João Claudino M. Vianna, rua do Lavradio n. 79, 9\$202.

N. 24 — Francisco Alvaro de Nogueira, rua Vasco da Gama n. 130, réis 12\$376.

N. 25 — Emilia, menor, e outros, rua Sete de Setembro n. 139, 52\$686.

N. 26 — Bernardino N. L. Guimarães, rua Visconde de Itaúna n. 111, casa 9, 12\$054.

N. 27 — Antonio Vieira Motta, ladeira Pedro Antonio n. 13, 19\$927.

N. 28 — Rita I. F. da Costa, rua Senhor dos Passos n. 116, 9\$098.

N. 29 — Carlos J. e Jorge Hiptis, rua do Riachuelo n. 87, 8\$031.

N. 30 — Leopoldina J. M. de Aguiar, rua da Quitanda n. 54, 33\$425.

N. 31 — Anna A. R. Mascarenhas, travessa do Guedes n. 41, 14\$989.

N. 32 — José Araújo Motta Junior e Radamé Araújo Motta, rua Uruguayana n. 26, 53\$792.

N. 33 — Severiano A. Cavalcante, rua Paulo de Frontin n. 42, 29\$803.

N. 34 — Salvador Malifitano, rua Saldanha Marinho n. 27, 23\$653.

N. 35 — Manoel Antonio de Pinho, rua Saccadura Cabral n. 109, 101\$126.

N. 36 — Companhia do Porto do Rio de Janeiro, rua Saccadura Cabral n. 1, 11\$365.

N. 37 — Julio Ferrini, rua Buenos Aires n. 20, 6\$860.

N. 38 — Manoel Alves da Nobrega, rua Senador Pompeu n. 39, 11\$785.

N. 39 — Conde Sucena, rua dos Ourives n. 23, 80\$697.

N. 40 — N. O. 3ª da Penitencia, rua Gonçalves Dias n. 67, 72\$599.

N. 41 — Rodrigo R. Vianna, rua Buenos Aires n. 226, 6\$860.

N. 42 — Francisco F. Guimarães, rua Farnizi n. 61, 6\$860.

N. 43 — Maria dos Anjos Araujo, rua João Cardoso n. 27, 6\$860.

N. 44 — Abilio Maria da Cunha, rua Frei Caneca n. 273, 66\$449.

N. 45 — Lucinda da C. B. Ribeiro, rua Jogo da Bola n. 45, 13\$552.

N. 46 — Santa Casa da Misericórdia, travessa do Comercio n. 18, 6\$860.

N. 47 — Sr. proprietario, rua Cordeiro da Graça n. 89, 18\$245.

N. 48 — José Rizzo, rua S. Leopoldo n. 198, 6\$860.

N. 49 — Companhia S. A. Fluminense, rua da Gamba n. 203, 12\$307.

N. 50 — Emilia C. M. Rocha, rua dos Andradas n. 109, 6\$860.

N. 51 — Evaristo S. Gonçalves, rua Farnizi n. 79, 6\$860.

N. 52 — Maria dos Anjos, travessa Britto Teixeira n. 17, 6\$860.

N. 53 — Francisco de O. Rabello, praça Tiradentes n. 39, 8\$324.

N. 54 — José A. Guimarães e outros, rua Dr. Piragibe n. 14, 8\$031.

N. 55 — Victorino Lopes Sampaio, rua de Pinto n. 18, 7\$446.

N. 56 — Eduardo A. C. da Silva, rua Felipe Nery n. 7, 7\$446.

N. 57 — Daniel F. de Freitas, rua Saccadura Cabral n. 262, 15\$771.

N. 58 — José F. Mattos, rua D. Felicidade n. 21, 10\$291.

N. 59 — Religiosos de S. Bento, rua D. Gerardo n. 46, 20\$775.

Contadoria de Aguas e Esgotos, em 12 de março de 1926. — *Jesse Tavares*, contador.

Inspectoria de Aguas e Esgotos

Não tendo sido cumpridas pelos proprietarios dos predios abaixo mencionados as intimações que lhes expediu esta inspectoria, renovo-as de ordem do Sr. Dr. inspector, devendo ser obedecidas dentro do prazo de 15 dias, a contar de hoje, sob pena de multas regulamentares.

Rua São Luiz Gonzaga n. 89, propriedade de Antonio Telles de Souza, instalar hydrometro de 10 m/m em substituição ao do predio.

Rua São Luiz Gonzaga n. 308, propriedade de Emilio Corrêa do Amaral, instalar hydrometro de 10 m/m em substituição ao do predio.

Rua Sinimbu n. 70, propriedade de José Siqueira V. Fontes, instalar hydrometro de 15 m/m em substituição ao do predio.

Rua Affonso Penna n. 150, propriedade de José Maria Fernandes, instalar hydrometro de 15 m/m em substituição ao do predio.

Rua Consultorio n. 77, propriedade da Irmandade Cruz dos Militares, instalar hydrometro de 10 m/m em substituição ao do predio.

Rua Dr. Mael n. 103, propriedade de Luiz M. de Freitas, instalar hydrometro de 15 m/m em substituição ao do predio.

Rua Figueira de Mello n. 238, propriedade de Henrique Carlos Ortiz, instalar hydrometro de 10 m/m em substituição ao do predio.

Rua General Canabarro n. 41, propriedade de Joaquim de Azevedo Villela, instalar hydrometro de 15 m/m em substituição ao do predio.

Rua Figueira de Mello n. 393, propriedade da Sociedade B. Artistas do

São Christovão, instalar hydrometro de 15 m/m em substituição ao do predio.

Rua Mariz e Barros n. 344, propriedade da Sociedade A. Estamparia Colombo, instalar hydrometro de 20 m/m em substituição ao do predio.

Secção de Expediente da Inspectoria de Aguas e Esgotos, 22 de março de 1926. — *Mendes Campos*, chefe da secção.

Inspectoria de Aguas e Esgotos

De ordem do Sr. Dr. inspector, convindo os proprietarios constantes das relações anexas, a virem pagar na thesouraria desta inspectoria, a rua do Riachuelo n. 287, as contas por que são responsaveis, sob pena de serem as mesmas remetidas á cobrança executiva, si o respectivo pagamento não fór satisfeito no prazo de 15 dias, a contar da data da primeira publicação.

Rio de Janeiro, 19 de março de 1926. — *Mendes Campos*, chefe da secção.

CONTADORIA DE AGUAS E ESGOTOS

Numero da conta — Responsavel — Localidade — Numero do predio — Importancia

N. 114 — R. B. S. Portuguesa de Beneficencia, rua Professor Gabizo numero 24, 5\$208.

N. 115 — Rodrigo da Silva Guimarães, rua Professor Gabizo n. 14, 4\$347.

N. 116 — José Maria Campos, rua Barão de Petropolis n. 73, 7\$731.

N. 117 — O proprietario, rua São Frederico n. 5, 6\$038.

N. 118 — O proprietario, rua São Frederico n. 13, 7\$000.

N. 119 — José Ricardo M. Leal, rua Pedro Americo n. 84, 13\$476.

N. 120 — Antonio Castello Branco, ladeira do Peixoto n. 73, 6\$038.

N. 121 — Phendelina C. de Mendonça, rua Pereira da Silva n. 240, 6\$038.

N. 122 — O proprietario, rua Leite Leal n. 9, 4\$317.

N. 123 — Angelina P. Cardoso, rua Tavares Bastos n. 112 A-B, 6\$225.

N. 124 — Manoel Freire dos Santos, rua Barão de Petropolis n. 27, 7\$731.

N. 125 — Sr. proprietario, rua Azevedo Lima n. 54, 4\$347.

N. 126 — Pedro Sá, rua Tavares Bastos n. 81, 11\$822.

N. 127 — Sr. proprietario, rua Ilapirú n. 67, 20\$018.

N. 128 — Sr. proprietario, rua Ilapirú n. 45, 6\$647.

N. 129 — Domingos Teixeira da Cunha, rua Marechal Pires Ferreira numero 67, 15\$030.

N. 130 — Maria L. M. Menezes, rua Barão de Ilapagipe n. 190, 12\$142.

N. 131 — Antonio Gomes, rua Professor Gabizo n. 36, 8\$692.

N. 132 — João de Oliveira Dias, rua Araújo Penna n. 61, 5\$308.

N. 133 — José Santos Azevedo, travessa Fernandina n. 37, 17\$251.

N. 134 — Henrique Tocci, rua Benjamin Constant n. 161, 19\$259.

N. 135 — Antonio Lara, rua Santa Alexandrina n. 357, 4\$347.

N. 136 — Baroneza de Araújo Maia, rua Professor Gabizo n. 1, 18\$260.

N. 137 — Alfredo Lopes Soria, rua Professor Gabizo n. 34, 7\$731.

N. 138 — José Ribeiro, rua das Neves n. 25, 15\$842.

N. 139 — Elisa Borges Bastos, rua Cosme Velho n. 265, 5\$497.

N. 140 — Sr. proprietario, ladeira Smith Vasconcellos n. 21, 18\$260.

N. 142 — Bertha Luginger, rua Barão de Petropolis n. 75 (30), 10\$661.

N. 143 — Pedro de Sá, rua Tavares Bastos n. 80, 13\$476.

N. 144 — Alda Bastos, rua Cosme Velho n. 291, 6\$647.

N. 145 — Dr. Oscar Clark, rua do Bispo n. 180, 9\$700.

N. 146 — Sr. proprietario, rua Idalina n. 3, 8\$692.

N. 147 — Sr. proprietario, rua Barão de Itapagipe n. 268, 9\$700.

N. 148 — Sr. proprietario, rua Barão de Petropolis n. 154, 10\$611.

N. 149 — Alcino Chavantes Junior, travessa Navarro n. 92, 11\$076.

N. 150 — Julio C. Santos Marques, rua Cosme Velho n. 124 (15), 4\$482.

N. 151 — Adelino Augusto do Moraes, largo do Rio Comprido n. 55, 11\$986.

N. 15 — Celestino da Silva Pereira, rua Nascimento Silva n. 375, 33\$293.

N. 17 — Raymundo Frazão Cantanhede, rua F. n. 86, 39\$840.

N. 37 — Sr. proprietario, rua Buenos Aires n. 20, 6\$800.

N. 44 — Antonio Madeira & Irmão, rua Barão de Mesquita n. 920, 87\$513.

N. 60 — Armando Braca, rua Encarnação Coriolano sem numero, 9\$573.

N. 92 — Manoel Garcia Barroso, rua Mario Pereira n. 35, 12\$187.

N. 68 — José Augusto Moreira, rua Gama n. X, 12\$909.

N. 69 — Manoel Escabla, rua Gama sem numero, 12\$909.

N. 46 — Edmundo Kelly, rua Guaxupé n. 47, 10\$000.

N. 45 — Ivo Graça Campos, rua Guaxupé n. 27, 10\$000.

N. 16 — Paulo Gomes, rua Projectada n. 2, 16\$110.

N. 31 — João da Silva Dias, rua Visconde de Cabo Frio n. 48, 8\$243.

N. 15 — Bernardo do Almeida, rua Votta n. 2, 14\$800.

N. 36 — Moysés José Vieira, rua José Hygino n. 155, 19\$906.

N. 38 — Leontino G. Tane, rua Antonio Saloma n. 50, 21\$325.

N. 61 — João Pereira da Costa, rua Aracajú n. 60, 7\$788.

N. 85 — Eduardo Antonio Rangel, Estrada do Cafundá sem numero, réis 11\$403.

Contadoria das Águas e Esgotos, em 16 de março de 1926. — *Jesse Tavares*, contador.

MINISTERIO DA GUERRA

Directoria Geral de Saude da Guerra

CONCURSO PARA MEDICOS DO EXERCITO

De ordem do Sr. director da Saude da Guerra, faço publico que, a partir de 15 de março corrente, estará aberta nesta directoria, por 20 dias, a inscripção para o concurso ao primeiro posto do quadro de medicos do Exercito.

Directoria de Saude da Guerra, Capital Federal, 13 de março de 1926. — *Dr. Alarico Damazio*, tenente-coronel chefe do gabinete.

Segunda Circumscripção de Recrutamento

ESTADO DO RIO DE JANEIRO

Edital de convocação de sorteados

O coronel Ludgero José da Cruz, chefe do serviço de recrutamento do Estado do Rio de Janeiro.

Faz saber que foram sorteados para o serviço do Exército nos dias 6 a 18 do setembro do anno findo, na sede do Serviço de Recrutamento, nesta cidade de Niteroy, os cidadãos constantes das relações em seguida transcriptas por município, todos pertencentes às classes de 1904 a 1903, sendo em numero de 7.882 para a primeira chamada e de 3.724 do contingente suplementar.

São, portanto, desde já, convocados para a incorporação do corrente anno a realizar-se em outubro os sorteados da primeira chamada ou sejam os que tem unidade designada conforme se vê das referidas relações, ficando avisados os que fazem parte do contingente suplementar de que serão chamados em novembro para se apresentarem de 20 a 30 desse mez.

Todo sorteado ora chamado deverá apresentar-se de 10 a 21 de outubro proximo à junta de alistamento do seu município e aquellos que o não fizerem ficarão sujeitos às penas estabelecidas nos regulamentos militares e no código penal do Exército, incorrendo nas mesmas penas os sorteados do contingente suplementar que, sendo chamados em novembro, não se apresentarem para a incorporação.

Cada sorteado chamado deverá se dirigir ao presidente da junta de alistamento ou ao delegado de recrutamento do município por onde tiver sido alistado a fim de obter os meios de transporte e receber o competente certificado de apresentação, com o qual seguirá para o ponto de concentração de onde será encaminhado para o corpo que lhe foi designado no caso de ser julgado apto, ou regressará a seu domicilio si, o contrario, for julgado incapaz temporaria ou definitivamente.

E para que chegue ao conhecimento de todos, eu 2º tenente José de Macedo Braga, adjunto da 2ª secção, lavrei o presente edital que será affixado na sede desta circumscripção e publicado no *Diario Official*, depois de assignado pelo coronel chefe do serviço.

Niteroy, 20 de março de 1926. — *Ludgero José da Cruz*, coronel.

(Continuado do n. 67)

Município de Campos

Contingente a fornecer 677 sorteados — Contingente suplementar 422 sorteados :

Os sorteados de ns. 1 a 192 são designados para o 2º Batalhão de Caçadores, em Niteroy, de ns. 193 a 677 para o 3º Regimento de Infantaria, em Praia Vermelha, e os de ns. 678 a 1.099 fazem parte do contingente suplementar. Exceptuam-se os isentos por motivo de arrimo ou já excluidos por quaisquer outros motivos, inclusive *habeas-corpus*.

Os de ns. 1 a 508 são da classe da 1904 e os de ns. 509 a 1.099 são da classe de 1903.

Classe de 1904

294. Abelardo da Silva Neves.
163. Abelardo, filho de Tancredo Gomes da Silva.
331. Abelardo, filho de Francisco da Hora de Jesus.
402. Accacia, filha de Geralda Maria do Espírito Santo.
384. Acyr, filho de Anthero de Mattos.
492. Adolphino, filho de Elisiario Soares Pessanha.
124. Admarco Ferreira Martins.
306. Adem Rodrigues Soares.
426. Afonso Celso, filho de Miguel Maria de Vasconcellos.
201. Agenor, filho de Joanna Maria das Dores.
288. Agnello, filho de Maria Francisca de Souza Pinto.
183. Aguiar de Americano, filho de Pedro Americano Corrêa.
475. Alberto, filho de Francisco Ignacio da Silva.
104. Alberto, filho de Joaquim Ribeiro da Silva.
469. Alcides, filho de Domingos de Paula.
251. Alfredo, filho de Maria Pinto.
445. Alvaro, filho de Ignacio Soares da Silva.
379. Alvaro, filho de Idalina da Conceição.
171. Alvaro, filho de Pedro Paulo de Barcellos.
486. Alvaro Serpa, filho de Joaquim Serpa.
427. Amaro, filho de Virgínio Gonçalves Servo.
196. Amaro, filho de Antonio João do Rosário.
460. Amaro, filho de Josepha Gomes da Silva.
39. Amaro, filho de José da Costa Ribeiro.
178. Amaro Brito, filho de Isabel Josepha de Carvalho.
146. Amaro, filho de Manoel Simões de Rezende.
215. Amaro Bento Braz.
167. Amaro, filho de Rosa Maria do Espírito Santo.
477. Amaro, filho de Benedicto Francisco Carlos.
403. Amaro, de João Angelo.
194. Amaro, filho de Carmelita Maria das Dores.
112. Amaro, filho de Hermogenio de Souza Ramos.
250. Amaro, filho de João Gonçalves Pinto.
449. Amaro Barreto, filho de Arminda Maria de Castro.
384. Amaro, filho de Cecilia Alves Monteiro.
164. Amaro, filho de Antonio Amaro da Silva.
182. Amaro, filho de Antonio Clemente da Cunha.
15. Amaro, filho de Joaquim Rodrigues dos Santos.
400. Amaro, filho de Antonio Ribeiro Barreto.
211. Amocyr Arantes Escocarde.
165. Angelino, filho de Ancelmo Rodrigues.
32. Antonio, filho de Rosa Maria da Conceição.
309. Antonio, filho de Ricarda Januaria dos Santos.
117. Antonio, filho de Antonio Manoel Gomes.
52. Antonio, filho de Procopio Ramos de Oliveira.
1. Antonio, filho de Procopio Ramos de Oliveira.

535. Antonio, filho de Amaro de Souza Rodrigues.
 102. Antonio, filho de Antonio Pereira Barcellos Filho.
 365. Antonio, filho de Joaquina Pereira Lyrio.
 175. Antonio, filho de Clara Maria da Conceição.
 152. Antonio, filho de Tobias José Ribeiro.
 487. Antonio, filho de José Abud.
 407. Antonio, filho de Antonio Joaquim de Faria.
 151. Antonio, filho de Constantino José Luiz.
 372. Antonio Ferreira Torres.
 5. Antonio, filho de Manoel Antonio de Oliveira.
 339. Antonino, filho de Jovino Vieira Dutra.
 369. Antonio Siqueira de Almeida.
 88. Antonio, filho de Benedicto de Souza Gomes.
 481. Antonio Pedro, filho de João Roberto Milagres.
 333. Antonio Pinheiro Dias.
 241. Antonio França de Queiroz.
 357. Antonio, filho de João Baptista Praxedes.
 57. Antonio Cardoso Fagundes.
 169. Antonio dos Santos, filho de João Vieira dos Santos.
 54. Antonio Basilio, filho de Antonio Basilio de Azevedo.
 38. Antonio, filho de Benedicto Baptista Souza.
 343. Antonio, filho de Rita Ribeiro da Costa.
 121. Antonio, filho de João Cabral Mogo.
 44. Antonio, filho de Candida da Conceição.
 68. Antonio, filho de José Pinto de Miranda e Silva.
 232. Antonio, filho de Carlota Maria de Jesus.
 281. Antonio, filho de Maria Rosa do Nascimento.
 301. Antonio, filho de João Baptista Araújo.
 386. Antonio, filho de Candido da Silva Maciel.
 95. Antonio, filho de Maria Rosa da Conceição.
 310. Antonio, filho de Antonio Ribeiro Coutinho.
 446. Antonio, filho de Lucia Maria da Conceição.
 304. Antonio, filho de Julia Ferreira de Souza Gomes.
 10. Anacleto, filho de Jovencio Ribeiro.
 437. André, filho de Antonio Guerra Martins.
 188. Anorelino, filho de Manoel Manhães de Azevedo.
 231. Anahyr Ferreira de Souza.
 274. Anthenor, filho de Manoel Francisco Carlos.
 320. Appollilde, filho de Authero Siqueira Lima.
 248. Apulchro, filho de Antonio Ribeiro de Abreu.
 258. Archimedes, filho de Amaro Leal de Oliveira.
 78. Archimedes, filho de Jeronymo José do Nascimento.
 453. Argemiro, filho de Antonio Rodrigues Filho.
 436. Argemiro, filho de Sebastião Crespo.
 53. Aristides, filho de Emilia Maria da Conceição.
 239. Aristides Gomes Carneiro.
 247. Arduino, filho de Alfredo José Paoluccio.
 138. Aristides Baptista, filho de Benedicta Ribeiro.
 156. Aristides D. Souza Lobo.
 448. Armando, filho de Lucia do Espírito Santo.
 219. Armando, filho de Felisimada Bernarda Pereira.
 228. Armando Jesus Fernando, filho de Manoel Jesus Fernandes.
 216. Arnulpho Pinto Carvalho.
 347. Artuepas, filho de Francisco Pinto Mogo.
 465. Arthur Oscar, filho de Flavio Gonçalves Dias.
 433. Arthur Conceição, filho de Sebastiana Maria da Conceição.
 391. Arthur, filho de José Pereira da Motra.
 100. Arthur, filho de Adriano Tell's.
 235. Ary, filho de Manoel Joaquim de Azevedo Lima.
 179. Asemirol, filho de Ubaldino de Souza Barros.
 137. Athillo, filho de Amphiloquio Torres Braga.
 113. Ataulpho, filho de Andreino Rodrigues da Costa.
 123. Athanair, filho de Manoel José de Lima.
 71. Attractino, Morcira da Silva.
 504. Aurelio, filho de Salvador Pereira de Carvalho.
 79. Aurino, filho de Luiz Augusto da Silva.
 49. Aurino Rosa, filho de Salustiano Camillo Jorge.
 354. Avelino, filho de Avelino Gomes dos Santos.
 232. Azamor, filho de Aurelino Morrison de Oliveira.
 157. Baldomero, filho de Oscar de Souza Leite.
 403. Bernardino, filho de Malvino Reis.
 463. Bernardino Antonio Siqueira.
 351. Bernardino, filho de Silvina José de Barros.
 222. Benedicto, filho de Maria Francisca das Dores.
 96. Benedicto, filho de Maria Antonia do Espirito Santo.
 428. Benedicto, filho de José da Silva Barreto.
 92. Benedicto, filho de Antonio Sebastião Cruz.
 340. Benedicto, filho de Manoel Ribeiro Pessanha.
 190. Benedicto Manhães D. Castro.
 319. Benedicto, filho de Adalgisa Ribeiro de Souza.
 339. Benedicto, filho de Manoel Gomes da Silva Mogo.
 7. Benedicto, filho de João Antonio Machado.
 263. Benedicto, filho de Lina Maria Constancia.
 328. Benedicto, filho de Manoel Francisco dos Santos.
 412. Benedicto, filho de Benavinda Ignacia de Sousa.
 233. Benedicto, filho de Adalgisa Maria Alves.
 341. Benedicto, filho de Benedicta Maria das Dores.
 500. Benedicto, filho de Margarida Maria de Jesus.
 416. Benedicto, filho de Alexandrina Martins da Penha.
 270. Boabdil Greves, filho de Ladislao da Costa Bastos.
 346. Braulino, filho de Basilio Pereira Martins.
 360. Braulino, filho de Maria Rosa da Conceição.
 468. Brasilco Pluminense Vieira.
 273. Brazilino, filho de Felicidade Pereira Bastos.
 399. Camillo, filho de Dominges Maria do Espirito Santo.
 404. Camilo, filho de Josepha Maria de Andrade.
 454. Carlos Magno Linhares.
 159. Carlos Magno, filho de Marietta Fe da Conceição.
 495. Carlos, filho de Oscar Alves Ferreira.
 162. Carlos Augusto, filho de Manoel Augusto Monteiro.
 29. Carlos Barboza de Castro.
 143. Carlos Lobo Moreira Braga.
 116. Carlos, filho de Miguel Ribeiro da Motta Ramos.
 290. Carlos Moraes, filho de Derval Lucio de Moraes.
 455. Carlos, filho de Carlos Diniz da Silva.
 98. Carlos Teixeira Couto, isento.
 409. Cassio de Castro Nunes.
 429. Celso, filho de Francisco Augusto Ferreira Vaz.
 342. Chrisantho, filho de Felipe Pereira Barros.
 144. Chrisolino, filho de Valentim José da Costa.
 19. Christovão Moura da Cruz.
 484. Ciro, filho de Francisca Hora do Jesus.
 133. Claudionor Hugo, filho de Rita Luiza dos Santos.
 17. Claudinier, filho de João Machado Pessanha.
 33. Claudimer, filho de José de Souza Muntz.
 300. Claudio, filho de Francisca Maria da Costa.
 217. Clodomiro, filho de Rosa Maria de Lima.
 200. Cláudio, filho de Constantino Pinheiro.
 106. Clovis, filho de Fernando Albuquerque Bezamat.
 470. Collatino, filho de Florisbella Maria da Penha.
 277. Constantino Elias, filho de Elias Zacharias.
 387. Continentino, filho de Luiz Marques da Costa.
 176. Cosme, filho de José Gomes.
 18. Damião, filho de José Gomes.
 20. Damazio, filho de Anna de Faria.
 21. Darioolino, filho de Americo Gonçalves Coelho.
 499. David, filho de Manoel Vicente Nunes.
 280. Dejalma, filho de Benedicta dos Santos.
 346. Denetrio, filho de Isaltina Maria de Oliveira.
 355. Deróce, filho de Landelino Lopes de Souza.
 442. Dejalma, filho de Francisco Rodrigues Fiuza.
 261. Dicolino, filho de Maria Josepha do Espirito Santo.
 367. Didimo, filho de Josino Pinto Cercleiro.
 103. Diomar, filho de Castorina das Dores.
 125. Dionides, filho de Ignacio Ferreira da Silva.
 147. Domingos, filho de José Pereira Nunes.
 488. Domingos, filho de Deolindo Francisco Pereira.
 356. Domingos da Cruz, filho de Theodoroto José da Cruz.
 185. Domingos da Silva, filho de Soplhia Domingas da Silva.
 132. Duherty, filho de José Chagas Netto.
 191. Edesio, filho de Alexandre José Ferreira da Silva.
 323. Edgar, filho de João Silvestre Martins.
 280. Edmundo, filho de Francisco de Souza Muquet.
 72. Eduardo, filho de Alfredo Francisco da Cruz.
 154. Eduardo, filho de Urbano Gloria da Costa.
 382. Elias Abdala, filho de Abdala Anna.
 114. Eley, filho de João Furtado dos Santos.
 429. Emmanuel, filho de Manoel de Oliveira Tavares.
 297. Erico, filho de Marçal Pereira Barros.
 243. Ernani, filho de João Bernardino da Silva Junior.
 485. Ercilio, filho de Prudencia Castro Lima.
 102. Ernesto, filho de José Barreto, Codogno

1. Euclydes, filho de Emilio Martins de Barros.
2. Euclydes, filho de Arthur Fernandes da Cruz.
3. Euclydes, filho de Euphrasia Maria do Espirito Santo.
11. Eugenio Vicente Moreira.
150. Eurides, filho de Francisca Maria da Conceição.
194. Eurides, filho de Domingos Ribeiro Santos.
12. Eurydes, filho de João Fortunato da Silva.
305. Faustino, filho de Manoel José Alves.
507. Felix, filho de Antonio Gomes Rangel.
62. Felicio Laterça, filho de João Laterça.
37. Fernando Grain, filho de Amelia Julia Grain.
420. Flavio, filho de Lina Pereira de Barcellos.
46. Florentino, filho de José Gonçalves Gama e Silva.
132. Florentino Baptista Pereira.
236. Floriano, filho de Antonio de Azeredo Baptista.
598. Floriano, filho de Olympio Alves Manhães.
432. Floriano, filho de Geraldo Rodrigues da Silva.
130. Fernando, filho de Arthur Napoleão Barreto Siqueira.
214. Fernando, filho de João de Souza Ramos.
94. Francisco, filho de Octaviano Jose Vieira.
293. Francisco, filho de Pedro Gomes de Assis.
97. Francisco, filho de Theodomiro Antonio da Silva.
102. Francisco, filho de Carlos Ribeiro de Queiroz.
190. Francisco Jeronymo, filho de Deolinda Maria da Conceição.
417. Francisco, filho de Francisco Nunes de Oliveira Barbosa.
174. Francisco, filho de Antonio de Aguiar Branco.
458. Francisco, filho de Custodia de Almeida Maciel.
223. Francisco de Paula, filho de Antonio Sabino do Nascimento.
447. Francisco, filho de João Antonio Machado.
316. Francisco, filho de Candido Gomes da Silva Moço.
18. Francisco, filho de Maria Pereira de Freitas.
293. Francisco, filho de America Monteiro de Azevedo.
345. Francisco, filho de Ignacia Gonçalves Pereira.
267. Francisco, filho de Seraphina Ferreira de Almeida.
145. Francisco, filho de Benedicto Fernandes Pereira.
491. Francisco, filho de Antonio Manhães de Azevedo.
205. Francisco, filho de Ricardo da Silva Carvalho.
373. Francisco, filho de Manoel Soares de Souza Coutinho.
451. Francisco, filho de José Gonçalves da Silva Moço.
166. Francisco, filho de João José de Araujo.
177. Francisco, filho de Benedicto José da Silva.
364. Genecy Ferreira, filho de Thomaz da Motta Ferreira.
489. Geremias, filho de Jovencio Cactano da Silva.
158. Gentil, filho de Carlos Antonio Gomes.
289. Gilberto Vianna Guimarães.
329. Godofredo, filho de Oscar Baptista.
43. Gonçalo, filho de Francisco Ribeiro Vasconcellos.
92. Gordiano, filho de Veronica Alves Corrêa.
224. Gordian Manhães, filho de Luitza Baptista Manhães.
388. Gualter, filho de João Poppe de Almeida.
12. Guilihermano, filho de Fortunato José Rangel.
115. Guilherme, filho de Manoel Rangel da Silva.
410. Haroldo, filho de Adelino Bastos.
246. Hemetorio, filho de José Candido Pereira dos Santos.
453. Henrique Fernandes da Rocha.
134. Henrique Affonso de Souza.
396. Hermínio, filho de Francisco Cardoso da Fonseca.
198. Hermogenes, filho de João Pacheco da Silva Filho.
390. Hermenegildo Felix Gomes.
322. Hermínio, filho de Angelo de Jesus Carvalho.
440. Hernani Jesus de Souza.
127. Hernes, filho de Manoel Antonio Moco.
50. Hirni, filho de Candido Izidro de Oliveira C.
459. Hildebrando, filho de Isabel Maria do Espirito Santo.
26. Horacio, filho de Damasio Amaro Braga.
338. Hugo, filho de Ignacio Ribeiro Dias.
335. Humberto Tavares, filho de João Antonio Tavares.
161. Humberto Suamerello Sant'Anna.
245. Ignacio, filho de Maria Honorio.
236. Hedefonso Feu da Silva.
376. Hedefonso Ferreira Dias.
315. Innocencio, filho de Francisco Ribeiro Sobrinho.
69. Isaido, filho de Antonio Valentino Tavares.
51. Iseno, filho de Francisca Marque da Conceição.
31. Irineu de Almeida Ribeiro.
293. Ivo, filho de Anacleto Pinto da Costa.
18. Jacob, filho de Alexandre Barbeitas.
109. Jacy, filho de Joaquim Simões.
313. Jair, filho de Clemente Baptista Monteiro.
480. Jelvair, filho de Euphrasia Margarida da Conceição.
450. João, filho de João Apostolo Evangelista.
370. João, filho de Benedicto Gomes dos Santos.
444. João, filho de Antonio José da Silva Sobrinho.
472. João de Deus Silva.
474. João, filho de Antonio José de Abreu Moco.
119. João, filho de João Montinho Cerqueira.
240. João, filho de Braz Carneiro Leão.
9. João Baptista da Silva.
22. João José, filho de Claudina Rita Maria.
358. João, filho de Benedicta Maria dos Santos.
496. João, filho de Mariana Koch.
425. João Nunes Ribeiro.
140. João, filho de Alvina Maria das Dolores.
161. João, filho de Durvalina Maria do Espirito Santo.
414. João, filho de Maria das Dolores.
311. João da Cruz, filho de Ignacio Ferreira Gomes.
371. João, filho de Rita Maria da Conceição.
462. João Baptista, filho de Maria Rodrigues Duarte.
380. João; filho de João Peres Querado.
204. João, filho de Casemiro José Antonio.
362. João, filho de Ignacio dos Santos.
424. João, filho de Rosa Maria da Conceição.
282. João, filho de Dina Maria da Conceição.
502. Joaquim, filho de Arthur José Coelho.
82. Joaquim, filho de Adeline Maria Joaquina.
237. Jorge, filho de Felix Arbito.
193. Jorge, filho de Xisto Machado.
76. Jorge, filho de José Marques de Oliveira.
180. José de Azevedo Terra.
27. José, filho de Jeronymo Pereira de Barcellos.
229. José, filho de Simplicio Joaquim Xavier.
126. José, filho de Thereza Maria da Conceição.
178. José, filho de Argemiro Francisco Fuim.
208. José, filho de Clara Maria da Conceição.
278. José, filho de Maria da Penha.
464. José, filho de Manoel José da Silva.
369. José, filho de Emygdio Ferreira Salgado.
70. José Antonio, filho de Bento José da Costa.
197. José, filho de Maria Francisca da Penha.
431. José Maria, filho de José da Hora Malheiros.
471. José Ventura Louro Filho.
327. José de Carvalho Cabral.
105. José, filho de Manoel Jacintho Campos Junior.
155. José, filho de Manoel Francisco dos Santos.
111. José, filho de Isidro Martins Ribeiro.
87. José, filho de Antonio Rangel da Silva.
139. José, filho de Rita Francisca de Almeida.
307. José, filho de Florentino Pessanha Moco.
439. José, filho de José Corrêa Vargas.
224. Benedicto da Rosa.
41. José Macedo Braga.
506. José Pimentel Filho.
283. José Maria, filho de Antonio Pedro Bahia.
254. José Nascimento, filho de Velaria Gregoria.
401. José Carlos, filho de Chrisantho Leite de Siqueira.
264. José, filho de Avelino dos Santos Pereira.
287. José, filho de João Ribeiro de Oliveira e Silva.
110. Joventino, filho de Justiniana Falcão da Penha.
83. Joventino, filho de João Francisco Manhães.
438. Joventino Guithon, filho de Francisco Luiz Guithon.
227. Jugif, filho de Chicarala Feres Saúd.
91. Juvenal, filho de Maria Antonia.
422. Laert, filho de Joaquim Saturnino Rodrigues Britto.
239. Laudelino, filho de Helena Maria do Espirito Santo.
478. Laudelino, filho de Damaso de Mattos.
420. Leandro, filho de Felisardo Leandro Pinto.
473. Leonidas, filho de Seraphim Evaristo de Souza.
207. Leonidas, filho de João Baptista de Paula.
260. Leoncio, filho de José Antonio da Cruz.
14. Leonel, filho de José da Silva Pinto.
312. Leoncio, filho de Thereza Maria Francisca.
212. Leoncio, filho de Martinho Julião de Souza.
163. Leonidas, filho de Antonio José de Medeiros.
205. Letelb, filho de Ernestina Gomes da Conceição.
131. Levy Maciel, filho de Lucio Servulo Maciel Levy.
321. Lino, filho de Bellarmino Paulo do Nascimento.
348. Lourenço, filho de Custodia Amaro.
58. Luiz Teixeira dos Santos.

221. Luiz Isaltino, filho de Antonio Isaltino de Oliveira Brasiliense.
232. Luiz, filho de Antonio de Almeida Rangel.
256. Luiz, filho de Fortunata Maria Luiza.
467. Lycínio, filho do Dr. Alvaro Morrisson de Oliveira.
336. Manoel, filho de Domingos de Oliveira Barreto.
285. Manoel, filho de Christina Maria do Espírito Santo.
435. Manoel, filho de João Eduardo dos Santos.
33. Manoel, filho de Leopoldina Maria da Conceição.
326. Manoel, filho de Adelaide Maria das Dôres.
405. Manoel, filho de Bernardo de Paula.
303. Manoel, filho de João Barros da Silva.
433. Manoel, filho de Felizardo Leandro Pinto.
493. Manoel, filho de Antonio Francisco Porto.
291. Manoel, filho de José Coelho de Queiroz.
181. Manoel, filho de Ignacio Ribeiro Paixão.
301. Manoel Victorino, filho de Victorino Gomes dos Santos.
142. Manoel, filho de José Fernandes Vianna.
65. Manoel, filho de Joanna do Espírito Santo.
81. Manoel, filho de Maria da Penha.
136. Manoel, filho de Constancia Jesuina Maria do Rosario.
230. Manoel, filho de Carlos Gonçalves Cabral.
411. Manoel Domingos, filho de Helena Maria das Dôres.
304. Manoel, filho de Maria Pereira de Freitas.
210. Manoel, filho de Carolina Jacintha do Espírito Santo.
93. Manoel, filho de Anna Maria do Espírito Santo.
262. Manoel, filho de Antonia Maria das Dôres.
45. Manoel, filho de Geralda Luiza.
63. Manoel, filho de Ludgero Ribeiro Neves.
308. Manoel, filho de Sebastião de Paula Nogueira.
218. Manoel Abelardo Pinto.
189. Manoel, filho de Graciana Maria da Conceição.
207. Manoel, filho de Procopio Maximiano dos Santos.
75. Manoel, filho de Maria da Conceição.
265. Manoel, filho de Maria Cecilia.
225. Manoel, filho de Maxima Pinto.
203. Manoel, filho de Rita Maria da Conceição.
60. Manoel Baptista, filho de Francelina Maria da Conceição.
202. Manoel, filho de Constancia Gomes.
8. Manoel, filho de Dina Maria Martins da Boa Morte.
187. Manoel, filho de Nicota Maria da Conceição.
135. Manoel, filho de Francisco Antonio Ferreira.
381. Marcial, filho de João Arêas.
150. Mario, filho de Americo Sobrinho.
16. Mario José Rodrigues.
244. Mario, filho de Josepha Antonia da Motta.
170. Mario, filho de Rachel de Souza Barreto.
456. Marcionillo, filho de Rogério Gomes Freitas.
24. Marianno, filho de Vicente Pereira de Barros Sobrinho.
100. Martinho, filho de Calisto da Silva Moço.
403. Maurício, filho de Maria Francisca Terço.
85. Naur, filho de Joanna Gomes Laragreira.
253. Miguel, filho de José Ribeiro da Silva.
99. Miguel, filho de Manoel Tavares Barreto.
275. Miguel, filho de Ezequiel Ribeiro dos Santos.
361. Miguel, filho de Joanna Maria da Conceição.
77. Miguel, filho de Manoel Pereira da Fonseca.
418. Milton, filho de Joanna Maria do Espírito Santo.
64. Milton, filho de Hegydia Izidoro Cinta.
457. Moacyr, filho de Eduardo Athayde.
184. Mucio, filho de Antonio de Azeredo Cruz.
375. Narciso, filho de Benedicto Hygino da Silva.
118. Nazim, filho de Alfredo de Sá Freire.
120. Nelson Martins, filho de José Francisco de Souza Martins.
255. Nelson, filho de Alfredo Eduim Jamos Sevinerd.
108. Nelson, filho de Maria Domingas de Carvalho.
272. Nelson, filho de Salomé Ribeiro de Azevedo.
122. Nelon, filho de Augusto de Azevedo Branco.
314. Nelson, filho de Francisco Luiz Campos.
74. Nelson, filho de Antonio Alves Dias.
415. Nestor, filho de Manoel Francisco Pereira de Carvalho.
47. Newton, filho de Francisco Paulo Ribeiro Barbosa.
377. Nilton, filho de Modesto de Carvalho.
330. Nilo, filho de Rosalina Maria Francisca da Conceição.
186. Nilo, filho de José Conceição.
452. Nilo, filho de Virgilio Dermunds Freitas.
59. Noé, filho de Servulo José da Silva.
55. Norberto, filho de Alexandrino Fernandes Fortes.
153. Norival Torres, filho de Emilia de Souza Leite Bastos.
505. Norival, filho de Balbino da Silva Barreto Sobrinho.
34. Octavio, filho de Antonio Gomes dos Santos.
395. Octaviano, filho de Octaviano José da Silva.
299. Octaviano, filho de Souza Gomes Monteiro.
434. Octacilio Teixeira de Castro. (Isento).
337. Octacilio, filho de Ricarda Maria de Jesus.
461. Odorico, filho de Fidelis José da Silva.
242. Ogydio, filho de Isolina Maria das Dôres.
352. Olympio, filho de Othilia Maria do Espírito Santo.
383. Olivier, filho de Carlos Paulo Serclier.
73. Onofre, filho de Benedicto Ferreira Pacheco.
173. Onofre, filho de Balbino Francisco de Paula.
397. Onofre, filho de Domingas Joanna Ribeiro.
149. Oscar de Azevedo Vidal.
257. Oscar, filho de Benedicto Ferreira da Silva.
28. Oswaldo Pessanha, filho de Athlur Pereira Pessanha.
276. Oswaldo Accácio da Silva.
141. Paulo, filho de Manoel Ribeiro da Boa Morte.
350. Paulo, filho de Primitiva Maria Custodia.
172. Pedro, filho de Pedro Vieira Guimarães.
25. Pedro Antonio Corrêa.
4. Pedro, filho de Antonio Pereira da Costa.
497. Pedro, filho de José Manoel Paes.
420. Pedro José de Souza.
2. Pedro, filho de João Simões Frias.
334. Pedro, filho de Francisca Maria das Dôres.
279. Pedro Alves, filho de Sebastião Alves.
423. Pedro, filho de Manoel Machado de Souza.
295. Pery Cruz, filho de Julio Cruz.
23. Possidonio, filho de João Appollinario.
61. Porfirio, filho de Juliana Maria Paula.
3. Protasio, filho de Olavo de Souza e Silva.
353. Quintino, filho de Candido Nogueira Marques.
6. Ranulfo, filho de Vitalino Cardoso da Motta.
324. Raul, filho de Vanda Ferreira Machado.
40. Reginaldo, filho de José Emilio Cardoso.
80. Romualdo Peixoto da Costa.
35. Rossini Monteiro, filho de Manoel Monteiro da Silva.
441. Rossini, filho de Godofredo Manhães de Andrade.
148. Rottschild, filho de Clelio Luvra.
128. Salina Salomão, filho de Salomão Antonio.
296. Salvador, filho de Francisco Azevedo da Silva.
482. Salvador, filho de Francisco Rodrigues Cunha Barreto.
89. Sebastião, filho de Candido José Cardoso.
288. Silverio, filho de Benedicto Silverio da Silva.
67. Sebastião, filho de Manoel Galdino.
325. Sebastião, filho de Manoel Peixoto dos Santos.
42. Sebastião, filho de Eutindo Luiz da Silva Junior.
363. Sebastião, filho de José Bernardo Monteiro.
498. Sebastião Paiva de Souza.
503. Sebastião, filho de Olivier Vasconcellos Cruz.
129. Sotero, filho de João Xavier Pecanha.
195. Sylvestre, filho de Maria da Graça.
65. Syl io Romero dos Santos.
378. Theobald, filho de João Sobrinho dos Santos.
359. Theophilo da Silva Rangel.
317. Tito Livio, filho de Francisco Lopes.
443. Thompson Flores da Rosa.
479. Torquato, filho de Leopoldina Maria da Conceição.
90. Pietro, filho de João Ribeiro Moço.
206. Waldemiro Conceição, filho de Maria Antonia da Silva.
470. Waldemir, filho de Hermenegildo de Souza Rodrigues.
249. Waldemir, filho de Narciso Antonio de Azevedo.
284. Vandick, filho de Emilio de Freitas Silva.
107. Venancio, filho de Antonio Francisco Azevedo.
86. Vicente, filho de Francisca Maria do Espírito Santo.
220. Victorino, filho de M. Pio de Sá Freire.
56. Viterico Baptista, filho de Antonio Baptista de Souza.
293. Yolando Soares Young.
213. Waldemar, filho de Levina Rodrigues Pereira.
368. Waldemar, filho de Maria da Conceição.
449. Waldemiro, filho de José Monteiro Duarte.
413. Waldulino, filho de Guilherme Gonçalves Moço.
508. Wanderley José Nogueira.
- Nichteroy, 9 de setembro de 1925. — A. Moreira da Souza Junior, capitão chefe da 2ª seção.

MINISTERIO DA AGRICULTURA, INDUSTRIA E COMMERCIO

COMISSÃO CENTRAL DOS CRIADORES DO CAVALLO PURO SANGUE

A prova official "Presidente da República", cuja realização estava mencionada no edital publicado no *Diário Official*, de 17 do corrente mez, para 10 de outubro proximo, será disputada a 24 do mesmo mez de outubro, no Prado do Derby Club desta Capital.

Directoria do Serviço de Inspeção e Fomento Agrícolas

CONCURRENCIA ADMINISTRATIVA

Para conhecimento dos interessados, faço publico que, devidamente autorizada pelo Sr. ministro da Agricultura, Industria e Commercio, conforme officio-circular n. 564/3, de 21 de dezembro de 1925, da Directoria Geral de Contabilidade, serão recebidas, na secretaria desta repartição, ás 13 horas do dia 6 de abril proximo futuro, propostas de preço para o fornecimento de 6.000 kilos de sementes de alfafa "Murcia", com 95 % de pureza e 80 % de facultade germinativa minima, mediante as condições que se seguem e de conformidade com o art. 765 e seus paragrafos, do Regulamento do Código de Contabilidade da União.

Taes propostas serão entregues á commissão designada para incumbir-se dos trabalhos desta concorrência, em duas vias, datadas e assignadas, sendo a primeira devidamente sellada, nella sendo declarada, por extenso e em algarismos, os preços da offerta para a unidade *kilo*, em envelopes fechados e lacrados, os quaes serão abertos na occasião acima mencionada, na qual se fará a leitura das mesmas, em voz alta, na presença dos interessados que ao acto comparecerem, os quaes as rubricarão juntamente com o presidente da commissão citada.

Para o julgamento da idoneidade dos concorrentes, faz-se mister que, em envolvero separado, apresentem provas de negociantes ou agricultores, bem como a de quitação dos impostos federaes, estaduais e municipais a que estiverem sujeitos. A prova de negociante consiste na exhibição da carta do negociante matriculado e a de quitação dos impostos, na apresentação dos recibos daquelles correspondentes ao commercio de sementes.

Ao fornecimento dessas sementes só poderão concorrer os negociantes ou agricultores que tiverem satisfeito as exigências do regulamento approved pelo decreto n. 16.592, de 10 de setembro de 1924, ficando obrigado aquelle que lograr preferencia no fornecimento á apresentação dos respectivos attestados de sanidade e vitalidade, passados por autoridade scientifica do paiz de origem e visados no Consulado Brasileiro, nos quaes se consigne acharem-se ditas sementes isentas de *enscuta*.

O prazo para a entrega das sementes em apreço termina a 30 de junho proximo futuro, devendo ser a mesma feita na alfandega desta capital.

Directoria do Serviço de Inspeção e Fomento Agrícolas, 24 de março de 1926. — Pelo director, *José Eurico Dias Martins*, chefe da 2ª seção tecnica.

Directoria de Meteorologia

INSTITUTO CENTRAL

Faço publico que na secretaria desta directoria serão recebidas no dia primeiro (1º) do mez de abril do corrente anno, propostas para encadernação de livros, de conformidade com o edital publicado no *Diário Official* de 26 de março corrente.

Directoria de Meteorologia, 23 de março de 1926. — *Sampaio Ferraz*, director.

Observatorio Nacional

CONCURRENCIA PUBLICA PARA DEMOLIÇÃO E RECONSTRUÇÃO DO MURO DE SUSTENTAÇÃO DOS TERRENOS DESTA REPARTIÇÃO, QUE DA PARA A RUA GENERAL BRUCE, LADO DIREITO DO ELEVADOR.

De ordem do Sr. director, devidamente autorizado pelo Sr. ministro da Agricultura, Industria e Commercio em officio n. 1.326, de 25 de março do anno proximo passado, proceder-se-ha nesta repartição, de accordo com os artigos 745 a 756, do Código de Contabilidade Publica, á concorrência publica para a demolição e a reconstrução do muro de sustentação dos terrenos fronteirios do edificio principal do observatorio, á rua General Bruce, lado direito do elevador de accesso ao morro, mediante as seguintes condições e de conformidade com as especificações em seguida transcriptas, devendo os interessados apresentarem suas propostas em tres vias, sendo a primeira devidamente sellada, nesta secretaria, no dia 17 do mez de abril proximo futuro, ás 13 horas.

I

Os interessados, que desejarem concorrer, deverão solicitar nesta secretaria a guia para recolher ao Thesouro Nacional a importância de um conto de réis (1.000\$), em moeda corrente ou em títulos da divida publica, para garantia da execução da proposta que apresentarem.

II

Os concorrentes deverão apresentar anticipadamente, em envolvero fechado, com o recibo do deposito feito no Thesouro Nacional, os documentos comprovantes de sua idoneidade, especialmente a prova de pagamento dos impostos federaes e municipais a que estiverem sujeitos, e, bem assim, recibo de pagamento do imposto sobre a renda ou a prova de que estejam isentos do mesmo. Aos que não tiverem apresentado documentos satisfactorios, a juizo do presidente da commissão de concorrência, será concedido prazo para complemental-os, até a hora da abertura das propostas.

III

As propostas, que serão feitas sem enclasas, entrelinhas, rasuras ou rasuras, contendo o preço pelo qual é assumido o compromisso da execução da obra em concorrência, escripto por extenso e em algarismos, deverão ser rubricadas pelo presidente da commissão, rubricando tambem cada concorrente as dos demais; não sendo tomada em consideração quaesquer modificações a este edital que as mesmas contenham, nem as que offerecerem redução sobre o preço da proposta mais barata.

IV

Os documentos de idoneidade serão examinados antes da abertura das propostas, deixando de serem abertas as dos que forem julgados inidoneos. No caso de serem todos os proponentes presentes considerados idoneos, serão as propostas abertas immediatamente, e bem assim, si houver algum que, embora julgado idoneo, não queira recorrer dessa decisão, deverá fazer por escripto essa declaração. Querendo o concorrente julgado inidoneo recorrer para o director, poderá fazel-o dentro de 24 horas, solicitando por escripto o adiamento da abertura das propostas, afim de poder apresentar as suas razões. Si isto acontecer, deverão todas as propostas recebidas serem encerradas em envolvero lacrado e rubricado por todos os concorrentes e pela commissão, com o intuito de aguardar a decisão do director. Decidida a duvida, será publicado edital no *Diário Official* determinando o dia e hora para abertura das propostas.

V

As propostas não poderão conter senão uma formula de completa submissão ás condições exigidas neste edital, declarando o proponente o prazo minimo da conclusão da respectiva obra, o qual não poderá exceder de noventa dias, contados da data do registro do contracto pelo Tribunal de Contas.

VI

As propostas serão lidas em voz alta na presença de todos os que se apresentarem para assistir á essa formalidade, sendo as mesmas publicadas na integra, no *Diário Official*, antes de qualquer solução.

VII

A concorrência versará sobre o preço para a execução do referido trabalho, sendo preferida a que maior vantagem offercer. No caso de absoluta igualdade de preço, proceder-se-á a uma nova concorrência de abatimento, por propostas addicionaes, procedendo-se a sorteo quando esse preço ainda seja igual.

VIII

Não será tomada em consideração a proposta que se referir a preço superior á importância do orçamento official de 55.000\$, devendo os interessados, para perfeita elaboração de suas propostas, examinar o local e a respectiva planta, obtendo tambem quaesquer outros esclarecimentos que julgarem necessários, em todos os dias uteis, das 11 ás 16 horas.

IX

Si o contractante não iniciar os serviços dentro de dez dias, contados da data do registro do contracto pelo Tribunal de Contas, será o mesmo rescindido, com perda de sua caução, cuja importância reverterá em favor dos cofres publicos, não cabendo ao contractante direito a qualquer indemnização ou reclamação judicial ou extrajudicial.

X

Si as obras contractadas não forem executadas no prazo estipulado, de accordo com as disposições da clausula V, fica o contractante sujeito á multa de cinquenta mil réis (50\$) diarios, até a sua conclusão.

XI

O pagamento será effectuado em prestações mensaes, de conformidade com os trabalhos executados.

XII

O proponente preferido que, dentro de cinco dias úteis contados do edital de chamada feita no *Diário Oficial*, não se apresentar para a assignatura do contrato, perderá a caução feita para garantia de sua proposta, revertendo a sua importância em favor dos cofres públicos.

XIII

A comissão de concorrência será presidida pelo assistente engenheiro Allyrio Hugueney de Mattos, que também fiscalizará a execução das referidas obras, com autoridade bastante para fazer respeitar as exigências constantes deste edital, recusando o emprego de material que julgar impróprio, e, bem assim, a execução de qualquer trabalho discordante do que está estabelecido; podendo mesmo propor ao director a anulação da concorrência, no caso de não ser sua reclamação atendida pelo respectivo contractante.

XIV

A concorrência poderá ser annullada pelo director, com devida comunicação ao ministro, desde que se offereça motivo para isso, sem que possa caber aos proponentes direito a qualquer indemnização.

XV

O presente edital, de accordo com o artigo 17 da lei n. 1.793, de 7 de janeiro de 1924, será publicado de uma só vez.

Especificações

I — Alicerces: Os alicerces serão de alvenaria de pedra, executados de accordo com o projecto, e com argamassa de cimento e areia doce com o traço de 1 : 3.

II — Pilares: Os pilares serão de alvenaria de pedra tendo as dimensões constantes da planta e executados com argamassa de cimento e areia doce, com o traço de 1 : 3, sendo as juntas das pedras tomadas com argamassa com o mesmo traço.

III — Pilastras: As pilastras, juntas aos pilares serão de alvenaria de tijolo, uma vez, executadas com argamassa de cimento e areia doce com o traço de 1 : 3, e revestidas com argamassa de areia doce e cal, com o traço de 1 : 2, devendo ter amarração com os pilares de pedra.

IV — Arcos: Os arcos de descarga, que serão de alvenaria de tijolo, terão as dimensões constantes da planta e serão executados com argamassa de cimento e areia doce, com o traço de 1 : 3, ficando o tijolo aparente.

V — Opus insertum: Todos os vãos entre os arcos e o sótão serão cheios com uma parede de alvenaria de pedra "opus insertum", executada com argamassa de cimento e areia doce com o traço de 1 : 3, e as dimensões constantes da planta, tendo em cada vão tres barbacans para a passagem das aguas. Nos pontos em que a rocha passar o nível da muralha será feito o competente leito na mesma para a continuação da parede.

VI — Balaustrada e degrãos: Os degrãos do lance da escada da ala direita, serão executados com paralelepípedos e reconstruída a balaustrada e base da escada, com alvenaria de tijolo e argamassa de cimento e areia doce, com traço de

1 : 3, rebocada a cal pura, sendo após caída.

VII — Paredes de alvenaria: Sobre os arcos e pilares serão feitas as paredes de alvenaria de pedra "opus insertum", obedecendo o projecto, paredes essas executadas com argamassa de cimento e areia doce, com o traço de 1 : 3.

VIII — Pilar do canto: O pilar do canto será construído de accordo com o projecto e com a clausula II, e levará tres vergalhões de ferro de 2" equidistantes, atravessando toda a sua espessura e mergulhando cerca de um metro na muralha contigua.

IX — Portão da entrada e entrada: O portão deverá ser reassentado, dando-se ás dobradiças uma inclinação tal que o portão se feche automaticamente. Concretar um repór a fechadura. As pilastras e as paredes da entrada, ao longo de toda a escadaria, deverão ser novamente revestidas nas partes em que os emboços e rebocos estão falhados, rachados ou descollados, sendo depois toda a superficie novamente caída.

X — Aterro: O empreiteiro obriga-se a fazer o aterro junto a muralha, de modo que o terreno superior fique ao nível da mesma, desde o nível das barbacans inferiores até a crista da muralha, afim de facilitar o escoamento de agua para as barbacans.

Observatorio Nacional, 26 de março de 1926. — O secretario, interino, Alarico Militão da Rocha.

Observatorio Nacional

CONCURRENCIA PUBLICA PARA CONCERTOS NA CUPULA DO CIRCULO MERIDIANO DE GAUTHIER

De ordem do Sr. director, solicito a attenção dos interessados para o edital de concorrência publica, publicado no *Diário Oficial* de 23 do corrente mez, pagina 6.435 a realizar-se no dia 10 de abril proximo futuro.

Observatorio Nacional, 26 de março de 1926. — O secretario interino, Alarico Militão da Rocha.

Observatorio Nacional

CONCURRENCIA ADMINISTRATIVA PERMANENTE PARA DIVERSOS FORNECIMENTOS A ESTA REPARTIÇÃO.

De ordem do Sr. director chamo a attenção dos interessados para o edital publicado no *Diário Oficial* de 18 do corrente mez, pagina 6.091.

Observatorio Nacional, 22 de março de 1926. — O secretario, interino, Alarico Militão da Rocha.

MINISTERIO DA JUSTIÇA E NEGOCIOS INTERIORES

Directoria da Contabilidade

De ordem do Sr. ministro da Justiça, faço publico que, nesta directoria, serão recebidas, no dia 29 de março corrente, propostas para fornecimento, durante o presente anno de 1926, ás repartições de pendentes deste ministerio, excepto a Policia Militar do Districto Federal, o Corpo de Bombeiros e os Departamentos Nacionais do Ensino e da Saude Publica, dos artigos constantes dos grupos: 2 — Generos da padaria; 4 — Fructas, lenha e carvão vegetal; 7 — generos alimenticios; 9 — Calçados, e 11 — Gazolina e

keratina, de conformidade com o edital n. 9.447 de 1925, publicado no *Diário Oficial* de 11 e rectificado no *Diário Oficial* de 13, á fls. 5.787 e seguinte.

Directoria da Contabilidade, em 15 de março de 1926. — Director geral, em comissão.

Escriptorio de Obras

CONCURRENCIA PARA CALÇAMENTO A PARALELEPÍPEDOS DO PATEO DO MUSEU HISTORICO

Chama-se a attenção dos interessados para o edital de concorrência publicado no *Diário Oficial* n. 65, de 24 de março corrente, a pagina 6.520.

Escriptorio de Obras do Ministerio da Justiça e Negocios Interiores, 24 de março de 1926. — O engenheiro chefe, Armando de Carvalho.

Internato do Collegio Pedro II

(RENOVAÇÃO DE MATRICULA)

De ordem do Sr. director, faço publico, para conhecimento dos interessados, que desta data até ás 15 e meia horas do dia 31 do corrente, os paes, tutores ou correspondentes deverão requerer a renovação de matricula dos alumnos deste estabelecimento.

Quando se tratar de matricula no 2º anno ou no 3º, deverão os requerentes declarar se desejam que seus filhos ou tutelados estudem inglez ou allemão ou as duas disciplinas.

Para a matricula no 5º anno exige-se que o requerente declare si o alumno deve ou não cursar a aula do italiano.

Modelo para o requerimento

Sr. director do Internato do Collegio Pedro II (deixar oito linhas em branco) — O abaixo assignado, morador na rua, n. (bairro), pae, tutor ou correspondente do menor F. nascido no dia de de 19....., no Estado de aluno (gratuito ou contribuinte) desse collegio e approvado nas materias do anno, requer a matricula do referido menor no anno do curso. (Datar e assignar sobre 2\$ de estampilha federal.)

Para maiores informações os interessados poderão dirigir-se á secretaria do estabelecimento.

Secretaria do Internato do Collegio Pedro II, 16 de março de 1926. — João Torres, secretario.

Escola Polytechnica da Universidade do Rio de Janeiro

De ordem do Sr. director, Dr. Paulo de Frontin, faço publico, para conhecimento dos interessados, que a partir do dia 17 ao dia 31 deste mez, acham-se abertas as inscrições para os candidatos á matricula nos diversos annos e cursos da escola.

Os que se destinam ao 1º anno do curso geral devem satisfazer ás disposições do decreto n. 16.782 A, de 13 de janeiro de 1925; os candidatos aos demais annos, devem attender ás exigências do decreto n. 11.530, de 18 de março de 1915.

Secretaria da Escola Polytechnica, 15 de março de 1926. — Dr. André Neves, secretario, em exercicio.

Inspeccoria de Vehiculos do Distrito Federal

Pelo presente edital fica n.ºtificados a comparecer nesta Inspeccoria, dentro do prazo de 48 horas, para responder por infracções do regulamento do transito, na conformidade do art. 330, § 2º, os proprietarios e condutores dos vehiculos abaixo disccriminados:

Nomes	Numeros	Especie do vehiculo	Data da infracção			Natureza da infracção	Observações
			Dia	Mez	Anno		
Valentim S. Menor.....	54	Automovel	24	Março	1926	Excesso de velocidade.....	Motorista.
Manoel S. Machado.....	267	"	"	"	"	Descarga aberta.....	"
Domingos Pimola.....	342	"	"	"	"	Desobediencia ao signal.....	"
Isaias S. Motta.....	571	"	"	"	"	Descarga aberta.....	"
Mario de Souza.....	607	"	"	"	"	Desobediencia ao signal.....	"
José da Silva.....	725	"	"	"	"	Entregar a direcção.....	"
D. E. Evill.....	769	"	"	"	"	Desobediencia ao signal.....	"
Oldemar Pinto.....	772	"	"	"	"	Contra mão.....	"
Manoel R. Souza.....	816	"	"	"	"	Estacionar em logar não per-	"
						mittido.....	"
Hasenclever & Comp.....	883	"	"	"	"	Excesso de velocidade.....	"
Manoel M. Garcia Gay.....	892	"	"	"	"	"	"
Joaquim A. B. Silva.....	926	"	"	"	"	Lanternas ap. adas.....	"
Augusto Pinto Reis.....	1.079	"	"	"	"	Excesso de velocidade.....	Proprietario.
Democraciano Andrade.....	1.031	"	"	"	"	"	"
Julio Martins Cosme.....	1.034	"	"	"	"	Transitar fora da hora.....	Motorista
Antonio Abreu.....	1.258	"	"	"	"	Lanternas ap. adas.....	"
Julio A. Junior.....	1.550	"	"	"	"	Desobediencia ao signal.....	"
Studebaker do Brasil.....	1.635	"	"	"	"	Angariar passageiros.....	"
José Cardoso Bessa.....	1.658	"	"	"	"	Não diminuir a marcha.....	"
José Trani.....	2.212	"	"	"	"	Desobediencia ao signal.....	"
Diamantino S. Souza.....	2.647	"	"	"	"	"	"
Companhia Hotéis Palace.....	2.857	"	"	"	"	Angariar passageiros.....	"
Alberto S. Silva.....	2.881	"	"	"	"	Estacionar em logar não per-	"
						mittido.....	"
Mestre Blatgé.....	2.914	"	"	"	"	Desobediencia ao signal.....	"
Dr. Jaime G. Perdigão.....	3.441	"	"	"	"	"	"
João Baptista Cunha.....	3.447	"	"	"	"	"	"
Antonio R. Mourão.....	3.655	"	"	"	"	Escapamento livre.....	"
Raul Adone.....	3.746	"	"	"	"	Desobediencia ao signal.....	"
Americo R. Silva.....	4.271	"	"	"	"	Dirigir com chapéu.....	"
Paulo Costa e Silva.....	4.630	"	"	"	"	Estacionar em logar não per-	"
						mittido.....	"
Waldemar R. Barros.....	5.052	"	"	"	"	Estacionar em logar não per-	"
						mittido.....	"
Antonio A. Carvalho.....	5.225	"	"	"	"	Excesso de velocidade.....	"
Rodrigues & Fernandes.....	5.238	"	"	"	"	Estacionar em logar não per-	"
						mittido.....	"
Studebaker do Brasil.....	6.507	"	"	"	"	Excesso de velocidade.....	"
João Almeida Adrião.....	6.532	"	"	"	"	Desuniformizado.....	"
Coronel Francisco Andrade Mello.....	6.601	"	"	"	"	Estacionar em logar não per-	"
						mittido.....	"
João Permnther.....	6.692	"	"	"	"	Estacionar em logar não per-	"
						mittido.....	"
Studebaker do Brasil.....	6.810	"	"	"	"	Parar no cruzamento.....	"
Bento Lopes Freitas.....	7.032	"	"	"	"	Meio fio e bonle.....	Proprietario.
Aleindo Francisco Ludovice.....	7.245	"	"	"	"	Desobediencia ao signal.....	Motorista.
Ramon Gonzalez.....	7.338	"	"	"	"	Excesso de velocidade.....	"
Felippe Costa Camara.....	7.433	"	"	"	"	Estacionar no meio fio.....	"
Cid Oliveira Costa.....	7.590	"	"	"	"	Desobediencia ao signal.....	"
João Hernández.....	7.822	"	"	"	"	Não diminuir a marcha.....	"
Studebaker do Brasil.....	8.125	"	"	"	"	Escapamento livre.....	"
Antonio Alves Oliveira.....	8.144	"	"	"	"	Parar no cruzamento.....	"
Salvador Allevato.....	8.389	"	"	"	"	Interromper o transito.....	"
Salvador Allevato.....	8.399	"	"	"	"	Angariar passageiros.....	"
Manoel S. Silva.....	8.390	"	"	"	"	Desobediencia ao signal.....	"
V. S. Evill.....	8.560	"	"	"	"	"	"
Manoel S. Gonçalves.....	8.649	"	"	"	"	"	"
Americo Pinto.....	8.812	"	"	"	"	"	"
Manoel Telles Filgueiras.....	9.103	"	"	"	"	"	"
Cesar G. Silva.....	9.301	"	"	"	"	Excesso de velocidade.....	"
Carlos Martins.....	9.476	"	"	"	"	Desobediencia ao signal.....	"
Manoel Alves Moreira.....	9.916	"	"	"	"	Apagado.....	"
Waldemar Joppert.....	10.075	"	"	"	"	Estacionar em logar não per-	"
						mittido.....	"
Antonio J. Guerreiro.....	10.082	"	"	"	"	Excesso de velocidade.....	"

A falta de pagamento das multas por infracções importa na remessa dos autos ao Juizo Federal, no prazo regulamentar para a cobrança executiva, nos termos do art. 364 do regulamento que baixou com o decreto n.º 15.614, de 10 de agosto de 1922.

Inspeccoria de Vehiculos, 26 de março de 1926.—O inspector, D. Bernardes.

Polícia do Districto Federal**INSPECTORIA DE VEHICULOS****EXAME DE MOTORISTAS**

Chamada para o dia 26 do corrente, ás 12 e 1/2 horas, nesta inspeccoria:

Oswaldo José Corrêa de Alcantara, Candido de Moura, Eugenio Dias Moreira, Joaquim Delphim, João Reis, Adelino Baptista da Cunha, Alberto Corrêa Machado, Silvio Marques Dias, João Ricardo Hasché e Jacob João Issa.

Turma supplementar

José Joaquim de Araujo, Belmiro José Gonçalves, Mancel Pestana Meilo, José Bento Domingos, José Antunes, Euclides Dias Machado e Seraphim Vieira.

Prova pratica

Marcelino Martins e Ramon Souto Rego.

Prova regulamentar e pratica

Antonio Ribeiro da Silva.

Inspectoria de Vehiculos, 26 de março de 1926. — O inspector geral, *D. Bernardes*.

Polícia do Districto Federal

De ordem do Sr. marechal chefe de policia são convidados os candidatos inscriptos no concurso para o provimento da vaga de amanuense, para amanhã, 27 do corrente, ás 15 horas, comparecerem á prova de inglez.

Rio de Janeiro, 26 de março de 1926. — *Damazo de P. Gomes*.

Polícia do Districto Federal

De ordem do Sr. marechal chefe de policia é convidado o candidato Cassiano Gusmão Lima, inscripto no concurso para o provimento da vaga de amanuense, a comparecer amanhã, 27 do corrente, ás 13 horas, para prestar a prova de portuguez, que deixou de fazer por molestia.

Rio de Janeiro, 26 de março de 1926. — *Damazo de P. Gomes*.

Polícia do Districto Federal**CONCURRENCIA**

De ordem do Sr. marechal chefe de policia, faço publico que, na 4ª secção de Contabilidade desta secretaria, serão recebidas, no dia 1 de abril proximo, propostas para o fornecimento a esta repartição, de um motor Thornycroft M 4, typo moderno, de 40 H. P.

Condições:

1ª—As propostas devem ser entregues no dia determinado para o recebimento, em envelopes fechados, com indicação: proposta para o fornecimento de 1 motor Thornycroft M 4, typo moderno, H. P.

2ª—As propostas serão feitas em tres vias, em tinta preta, manuscrita ou feita á machina, em papel de 0.33x0.22, sendo a primeira sellada, conveniente-

mente datada e assignada, sendo nellas especificados, sem acrescimos, emendas, entrelinhas, rasuras e resaivas em algarismo e por extenso, o respectivo preço do artigo, não sendo tomadas em consideração as que não tenham preço, e, aquellas cujo preço esteja acima do estabelecido como maximo da base constante deste edital.

3ª—Os proponentes pedindo inscripção apresentarão para julgamento de sua idoneidade, até ás 15 horas do dia 4 de abril proximo, em original, ou em publica forma, seu contracto social, desde que tenham socios, e, no caso contrario, certidão da Junta Commercial, indicando a importancia do capital com que giram na praça, registrada até a data deste edital, bem como, o imposto de renda do ultimo anno.

4ª—Cada proponente depositará previamente na thesauraria desta repartição, mediante guia expedida pela 4ª secção de Contabilidade, a qual se dará somente até ás 11 horas do dia 3 de abril, a quantia de 1:000\$000, em moeda corrente, em apolices ao portador da divida publica ou lettras do Thesouro Nacional; essa caução será perdida pelo concorrente que se tiver inscripto e deixar de apresentar a proposta.

5ª—Lavrar-se-ha, opportunamente, na Secretaria da Policia, um contracto, obrigando-se, então, o contractante ao deposito correspondente a 5 % do fornecimento em questão.

6ª—As propostas serão recebidas abertas e lidas, deante dos concorrentes, em reunião que será presidida pelo Sr. marechal chefe de policia e realizada na secretaria da Policia do Districto Federal, ás 14 horas do dia 7 de abril, perdendo a totalidade da caução feita o o proponente que, depois de inscripto, deixar de apresentar proposta para o fornecimento.

7ª—Antes de qualquer decisão, as propostas serão publicadas na intrega.

8ª—Fica entendido que o proponente preferido para o fornecimento, recusando-se a assignar o contracto dentro do prazo de 5 dias uteis, a contar da data da publicação do edital que esta secretaria fará duas vezes no *Diario Official*, perderá o direito á caução feita para a apresentação da proposta.

9ª—A inscripção encerrar-se-ha ás 16 horas do dia 4 de abril; o concorrente que até esse dia e hora não tiver feito o deposito na thesauraria desta repartição e não exhibir nessa secretaria o documento comprobatorio da caução feita, não ficará inscripto, nem poderá ser recebida sua proposta no dia determinado neste edital.

10ª—O proponente acceito fica obrigado a satisfazer o pedido do fornecimento no prazo de quarenta e oito (48) horas, que seguirão ao recebimento do mesmo, e entrar com o artigo na hora e dia fixados, incorrendo na multa de 10 % sobre o valor do pedido que deixar de satisfazer no prazo estabelecido.

Si essa demora exceder de 48 horas, em qualquer dos casos acima, se applicará a multa de 25 %, sobre o valor do pedido, e a de 50 %, si o excesso fór maior de 15 dias ou no caso de rejeição do artigo.

11ª—O contracto poderá ser rescindido, que haja ou não proposta do fornecedor nesse sentido, si se pensar a satisfazer o pedido, sujeitando-se, porém, á perda da caução que reverte á Fazenda Nacional.

12ª—O Governo reserva-se o direito de annullar a concorrência, si assim julgar conveniente, sem que ao concorrente, cuja proposta fór mais barata, assista direito a nenhuma reclamação, sob qualquer titulo invocada.

13ª—O fornecimento será entregue, á custa do contractante, no local designado por esta repartição.

14ª—As propostas, cujos preços deverão ser em moeda nacional, não poderão conter sinão uma formula de completa submissão a todas as clausulas deste edital, não se tomando em consideração qualquer offerta de vantagens não previstas no mesmo, nem as que contenham apenas offerecimentos de uma redução sobre a proposta mais barata.

15ª—Em caso de absoluta igualdade, será dada preferencia áquelle que, em carta fechada, offerecer maior redução. Si os preços ainda forem iguaes, será preferido o concorrente nacional, e si todos forem nacionaes, será resolvida á sorte.

16ª—A conta será apresentada a esta repartição dentro de 30 dias, da data do fornecimento, incorrendo o contractante na multa de 100\$000, si não o fizer.

17ª—O contractante sujeitar-se-ha ao desconto da importancia da multa na quantia que tiver de receber, ou na caução feita para garantia do contracto, ficando, nesse caso, obrigado a complementa-la logo depois de ter recebido a intimação, por escripto, para tal fim expedida.

18ª—O contractante fica obrigado a pagar o sello proporcional, segundo a lei do sello que vigorar, em estampilhas appostas ao contracto.

Secretaria da Policia do Districto Federal, em 19 de março de 1926. — O secretario geral, *Damazo de P. Gomes*.

SOCIEDADES ANONYMAS**COMPANHIA DE TECIDOS BOM PASTOR**

ACTA DA ASSEMBLÉA GERAL ORDINARIA, REALIZADA EM 13 DE MARÇO DE 1926

Às treze e meia horas do dia treze do março de mil novecentos e vinte e seis, presentes no escriptorio da Companhia de Tecidos Bom Pastor, dezoito accionistas, representando duas mil quatrocentas e oitenta e uma acções, conforme o respectivo livro de presença, o Sr. Bernardino Pinto da Fonseca, presidente da companhia, toma a presidencia e declara que se adia aberta a sessão, por haver numero legal para o seu funcionamento, de accordo com o artigo vinte e um dos estatutos, e indica para presidente da assemblea o Sr. commendador João Reynaldo de Faria, sendo esta indicação unanimemente approvada. Este Sr. assume a presidencia agradecendo aos senhores accionistas a honra com que o distinguem e convida para seus secretarios os Srs. José Gomes de Freitas e Gabriel Marques Carregal que aceitam tomando lugar na mesa. Assim constituída a mesa o Sr. presidente declara que, de accordo com os annuncios de convocação regularmente publicados no *Diario Official* e *Jornal do Commercio*, a presente assemblea tem por fim tomar conhecimento do relatório da directoria, do

parecer do conselho fiscal e das contas relativas ao anno de 1925, bem assim, para eleição do novo conselho fiscal e supplemtes para o exercicio de 1926, e em seguida, convida o Sr. secretario Gabriel Marques Carregal a fazer a leitura da acta da ultima assembléa. Finda esta leitura o Sr. presidente declara que se acha em discussão a redacção desta acta, e não tendo algum dos Srs. accionistas pedido a palavra, submete-a á approvação, sendo a mesma approvada. O Sr. presidente então convida o Sr. relator do conselho fiscal para fazer a leitura do respectivo parecer, levanta-se o Sr. João da Costa Macedo, fazendo a leitura do seguinte parecer: «Srs. accionistas. De accordo com o decreto n. 434, e com o § 1º do artigo 18º dos nossos estatutos, o conselho fiscal da Companhia de Tecidos Bom Pastor, abaixo assignada, examinou o balanço, inventarios e contas correspondentes ao exercicio do anno findo em 31 de dezembro, tendo encontrado tudo na melhor ordem e clareza possível. Pelo que verificamos não foi possível no segundo semestre do anno que findou a distribuição de dividendos, o que constatamos pela demonstração da conta de lucros e perdas, e a directoria vos dará em seu relatorio as razões. Todos os machinismos, conforme verificamos, acham-se bem tratados e bem assim o edificio e propriedades, e por nada termos a oppor propomos aos Srs. accionistas a approvação de todos os actos e contas da directoria relativos ao anno findo em 31 de dezembro de 1925. Rio de Janeiro, 22 de janeiro de 1926. Miguel A. Luz. — João da Costa Macedo. — A. de C. Barbosa». Em seguida o senhor presidente convida o presidente da companhia a fazer a leitura do relatorio da directoria cuja leitura foi dispensada por proposta de um Sr. accionista presente em vista do relatorio já se achar publicado. Declara então o Sr. presidente que se acham em discussão o relatorio da directoria e o parecer do conselho fiscal. Nenhum accionista pedindo a palavra para dizer a respeito o Sr. presidente submete á approvação da assembléa, tanto o relatorio como o parecer, sendo ambos approvados com excepção dos votos dos Srs. directores e dos membros do conselho fiscal que não tomaram parte na votação. Diz o Sr. presidente que estando terminada a primeira parte dos trabalhos da assembléa, vai proceder á segunda, constante da eleição do conselho fiscal e supplemtes, para cujo fim suspende a sessão por cinco minutos afim de que os Srs. accionistas preparem os seus votos. Reaberta a sessão o Sr. presidente pede ao secretario Sr. José Gomes de Freitas para proceder á chamada pelo livro de presença afim de que os Srs. accionistas depositem na urna os seus votos. Concluida a chamada o Sr. presidente convida para executar os Srs. Miguel A. Luz e Dr. João Alves Affonso Junior que abriram a urna e procederam á contagem e apuração dos votos sendo encontradas dezesseis cédulas com a seguinte votação: para membros do conselho fiscal os Srs. João da Costa Macedo, com 215 votos; Miguel A. Luz, com 212 votos; Gabriel Marques Carregal, com 212 votos e João Teixeira Pinto com 27 votos. Para supplemtes do mesmo conselho os Srs. João Reynaldo de Faria, com 217 votos; Antonio de Carvalho Barbosa, com 222 votos; Victorino Gomes de Avellar, com 223 votos e Miguel A. Luz com 5 votos.

O Sr. presidente levantando-se declara que estão eleitos para membros do conselho fiscal os Srs. João da Costa Macedo, Miguel A. Luz e Gabriel Marques Carregal, e para supplemtes os Srs. João Reynaldo de Faria, Antonio de Carvalho Barbosa e Victorino Gomes de Avellar. Finda a segunda parte o Sr. presidente declara que estando findos os trabalhos desta assembléa, si algum dos Srs. accionistas pretender tomar a palavra para tratar de interesses da companhia, pôde fazel-o pela ordem. Pede a palavra o Sr. Ignacio dos Anjos Ramos Mattos e propõe um voto de louvor á mesa e que a acta desta assembléa seja assignada não só pelos membros da mesa mas tambem pelos Srs. escrutinadores. O Sr. presidente põe em approvação estas propostas que foram unanimemente approvadas e não tendo mais algum accionista pedido a palavra o Sr. presidente declara que nada mais havendo a tratar encerra a sessão, tendo em primeiro secretario mandado lavrar esta acta para que constando fique todo o succedido, a qual fica por mim assignada, pelos demais membros da mesa e pelos Srs. escrutinadores conforme foi approvado.

Rio de Janeiro, 13 de março de 1926.
— José Gomes de Freitas. — João Reynaldo de Faria. — Gabriel Marques Carregal. — João Alves Affonso Junior. — Miguel A. Luz. (2.477)

COMPANHIA FARRICA DE MEIAS "VICTORIA"

ACTA DA ASSEMBLÉA GERAL ORDINARIA REALIZADA EM 20 DE MARÇO DE 1926

Às doze horas do dia vinte de março de mil novecentos e vinte seis, reunidos na sede da companhia á rua da Alegria numero duzentos e quarenta e nove, nesta capital, 10 accionistas, cujas assignaturas constam do livro de presença, representando um numero legal para o funcionamento da assembléa geral ordinaria, convocada pela directoria em annuncio publicado no *Diario Official* de nove de março de 1926, e *Jornal do Commercio* da mesma data, o director, Sr. Jorge Tauile, declara iniciados os trabalhos, e que segundo o annuncio da convocação, o fim da presente assembléa é apresentação do parecer do conselho fiscal, relatorio e contas do anno findo em 31 de dezembro de 1925 e eleição do conselho fiscal.

Pelo senhor presidente foi solicitado aos senhores accionistas a eleição de quem presidisse os trabalhos desta assembléa, tendo sido aclamado o senhor presidente Jorge Tauile, que convidou para secretarios os Srs. Raul Roza e Calil Majdelany.

O senhor presidente manda proceder á leitura da acta anterior que foi approvada unanimemente, em seguida procede-se á leitura do relatorio da directoria e parecer do conselho fiscal, que tambem são approvados por unanimidade.

O senhor presidente faz a exposição completa do resgate total do emprestimo por *debentures*, cuja escriptura foi lavrada em notas do tabellião, Dr. Alvaro Silva e assignada pelo senhor correitor Godofredo Nascimentos Silva. Para o cancelamento da hypotheca foi exigido pelo respectivo notario o consentimento do Exmo. Sr. Dr. juiz eleitoral que despachou favoravelmente, offerecendo embargos, o Exmo. Sr. Dr. promotor, cujos

embargos acham-se na Córte de Appellação para decisão final.

Em seguida o senhor presidente faz seiente que o referido emprestimo no total de mil e setecentos *debentures*, e no valor de tresentos e quarenta contos foi resgatado por cento e setenta contos, julgando que os restantes, cento e setenta contos devem ser levados a credito da conta de machinas e accessorios, cujo valor foi alterado em mil e novecentos e vinte e tres, o que é unanimemente approvado.

Passando-se a eleição do conselho fiscal foram reeleitos os Srs. Amin Chaker, Chichy Matheus e Adib Youssef, e supplemtes os Srs. Antonio Elias Borges, Habib Mattar e Bahij Youssef.

Não havendo nada mais a tratar o senhor presidente dá por encerrada a sessão e convida os senhores accionistas presentes para assignarem a acta que vai ser lavrada.

Rio de Janeiro, 20 de março de 1926.
— Jorge Tauile. — Wadid Tauile. — Amin Chaker. — Antonio Elias Borges. — Chichy Matheus. — Raul Roza. — Adib Youssef. — Komal Youssef. — Bahij Youssef. — Habib Mattar.

BALANÇO GERAL EM 31 DE DEZEMBRO DE 1925

Activo	
Accionistas:	
Entradas a realizar.....	4.000\$000
Ações caucionadas:	
Caução da directoria...	20.000\$000
Sociedade Anonyma du Gaz:	
Deposito	100\$000
Terreno e edificio:	
Valor desta conta	125.000\$000
Lubrificantes:	
"Stock" existente	363\$600
Machinas e accessorios:	
Valor desta conta	621.142\$800
Materia prima:	
"Stock" existente	58.131\$000
Moveis e utensilios:	
Valor dos existentes.....	300\$000
Contas correntes:	
Devedores	211.020\$700
Sellos de consumo:	
"Stock" existente	30\$610
Estampilhas:	
"Stock" existente	11\$000
Obrigações a receber:	
Títulos em carteira.....	10.131\$700
Caixas de papelão:	
"Stock" existente	950\$000
Caixa:	
Em moeda corrente	37\$300
Tintas e drogas:	
"Stock" existente	2.675\$500
Manufacturas:	
"Stock" existente	191.308\$250
1.249.768\$190	

Passivo

Capital:	
2.000 acções	400:000\$000
Caução da directoria:	
Acções caucionadas . . .	20:000\$000
Honorários da directoria:	
A pagar	13:600\$000
Juros de Debentures:	
De 1924	27:200\$000
Debentures:	
Saldo desta conta	170:000\$000
Obrigações a pagar:	
Titulos em circulação..	38:380\$200
Lucros e perdas:	
Saldo desta conta	5:795\$448
Féria de operarios:	
2ª quinzena de dezembro	1:078\$000
Contas correntes	403:714\$812
Jorge Tanilo & Filho,	
Cede emprestimo:	
. emprestimo:	
Saldo desta conta	170:000\$000
	1.249:768\$490

S. E. ou O.

Rio de Janeiro, 31 de dezembro de 1925. — Raul Roza, contador. — Jorge Tanilo, director.

(2.189)

COMPANHIA INDUSTRIAL DE CAIXAS DE MADEIRA

RELATÓRIO PARA SER APRESENTADO Á ASSEMBLÉIA GERAL ORDINARIA DE 29 DE MARÇO DE 1926

Srs. accionistas,

Em observancia ao que prescrevia a lei e de accordo com os nossos estatutos, vimos dar-vos contas dos negocios da companhia, desde o seu inicio, 4 de novembro de 1924 a 31 de dezembro de 1925.

Pelas reuniões da directoria, em conjunto com o conselho fiscal, encontramos lavradas, no livro proprio, as actas que constataam as irregularidade occasionadas pela administração do ex-director-gerente, as quaes deram motivos aos prejuizos verificados nos balanços

de 30 de junho e 31 de dezembro de 1925. Comquanto a demissão daquelle director se tive-se dado em 31 de julho de 1925, os negocios da companhia, nos mezes subsequentes se resentiram da desorganização provida do periodo de sua gestão, e dali não ser possivel attenuar-se o prejuizo em tão curto prazo. Ainda assim, não obstante a sensível diminuição das vendas dos nossos productos e ter havido varias entregas por preços inferiores ao seu custo, em época posterior á sahida do ex-director-gerente, por motivo de serem comprados por elle assumidos, obteve-se um lucro de 10:935\$200 na conta Laminacão no tempo decorrido nos mezes de setembro a dezembro.

Pelo exame do balanço de 31 de dezembro do anno proximo findo verificamos o debito de 15:458\$990 na conta Almojarifado, cujo debito nos cumpre esclarecer: E' elle proveniente da majoração feita, pelo ex-director-gerente, nos diversos materiaes e materias primas em deposito, como se verificou pelo inventario a que se procedeu na fabrica logo após a sua retirada.

Para não nos alongarmos em mais considerações que vos serão patenteadas na assembléa geral, desejamos, entretanto, deixar aqui consignadas, em synthese, as causas determinantes das irregularidades praticadas por aquelle ex-director, que concentrava em si toda a administração da fabrica, e que originaram os prejuizos verificados: São ellas: as avultadas compras de madeiras que fazia, improprias para a nossa industria; as perdas havidas com essas madeiras, motivadas pelo máo estado em que eram adquiridas; as devoluções constantes das mercadorias expedidas, por não presidir o menor escrupulo na sua manufactura; e, finalmente, por effectuar vendas por menos do custo, prova manifesta do damno causado, e que denota falta de criterio e capacidade.

Aproveitando o ensejo cumpre-nos lembrar-vos que, por terminação do mandato dos actuaes, devem ser eleitos novos membros effectivos do conselho fiscal para o exercicio do corrente anno.

Para outros quaesquer esclarecimentos ficamos á inteira disposição dos Srs. accionistas.

Rio de Janeiro, 26 de março de 1926.

— Octavio Alves de Araujo, presidente.

— Carlos d'Araujo Teixeira Pinto, thesoureiro.

PARER DO CONSELHO FISCAL

Satisfazendo o disposto nos estatutos, examinamos as contas e balanço da Companhia Industrial de Caixas de Madeira referentes ao periodo de 4 de novembro de 1924 e anno de 1925, e verificamos que a escripturação está feita com escrupulosa exactidão.

Em face do que expõe a directoria em seu relatório, deixamos á assembléa a deliberação do que julgar mais acertado.

Rio de Janeiro, 26 de março de 1926. — Luiz Antonio de Moraes. — Raul Romanos Villar. — Bôavista & Comp. Ltda.

BALANÇO DE 1925**Activo**

Almojarifado.	34:893\$180
Caixa.	2:968\$608
Contas correntes.	56:230\$490
Caixotaria e laminação. .	16:544\$787
Deposito de luz.	17\$500
Caução da directoria. . .	60:000\$000
Despesas de incorpora-	
ção.	73:328\$347
Installação de força e luz. .	16:000\$000
Impostos a liquidar. . . .	5:500\$000
Lucros e perdas.	156:539\$868
Machinismos e access-	
rios.	213:449\$510
Moveis e utensilios. . . .	4:260\$000
Patentes.	34:000\$000
Terrenos e edificios. . . .	183:641\$600
	857:373\$890

Passivo

Capital.	400:000\$000
Acções em caução.	60:000\$000
Contas correntes.	48:164\$630
Titulos a pagar.	349:209\$260
	857:373\$890

Rio de Janeiro. — Octavio Alves de Araujo, presidente. — M. Botelho de Abreu, guarda-livros.

DEMONSTRAÇÃO DA CONTA DE LUCROS E PERDAS**Debito**

Contas correntes.	2:144\$000
Caixotaria e laminação. .	75:770\$728
Custo do material rodante.	9:385\$300
Despesas geraes.	32:309\$675
Impostos.	5:101\$980
Juros.	36:475\$957
Seguro da fabrica.	4:675\$100
Despesas judiciais. . . .	750\$000
Reparação de machinas. .	2:341\$700
Almojarifado.	15:458\$990
	181:416\$430

Credito

Differença de cambio. . .	426\$670
Fundo especial.	27:419\$892
Prejuizo apurado.	156:539\$868
	181:416\$430

Rio de Janeiro. — Octavio Alves de Araujo, presidente. — M. Botelho de Abreu, guarda-livros. (2.175)

AUTO MERCANTIL BRASILEIRA, S. A.

ACTA DA ASSEMBLÉIA GERAL DE CONSTITUIÇÃO DA AUTO MERCANTIL BRASILEIRA, S. A., REALIZADA EM 23 DE MARÇO DE 1926

Aos 23 dias do mez de março de 1926, nesta cidade do Rio de Janeiro, á rua do Mexico n. 150, ás 3 horas da tarde, reuniram-se conforme convocação assignada pelos incorporadores Attila Nunes de Castro e José Felizola Zucarino, publicada no *Diario Official* e "*Jornal do Commercio*", em assembléa geral, os subscriptores do capital com que se forma

a Auto Mercantil Brasileira, S. A., e por aclamação é indicado para presidir os trabalhos da assembléa o Sr. Dr. Alberto Cruz Santos, o qual, depois de agradecer á honrosa incumbencia convida o Sr. Otto Valle para primeiro secretario e o Sr. Carlos Camarinha para segundo secretario, ficando, assim constituída a mesa.

Em seguida, pelo presidente é declarado que se acham presentes subscriptores representando 6.845 acções, mais de dois terços do capital social e portanto numero sufficiente para installação da assembléa e suas deliberações.

Declara ainda o presidente que se acham sobre a mesa, apresentados pelos incorporadores, os prospectos de lança-

mento da sociedade, a lista geral dos subscriptores do capital, o conhecimento do depósito em dinheiro da décima parte do capital social e os estatutos devidamente assignados por todos os subscriptores, pedindo ao Sr. 1.º secretario procedesse á leitura de todos esses documentos o que feito foi.

Pelo Sr. presidente são postos em discussão os estatutos e não tendo ninguém sobre elles se manifestado, põe em votação, artigo por artigo, sendo unanimemente approvados todos elles.

Logo em seguida, o Sr. presidente declara que já tendo sido preenchidas todas as formalidades legais, consultava si algum dos subscriptores presentes se oppunha á constituição definitiva da sociedade, e como nenhum se opuzesse, declarou elle definitivamente constituída, de accordo com a lei, a Auto Mercantil Brasileira, Sociedade Anonyma.

Disse ainda o presidente, que, em virtude do art. 32 dos estatutos já approvados, dava como empossados nos seus cargos, os Srs. directores e membros do conselho fiscal, devendo os directores exercer o mandato, até que effectuem a caução determinada nos estatutos, *in bona fide*.

Pelo accionista Sr. José Francisco de Menezes, foi proposto o que foi approved, um voto de louvor á mesa. Não havendo mais quem quizesse usar da palavra, o presidente deu por encerrada a reunião, mandando que fosse lavrada a acta em duplicata como exige a lei e que vae por todos assignada.

Rio de Janeiro, 23 de março de 1926. — Alberto Cruz Santos. — Otto Valle. — Carlos Camarinho. — Moyses Menemem Cudji. — Attila Nunes de Castro. — José Felizola Zucarino. — Frederick Lunley Andrews. — Antenor Ferreira. — José Francisco de Menezes. — Hugo Wyler. — Augusto Ferreira. — A. Sarmiento. — Ricardo H. Grinamer. — Augusto Joaquim Baptista. — Isnard & Comp. (pelo socio Mario Gouvea Ribeiro). — Eucharico de Souza. — Abres, Dias & Comp. (pelo socio Antonio Baptista de Mendonça Filho). — J. G. Corrêa. — José Maria Dias. — Paulino Jose Ribeiro. — João de Figueiredo. — Joaquim Alberto da Costa. — Angela Helena de Castro. — José Augusto Pinto. — F. Góes & Teixeira. — Aurelio Castilho. — Natario Fundão. — A. Mosquera. — José da Silva Pereira. — Domingos José da Silva. — Alfredo Cocchi. — Manoel Andrade Mello Sobrinho.

Estatutos da Companhia "Auto Mercantil Brasileira, S. A."

Da Companhia e seus fins

Art. 1.º A sociedade se denominará "Auto Mercantil Brasileira, S. A.", se regerá por estes estatutos e nos casos omissos pela lei das Sociedades Anonymas, e durará pelo prazo de 30 annos, — terá por objecto o commercio de compra e venda de automoveis, accessorios e seus pertences, e terá sua sede e foro juridico nesta cidade do Rio de Janeiro.

Capital

Art. 2.º O capital social será de 1.500.000\$000 (mil e quinhentos contos de réis), representado por 7.500 acções de 200\$000 (duzentos mil réis) cada uma, e sua realização se effectuará da seguinte forma: 40 % no acto de sua installação e os restantes 60 % em quatro prestações de 15 % cada uma, realizaveis de 2 em 2 mezes a contar da data de sua installação definitiva.

Art. 3.º As acções serão sempre nominativas.

Paraphrasis unico. Este capital poderá ser elevado, de accordo com as conveniencias sociaes e por deliberação da assembleia geral dos accionistas, tendo estes preferencia na subscripção das novas acções proporcionalmente ao valor das que já possuirem.

Da Directoria

Art. 4.º A sociedade será gerida por dous directores, accionistas, eleitos em assembleia geral e já por estes designados como director-gerente e director-sub-gerente.

Art. 5.º O mandato dos directores durará seis annos, sendo porém, permittido a reeleição.

Art. 6.º Considera-se como tendo renunciado o lugar, o director que por mais de 30 dias deixar de exercer as funcções de seu cargo.

Art. 7.º No caso de vaga de um dos membros da directoria, o director em exercicio nomeará um substituto interino, até que a assembleia geral, convocada dentro de 30 dias, faça a escolha definitiva, pelo prazo que ainda durar o mandato do director substituido.

Paraphrasis unico. O substituto perceberá os honorarios e percentagens do director cuja vaga preencher.

Art. 8.º No caso de molestia ou motivo justificado, é permittido a qualquer director solicitar licença, sendo que esta será ou não concedida por seu collega e o conselho fiscal, em sessão conjunta. A licença não poderá ser maior de seis mezes.

Art. 9.º Os directores, em garantia de sua gestão, cautionarão acções da importancia de 50:000\$000 (cincoenta contos de réis) cada uma, e não poderão onerar ou alienar estas acções por qualquer forma, enquanto exercerem o mandato, e quando substituidos, só depois de approvadas as contas do ultimo anno em que serviram.

Art. 10. Os directores não serão individual ou collectivamente responsaveis pelos contractos e operações que realizarem no exercicio de seu mandato, em nome da sociedade, mas responderão para com esta e para com terceiros solidaria e illimitadamente pelo excesso de mandato e pelos actos praticados com violação destes estatutos e da lei.

Art. 11. Os directores se reunirão, ao menos uma vez por semana, devendo para garantia reciproca, lavrarem em livro especial para esse fim, as actas do que deliberarem em conjunto.

Paraphrasis unico. As divergencias de opiniões entre os directores serão sempre resolvidas pelo conselho deliberativo, que será constituído, para esse fim, pelos membros do conselho fiscal e pelos dous directores.

Art. 12. Aos directores em conjunto compete:

a) deliberar, sobre as operações de credito necessarias á realização dos negocios da sociedade, não se incluindo nesta attribuição a faculdade de hypothecar ou empenhar bens sociaes;

b) deliberar, quando os interesses da sociedade assim o exijam, ouvido o conselho fiscal, sobre a criação de agencias e filiaes e a contractar concessionarios;

c) estabelecer condições e preços para compra e venda á vista, a prazo e a prestações;

d) estabelecer condições para admissão e demissão de empregados e operarios, fixando-lhes vencimentos e gratificações;

e) organizar a contabilidade da companhia, de forma a poder apresentar até o dia 15 de cada mez, com todos os esclarecimentos possiveis, o balancete das operações realizadas no mez anterior;

f) contractar com um dos reputados Bancos da praça as condições para o serviço da thesauraria, de que trata o artigo 30;

g) deliberar sobre o seguro dos bens e stocks da sociedade, quanto aos riscos de incendios e accidentes;

h) constituir o fundo de reserva e distribuir os lucros de accordo com o estabelecido no art. 27;

i) convocar as assembleas geraes ordinarias e extraordinarias, sempre que o interesse da sociedade assim o exija, ou quando requeridas por accionistas que representem pelo menos um quinto do capital social;

j) organizar até 31 de julho de cada anno o balanço das operações realizadas durante o primeiro semestre e até 28 de fevereiro os relatorios e balanços annuaes, para serem apresentados ás assembleas geraes ordinarias;

k) assignar cheques, facturas de automoveis, aceitar titulos e endossal-os e assignar todos os demais actos em que importe responsabilidade da sociedade.

Paraphrasis unico. No impedimento de um director será a assignatura do impedido substituida pela de um auxiliar da sociedade, devidamente autorizado por procuração, somente nos actos a que se refere a letra k deste artigo.

Art. 13. A remuneração do director gerente, será de réis 2:000\$ (dous contos de réis), e a do director sub-gerente de 1:000\$ (um conto de réis), mensaes, além da gratificação a que se refere o art. 27.

Do conselho fiscal

Art. 14. O conselho fiscal constará de tres membros effectivos e tres supplentes, eleitos annualmente pela assembleia geral dos accionistas, segundo o processo determinado para eleição da directoria.

Paraphrasis unico. Si, durante o anno, se der alguma vaga ou impedimento de qualquer dos membros effectivos, a directoria convidará um dos supplentes.

Art. 15. São attribuições do conselho fiscal:

a) examinar as contas, o balanço e as demonstrações e bem assim todos os documentos que lhe servirem de base, e apresentar o seu parecer por escrito, no prazo maximo de quinze dias, afim de ser publicado com o relatório da directoria;

b) assistir as reuniões da directoria, quando for convocado, tomar parte nas suas deliberações e assignar as actas dessas reuniões;

c) propor á directoria as medidas que julgar de utilidade nos interesses sociais;

d) fixar conjuntamente com a directoria o dividendo a distribuir aos accionistas;

e) convocar as reuniões extraordinárias de assembleia geral, quando os interesses sociais o exigirem e a directoria recusar fazel-o;

f) os membros do conselho fiscal nada perceberão pelo exercício de suas funções;

Das assembleias gerais

Art. 16. A assembleia geral ordinaria se reunirá anualmente dentro do mez de março, em dia previamente marcado pelos directores, e terá por fim prover os cargos da directoria, quando for caso disso, tomar as contas annuaes desta e eleger o conselho fiscal.

Paraphrasis unico. A assembleia geral ordinaria não poderá funcionar com socios que representem menos de metade do capital social. Si essa não se reunir, uma nova reunião será convocada com a declaração de que se deliberará com qualquer que seja a somma do capital representado pelos accionistas que comparecerem.

Art. 17. A assembleia geral será installada pelo director-gerente da sociedade em exercício, e na falta deste pelo director sub-gerente, o qual convidará um accionista para presidir aos trabalhos e constituir a meza.

Art. 18. As deliberações das assembleias geraes obrigam a todos os socios indistinctamente e serão tomadas por maioria de votos presentes, dando cada cinco accões o direito a um voto.

Art. 19. Quando as accões pertencerem a mais de uma pessoa, os respectivos proprietarios deverão designar dentre si, o que os represente no exercício dos direitos sociais.

Art. 20. Os accionistas impedidos por qualquer causa legal, ou não puderem comparecer pessoalmente, poderão agir por intermedio de seus representantes legais ou procuradores, socios, com poderes especiaes, nos termos da lei.

Art. 21. As assembleias geraes ordinarias ou extraordinarias que tiverem de deliberar sobre o augmento ou diminuição do capital social, a dissolução ou liquidação da sociedade, ou sobre modificação ou alteração do contracto social, só poderão validamente se constituir com a presença de accionistas que representem, pelo menos, dous terços do capital social.

Paraphrasis unico. Si nem na primeira nem na segunda reunião comparecerem socios que representem os dous terços do capital social, convocar-se-ha terceira, com a declaração de que nella se deliberará, seja qual for, a somma do capital representado pelos socios presentes.

Art. 22. A convocação das assembleias geraes, ordinarias ou extraordinarias será feita sempre com antecedencia de, no minimo, dez dias. Não havendo numero para a primeira reunião, a segunda e terceira convocações far-se-hão com intervallos de, pelo menos, seis dias.

Art. 23. De todas as reuniões das assembleias geraes, se lavrará as respectivas actas em livro proprio para esse fim.

Art. 24. Ficam suspensas, cinco dias antes das assembleias geraes, as transferencias de accões.

Art. 25. As procurações de accionistas para representar nas assembleias geraes, deverão ser depositadas no escriptorio da sociedade, pelos respectivos procuradores, até dous dias antes das reuniões.

Do exercício social, fundo de reserva e lucros e perdas

Art. 26. O anno social financeiro será contado de 1º de janeiro a 31 de dezembro.

Art. 27. Os lucros liquidos annuaes serão assim distribuidos:

10 % para o fundo de reserva;

5 % para os directores, como gratificação, e os restantes 85 % como dividendos aos accionistas.

Paraphrasis unico. Quando os dividendos attingirem á mais de 30 %, fica a directoria autorizada a crear novos fundos de reserva, que julgar conveniente.

Art. 28. A assembleia geral determinará o limite que deverá attingir o fundo de reserva creado.

Art. 29. Os dividendos não reclamados dentro do prazo de cinco annos, a contar da data de sua distribuição, consideram-se renunciados a favor do fundo de reserva.

Da thesouraria

Art. 30. Contractado pelos directores, de accordo com o conselho fiscal, com um dos reputados bancos desta praça, as condições para os serviços da thesouraria, nelle serão depositados diariamente todas as importancias recebidas, durante o dia, devendo todo e qualquer pagamento ser effectuado por cheque, contra o mesmo banco.

Disposições geraes

Art. 31. A sociedade se dissolverá:

a) pela extinção de seu capital ou seu desfalque em quantidade tal que impossibilite de continuar a sociedade;

b) pela resolução da assembleia geral;

c) no caso de dissolução da sociedade, serão seus liquidantes os dous maiores accionistas.

Disposições especiaes

Art. 32. Por derogação especial dos arts. 4º e 11º, os directores que servirão até 31 de dezembro de 1931 e os membros do conselho fiscal para o anno de 1926, serão os seguintes senhores:

Directores: Atila Nunes de Castro, director-gerente, rua Bulhões de Carvalho n. 105; profissão, ex-gerente de vendas da Companhia Studebaker do Brasil S. A.; José Felizola Zucarino, director sub-gerente, rua Duque de Caxias n. 38, capitalista.

Conselho fiscal: Frederick Lumley Andrews, Otto Valle e Dr. Ernani Soares Pereira; supplementes: Carlos Camarinha, Aurelio Castilho e Dr. Joaquim de Lamare.

Fim

A. Sarmiento,
Moysés Menagem Cadji,
Antonio D'Agosto Gonçalves,
Armando Marchenaro,
Carino Gilfoni,
Francino Andrade Mello,
Manoel Andrade Mello Sobrinho,
Antonio Raphael da Silva,
José Francisco de Menezes,
Joaquim de Lamare,
F. Góes d'Oliveira,
Frederick Lumley Andrews,
J. G. Corrêa,
Dr. Alfredo Alberto P. Martins,
Otto Valle,
Carlos Camarinha,
Antonio Fonseca,
Antonio Pereira Gomes,
Manoel de Souza,
Maria Martins Pereira,
Joaquim Pereira,
Manoel Pinto Dias,
José Augusto Pinto,
Dr. Ernani Soares Pereira,
José Ferreira da Silva,
João Gimene Parra,
João Valle,
Carlos de Oliveira,
Aldemar Gomes de Paiva,
Severino José da Silva,
Maria Celina da Silva,
Maria Flora da Silva,
Sebastião Gomes Leal,
Luiz Dias Carneiro,
Dr. Arnaldo Moraes,
A. Mosquera,
Joaquim Soares Barbosa,
Carlos Rodrigues da Cruz,
Augusto Joaquim Baptista,
Leonardo Alves de Mesquita,
Manoel Ribeiro de Barros,
José Rodrigues,
Luiz Augusto da Silva,
Dr. Samuel Guimarães Pereira,
Dr. Darcy Monteiro,
Manoel Alves Ferreira,
Alfredo Marinho,
Manoel da Silva Brandão,
Celestino Lagalhães,
José Polycarpo Garcia,
Henrique Garibaldi Teixeira,
José Maria Dias,
Alves Dias & Comp.,
Joaquim Duarte da Costa,
José Bento Ferreira.

João Pedro Martins.
 João Christino Fernandes.
 Maximiliano de Freitas.
 Eucharico de Souza.
 Antenor Ferreira.
 Rodrigues & Fernandes.
 Raynundo de Freitas Bahiense.
 José Gomes d'Oliveira.
 Francisco Cardoso Gomes.
 Isnard & Comp.
 Sebastião dos Santos Alves
 Lisipo Ferraz.
 Luiz Rodrigues de Carvalho.
 José de Souza Braga.
 Paulino José Ribeiro.
 Benilde Tavares de Menezes.
 José da Silva Pereira.
 Lino Alves Pacheco.
 Joaquim Martins Pereira Pinto.
 Americo Caetano Cocchi.
 Agostinho de Carvalho.
 Francelino Ferreira.
 Eduardo Dale.
 Francisco Miguel.
 Eugenio Salustiano de Castre.
 Harry F. Covington.
 Ricardo Henrique Grimmer.
 José de Souza.
 Antonio Vidal.
 Manoel José Pereira.
 Joaquim Alberto da Costa
 João de Figueiredo.
 Aurelio Castilho.
 José Barreirós.
 Carlos de Azevedo.
 Domingos de Azevedo.
 Domingos José da Silva.
 Hugo Wyler.
 Manoel Gomes Pinto.
 Manoel Martins
 Luiz Carbone.
 José Pinto Ribeiro.
 José Rodrigues Conceiro.
 João de Oliveira Pimenta.
 José Nogueira da Silva.
 Antonio Annibal dos Santos.
 Luiz Martins.
 Raul Emigdio da Costa Souto.
 Miguel Palmieri.
 Antonio Fernandes.
 Severino Nunes Machado.
 Antonio Motta.
 Sylvio Silva.
 Manoel dos Reis.
 Manoel Alves de Mesquita.
 Henrique Victor Morise.
 João Figueiredo Fontes.
 Elyseu Martins Fontes.
 Waldemiro Rodrigues de Azevedo.
 J. Alves.
 Americo Arthur do Souto.
 Alfredo Lourenço d'Almeida.
 José Lopes Coelho.
 Alberto Cruz Santos.
 Angela Helena Castro.
 Alfredo Cocchi.
 Natario Fundão.

Lista dos subscriptores do capital de 1.500:000\$000 (mil e quinhentos contos de réis), dividido em 7.500 acções de 200\$000 (duzentos mil réis) cada uma.

Attila Nunes de Castro e José Felizola Zucacino, incorporadores

Numero — Nomes e moradias — Numero de acções — Total

1.	José Felizola Zucacino, rua Duque de Caxias n. 38.....	3.250	650:000\$000
2.	Attila Nunes de Castro, rua Bu- lhões de Carvalho n. 105...	1.750	350:000\$000
3.	Angela Helena de Castro, rua Bu- lhões de Carvalho n. 105...	1.000	200:000\$000
4.	Alfredo Cocchi, rua 1 de Setem- bro n. 122.....	330	66:000\$000
5.	Otto Valle, rua Medeiros Passaro n. 30.....	100	20:000\$000
6.	Alberto Cruz Santos, rua do Ro- sario n. 109, 1ª.....	100	20:000\$000

7.	Carlos Camarinha, rua 2 n. 29 Maria da Graça.....	50	10:000\$000
8.	Francisco Andrade Mello, rua da Candelaria n. 38.....	25	5:000\$000
9.	A. Mosquera, avenida Rio Branco n. 180.....	25	5:000\$000
10.	Domingos José da Silva, avenida Gomes Freire n. 50.....	25	5:000\$000
11.	Natario Fundão, rua Diamantina n. 48.....	25	5:000\$000
12.	Rodrigues & Fernandes, rua Mar- queza de Santos, ns. 22/4	20	4:000\$000
13.	José Gomes Oliveira, rua do Se- nado n. 329.....	20	4:000\$000
14.	Antonio Raphael da Silva, rua São Clemente n. 81.....	15	3:000\$000
15.	Dr. Ernani Soares Pereira, rua das Palmeiras n. 67.....	15	3:000\$000
16.	Isnard & Comp., rua Sete de Se- tembro n. 75.....	15	3:000\$000
17.	Joaquim de Lamare, rua Volun- tarios da Patria n. 220....	10	2:000\$000
18.	F. Góes d'Oliveira, rua Barata Ribeiro n. 314.....	10	2:000\$000
19.	Frederick Lumley Andrews, rua Lafayette n. 118.....	10	2:000\$000
20.	J. G. Correa, rua General Ca- mara n. 528.....	10	2:000\$000
21.	Dr. Alfredo Alberto P. Monteiro, rua Senador Furtado n. 34...	10	2:000\$000
22.	Antonio da Fonseca, rua Mura- tori n. 11.....	10	2:000\$000
23.	Manoel Pinto Dias, rua Alvaro Ramos n. 106.....	10	2:000\$000
24.	Adolpho Sarmiento, avenida Rio Branco n. 180.....	10	2:000\$000
25.	Moyses Menagem Cadji, rua do Cafete n. 172.....	10	2:000\$000
26.	Antonio Delgado Gonçalves, rua Henrique Vaidadaires.....	10	2:000\$000
27.	Armando Marceano, rua Almi- rante Cockran n. 312.....	10	2:000\$000
28.	Manoel Andrade M. N. Sobrinho, rua da Candelaria n. 38....	10	2:000\$000
29.	José Francisco de Menezes, rua Santa Clara n. 151.....	10	2:000\$000
30.	Joaquim Pereira, rua do Livra- mento n. 79.....	10	2:000\$000
31.	Maria Martins Pereira, rua do Livramento n. 79.....	10	2:000\$000
32.	Manoel de Souza, rua do Livra- mento n. 79.....	10	2:000\$000
33.	Antonio Pereira Gomes, rua Du- que de Caxias n. 105.....	10	2:000\$000
34.	Augusto Ferreira, Candido Men- des n. 69.....	10	2:000\$000
35.	José Augusto Pinto, rua Copa- cabana n. 812.....	10	2:000\$000
36.	José Ferreira de Lima, rua do Rezende n. 40.....	10	2:000\$000
37.	João Gimene Parra, avenida Pre- sidente Barroso n. 16.....	10	2:000\$000
38.	João Valle, rua Dr. Garnier nu- mero 12.....	10	2:000\$000
39.	Carlos de Oliveira, rua General Camara n. 241.....	10	2:000\$000
40.	Abelmar Gomes de Paiva, rua Dr. José Hyginio n. 160....	10	2:000\$000
41.	Severino José da Silva, avenida Suburbana n. 2.851.....	10	2:000\$000
42.	Maria Colina da Silva, avenida Suburbana n. 2.851.....	10	2:000\$000
43.	Maria Flora da Silva, avenida Suburbana n. 2.851.....	10	2:000\$000
44.	Sebastião Gomes Leal, rua Santa Luiza n. 28.....	10	2:000\$000
45.	Luiz Dias Carneiro, rua do Ou- vidor n. 39, 2ª.....	10	2:000\$000
46.	Dr. Arnaldo de Moraes, rua da Assembléa n. 87, 1ª.....	10	2:000\$000
47.	Augusto Joaquim Baptista, rua S. Clemente n. 98, casa 3...	10	2:000\$000
48.	Luiz Augusto da Silva, rua Ge- neral Camara n. 357.....	10	2:000\$000
49.	Samuel Guimarães Pereira, rua Senador Pompeu n. 99.....	10	2:000\$000
50.	Dr. Darcy Monteiro, rua Farani n. 57.....	10	2:000\$000

51. Manoel Alves Ferreira, rua Frei Caneca n. 22.....	10	2:000\$000	94. Luiz Rodrigues Carvalho, rua Conselheiro Josino 21.....	5	1:000\$000
52. Alfredo Martinho, Catiote n. 123, casa 4.....	10	2:000\$000	95. Joaquim Martins Pereira Pinto, rua dos Tonelleiros n. 198.....	5	1:000\$000
53. Manoel da Silva Brandão, Villa Ruy Barboza (travessa Chiquita).....	10	2:000\$000	96. Americo Caetano Cocchi, rua 4 de Setembro de 122.....	5	1:000\$000
54. Henrique Garibaldi Teixeira, rua Real Grandeza n. 80, casa 18.....	10	2:000\$000	97. Joaquim Alberto da Costa, rua 4 de setembro n. 36, casa 2.....	5	1:000\$000
55. José Maria Dias, rua Camerino n. 19.....	10	2:000\$000	98. Carmo Giffoni, rua Espírito Santo n. 588.....	5	1:000\$000
56. Joaquim Duarte da Costa, rua do Proposito n. 55.....	10	2:000\$000	99. Manoel José Pereira, rua Copacabana n. 570.....	5	1:000\$000
57. José Bento Ferreira, rua Vicente de Souza n. 11.....	10	2:000\$000	100. João de Figueiredo, rua Copacabana n. 817.....	5	1:000\$000
58. Maximiliano de Freitas, rua General Camara n. 357.....	10	2:000\$000	101. Aurelio Castilho, rua S. João Baptista n. 105.....	5	1:000\$000
59. Eucharico de Souza, rua Silveira Martins n. 76, casa 3.....	10	2:000\$000	102. José Barreiros, rua Santo Amaro n. 29, casa 5.....	5	1:000\$000
60. Antenor Ferreira, largo do Machado n. 46.....	10	2:000\$000	103. Carlos de Azevedo, avenida Mem de Sá n. 329.....	5	1:000\$000
61. Raymundo Freitas Pahiense, rua Barão de Guaratiba n. 79.....	10	2:000\$000	104. Hugo Wyler, rua Almirante Tamandaré n. 42.....	5	1:000\$000
62. José da Silva Pereira, rua Dr. Campos Salles n. 28.....	10	2:000\$000	105. Manoel Gomes Peixoto, rua Carlos Sampaio n. 27.....	5	1:000\$000
63. Luiz Carbone, rua Matto Grosso n. 152.....	10	2:000\$000	106. Manoel Martins, rua Natal n. 40.....	5	1:000\$000
64. José Rodrigues Carneiro, praça de Botafogo n. 78.....	10	2:000\$000	107. José Pinto Ribeiro, rua Senador Eusebio n. 186.....	5	1:000\$000
65. José Nogueira da Silva, rua da Passagem n. 114, casa 2.....	10	2:000\$000	108. Henrique Victor Morise, rua General José Christino n. 45.....	5	1:000\$000
66. Alfredo Lourenço d'Almeida, rua Otto de Alencar n. 38.....	10	2:000\$000	109. Yochiyuki Akao, rua Buenos Aires n. 267.....	5	1:000\$000
67. José Lopes Coelho, rua Conde de Bomfim n. 804.....	10	2:000\$000	110. João de Oliveira Pimenta, rua da Passagem n. 114-A c. 2.....	1	200\$000
68. Alves, Dias & Comp., rua Henrique Valladares n. 74.....	5	1:000\$000	111. Antonio Annibal dos Santos, rua da Alfandega n. 211.....	1	200\$000
69. Lysippe Ferraz, rua José Mauricio n. 54.....	5	1:000\$000	112. Luiz Martins, rua Maxwell, n. 418.....	1	200\$000
70. José de Souza Braga, rua do Matto n. 122.....	5	1:000\$000	113. Raul Envydio da Costa Souto, rua Invalidos n. 153.....	1	200\$000
71. Paulino José Ribeiro, rua do Catiote n. 178.....	5	1:000\$000	114. Miguel Palmieri, rua voluntarios da Patria n. 303.....	1	200\$000
72. Benilde Favares Meneses, rua do Livramento n. 123.....	5	1:000\$000	115. Antonio Fernandes, rua S. Clemente n. 355.....	1	200\$000
73. Lino Alves Pacheco, rua Visconde de Itatuna n. 97, casa 33.....	5	1:000\$000	116. Severino Nunes Machado, rua Archias Cordeiro n. 330.....	1	200\$000
74. Francellino Ferreira, rua do Proposito n. 102.....	5	1:000\$000	117. Sylvio dos Santos Silva, rua Visconde Itaborahy n. 39.....	1	200\$000
75. Agostinho de Carvalho, rua Nova de S. Leopoldo n. 85, casa 4.....	5	1:000\$000	118. Antonio Motta, rua Buenos Aires n. 61.....	1	200\$000
76. Eduardo Dale, rua do Ouvidor n. 125.....	5	1:000\$000	119. Manoel dos Reis, ladeira Felipe Nery n. 27.....	1	200\$000
77. Francisco Miguel, rua General Pedra n. 93, casa 2.....	5	1:000\$000	120. Manoel Alves de Mesquita, praça D. Antonia n. 18, c. 9.....	1	200\$000
78. Eugenio Salustiano de Castro, rua do Rezende n. 141.....	5	1:000\$000	121. João Figueiredo de Mello, rua Barão do Amazonas n. 519.....	1	200\$000
79. Harry F. Covington, avenida Rio Branco n. 87.....	5	1:000\$000	122. Elizio Martins Fontes, rua Copacabana n. 565 c. 12.....	1	200\$000
80. Ricardo Henrique Crummer, rua Perseverança n. 15.....	5	1:000\$000	123. Waldemira Rodrigues de Azevedo, rua Sotero dos Reis n. 42.....	1	200\$000
81. José de Souza, ladeira das Tabajaras n. 142.....	5	1:000\$000	124. Americo Arthur do Souto, rua da Costa n. 124.....	1	200\$000
82. Antonio Vidal, rua Copacabana n. 565, casa 3.....	5	1:000\$000		7.500	1.500.000\$000
83. Joaquim Soares Barbosa, rua 2 de dezembro n. 38.....	5	1:000\$000			
84. Carlos Rodrigues da Cruz, rua da Lapa n. 81.....	5	1:000\$000			
85. Leonardo Alves Mesquita, praça D. Antonio n. 2, sobrado.....	5	1:000\$000			
86. Manoel Ribeiro de Barros, rua Tavares Bastos n. 21 casa 24.....	5	1:000\$000			
87. José Rodrigues, rua Pedro Americo n. 70.....	5	1:000\$000			
88. Celestino Legalhães, rua do Rezende n. 62.....	5	1:000\$000			
89. José Polycarpo Garcia, rua Marquez de Sapucahy n. 310.....	5	1:000\$000			
90. João Pedro Martins, rua Barroso n. 102.....	5	1:000\$000			
91. João Chrisostomo Fernandes, avenida Pedro Ivo n. 97.....	5	1:000\$000			
92. Francisco Cardoso Gomes, travessa Ferdinandino n. 95, casa 9.....	5	1:000\$000			
93. Sebastião dos Santos Alves, rua Barroso n. 178.....	5	1:000\$000			

THE NATIONAL CITY BANK OF NEW YORK

Rio de Janeiro, Brasil.

Foi depositada neste banco, ao credito da Auto Mercantil Brasileira, Sociedade Anonyma, a quantia de 150:000\$ (cento e cincoenta contos de réis), sendo dez por cento (10 %) sobre 1.500:000\$ (mil e quinhentos contos de réis), capital com que se constitue a mesma sociedade.

Rio de Janeiro, 22 de março de 1926. — Tho National City Bank of New York, sub-gerente, Ruy Lounds. — Contador, C. H. Wiseley.

Sellado c/1\$000.

Visto para os effeitos fiscaes — Dr. Sá Freire, fiscal do Banco.

JUNTA COMMERCIAL DA CAPITAL FEDERAL

Certifico que, por despacho da Junta Commercial de 29 de março de 1926, se archivaram nesta repartição sob n. 7.316 os seguintes documentos referentes á Auto Mercantil Brasileira, S. A., a saber:

Acta da assembléa geral de constituição realizada em 23 do corrente, estatutos, lista dos accionistas, lista dos directores

do documento do depósito de 10 % do capital, feito no The National City Bank of New York e talão do pagamento do selo respectivo, feito na Recebedoria do Distrito Federal. Em João Hygino de Araújo, official da secretaria desta Junta, passêi a presente certidão.

Rio de Janeiro, 26 de março de 1926. — (Assig. s 60% : João Hygino de Araújo, official.

Visto da Junta Commercial, em 26 de março de 1926. — Director.

SOCIEDADE ANONYMA GARANTIA IMMOBILIARIA

RELATORIO DA DIRECTORIA A SER APRESENTADO NA ASSEMBLEIA GERAL ORDINARIA DOS SRS. ACCIONISTAS, EM 27 DE MARÇO DE 1926

Srs. accionistas — Em obediencia á lei e ao que preceituam os nossos estatutos, vimos relatar-vos as principais occurencias do anno findo, em 31 de dezembro de 1925, e submeter ao vosso julgamento as respectivas contas e actos da nossa administração.

Predios e terrenos

Compramos os que depois de examinados e estudada a vantagem de sua obtenção, constam com clareza das contas ora apresentadas, compras que reputamos vantajosas aos interesses da sociedade.

Obras

Para chegarmos aos resultados que julgamos sejam em breve satisfatórios, procedemos a concertos no predio do becco do Theatro n. 5, pelo que a renda foi elevada para 390\$ mensaes.

Nos da travessa da Natividade ns. 19 e 21, que exigiu obras capitais, para se poder obter renda compensadora ao capital empregado, procedemos as obras por administração, verificando, ajustando e escolhendo nós proprios, todos os materiais nellas empregados, como aproveitando alguns usados, que valiam como novos. Estas obras, que contavamos adiar, pois, era nossa vontade fazer simples reparos, nos foram exigidas pela Prefeitura, sob pena de multa immediata condemnación dos predios, pelo que tivemos de fazer despejal-os, o que conseguimos amigavelmente dos inquilinos, em conformidade com os contractos existentes com os mesmos.

Construções novas

Era intenção nossa valorizar as porpriedades em Nitheroy, fazendo construções novas para não ficar sem compensação por longo prazo o capital empregado naquella cidade, mas as obras a que fomos obrigados nesta Capital, importaram na paralysação dos projectos que já tinhamos em mão, não obstante, mantermos aquelle proposito, se nos forem concedidos os meios para tal.

Empréstimo hypothecario

Contrahimos um, conforme vossa autorização, como consta do balanço do 2º semestre de 1925, para attendermos em parte á divida da sociedade, consequente das obras já referidas. Este empréstimo foi realizado no valor de 65.000\$000 (sessenta e cinco contos de réis).

Dividendos

Nenhum dividendo foi distribuido pelo motivo da exigua renda em consequencia do despejo dos inquilinos, para as obras citadas. E' entretanto satisfatoria a situação financeira da sociedade, tendo em vista as obras feitas e a renda que em breve se tornará effectiva em virtude da locação a fazer dos predios.

Transferencias

Neste periodo verificaram-se nove transferencias em um total de mil duzentos e duas accões, as quaes se acham ao portador.

Directoria

Pensa ella ter desempenhado o mandato que lhe confiasse com a honestidade e actividade devidas, sendo por isso bem acolhida por accionistas e pessoas amigas, com quem conseguiu particularmente os recursos necessarios ao bom desempenho da sua missão. Apenas ao director-secretario, por sua

actuação effectiva no escriptorio e nas obras, leve de ser concedida uma remuneração modica, nada descolando, entretanto, a directoria, relativamente ao que preceitua o art. 15, por se tratar de um periodo de obras e despejos de instalação.

Conclusão

A' vossa esclarecida apreciação affi leu-a, pois, submetidas as occurencias principais e contas da nossa administração no anno findo, em 31 de dezembro de 1925. Ficamos, entretanto, ao vosso inteiro dispor para quaesquer informes que julgardes necessários.

Rio de Janeiro, 12 de março de 1926. — Francisco Dias Allô, presidente. — Lauriano Otton, secretario.

PARLER DO CONSELHO FISCAL

Srs. accionistas—O conselho fiscal da Sociedade Anonyma Garantia Immobiliaria, cumprindo o relatorio da lei e o mandato que lhe foi confiado, examinou minuciosamente o relatorio e contas da directoria desta sociedade, relativos ao anno findo em 31 de dezembro de 1925, e tudo encontrou na melhor ordem e de pleno accordo com a escripturação que se acha feita com esmero e clareza.

No referido relatorio encontrámos todos os esclarecimentos e informações necessarias a uma clara orientação, notando-se sobre tudo a economia com que foram zelados os vossos interesses.

Concluído, é de parecer que sejam approvados os actos e contas da directoria, até 31 de dezembro de 1925.

Rio de Janeiro, 20 de março de 1926. — André Augusto da Silva. — Affonso Jeronymo Ferreira Leal. — Manoel Moreira Dias.

BAIANCE EM 30 DE JUNHO DE 1925

Activo

Accionistas	248.406\$000
Despezas de instalação	2.035\$700
Propriedade da travessa Carlos Gomes, Nitheroy	8.571\$000
Propriedade da rua Benjamin Constant, 329, Nitheroy	21.795\$000
Propriedade do becco do Theatro n. 5, Rio de Janeiro	21.320\$800
Propriedade da rua dos Invalidos n. 95, Rio de Janeiro	28.187\$700
Propriedades da travessa da Natividade ns. 19/21, Rio de Janeiro	88.349\$000
Propriedade do becco da Fidalga n. 20, Rio de Janeiro	77.396\$500
Seguros	152\$900
Impostos	646\$200
Obras	13.364\$460
Movéis e utensilios	1.832\$300
Caixa	2.329\$640
Accões caucionadas	10.000\$000
	527.381\$200

Passivo

Capital	50.000\$000
Contas correntes	9.200\$000
Caução da directoria	10.000\$000
Lucros & Perdas	8.181\$200
	527.381\$200

DEMONSTRAÇÃO DA CONTA DE LUCROS & PERDAS

	Debito	Credito
Aluguéis		6.265\$800
Impostos		646\$200
Seguros		152\$900
Despezas geraes	3.000\$800	
Seguros	305\$800	
Impostos	5.577\$100	
Saldo para o semestre vincente	8.181\$200	
	17.064\$900	17.064\$900

Rio de Janeiro, 30 de junho de 1925. — Pela Sociedade Anonyma Garantia Immobiliaria, Francisco Dias Allô, presidente. — Lauriano Otton, guarda-livros.

BALANÇO EM 31 DE DEZEMBRO DE 1925

Activo

Accionistas	188:350\$000
Despesas de instalação	2:091\$700
Depósitos	2:320\$000
Propriedade da travessa Carlos Gomes, Niteroy	8:571\$000
Propriedade da rua Benjamin Constant n. 329, Niteroy	21:755\$000
Propriedade do beco do Theatro n. 5, Rio de Janeiro	24:320\$800
Propriedade da rua dos Invalidos n. 95, Rio de Janeiro	28:187\$700
Propriedades da travessa Natividade ns. 19 e 21, Rio de Janeiro	89:373\$600
Propriedade do beco da Fidalga n. 20, Rio de Janeiro	78:082\$100
Móveis e utensílios	1:832\$300
Accões caucionadas	10:000\$000
Hypotheças	40:000\$000
Juros e descontos	565\$100
Commissões	2:716\$700
Obras	92:985\$100
Caixa	6:395\$880
	597:576\$980

Passivo

Capital	500:000\$000
Caução da directoria	10:000\$000
Lucros e perdas	4:612\$600
Obrigações a pagar	3:249\$880
Hypotheças contrahidas	65:000\$000
Contas correntes	14:717\$500
	597:576\$980

DEMONSTRAÇÃO DA CONTA DE LUCROS E PERDAS

	Debito	Credito
Alugueis		11:320\$500
Juros de hypotheças		1:200\$000
Honorarios	4:000\$000	
Despesas geraes	5:817\$300	
Juros e descontos	1:006\$300	
Commissões	1:400\$000	
Impostos	3:185\$400	
Seguros	290\$100	
Saldo do semestre anterior		8:181\$200
Saldo para o semestre vindouro	4:612\$600	
	20:701\$700	20:701\$700

Rio de Janeiro, 31 de dezembro de 1925. — Pela Sociedade Anonyma Garantia Imobiliaria, *Francisco Dias Alão*, presidente. — *Lauro Otero*, guarda-livros. (2.100)

CAIXA DE APOSENTADORIAS E PENSÕES DA COMPANHIA MOGYANA DE ESTRADAS DE FERRO

RELATORIO DE 1925

Determinando o art. 37 da lei n. 4.682, de 24 de janeiro de 1923, que criou as caixas de aposentadorias e pensões nas diversas estradas de ferro do país, a apresentação até o dia 30 de março de cada anno, do relatorio e balanço annual, dando conta do movimento economico e financeiro do anno anterior, vimos em cumprimento desse dispositivo, relatar os principaes factos occorridos no anno de 1925.

Movimento financeiro

Como se verifica pela demonstração da receita e despesa, deante publicada, o movimento financeiro foi o seguinte:

Receita	2.588:285\$860
Despesa	4.165:217\$460
Saldo	4.423:008\$400

Matricula

Ferrovianos matriculados	5.720
Pessoas da familia que vivem sob o mesmo tecto e a mesma economia	13.831
	19.551

No total acima estão incluídos os aposentados em numero de 295 com 766 pessoas da familia.

Decrescem a quantidade de pessoas da familia matriculadas, porque de grande parte não houve a precisa comprovação, não lhes sendo, entretanto, negada a necessaria assistência, quando provada na occasião, o direito a esta.

Aposentadorias concedidas

Ordinarias	34
Por invalidez	21
Accidentes no trabalho	9
Total	64

Pensões concedidas

Ordinarias	32
Por morte em accidentes	8
Total	40

Assistencia medica

Socorros prestados a ferrovianos, esposas, filhos e outras pessoas da familias	31.852
--	--------

Assistencia hospitalar

Socorros prestados a ferrovianos, esposas, filhos e outras pessoas da familia	384
---	-----

Analyses, exames, etc.

Concedidos a ferrovianos, esposas, filhos e outras pessoas da familia	532
---	-----

Accidentes no trabalho

Numero total de accidentes no trabalho, occorridos no anno de 1925	530
--	-----

A's victimas desses accidentes foram prestados todos os socorros determinados pela lei.

Campinas, 24 de março de 1926. — *Prospero Ariani*, presidente. — *Oscar Leme*. — *Elpidio Rubello*. — *Alberto de Cerqueira Lima*. — *Antenor de Moraes*.

ANNEXO N. 1

BALANÇO GERAL EM 31 DE DEZEMBRO DE 1925

Activo

Companhia Mogyana de Estradas de Ferro:		
Saldo dev. dor verbas do decreto n. 4.682	674:552\$880	675:435\$780
Outras verbas	832\$900	
	Caixa:	
Em mãos do Sr. chefe do escriptorio	19\$400	
Em mãos do Sr. pagador	3:171\$025	3:190\$513
	Bancos:	
Em conta corrente nos seguintes:		
Commercial do Estado de São Paulo	169:484\$000	
Commercio e Industria de São Paulo	6:513\$500	175:997\$500

Titulos da divida publica:

Obrigações federaes:

99 do valor nominal de 10:000\$ cada uma.....	903:124\$240
100 do valor nominal de 5:000\$ cada uma.....	1.501:681\$160

Obrigações do Estado de São Paulo:

2 do valor nominal de 10:000\$ cada uma.....	21:600\$000
101 do valor nominal de 1:000\$ cada uma.....	320:551\$000
072 do valor nominal de 500\$ cada uma.....	355:344\$000

Apolices do Estado de São Paulo:

100 do valor nominal de 1:000\$ cada uma, 3ª serie.....	98:154\$000
45 do valor nominal de 1:000\$ cada uma, 10ª serie.....	42:300\$000
10 do valor nominal de 500\$ cada uma, 10ª serie.....	4:700\$000

Moyeis e utensilios:

Saldo desta conta.....	32:020\$200
------------------------	-------------

Juros a receber:

Idem, idem.....	26:100\$000
-----------------	-------------

Caixa forte:

Idem, idem.....	9:865\$000
-----------------	------------

Devedores:

Saldos a receber.....	1:670\$300
-----------------------	------------

Titulos em deposito:

Depositados em custodia nos Bancos.....	3.440:000\$000
---	----------------

Passivo

Patrimonio:

Saldo desta conta em 31 de dezembro de 1924.....	2.634:093\$985
Mais o saldo do anno de 1925...	1.423:063\$400
	4.057:167\$385

Vencimentos a pagar:

Saldos não reclamados, de:

Pessoal aposentado.....	1:903\$900
Pensionados.....	2:449\$200
Pessoal accidentado.....	1:662\$460
	6:105\$560

Vencimentos do mez de dezembro, de:

Pessoal aposentado.....	55:247\$500
Pensionados.....	3:912\$900
Pessoal accidentado.....	1:761\$100
Pessoal da caixa.....	5:953\$900
Medicos contractados de honorarios mensaes.....	15:700\$000
	83:615\$430

Restituições:

A pagar a diversos.....	56\$900
-------------------------	---------

Diversos credores:

Hospitais, pharmacias, medicos por consulta, A. B. Salles de Oliveira e diversos outros...	24:988\$600
--	-------------

Valores depositados:

Titulos depositados nos Bancos, verba que figura no activo.....	3.440:000\$000
---	----------------

7.611:933\$775

Campinas, 24 de março de 1925. — Prospero Ariani, presidente do conselho. — M. C. Chagas, chefe do escriptorio em comissão. — A. P. de Moraes, guarda-livros em comissão. (2.178)

ANNEXO N. 2

DEMONSTRAÇÃO DA RECEITA E DESPESA NO ANNO DE 1925

Receita

Contribuição mensal de 3%:		
Saldo desta conta.....	446:967\$600	
Idem idem.....	224:390\$630	
Idem idem.....	124:301\$500	
Idem idem.....	24:579\$600	820:239\$330
Contribuição da Companhia Mogiana de Estrada de Ferro — 1% da renda bruta:		
Idem idem.....	537:930\$460	
Porcentagem de 1 1/2 % s. tarifas:		
Idem idem.....	825:429\$000	
Excessos não reclamados:		
Idem idem.....	141:762\$750	
Varreduras:		
Idem idem.....	36:795\$800	
Papel velho:		
Idem idem.....	9:902\$800	1.571:820\$310
Juros:		
Idem idem.....	191:293\$120	
Contribuição de 3% de accidentados:		
Idem idem.....	719\$500	
Rendas diversas:		
Idem idem.....	4:208\$100	196:225\$720
		2.588:285\$860

Despesa

Aposentadorias:		
Despendido com esta verba:		
Aposentadorias com vencimentos integaes.....	106:090\$000	
Aposentadorias completas letra «A».....	302:807\$700	
Aposentadorias redução de 25% «B».....	15:380\$200	
Aposentadorias com avos «C».....	19:553\$800	444 736\$700
Aposentadorias por invalidez.....		
Aposentadorias por accidentes no trabalho.....	185:033\$800	
	13:000\$360	642:915\$860
Pensões:		
Despendido com esta verba:		
Pensões ordinarias 50%.....	13:574\$400	
Pensões ordinarias 25%.....	20:355\$600	33:930\$000
Pensões em consequencia de morte por accidentes no trabalho.....		
	14:174\$300	48:104\$300
Socorros medicos:		
Despendido com esta verba:		
Visitas ou consultas.....	210:181\$300	
Hospitalisação e cirurgia.....	77:597\$800	
Analyses, exames etc.....	13:502\$000	
Diversas despesas.....	592\$500	301:966\$600
Accidentes no trabalho:		
Despendido com esta verba:		
Socorros medicos.....	9:450\$000	
Socorros pharmaceuticos.....	7:440\$800	
Socorros hospitalares e cirurgicos.....	10:425\$000	
Analyses, exames etc.....	555\$000	
Meios de transporte.....	23:867\$300	
Diversas despesas.....	1:605\$400	13:313\$500

Ordenados:		
Despendido com esta verba.....	74:963:900	
Aluguel:		
Idem idem.....	4:200:000	
Seguro:		
Idem idem.....	84:200	
Despesas geraes:		
Idem idem.....	21:267:536	
Resituição de contribuições:		
Idem idem.....	2:675:600	
Peculios:		
Idem idem.....	2:130:300	
Depreciações:		
Abatimento nos moveis e utensilios	3:575:614	103:917:200
Saldo a favor da Receita transferido para a conta de Patrimonio.....	1.423:032:400	
	2.588:235:860	

Campinas, 24 de março de 1925.--**Prospero Ariani**, presidente do conselho.—**M. C. Chagas**, chefe do escriptorio em commissão.—**A. P. de Moraes**, guarda-livros em commissão.

(2.176)

COMPANHIA DE SEGUROS MARITIMOS E TERRESTRES INTEGRIDADE

RELATORIO DA DIRECTORIA

Srs. accionistas — Obedecendo o art. 28, do § 2º dos estatutos da companhia, vem a directoria trazer á vossa apreciação o resultado das operações realizadas no anno findo de 1925, tudo de conformidade com as especificações constantes dos balancos e annexos inclusos neste relatorio.

Responsabilidades

Os contractos de seguros marítimos, terrestres e ferroviarios, attingiram ao numero de 2.665, importando a responsabilidade desses contractos em Rs. 198.964:186\$665, sendo: Rs. 31.650:100\$ marítimos e Rs. 167.314:085\$665 terrestres e ferro-viarios.

Receita geral

O montante dessa verba attingiu a Rs. 695:782\$980, sob as seguintes rubricas:

Premios de seguros terrestres e ferro-viarios.....	428:483\$500
Premios de seguros marítimos.....	202:742\$000
Juros de apolices.....	57:030\$000
Diversos valores.....	7:527\$480
	695:782\$980

Que teve a seguinte applicação

Reseguros, honorarios, commissões, etc.....	369:270\$940
Sinistros marítimos e terrestres.....	208:929\$630
Dividendos ns. 95 e 96.....	80:000\$000
Fundo de reserva.....	39:000\$000
Reserva de riscos não expirados (complemento).....	3:000\$000
Lucros e perdas, saldo verificado.....	4:582\$410
	695:782\$980

Addicionando a esse saldo o de 1924 na importancia de Rs. 204:010\$300 fica o saldo da conta de lucros e perdas elevado a Rs. 208:592\$710, que passa para o anno de 1926.

Reserva de riscos não expirados

Monta em Rs. 123:000\$ escripturados sob esta rubrica, sendo essa reserva constituída conforme determina o art. 49 do regulamento das companhias de seguros por 40 % sobre os premios de seguros terrestres em vigor e 20 % sobre os marítimos.

Dividendos

Os dividendos destinados nos 1º e 2º semestres do anno findo foram de Rs. 80:000\$, sendo Rs. 40:000\$ em cada semestre.

Addicionando esta cifra a do dividendos pagos até 1924, perfaz o montante de Rs. 787:000\$000.

Imoveis

Parecendo melhor collocar as reservas da companhia, resolveu a directoria, ouvido o conselho fiscal, fazer a aquisição de predios, tendo já ultimado a compra dos seguintes imoveis que assim ficam incorporados ao patrimonio da companhia, na importancia de Rs. 257:499\$400, sendo:

Predio da rua General Camara n. 39;

Predio da rua de São Pedro n. 317;

Predio da rua de Catroby n. 70.

Fuatos

Os haveres da companhia são constituídos pelos citados predios, apolices federaes e do Estado do Rio e outros valores conforme discriminação em balanco.

Transporencias

Foram feitas diversas e lavrados os seguintes termos:

Ações

23 termos por venda de.....	202
2 ditos por levantamento de canção.....	1.200
25 termos.....	1.102

Sinistros

Pelas demonstrações constantes dos annexos respectivos, os sinistros occorridos no anno findo, pagos e a pagar attingiram a Rs. 338:935\$240, de cuja importancia deduzida a de Rs. 130:005\$640, recebida e a receber, fica reduzida a real 208:929\$630, saldo das indemnizações.

Conselho fiscal

Aos dignos membros do conselho fiscal, Srs. Carlos Julio Galliez, Dr. José de Oliveira Bonança e Francisco Gonçalves Ferreira, temos a satisfação de agradecer os bons serviços prestados.

Os Srs. accionistas, de accordo com o art. 20, dos estatutos, terão de eleger os novos membros do conselho fiscal e supplentes.

Empregados

Merecem os nossos agradecimentos pelo zelo e dedicacão no desempenho de suas attribuições.

Eleição

Terminando o mandato de director, o sr. Affonso Cesar Burlamaqui, ter-se-ha de proceder-se a eleição para o cargo vago, conforme o art. 20 dos estatutos. Aqui ficam consignados os nossos agradecimentos pelos bons serviços prestados por tão valoroso companheiro.

Conclusão

Os mappas que vão annexados proporcionarão todas as informações aos Srs. accionistas, mas, si preciso fór, lhes serão dados quaesquer outros esclarecimentos que desejem.

Rio de Janeiro, 8 de março de 1926. Os directores: **Fredrico Hor-Meyll Alcares**. — **Affonso Cesar Burlamaqui**. — **Lafayette Bastos de Souza**.

PARECER DO CONSELHO FISCAL

O conselho fiscal da Companhia de Seguros Marítimos e Terrestres "Integridade" examinou os balancos e mais documentos que lhe foram presentes, relativos ás transacções do anno de 1925 e confrontando-os com a escripturação constatou estarem todos exactos e tudo feito com nitidez e clareza de redacção.

A crise que se manifestou em toda a praça difficultando os negocios, não deixou de influir nas companhias de seguros, retrahindo os despachos para o interior e diminuindo consequentemente dos seguros; não obstante, a directoria com a prudencia que lhe é peculiar, foi operando, permitindo as reservas de lei e o dividendo nos dois semestres do anno.

A directoria, de accordo com o conselho fiscal, resolveu a applicação de capital em predios urbanos, o que verificarem pela verba constante do activo.

O conselho fiscal, assim, é de parecer que sejam approvadas as contas relativas ao anno de 1925.

Rio de Janeiro, 8 de março de 1925. — *Carlos Julio Gallicz*. — *Dr. José de Oliveira Bonança*. — *Francisco Gonçalves Ferreira*.

DEMONSTRAÇÃO GERAL DA RECEITA E DESPEZA DA COMPANHIA DE SEGUROS MARITIMOS E TERRESTRES, "INTEGRIDADE", COM SÉDE NA CAPITAL FEDERAL, RELATIVA AO SEMESTRE FINDO EM 31 DE DEZEMBRO DE 1925.

Debita.		
Sinistros marítimos.....	12:049\$050	
Sinistros terrestres.....	31:743\$180	73:792\$530
Honorarios da directoria.....	36:000\$000	
Remuneração do conselho fiscal.	1:800\$000	37:800\$000
Ordenados dos empregados.....	27:420\$000	
Despezas geraes.....	14:395\$270	41:815\$270
Reseguros		37:522\$180
Commissões		41:563\$760
Impostos federaes.....	350\$000	
Impostos municipaes.....	888\$400	1:238\$400
Reduções e annullações.....		7:043\$790
Despezas de sinistros.....		474\$400
Descontos		427\$400
Juros		2:014\$340
		246:692\$870
Fundo de reserva — Importancia creditada a esta conta, do accordo com o artigo 10. dos estatutos, 20 % s/ 71:520\$230, lucro liquido..	14:304\$016	
Mais: Para acerto.....	695\$954	15:000\$000
Reserva de riscos não expirados — Importancia a credito desta conta, conforme o artigo 49. do decreto n. 14.593, sendo: 40 % sobre os premios terrestres, no valor de 284:991\$304	113:996\$524	
20 % sobre os premios marítimos no valor de 40:371\$760	8:074\$552	
Diferença para acerto.....	929\$127	
	123:000\$000	
Menos: Saldo anterior.....	120:000\$000	3:000\$000
Dividendo n. 96 a pagar, de 4\$000	40:000\$000	
Percentagem de dividendo — A pagar	12:000\$000	52:000\$000
Saldo para o anno de 1925.....		208:592\$710
		525:285\$080
Credito		
Saldo do 1º semestre p. p.....		207:072\$480
Premios Marítimos — Merc.....	100:107\$800	
Premios Terrestres — Pred.....	52:746\$700	
Premios Terrestres — Merc.....	134:565\$100	187:311\$800
Juros de Apolices.....		28:515\$000
Contribuição de Apolices.....		1:772\$000
Dividendos — Não reclamados.....		506\$000
		318:212\$600
		525:285\$080

Rio de Janeiro, 31 de dezembro de 1925. — *Frederico Hor-Meyll Alvaes*, director. — O guarda-livros, *Francisco Daltro Santos*.

BALANÇO GERAL DA COMPANHIA DE SEGUROS MARITIMOS E TERRESTRES "INTEGRIDADE", COM SÉDE NESTA CAPITAL, ENCERRADO EM 31 DE DEZEMBRO DE 1925

Activo

Accionistas — entrada a realizar.....	1.300:000\$000
Thesouro Nacional — caução.....	200:000\$000

Títulos da companhia:

Apolices geraes—900 de 1:000\$	813:523\$000
Apolices do Estado do Rio de Janeiro — 161 de 500\$000	200:500\$000
	1.014:023\$000

Immoveis:

Predios das ruas General Camara n. 391, São Pedro n. 310 e de Catuaby n. 70, custo	257:409\$400
--	--------------

Caixa:

Caixa — diheiro	2:630\$540
Banco do Brasil — Em conta corrente	1:712\$960
Banco Commercial — Em conta corrente	1:224\$780
Juros de aplices — a receber..	28:515\$000
	36:708\$380

Premios de seguros:

Segurados — a receber.....	61:635\$700
Letras a receber — existentes.	6:598\$100
	68:234\$100

Diversos:

Valores caucionados — valor desta conta	60:000\$000
Títulos caucionados — idem..	300:000\$000
	360:000\$000
Movels e utensilios — existentes.....	17:418\$300
Sinistros a receber — saldo desta conta.....	77:347\$710
Sellos — em estampilhas em ser.....	109\$700
	3.331:341\$190

Passivo

Capital — 10.000 acções de 200\$000.....	2.000:000\$000
Depositos de apolices — no Thesouro Nacional	200:000\$000
Caução da directoria — valor desta conta....	60:000\$000
Caução — no Banco Mercantil.....	300:000\$000
Banco Mercantil — saldo desta conta.....	466:311\$000
Dividendo n. 96—deste semestre	40:000\$000
Dividendo n. 95—saldo a pagar.	2:708\$000
Dividendos—afrazados até o 94.	5:505\$000
	48:213\$000
Percentagem de dividendo — sobre o n. 96..	12:000\$000
Reseguros a pagar — até esta data.....	5:671\$680
Sinistros a pagar — saldo desta conta.....	59:618\$900
Imposto de fiscalização—de dezembro a pagar	2:933\$900
Fundo de reserva — valor desta conta.....	445:000\$000
Reserva de riscos não expirados — conforme o art. 49 do decreto n. 14.593.....	123:000\$000
Lucros e perdas — saldo para o anno de 1925	208:592\$710
	3.331:341\$190

Rio de Janeiro, 31 de dezembro de 1925. — *Frederico Hor-Meyll Alvaes*, director. — O guarda-livros, *Francisco Daltro Santos*. (2.476)

SOCIEDADE ANONYMA EMPREZA DA URCA

RELATORIO DA DIRECTORIA

Srs. accionistas — De conformidade com os estatutos a directoria vem cumprir o dever de apresentar-vos o relatório do exercício findo em 1925, e submeter a vossa discussão e apreciação o balanço e todos os actos e contas desse período.

De accôrdo com as previsões exaradas no relatório da directoria do anno de 1925, ficaram concluidas todas as obras contractuadas, com excepção apenas do calçamento das ruas da secção intermediária e das da 2ª secção, as quaes esta directoria espera ver concluidas e entregues dentro do 1º semestre corrente.

A directoria aproveita esta oportunidade para encarecer o desempenho solícito, attencioso e constante dos dignos membros do conselho fiscal, ficando a vossa inteiro dispôr para quaesquer esclarecimentos e informações que julgardes necessários.

Rio de Janeiro, 26 de março de 1926. — *Oscar de Almeida Gama.* — *Marcelio Reis de Carvalho.* — *Dr. Thomaz Cavalcanti de Gusmão.*

PARECER DO CONSELHO FISCAL

Aos accionistas — De accôrdo com o art. 119 do decreto n. 131, de 4 de julho de 1891 e § 3º do art. 19 dos estatutos, examinamos a caixa e todas as contas e documentos da sociedade anonyma Empresa da Urca, correspondentes ao anno social de 1925, tendo encontrado tudo na devida ordem.

Todas as clausulas do contracto realizado com a Prefeitura e Patrimonio Nacional foram cumpridas a seu devido tempo.

Assim sendo, somos de parecer que deveis approvar as contas e actos da directoria, relativos ao anno findo de 1925.

Rio de Janeiro, 26 de março de 1926. — *Dr. Raul Penna.* — *Dr. Henrique Costriciano de Souza.* — *Roberto Cruz.*

BALANÇO GERAL EM 31 DE DEZEMBRO DE 1925

Activo

Accionistas	600:000\$000
Accões caucionadas	30:000\$000
Apólices, accões e debentures	400\$000
Bemfeitorias	824:825\$000
Concessão municipal	2.000:000\$000
Contas correntes — Devedores	78:021\$696
Caixa	13:147\$987
Contracto de arrendamento	20:000\$000
Caução na Prefeitura	10:000\$000
Lucros e Perdas	1.351:230\$588
Móveis e utensílios	25:082\$500
Obrigações a receber	7:103\$920
Obras da primeira secção	1.776:400\$553
Obras da segunda secção	4.689:379\$676
Prestações de contractos — 1ª secção	221:887\$280
Prestações de contractos — 2ª secção	3.136:978\$750
Secção balneario	1.895:421\$771

16.679:882\$721

Passivo

Capital	2.055:000\$000
Contas correntes — Credores	2.074:726\$851
Caução da directoria	30:000\$000
Contractos de promessa de venda — 1ª secção	2.039:876\$100
Contractos de promessa de venda — 2ª secção	8.366:879\$330
Contractos liquidados — 1ª secção	1.158:921\$300
Contractos liquidados — 2ª secção	145:719\$850
Obrigações a pagar	291:526\$090
Orçamento da City	1:767\$500
Preços de títulos e equiparação	2:025\$000
Secção balneario	3:410\$100

16.679:882\$721

DEMONSTRAÇÃO DA CONTA DE LUCROS E PERDAS

	Debito	Credito
Saldo em 31 de dezembro de 1924	896:625\$425	
A despezas geraes	139:041\$311	
A juros e descontos	344:637\$020	
A penalidades de contractos	1:420\$000	
De obras da primeira secção (pedreira)		372\$000
De obras da segunda secção (pedreira)		1:808\$690
De secção balneario		31:312\$668
Saldo devedor nesta data		1.351:230\$588
	1.384:723\$756	1.384:723\$756

(2.172)

COMPANHIA DE SEGUROS MARITIMOS E TERRESTRES "PREVIDENTE"

51º RELATORIO A SER APRESENTADO A' ASSEMBLEIA GERAL ORDINARIA, EM 29 DE MARÇO DE 1926

Senhores accionistas — Cumprindo as disposições dos nossos estatutos e da lei vigente, trazemos ao vosso conhecimento as principaes occorrencias relativas ao anno social, terminado em 31 de dezembro de 1925.

Durante esse exercício foi arrecadada a importancia de 1.242:998\$000 de premios, attingindo as responsabilidades assumidas á somma de 399.128:555\$184. Confrontando-se as importancias dos premios recebidos em 1924 e 1925, verifica-se a favor deste ultimo um augmento de 201:925\$704.

A importancia liquida dos sinistros pagos foi de 447:214\$300.

Os dividendos distribuidos importaram em 100\$000 por acção, isto é, 10 % sobre o capital.

Foram lavrados 15 termos de transferencia de accões, sendo:

Por alvará, 3, relativos a 37 accões.
Por venda, 8, relativos a 61 accões.
Por caução, 2, relativos a 140 accões.
Por levantamento do caução, 2, relativos a 10 accões.

Durante o tempo da sua ausencia, foi o presidente da companhia substituido pelo accionista Sr. Heitor Alves Affonso.

A agencia da companhia em S. Paulo continua a cargo dos Srs. J. M. de Carvalho & Comp.

De accôrdo com a lei, deveis proceder á eleição do conselho fiscal e seus supplentes para o novo exercício.

Esses foram os principaes factos occorridos durante o anno, a que se refere o presente relatório, ficando a directoria ao vosso dispôr para vos dar quaesquer outras informações de que necessitardes.

Rio de Janeiro, 30 de janeiro de 1926. — *João Alves Affonso Junior*, presidente. — *José Carlos Neves Gonzaga*, director.

PARECER DO CONSELHO FISCAL

O conselho fiscal da Companhia de Seguros Maritimos e Terrestres "Previdente", examinou com toda a attenção os documentos e balanços referentes ao anno social findo a 31 de dezembro de 1925, achou-os em perfeita ordem e regularidade, e, por isso, propõe aos senhores accionistas a sua approvação, e faz ressaltar a crescente prosperidade da companhia, devido ao zelo e competencia com que a directoria vem dirigindo os negocios sociaes.

Rio de Janeiro, 2 de fevereiro de 1926. — *José Gomes de Freitas.* — *Condião Coelho d'Oliveira.* — *Dr. Azarias de Andrade.*

BALANÇO EM 30 DE JUNHO DE 1925

Activo		Passivo	
Imoveis:		Capital:	
28 predios de propriedade da Companhia (valor de custo).....	2.148:430:000	Valor de 2.500 ações integralizadas, de 1.000:000 cada uma....	2.500:000:000
Títulos:		Fundo de reserva.....	1:163:030:000
1.000 apolices de vida Publica de 1.000:000, cada uma, de diversas emissões, nominativas, juros de 5 %.....	903:493:100	Reserva de riscos não expirados....	250:000:000
1.000 ditas do Estado do Rio de Janeiro, nominativas, de 500:000, cada uma, juros de 6 %.....	469:843:900	Reserva para sinistros.....	150:000:000
1.000 ditas da Prefeitura de Bello Horizonte, nominativas, de 200, cada uma, juros de 6 %.....	151:694:900	Títulos depositados:	
1.000 ditas da Prefeitura do Distrito Federal, nominativas, de 200, cada uma, juros de 6 % do emprestimo de 1906.....	195:018:000	Valor de 200 apolices federaes, depositadas no The- souro Nacional.....	200:000:000
1.000 ditas, idem, idem, do emprestimo de 1914....	196:415:000	Caução da Directoria.....	80:000:000
1.000 ditas, idem, idem, do emprestimo de 1917....	186:458:000	Fianga em apolices.....	5:000:000
	2.102:922:900	Dividendos e bonus a pagar.....	10:760:000
Acções caucionadas.....		Fianga de alugueis.....	2:212:000
Deposito no Theouro.....		Dividendo 97.....	125:000:000
Apolices em garantia.....		Honorarios e percentagens á Dire- ctoria.....	31:250:000
Seguros e dinheiro.....	41:039:500	Imposto de fiscalização.....	5:591:400
Letras a receber.....	1:189:400	Juros de apolices em garantia.....	125:000
		Honorarios do Conselho Fiscal.....	3:600:000
Bancos: saldos a nosso favor.....	659:576:300	Fundo de previdencia.....	11:500:000
Caixa: saldo existente.....	23:286:500	Lucros e perdas.....	838:020:200
Agencia de S. Paulo.....			
Alugueis a receber.....			
Juros a receber.....			
Sello: valor em estampilhas.....			
	5.376:038:600		5.376:038:600

Rio de Janeiro, 30 de junho de 1925.

João Alves Affonso Junior, presidente.

Raul Costa, guardalivros.

DEMONSTRAÇÃO DA CONTA DE LUCROS E PERDAS NO PRIMEIRO SEMESTRE DE 1925

Debito		Credito	
Impostos (S. Paulo).....	7:716:000	Saldo do semestre anterior.....	659.000:400
Despesas da agencia de S. Paulo.....	1:711:500	Premios de seguros.....	616:074:300
Ordenados e gratificações a empregados.....	37:440:000	Juros, alugueis e impressos.....	227:453:000
Sinistros.....	99:316:100		
Impostos federaes.....	5:235:700		
Impostos municipais.....	29:102:100		
Immoveis, obras.....	15:955:700		
Reseguros.....	90:600:900		
Commissões.....	91:467:100		
Despesas geraes.....	22:933:700		
Honorarios do conselho fiscal.....	3:600:000		
Honorarios e percentagens á directoria.....	58:250:000		
Rescisões e alterações.....	4:913:600		
Fundo de reserva (creditado).....	18:765:000		
Fundo de previdencia (creditado).....	2:500:000		
Reserva para sinistro (creditado).....	50:000:000		
Dividendo 97º a distribuir.....	125:000:000		
Saldo para o semestre vindouro.....	838:200:000		
	1.502:5.040:000		1.502:530:000

Rio de Janeiro, 30 de junho de 1925.—João Alves Affonso Junior, presidente.—Raul Costa, guarda-livros.

BALANÇO EM 31 DE DEZEMBRO DE 1925

Activo

Passivo

Imoveis:					
28 predios de propriedade da companhia (valor do custo)	2.148:450:000				
Titulos:					
1.000 apolices da vida publica de 1:000\$, cada uma, de diversas emissões, nominativas, juros de 5 %	903:493:100				
1.000 ditas do Estado do Rio de Janeiro, nominativas, de 500\$, cada uma, juros de 6 %	469:343:900				
1.000 ditas da Prefeitura de Bello Horizonte, nominativas, de 100\$, cada uma, juros de 6 %	151:634:900				
1.000 ditas da Prefeitura do Distrito Federal, nominativas, de 200\$, cada uma, juros de 6 %, do emprestimo de 1906	195:018:000				
1.000 ditas, idem, idem, do emprestimo de 1914	196:415:000				
1.000 ditas, idem, idem, do emprestimo de 1917	186:453:000	2.102:922:900	4.251:372:900		
Acções caucionadas. Depósito no Thesouro			80:000:000		
Deposito no Thesouro			200:000:000		
Apolices em garantia			5:000:000		
Seguros a dinheiro	50:412:800				
Letras a receber	222:1:00		50:635:000		
Bancos: saldos a nosso favor	680:610:600				
Caixa: saldo existente	7:054:700		687:665:300		
Aluguéis a receber	60:999:500				
Juros a receber	46:125:000		107:124:500		
Sello: valor em estampilhas			92:700		
		5.381:890:400			5.381:890:400

Rio de Janeiro, 31 de dezembro de 1925. — João Alves Affonso Junior, presidente. — Raul Costa, guarda-livros.

DEMONSTRAÇÃO DA CONTA DE «LUCROS E PERDAS» NO 2º SEMESTRE DE 1925

Debito

Credito

Impostos (S. Paulo)	8:360:000	Saldo do semestre anterior	838:020:200
Despesas da Agencia de S. Paulo	1:254:400	Premios de seguros	626:923:700
Honorarios e percentagens á directoria	58:250:000	Aluguéis, impressos e juros e descontos	2:6:455:900
Ordenados e gratificações a empregados	44:175:000	Salvados	1:360:000
Impostos federaes	4:661:000	Reserva para sinistros	50:000:000
Impostos municipaes	23:22:700		
Imoveis c/obras	8:703:000		
Sinistr. s.	349:249:100		
Réseguros	90:735:000		
Despesas geraes	21:530:500		
Rescisões e alterações	7:376:600		
Commissões	99:024:600		
Honorarios do Conselho Fiscal	3:600:000		
Fundo de reserva (creditado)	8:480:000		
Fundo de previdencia (creditado)	2:500:000		
Reserva de riscos não expirados (credit.)	40:000:000		
Dividendo 93º (a distribuir)	125:000:000		
Saldo para o semestre vindouro	846:593:700		
	1.742:760:400		1.742:760:600

Rio de Janeiro, 31 de dezembro de 1925. — João Alves Affonso Junior, presidente. — Raul Costa, guarda-livros.

2.169

COMPANHIA CARIOCA DE PRODUCTOS TEXTIS.

RECTIFICAÇÃO E RATIFICAÇÃO DO MANIFESTO PARA EMISSÃO DE DEBENTURES PUBLICADO NO «DIÁRIO OFFICIAL» DE 20 DE SETEMBRO DE 1925

Manifesto para emissão de um empréstimo de tres mil contos de réis (3.000:000\$), dividido em 15.000 obrigações do valor nominal de 200\$ cada uma, ao portador, juros de 10 % ao anno, líquidos, nos termos do decreto n. 177 A, de 15 de setembro de 1923:

A Companhia Carioca de Productos Textis, com sede nesta capital, á rua General Camara n. 33, 1º andar, tem por objecto a compra e venda e exploração e beneficiamento de productos e sub-productos da industria textil e o commercio de materias manufacturadas ou não da mesma industria.

Seus estatutos, approvados por assembleia geral dos accionistas, realizada em 23 de outubro de 1925, foram publicados no *Diário Official* desta capital de 5 de novembro de 1925, estando devidamente registrados os actos constitutivos da sociedade na Junta Commercial desta capital, por despacho exarado em sessão de 4 de novembro do mesmo anno.

O presente empréstimo foi expressamente autorizado pela assembleia geral realizada em 12 de dezembro de 1925, cuja acta foi publicada no *Diário Official* de 13 de dezembro de 1925, e no *Jornal do Commercio* de 17 do mesmo mez e anno, de accordo com a rectificação e ratificação feita pela assembleia geral extraordinaria, realizada a 25 de março de 1926, cuja acta foi publicada no *Diário Official* e *Jornal do Commercio* de 26 do mesmo mez e anno.

A emissão é feita ao par, effectuando-se o pagamento de uma só vez, mediante documento provisório, que será substituído pelos titulos definitivos no prazo legal.

A companhia da como garantia do presente empréstimo, na forma do decreto n. 177 A, de 15 de setembro de 1923, todo o seu acervo, bens, cousas e direitos constantes do seu activo.

Este empréstimo é dividido em 15.000 obrigações (debentures) do valor nominal de 200\$ cada uma, juros de 10 % ao anno, livres de quaesquer impostos, pagaveis por semestres vencidos, na primeira quinquena dos mezes de janeiro e julho de cada anno, sendo o primeiro pagamento em julho de 1926.

A amortização será feita annualmente ao par, a começar do anno de 1928, em quotas iguaes, de modo a estar todo o empréstimo resgatado no fim de dez annos, a contar da data da primeira amortização.

A companhia reserva-se o direito de augmentar a quota annual da amortização, assim como proceder ao resgate total de todo o empréstimo de uma só vez, podendo em qualquer caso proceder a essa amortização por compra directa desses titulos em bolsa, quando porventura se colarem abaixo do par.

A companhia não tem outro empréstimo semelhante, destinando-se o presente a saldar as dividas fluctuantes, consolidação de seu passivo, aquisição de propriedades e machinarias, e movimentação do seu commercio e industria.

O activo da companhia, segundo o seu balanço em 30 de novembro de 1925, é de 8.167:181\$272, e o seu passivo de 5.167:181\$272, excluido o capital social.

A inscrição eventual foi feita em 17 de dezembro de 1925, no Registro Geral de Hypotheças do 1º districto, a pagina 139 do livro 8, sob o numero de ordem 207.

A sua subscrição abrir-se-ha no dia 28 do corrente, ás 12 horas, no escriptorio da companhia, á rua General Camara n. 33, 1º andar, ficando encerrada logo que estiver subscripta a importancia total.

Rio de Janeiro, 26 de março de 1926.
— Pela Companhia Carioca de Productos Textis, *M. de Siqueira*. — *J. T. de Alencar Lima*. — *Alfredo Montenegro*, directores. — *Antonio Vaz de Carvalho Junior*, corrector.

(2.170)

ANNUNCIOS**Companhia Fornecedor
de Materiaes****ASSEMBLÉA GERAL ORDINARIA**

São convidados os Srs. accionistas a

se reunirem em assembleia geral ordinaria, no dia 15 de abril proximo futuro, ás 14 horas, no escriptorio desta companhia, á rua Frei Caneca ns. 35 a 39, para tomarem conhecimento do balanço apresentado pela directoria, do parecer do conselho fiscal e das contas relativas ao anno social findo em 31 de dezembro de 1925 e, bem assim, proceder á eleição do conselho fiscal para o vigente exercicio.

Rio de Janeiro, 26 de março de 1926.
— Pela Companhia Fornecedor de Materiaes, *Arthur Bastos*, director-presidente.

(2.184)

**Companhia Fornecedor
de Materiaes**

Ficam suspensas as transferencias de accões desta companhia, a contar desta data até á realização da proxima assembleia ordinaria.

Rio de Janeiro, 26 de março de 1926.
— Pela Companhia Fornecedor de Materiaes, *Arthur Bastos*, director-presidente.

(2.184)

**Companhia Fornecedor
de Materiaes**

No escriptorio desta companhia, á rua Frei Caneca ns. 35 a 39, acham-se á disposição dos Srs. accionistas os documentos a que se refere o art. 117 do decreto n. 434, de 4 de julho de 1891.

Rio de Janeiro, 26 de março de 1926.
— Pela Companhia Fornecedor de Materiaes, *Arthur Bastos*, director-presidente.

(2.184)

**Companhia Fornecedor
de Materiaes**

RUA FREI CANECA NS. 35 A 39

20º DIVIDENDO

No escriptorio desta companhia, paga-se aos Srs. accionistas, do dia 12 de abril em diante, das 12 ás 14 horas, o 20º dividendo, relativo ao 2º semestre de 1925, á razão de 10 % ao anno ou sejam 10\$000 por accção.

Rio de Janeiro, 26 de março de 1926.
— Pela Companhia Fornecedor de Materiaes, *Arthur Bastos*, director-presidente.

(2.184)

**Companhia Italo-Brasileira de Ci-
mento Armado****ASSEMBLÉA EXTRAORDINARIA**

Não tendo havido numero legal para a assembleia convocada para 25 de março, convocamos nova reunião para 5 de abril, a 1 hora, na sede da companhia, á rua Candelaria n. 53. — A directoria.

(2.193)

**Companhia Minas de Machinê
(Em liquidação)**

São convidados os Srs. accionistas a se reunirem em assembleia geral, no dia 30 do corrente, ás 14 horas, á rua Visconde de Inhaúma n. 82, 1º andar, afim de deliberarem sobre as contas finais do liquidante. — O liquidante.

(2.187)

Companhia de Expansão Territorial**ASSEMBLÉA GERAL ORDINARIA**

São convidados os Srs. accionistas a se reunirem em assembleia geral ordinaria, no dia 5 de abril proximo, ás 14 horas, na sede desta companhia, sito á rua Visconde de Inhaúma n. 82, 1º andar, afim de tomarem conhecimento do relatório da directoria, parecer do conselho fiscal e deliberarem sobre a approvação das contas e balanços, assim como para se proceder á eleição dos membros e suplentes do conselho fiscal.

De conformidade com o disposto nos estatutos, os Srs. accionistas, possuidores de accões ao portador, deverão depositá-las na caixa da companhia, até cinco dias antes da assembleia.

Rio, 26 de março de 1926. — A directoria.

(2.186)

**Companhia Brasileira de Em-
prehendimentos Aeronauticos**

Na sede desta companhia, á rua Primeiro de Março n. 117, 2º andar, acham-se á disposição dos Srs. accionistas os documentos a que se refere o art. 147 do decreto n. 434, de 4 de julho de 1891.

Rio, 23 de fevereiro de 1926. — A directoria.

**Companhia de Fiação e Tecidos
Majcense****ASSEMBLÉA GERAL EXTRAORDINÁRIA**

São convidados os Srs. accionistas desta companhia a se reunirem em assembleia geral extraordinária, a realizar-se no dia 11 de abril proximo, ás duas horas da tarde, em nossa sede social, á rua S. Bento n. 24, 1º andar, afim de resolverem sobre a reforma dos nossos estatutos.

As transferências de ações ficam suspensas a contar dos tres dias anteriores ao da assembleia, e as ações no portador deverão ser depositadas nos cofres da companhia, tambem tres dias antes da realização da mesma, afim de terem representação.

Rio de Janeiro, 26 de março de 1926.
— A directoria. (2.181)

**Sociedade Anonyma "Cortumo
Carioca"**

A directoria desta sociedade, devendo realizar-se, no dia 27 de abril proximo, a assembleia geral ordinaria, nos termos do art. 17 dos estatutos, convida aos Srs. accionistas a comparem-se á disposição, no escriptorio da sociedade, á rua da Afandega n. 191, todos os documentos a que se refere o art. 147 do decreto n. 434, de 4 de julho de 1891.

Rio de Janeiro, 26 de março de 1926.
— A directoria: Dr. H. Bellart, vice-presidente. (2.189)

S. A. Cottonificio Gavea**EMPRESTIMO POR "DEBENTURES"****Terceria amortização**

Foi ellegiencia á clausula do contracto, foram adquiridos por compra 200 debentures de numeros 851 a 950, 1.751 a 1.770, 1.801 a 1.810, 2.231 a 2.255, 2.266 a 2.275, 2.977 a 2.988, 3.021 a 3.023 e 3.031 a 3.050, de 200\$000 cada um, no total de 40:000\$000, ficando esse nosso emprestimo de 800:000\$000 reduzido a 680:000\$000.

Rio de Janeiro, 24 de março de 1926.
— Alfredo L. Ferreira Chaves, director-presidente. (2.108)

**Companhia Industrial de Caixas
de Madeira**

De accordo com o art. 18 dos estatutos, são convidados os senhores accionistas a se reunirem em assembleia geral ordinaria, ás 14 horas do dia 29 de março de 1926, na sede da companhia, á rua Bonfim n. 216, afim de tomarem conhecimento do relatorio e contas referentes ao exercicio de 1925 e elegerem o conselho fiscal.

Acham-se á disposição dos senhores accionistas, no escriptorio da companhia, á rua Bonfim n. 246, os documentos a que trata o art. 147 do decreto n. 434, de 4 de julho de 1891.

Rio de Janeiro, 26 de fevereiro de 1926.
— A directoria. (2.175)

Companhia Souza Cruz

Na sede desta companhia, á rua Gonçalves Dias n. 26, acham-se á disposição dos Srs. accionistas os documentos a que se refere o art. 147 do decreto numero 434, de 4 de julho de 1891.

Rio, 23 de fevereiro de 1926. — A directoria. (1.280)

**Companhia Lithographica Ferreira
Piuto**

Na sede desta companhia, á rua 7 de Setembro n. 160, acham-se á disposição dos Srs. accionistas os documentos a que se refere o art. 147 do decreto n. 434, de 4 de julho de 1891.

Rio, 23 de fevereiro de 1926. — A directoria.

**Companhia Brasileira de Fumo
em Folha**

Na sede desta companhia, á rua Gonçalves Dias n. 26, acham-se á disposição dos Srs. accionistas os documentos a que se refere o art. 147 do decreto n. 434, de 4 de julho de 1891.

Rio, 23 de fevereiro de 1926. — A directoria.

S. A. Philips do Brasil

Na sede desta companhia, á rua Borja Castro ns. 13 e 15, acham-se á disposição dos Srs. accionistas os documentos a que se refere o art. 147 do decreto numero 434, de 4 de julho de 1891.

Rio, 23 de fevereiro de 1926. — A directoria.

S. A. Cottonificio Gavea

RUA CONSELHEIRO SARAIVA N. 10, LOJA

Juros de "debentures"

Nos dias 6, 7 e 8 de abril, das 12 ás 14 horas e depois destes dias ás quintas-feiras, ás mesmas horas, pagar-se-hão os juros correspondentes ao semestre vencido em 31 de março do corrente anno.

Rio de Janeiro, 24 de março de 1926.
— Alfredo L. Ferreira Chaves, director-presidente. (2.108)

**Companhia Brasileira Melhoramen-
tos e Construções**

São convidados os Srs. accionistas a se reunirem em assembleia geral ordinaria, no dia 31 do corrente mez, ás 14 horas, na sede da companhia, á rua da Quitanda n. 187, sobrado, para tomarem conhecimento do relatorio da directoria, parecer do conselho fiscal e balanço, bem como para a eleição de membros do conselho fiscal e supplentes, para o novo exercicio.

Rio de Janeiro, 20 de março de 1926.
— A directoria. (2.093)

**Companhia Brasileira Melhoramen-
tos e Construções**

Acham-se á disposição dos Srs. accionistas, na sede desta companhia, á rua da Quitanda n. 187, sobrado, os documentos referidos no art. 147 do decreto n. 434, de 4 de julho de 1891.

Rio de Janeiro, 20 de março de 1926.
— A directoria. (2.093)

Companhia de Terras**SOCIEDADE ANONYMA**

Ficam os Srs. accionistas convidados para a assembleia geral ordinaria desta companhia, no dia 27 de março de 1926, ás 14 horas, na sede da mesma, rua da Quitanda n. 157, 1º andar, para o fim de approvarem as contas da directoria e parecer do conselho fiscal.

Rio de Janeiro, 14 de março de 1926.
— A directoria. (1.481)

**Companhia Brasileira de Minas
"Santa Mathilde"****ASSEMBLÉA GERAL ORDINÁRIA**

Ficam por este edital convidados os Srs. accionistas para se reunirem em assembleia geral ordinaria, no dia 27 do março corrente, na sede social, á rua Buenos Aires n. 98, sobrado, afim de tomarem conhecimento do relatorio e contas da directoria, parecer do conselho fiscal e sobre os mesmos se pronunciarem. Esta assembleia elegera os membros do conselho fiscal e supplentes. Na forma do art. 16, paragrapho unico, dos estatutos, deverão os Srs. accionistas depositar as respectivas ações ao portador, com antecedencia de tres dias.

Rio de Janeiro, 10 de março de 1926.
— A directoria. (2.110)

"Lloyd Industrial Sul Americano"

Acham-se á disposição dos Srs. accionistas, na sede desta companhia, á avenida Rio Branco n. 47, 2º andar, o balanço e mais documentos a que se refere o art. 147 do decreto n. 434, de 4 de julho de 1891.

Rio de Janeiro, 27 de fevereiro de 1926.
— A directoria. (1.387)

**Sociedade Anonyma Garantia
Immobiliaria**

Convido os Srs. accionistas a se reunirem em assembleia geral ordinaria no dia 27 do corrente, ás 13 horas, na sede da sociedade, á rua Vieira Fazenda n. 68, para tomar conhecimento do relatorio e contas da directoria e parecer do conselho fiscal, relativos ao anno findo em 31 de dezembro de 1925, eleger a directoria, conselho fiscal e supplentes para 1926.

Rio de Janeiro, 10 de março de 1926.
— Francisco Dias Allão, presidente. (1.609)

Banco da Lavoura e do Commercio do Brasil

ASSEMBLÉIA GERAL EXTRAORDINÁRIA

Não tendo sido subscripto o capital de accôrdo com a deliberação da assembléa geral de 4 do corrente, são convidados os Srs. accionistas a se reunirem em assembléa geral extraordinária, no dia 27 do corrente, á uma hora da tarde, na sede do Banco, á rua 1º de Março n. 85, para deliberarem sobre a conveniencia da dissolução da sociedade.

Rio de Janeiro, 19 de março de 1926.
— O presidente do Banco, *Leonidas Detsi*. (2.020)

Banco da Lavoura e do Commercio do Brasil

TRANSFERENCIAS DE ACCÕES

A partir desta data até ao dia em que se realizar a assembléa geral extraordinária, ficarão suspensas as transferencias de accões deste Banco.

Rio de Janeiro, 19 de março de 1926.
— O presidente do Banco, *Leonidas Detsi*. (2.020)

Companhia Estrada de Ferro União Sorocabana e Ituana, em liquidação forçada

SEGUNDO RATEIO

São convidados os Srs. credores da liquidação forçada da Companhia Estrada de Ferro União Sorocabana e Ituana a comparecerem ao Banco do Brasil, rua da Alfandega n. 17, 2º andar, sala dos advogados, para receberem o rateio a que tem direito.

Rio, 18 de março de 1926. — Os *syndicos*.

Instituto Brasileiro de Microbiologia

Na sede desta companhia, á rua Oito de Dezembro n. 123, acham-se á disposição dos Srs. accionistas, os documentos a que se refere o art. 147 do decreto n. 434, de 4 de julho de 1891.

Rio, 23 de fevereiro de 1926. — A *directoria*.

Companhia Agricola Juiz de Fora

ASSEMBLÉIA GERAL ORDINÁRIA

São convidados os Srs. accionistas a se reunirem em assembléa geral ordinária, a 27 do corrente, ás 13 horas, á rua Visconde de Inhaúma n. 80, 1º andar, afim de tomar conhecimento do relatório e contas de 1925 e eleição do conselho fiscal.

Rio de Janeiro, 19 de março de 1926.
— A *directoria*. (1.679)

Lloyd Sul Americano

ASSEMBLÉIA GERAL ORDINÁRIA

São convidados os accionistas desta companhia a se reunirem em assembléa geral ordinária, no dia 27 do corrente, ás 14 horas, na sua sede social, á avenida Rio Branco n. 47, 2º andar, afim de tomarem conhecimento do relatório da directoria, parecer do conselho fiscal e deliberarem sobre a aprovação das contas e balanço, assim como para se proceder á eleição da directoria, dos membros e suppletes do conselho fiscal.

Rio de Janeiro, 8 de março de 1926.
— A *directoria*. (1.611)

Companhia Imobiliária Nacional

ASSEMBLÉIA GERAL ORDINÁRIA

São convidados os Srs. accionistas a se reunirem em assembléa geral ordinária, na sede da companhia, á rua Sacliet n. 27, no dia 20 de abril, ás 14 horas, afim de lhes serem apresentados o relatório da directoria, parecer do conselho fiscal e balanço encerrado em 31 de dezembro de 1925, bem como procederem á eleição do conselho fiscal e suppletes para o corrente exercício, ficando suspensas as transferencias de accões até a data em que se effectuar a referida assembléa.

Acham-se á disposição dos Srs. accionistas os documentos a que se refere o art. 147 do decreto n. 434, de 4 de julho de 1891.

Rio de Janeiro, 19 de março de 1926.
— A *directoria*. (1.980)

"Vera Cruz"

Acham-se á disposição dos Srs. accionistas, na sede desta companhia, á avenida Rio Branco n. 47, 1º andar, o balanço e mais documentos a que se refere o art. 147 do decreto n. 434, de 4 de julho de 1891.

Rio de Janeiro, 27 de fevereiro de 1926.
— A *directoria*. (1.388)

Companhia Ferro Carril Carioca

Tendo sido requerida a esta companhia uma segunda via da cautella n. 12, ao portador, de 100 accões, allegando-se extravio, declaro que, si no prazo de 30 dias, não houver reclamação, será emitida uma outra em substituição áquella.

Rio de Janeiro, 9 de março de 1926.
— *Casimiro de Menezes*, presidente.

Banco Predial do Estado do Rio de Janeiro

Na sede do Banco, á rua Visconde do Uruguay n. 503, acham-se á disposição dos Srs. accionistas os documentos de que trata o art. 147 do decreto n. 434, de julho de 1891.

Niteroy, 16 de março de 1926. — *Leonel Magalhães*, presidente. (1.803)

Grandes Moinhos do Brasil S.A

De conformidade com o disposto no art. 147, do decreto n. 434, de 4 de julho de 1891, acham-se á disposição dos senhores accionistas, em o escriptorio da sociedade, á rua General Camara n. 45, os documentos mencionados no referido decreto.

Rio de Janeiro, 22 de março de 1926.
— A *directoria*. (2.014)

Companhia Ferro Carril Carioca

ASSEMBLÉIA GERAL ORDINÁRIA

São convidados os Srs. accionistas desta companhia para se reunirem em assembléa geral ordinária, no dia 31 do corrente, á 1 hora da tarde, no seu escriptorio social, sito na estação dos Arcos, afim de resolverem sobre a prestação de contas da administração.

As procurações deverão ser alli depositadas até o dia 28 e as accões ao portador até o dia 21 do corrente, nos termos e para o fim dos arts. 7º e 11 dos estatutos.

Ficam desde já suspensas as transferencias das accões nominativas.

Rio de Janeiro, 15 de março de 1926.
— *Casimiro de Menezes*, presidente. (1.833)

Companhia Cervejaria Bohemia

(PETROPOLIS)

São convidados os Srs. accionistas a se reunirem em assembléa geral ordinária, ás 13 horas do dia 31 de março corrente, no escriptorio desta companhia, em Petropolis, para tomarem conhecimento do relatório da directoria, parecer do conselho fiscal, balanços e contas relativos ao exercício de 1925, assim como proceder á eleição do conselho fiscal e seus suppletes, para o presente exercício.

No mesmo dia será iniciado o pagamento do dividendo correspondente ao anno relatado.

Petropolis, 13 de março de 1926. — A *directoria*. (1.807)

Companhia de Tecidos de Linho de Sapopemba

ASSEMBLÉIA GERAL ORDINÁRIA

São convidados os Srs. accionistas para se reunirem em assembléa geral ordinária, no salão do predio n. 36, da rua Visconde de Inhaúma, no dia 30 do corrente, ás 14 horas, para tomarem conhecimento do relatório e parecer do conselho fiscal, sobre gestão da directoria durante o anno findo e igualmente, para eleição dos membros do conselho e seus suppletes.

Rio de Janeiro, 12 de março de 1926.
— *Antonio Fernandes dos Santos*, presidente. (1.777)